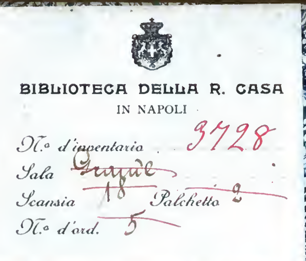
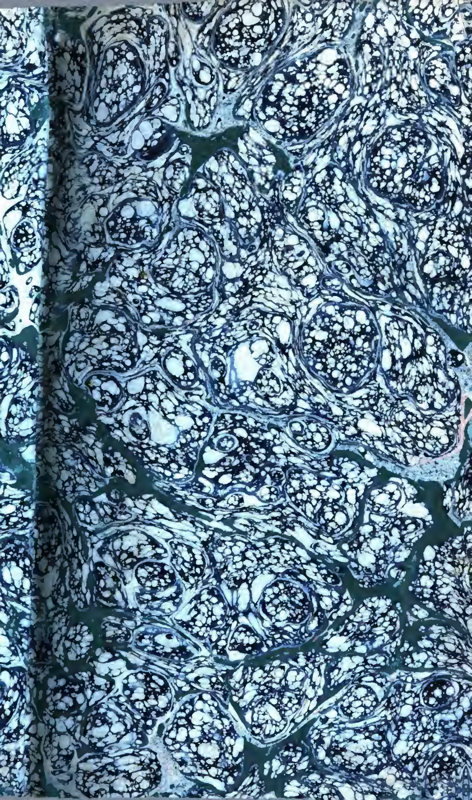






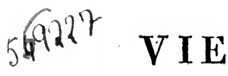


VIE

DE

GEORGE WASHINGTON.

II.



VIE

DE

GEORGE WASHINGTON,

GÉNÉRAL EN CHEF DES ARMÉES AMÉRICAINES,

DURANT LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE,

ET PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE;

COMPOSÉE SUR SES MÉMOIRES, QU'IL A LÉGUÉS A SON PARENT,

LE TRÈS-HONORABLE BUSHROD WASHINGTON;

PRÉCÉDÉE d'un Précis de l'histoire des Colonies fondées par les Anglais, sur le continent de l'Amérique septentrionale;

PAR JOHN MARSHALL,
Président de la Cour Suprême de Justice des États-Unis;

ET TRADUITE DE L'ANGLAIS, PAR P. F. HENRY.

OUVRAGE orné du portrait de Washington, de vues, et de 12 cartes revues par J. N. BUACHE, membre de l'Institut de France et de la Légion d'honneur.

TOME DEUXIÈME.

PARIS,

DENTU, Imprimeur-Libraire, rue du Pont-de-Lodi, n.° 3.

M. D. CCC. VII.



VIE DU GÉNÉRAL WASHINGTON.

CHAPITRE PREMIER.

Naissance de Washington. — Washington reçoit une mission pour se rendre auprès des français établis sur l'Ohio. — Il est nommé lieutenant-colonel d'un régiment de troupes réglées. — Il surprend Jumonville. — Capitulation du fort de la Nécessité. — Washington sert en qualité d'aide-de-camp du général Braddock — Défaite et mort de ce général. — Washington est fait colonel. — Etat fâcheux où se trouvent les frontières. — Efforts de Washington pour augmenter les troupes réglées de la colonie. — Expédition du général Forbes contre le fort Duquesne. — Défaite du major Grant. — Le fort Duquesne est évacué par les français. — Les anglais prennent possession de ce poste. — Démission et mariage du colonel Washington.

George Washington, troisième fils d'Augustin Washington, naquit le 22 février 1732, dans la Virginie, à Bridge's-Creek, dans le comté de Westmoreland, où s'était établi son bisaïeul, John Washington, qui appartenait à une très-bonne famille du nord de l'An-

gleterre, et avait passé en Amérique, vers l'année 1657.

Le jeune Washington fit connaître de bonne heure les dispositions qu'il avait pour le métier des armes. La guerre que la Grande-Bretagne soutenait alors contre la France et contre l'Espagne, paraît avoir excité les premières ardeurs de ce rare courage qu'il déploya dans la suite avec tant d'éclat. Agé seulement de quinze ans, il sollicita si vivement la permission d'entrer dans la marine anglaise, qu'on y demanda pour lui une place d'aspirant, qui lui fut accordée ; mais les craintes d'une mère, qui l'aimait éperduement, l'empêchèrent quelque tems d'embrasser la profession des armes. Il reçut ce qu'on appelait une éducation anglaise, c'est-à-dire, qu'il n'acquit la connaissance d'aucune autre langue que celle de son pays. Son père, qu'il perdit à l'âge de dix ans, lui laissa peu de bien ; mais son industrie l'en dédommagea. Il se chargea de régir des terres ; et dans cette occupation, il acquit des connaissances qui contribuèrent infiniment à lui faire augmenter sa fortune.

A l'âge de dix-neuf ans, il fut nommé adjudant-général des troupes de la Virginie, avec rang de major. Il n'exerça pas

long - tems les fonctions de cette place. La France commençait à exécuter le projet qu'elle avait formé de réunir ses vastes possessions d'Amérique, en faisant communiquer le Canada avec la Louisiane. Cette puissance s'était déjà emparée d'une étendue de pays qu'on croyait appartenir à la Virginie; elle avait même établi une chaîne de postes qui s'étendait depuis les grands lacs jusqu'à l'Ohio. Ces prétendues usurpations attirèrent l'attention de Dinwiddie, lieutenant - gouverneur de la province. Cet officier jugea qu'il était de son devoir d'exiger, au nom du roi son maître, qu'on renonçât à une entreprise, qu'il considérait comme une violation des traités. Mais il n'était pas facile de trouver un homme en état de remplir les intentions de Dinwiddie. Une grande partie du pays que l'envoyé devait traverser, était presque entièrement inconnue, et n'avait pour habitans que des sauvages, dont la plupart étaient ennemis secrets ou déclarés des anglais. Ceux qui ne prévoyaient pas les événemens dont cette contrée devait être le théâtre, ou qui ne voulaient point y prendre part, effrayés des fatigues et des dangers d'un tel voyage, répugnaient à l'entreprendre. Ce furent, à ce qu'il semble, ces motifs mêmes qui firent désirer à Washington

de se charger de cette commission hasardeuse, qu'en conséquence il accepta avec joie.

Il partit de Williamsbourg, le 31 octobre 1753, c'est-à-dire, le jour même qu'il reçut sa commission; et le 14 novembre, il arriva à Willi's-Creek, qui était alors le dernier établissement des anglais sur la frontière septentrionale. Là, il prit des guides pour diriger sa marche à travers les monts Alleguenys, dont le passage commençait à devenir fort difficile dans cette saison. Après avoir surmonté les obstacles que lui opposèrent la neige et les inondations, il parvint, le 22, au confluent de la Turtle-Creek et de la Monongahéla. Il apprit là d'un traiteur indien, que le général français était mort, et que la plus grande partie de l'armée avait pris des quartiers d'hiver. En poursuivant sa route, il examina le pays avec l'œil d'un militaire. L'angle formé par la jonction des rivières de Monongahéla et d'Allegueny lui parut former une position si avantageuse, qu'à son retour, il conseilla de s'en emparer et de le fortifier. Les français qui dans la suite y construisirent le fort Duquesne, aujourd'hui le fort Pitt ou Pittsbourg, prouvèrent l'excellence de ce conseil.

Washington s'arrêta quelques jours parmi les indiens, et engagea plusieurs de leurs chefs

à l'accompagner. S'étant ensuite embarqué sur la rivière d'Allegueny, il parvint jusqu'à l'embouchure de la crique française, où était situé le premier fort occupé par les français. Il remonta cette crique jusqu'à un autre fort, où il fut reçu par Legardeur de St.-Pierre, auquel il remit les dépêches dont il était porteur. Lorsqu'il en eut reçu réponse, il retourna à Williamsbourg où il arriva, après avoir supporté les plus grandes fatigues et couru beaucoup de dangers. Sa persévérance et l'adresse avec laquelle il se conduisit envers les indiens, augmentèrent la considération dont il jouissait déjà, et lui concilièrent l'estime du gouverneur. Son journal fut rendu public, et l'on y reconnut l'empreinte d'un jugement solide et d'une ame forte.

La réponse ~~du commandant français~~ n'annonçant pas qu'il fût disposé à se retirer des bords de l'Ohio, on crut devoir faire des préparatifs pour soutenir les prétentions de la Grande-Bretagne. En conséquence, l'assemblée de la Virginie, ayant pris l'avis du conseil exécutif, autorisa le gouverneur à lever un régiment de trois cents hommes. Le commandement de ce corps fut donné à Frye, qui passait pour bien connaître le pays de l'ouest; et le major Washington en fut nommé

lieutenant-colonel. Impatient d'agir, Washington sollicita et obtint la permission de se mettre en marche au commencement d'avril, avec deux compagnies, et de s'avancer jusqu'au lieu nommé les Grandes-Prairies. A peine y fut-il arrivé, qu'il y apprit de quelques indiens alliés des anglais, que les français avaient chassé un parti de travailleurs, employés par la compagnie de l'Ohio à construire un fort sur la branche sud-est de la rivière; qu'ils achevaient eux-mêmes d'en élever un à la jonction de l'Allegueny et de la Monongahéla, et qu'enfin un détachement de leurs troupes était en marche pour se rendre aux Grandes-Prairies. Il n'y avait aucun acte d'hostilité de commis; mais on pouvait considérer le territoire anglais comme envahi. D'ailleurs plusieurs circonstances prouvèrent que les français s'avançaient en ennemis. Un seul fait suffisait pour le démontrer : ils avaient quitté le chemin à une certaine distance, et étaient allés camper au fond d'un vallon, pour dérober la connaissance de leur marche. Les indiens ayant offert de guider les troupes anglaises, Washington partit au milieu d'une nuit obscure et pluvieuse. Le camp de l'ennemi était à quelques milles à l'ouest des Grandes-Prairies. Washington y

arriva bientôt et le fit environner. Ayant surpris les français au point du jour, il les contraignit à se rendre. Il ne s'en échappa qu'un seul ; il n'y en eut qu'un de tué ; et celui-ci fut Jumonville, qui commandait le détachement.

Cependant le reste du régiment était en marche pour joindre l'avant-garde. Le colonel Frye étant mort en chemin, le commandement passa de droit à Washington. La jonction s'effectua aux Grandes-Prairies. Peu de tems après arrivèrent aussi deux compagnies franches de troupes réglées, l'une appartenant à la Caroline du sud, et l'autre à la province de New-York. Au moyen de ce renfort, le détachement anglais formait un corps d'environ quatre cents hommes. Les officiers des troupes de ligne représentèrent qu'ils ne devaient pas être commandés par un officier provincial ; mais, vu la circonstance, ils renoncèrent à leurs prétentions ; et Washington conserva le commandement. On fit aux Grandes-Prairies un petit retranchement en palissades, où l'on garda les fourrages, et que dans la suite on nomma fort de la Nécessité. Les travaux achevés, Washington marcha contre le fort Duquesne, dans le dessein d'en déloger les français. Il s'était avancé jusqu'à la base des montagnes des

Lauriers, c'est-à-dire à environ trente milles des Grandes-Prairies, lorsqu'il reçut des avis qui arrêtèrent sa marche. Des naturels du pays lui dirent, dans leur style figuré, que les français s'approchaient aussi nombreux que les oiseaux des forêts. Il se trouvait parmi ces indiens un chef très-affectionné aux anglais, qui n'avait quitté que depuis deux jours le fort construit sur le bord de l'Ohio. Il y avait vu arriver un renfort considérable; et l'on y avait annoncé en sa présence, que deux mille deux cents hommes, dont dix-huit cents français et quatre cents indiens, étaient sur le point de partir de ce fort pour aller à la rencontre des anglais. La déclaration de quelques déserteurs, arrivés depuis peu, s'accordait parfaitement avec cet avis. Il y avait six jours que les troupes anglaises n'avaient mangé de pain, et leurs autres munitions de bouche étaient extrêmement réduites. L'ennemi pouvait s'approcher par eau jusqu'à cinq milles de la position qu'elles occupaient alors. De plus, il pouvait les tourner facilement, et les prendre ensuite par famine, ou les combattre avec une supériorité de trois contre un.

Un conseil de guerre, tenu dans cette situation critique, le 28 juin 1754, décida qu'il fallait se retirer au fort des Grandes-Prairies,

où la disposition du terrain ne permettait que difficilement à l'ennemi de passer sans être aperçu ; et il fut en même tems résolu de s'y tenir renfermé jusqu'à ce qu'on eût reçu des secours en hommes et des vivres. En conséquence, les anglais retournèrent sur leurs pas. Washington, rentré dans le fort, fit creuser autour de la palissade un fossé qui n'était pas encore achevé, lorsqu'un détachement de quinze cents français, commandés par Villiers, parut tout-à-coup, et attaqua ce poste avec furie. Les anglais soutenant le choc avec intrépidité, combattirent, les uns derrière les palissades, et les autres dans le fossé déjà rempli de vase et d'eau. Washington, toujours en-dehors des ouvrages, encourageait les soldats par son exemple. Les hautes herbes et les arbres dont la campagne était couverte, facilitaient toutes les opérations de l'ennemi. L'action durait depuis dix heures du matin, lorsqu'à l'entrée de la nuit, un parlementaire vint proposer aux assiégés de se rendre à des conditions qui furent rejetées. Quelques heures après, il fut convenu que la garnison recevrait les honneurs de la guerre, qu'elle sortirait avec armes et bagages, et qu'elle se retirerait dans les parties habitées de la Virginie, sans être inquiétée.

La capitulation fut rédigée en français, langue que n'entendaient, ni le colonel Washington, ni aucun officier de son détachement. On s'y servit d'une expression qui fut infidèlement traduite, et que les ennemis de Washington voulurent faire considérer comme l'aveu que Jumonville, tué dans la première attaque, avait été assassiné [1].

Quoiqu'il eût été stipulé que les anglais ne seraient point inquiétés dans leur retraite, ils y furent très-maltraités par les indiens. Il a toujours été très-difficile de faire exécuter les conventions, par ces peuples sauvages, dont l'alliance est aussi gênante que l'inimitié funeste.

Le corps législatif de la Virginie fut tellement satisfait de la conduite du détachement commandé par Washington, qu'il en fit des remercimens à tous les officiers, et qu'il ordonna de partager une somme de trois cents pistoles, entre les soldats qui étaient sous leurs ordres.

[1] Le mot assassinat fut employé dans la capitulation, relativement au coup qui fit périr Jumonville. Washington affirma dans sa réponse, que l'interprête rendit ce mot par *the death* (la mort), ou par *the loss* (la perte), etc. Cet interprête était un hollandais qui entendait peu l'anglais.

Le commandant français ayant rendu public son rapport, au sujet de la prise du fort de la Nécessité, Washington fit imprimer une réponse, dans laquelle il repoussa victorieusement une calomnie, tombée alors, il est vrai, dans un parfait mépris, mais qui fut renouvelée à une époque où l'on pouvait avoir entièrement oublié les circonstances qui avaient accompagné la capitulation.

A la fin de la campagne, le régiment de la Virginie fut divisé en compagnies franches. Dans le courant de l'hiver, il arriva une ordonnance, qui réglait les rangs, à l'avantage des officiers des troupes royales, sans avoir aucun égard à l'ancienneté de service de ceux des troupes provinciales. Washington, quoique le succès qui avait payé ses premiers efforts, eût rendu plus vif le goût qu'il avait pour la profession des armes, était trop animé de ce juste orgueil qui fait le vrai militaire, pour consentir à se soumettre à un pareil réglement. Rempli d'indignation, il résolut de quitter le service, et répondit à ceux qui le pressaient de n'en rien faire, qu'il serviroit avec plaisir, lorsqu'il pourrait servir sans déshonneur. Son frère aîné, Lawrence Washington, qui s'était trouvé à l'attaque de Carthagène, venait de lui laisser, en mourant,

un domaine considérable, qu'il avait appelé *Mont-Vernon*, d'après le nom de l'amiral sous lequel il s'était signalé, et qui était situé sur le bord de la Potomak. Le colonel Washington s'y retira dans le dessein de consacrer le reste de ses jours aux travaux de la vie champêtre. Cependant il changea bientôt de résolution. Braddock, instruit du mérite de cet officier, qui connaissait parfaitement le pays où l'on devait combattre, et qui désirait vivement de faire une campagne, sous un général qui jouissait d'une brillante réputation, l'invita à l'accompagner en qualité d'aide-de-camp. Washington accepta cette offre avec joie, en stipulant toutefois qu'il lui serait permis de vaquer à ses affaires jusqu'à l'instant où l'armée se mettrait en marche, et de se retirer chez lui, lorsqu'elle aurait terminé les opérations de la campagne.

Le commandant en chef étant parti pour Alexandrie, au mois d'avril, avec deux régimens de troupes britanniques et quelques corps de milice, le général Washington fut le rejoindre. Les troupes s'arrêtèrent à Willis-Creek, qui fut ensuite nommé fort Cumberland; et elles y demeurèrent jusqu'au 12 juin pour y attendre les vivres et les fourgons dont elles avaient besoin. Elles n'avaient quitté

ce poste que depuis trois jours, lorsque Washington fut saisi d'une fièvre ardente, qui ne lui permit point de monter à cheval. Refusant toutefois de demeurer en arrière, il se fit transporter dans un chariot couvert. La nature du terrain opposant plus d'obstacles à Braddock qu'il ne croyait en rencontrer, ce général consultait fréquemment Washington sur les moyens qu'il convenait de prendre pour les surmonter. Le colonel lui conseilla de laisser sa grosse artillerie à l'arrière-garde, qui le suivrait à petites journées, et de marcher rapidement contre le fort Duquesne, avec un corps de troupes d'élite, qui ne prendrait que quelques pièces d'artillerie légère, et une petite quantité de munitions. Tous les rapports annonçaient que les troupes françaises étaient peu nombreuses sur l'Ohio, mais qu'elles attendaient des renforts considérables, qui devaient être transportés par eau, et qui ne pourraient arriver tant que durerait la sécheresse. Il était donc de la plus haute importance de ne pas attendre, pour attaquer la place qu'on se proposait d'enlever, que les pluies eussent assez enflé les rivières, pour permettre à l'ennemi de rassembler ses forces. De telles mesures s'accordaient parfaitement avec le caractère du

commandant en chef. Il fut donc arrêté, dans un conseil de guerre, tenu aux Petites-Prairies, que le général Braddock s'avancerait à marches forcées contre le fort Duquesne, à la tête d'un détachement de douze cents hommes, tirés des différens corps qui composaient l'armée. On ne prit que le nombre de fourgons strictement nécessaire, et l'on chargea les munitions sur des chevaux. Le commandement du reste des troupes et la garde des gros équipages, furent confiés au colonel Dunbar et au major Chapman.

Malgré les dispositions qu'on avait faites pour en accélérer la marche, le corps de troupes, commandé par le général Braddock, ne s'avança qu'avec lenteur. « Je vois, disait « Washington, dans une lettre qu'il écrivait à « son frère, qu'au lieu de pousser en avant « avec vigueur, et sans faire attention à quelque « inégalité dans la surface du sol, on s'arrête « à chaque instant pour applanir une butte « ou pour jeter un pont sur un ruisseau. » On mit ainsi quatre jours pour arriver au grand passage de la Yohogany, qui n'est qu'à dix-neuf milles des Petites-Prairies. Là, Washington affaibli par la maladie, se vit forcé de s'arrêter. Les gens de l'art ayant déclaré qu'en s'obstinant à suivre l'armée, il mettrait ses

jours en danger, le général, qui le confia à la garde de quelques soldats, lui ordonna d'attendre l'arrivée du colonel Dunbar. Il n'obéit à cet ordre qu'après avoir tiré du commandant en chef, la promesse qu'on le ferait transporter à l'avant-garde, dès qu'on se disposerait à donner l'assaut au fort Duquesne. Le jour qui précéda le combat qui fut livré sur le bord de Monongahéla, il rejoignit le corps avancé dans un chariot couvert; et quoiqu'il fût encore très faible, il reprit son service ordinaire. L'action s'était à peine engagée, qu'il se trouva le seul aide-de-camp qui n'eût reçu aucune blessure. En conséquence, il fut chargé de porter tous les ordres, emploi très-dangereux, dans un combat où d'habiles tireurs adressaient leurs coups aux officiers, et principalement à ceux qui étaient à cheval. Dans cette conjoncture critique, Washington fit voir ce calme, cette intrépidité qui le distinguaient si éminemment. Il eut deux chevaux tués sous lui; et son habit fut percé de quatre balles; mais, à la grande surprise des combattans, il échappa sain et sauf à tous les dangers qui l'environnaient. Enfin, après trois heures de combat, le général Braddock, qui perdit trois chevaux pendant l'action, reçut une blessure mortelle; et ses

troupes prirent la fuite de tous côtés. Les efforts qu'on fit pour les rallier ayant été vains, elles traversèrent avec précipitation et dans le plus grand désordre, la Monongahéla. Ayant ensuite reconnu que l'ennemi ne les poursuivait plus et que les indiens s'étaient livrés au pillage, elles s'arrêtèrent et se formèrent en corps de nouveau. Washington, après avoir fait placer le général dans une litière, ou un chariot couvert, se rendit au camp du colonel Dunbar, pour y faire préparer tout ce dont les troupes battues pouvaient avoir besoin. Il n'y précéda celles-ci que de peu de jours; et Braddock y fut à peine arrivé qu'il rendit le dernier soupir. Bientôt après, Dunbar conduisit le reste des troupes réglées à Philadelphie, pour y prendre ce qu'au milieu du mois d'août, il appela des quartiers d'hiver.[1]

En rendant compte de l'affaire de la Monongahéla au lieutenant-gouverneur Dinwiddie, le colonel Washington se plaignit vivement de la conduite qu'avaient tenue les soldats des troupes de ligne. Une terreur panique s'étant emparée d'eux, ils n'entendirent plus la voix de leurs officiers, dont

[1] Il a déjà été question de cette affaire au premier volume, Chap. XII.

un grand nombre se firent tuer de désespoir. L'artillerie, les munitions de guerre et de bouche, et les équipages tombèrent entre les mains de l'ennemi. Quant aux compagnies de la Virginie, elles montrèrent une valeur incomparable. « Les braves qui les compo-« saient, ajoutait Washington dans son rap-« port, se sont conduits en hommes et sont « morts en soldats. » Dans une autre dépêche, cet officier disait : « Nous avons été battus, « honteusement battus par une poignée de « français, qui ne songeaient qu'à inquiéter « notre marche. Quelques instans avant l'ac-« tion, nous croyons nos forces presqu'égales « à toutes celles du Canada; et cependant, « contre toute probabilité, nous avons été « complètement défaits, et nous avons tout « perdu. » La conduite de Washington, dont la réputation s'accroissait sans cesse, fut l'objet des éloges de tous ses compatriotes. Le corps législatif de la Virginie ayant appris que le colonel Dunbar abandonnait la province à ses propres forces, décréta qu'il serait formé un nouveau régiment, composé de seize compagnies. Washington fut placé à la tête de ce corps, avec le titre de commandant en chef de toutes les troupes de la province, et on lui accorda la

faveur extraordinaire de nommer lui-même les officiers de son état-major.

Après avoir pris toutes les mesures propres à assurer la formation du corps dont il devait prendre le commandement particulier, Washington fut visiter les postes de la frontière, qu'il mit dans le meilleur état de défense qu'il pût. Il partit ensuite pour Williamsbourg, dans le dessein de concerter un plan d'opérations avec le lieutenant-gouverneur. Il se proposait de représenter aux personnes revêtues de l'autorité, combien il importait de retenir dans le parti des anglais, le petit nombre de tribus indiennes que les français n'en avaient pas encore détachées; et il avait aussi résolu de faire sentir la nécessité d'une loi qui contînt toutes les troupes dans le devoir. A peine avait-il passé Frédéricksbourg, qu'un exprès lui apporta la nouvelle qu'un corps considérable de français et d'indiens, divisé en petits détachemens, venait de fondre sur les habitations voisines des frontières; que l'ennemi massacrait tout, hommes, femmes et enfans; qu'il mettait le feu aux maisons et détruisait les moissons; et qu'enfin les troupes de la colonie, loin de pouvoir secourir les habitans, étaient elles-mêmes bloquées dans les forts qu'elles occupaient.

Retournant aussitôt sur ses pas, Washington courut à Winchester, où il trouva tout dans le plus grand désordre. Ce fut envain qu'il voulut rassembler la milice. Au lieu de chercher leur salut dans la victoire, les habitans des cantons exposés aux attaques de l'ennemi, se réfugièrent dans la partie inférieure du pays, et en fuyant, ils augmentèrent la consternation générale. Reprochant leur négligence aux officiers nouvellement nommés, Washington leur ordonna de hâter la marche des recrues; et en même-tems il écrivit aux lieutenans des comtés situés au-dessous des montagnes Bleues, d'envoyer sans délai la milice à Winchester. Mais avant que ces ordres eussent pu être mis à exécution, le parti qui avait fait tant de ravages et excité de si vives alarmes, avait repassé les monts Alleguenys.

Au retour du printems (1756), l'ennemi encouragé par le succès de l'année précédente, fit une nouvelle irruption. Les troupes réglées de la Virginie étaient loin de suffire à la défense des frontières, et il fut impossible d'obtenir de la milice un service effectif. Les indiens, partagés en petites troupes, se cachaient avec tant d'adresse, que rarement on les apercevait avant qu'ils

eussent porté leurs coups. Ils commettaient fréquemment des meurtres aux environs des forts; et lorsqu'un détachement se mettait à leur poursuite, ils parvenaient presque toujours à l'éviter ou à l'attaquer avec avantage. Les habitans abandonnaient le pays, ou cherchaient un asile derrière de petits retranchemens entourés de palissades, où la plupart du tems ils manquaient de vivres, d'armes et de munitions, et où ils étaient fréquemment taillés en pièces. Ces malheurs faisaient une forte impression dans l'ame sensible de Washington. « Les larmes, « les supplications des femmes, » écrivait-il au lieutenant-gouverneur, « les touchantes « prières des hommes, me pénètrent d'une « douleur si vive, que je me livrerais volon« tiers aux coups d'un féroce ennemi, si « content du sacrifice de ma vie, il con« sentait à laisser tout ce peuple en paix. »

Une difficulté qui résulta de l'ordonnance relative au rang des officiers, empêcha Washington de s'établir dans le fort Cumberland, le plus avancé des postes de la province, du côté du nord, et celui qui avait la plus forte garnison. Le capitaine Dagworthy, qui était dans ce fort, s'en arrogea le commandement comme officier des troupes royales. Il alla

même jusqu'à contester le rang de colonel à Washington. Celui-ci était alors à Winchester, où l'on avait formé des magasins considérables, que gardait une faible compagnie de cinquante hommes. Il convoqua un conseil de guerre pour décider s'il devait se porter à la tête de cette compagnie, dans les postes les plus voisins, pour en réunir les garnisons et les mener à la rencontre de l'ennemi, ou s'il devait attendre que les nouvelles levées fussent faites. Tous les membres du conseil jugèrent qu'il convenait de demeurer à Winchester, pour en défendre les magasins et les habitans. Le lord Fairfax, commandant de la milice de cette ville et des comtés adjacens, la somma de prendre les armes ; mais malgré tous ses efforts, il ne put rassembler qu'un petit nombre d'hommes. L'insuffisance des forces de la colonie étant alors démontrée, l'assemblée générale résolut de porter à quinze cents hommes le régiment de la Virginie. Dans une lettre qu'il adressa à l'orateur de la chambre des bourgeois ou des représentans, Washington fit sentir la nécessité d'élever ce nombre à deux mille. Il paraissait craindre que les troupes de la Virginie, qui manquaient d'ingénieurs et d'artillerie, et qui étaient privées des secours des colonies voi-

sines, ne pussent expulser les français du fort Duquesne, qu'on disait construit dans les règles de l'art. L'assemblée générale décréta l'augmentation sollicitée par Washington, mais sans l'ajouter au régiment qu'il commandait. Elle requit aussi le lieutenant-gouverneur d'envoyer la moitié de la milice des comtés voisins au secours des habitans des frontières; et le procureur-général, Peyton Randolph, forma une compagnie de cent jeunes gens, qui s'engagèrent à servir pendant toute la campagne, en qualité de volontaires. Dix indiens bien exercés eussent été d'un plus grand secours que cette compagnie.

Cependant les revers se multiplaient. A l'exception de Winchester, tous les postes situés au-delà des montagnes Bleues furent enlevés; et l'on craignait continuellement de voir l'ennemi franchir ces montagnes et ravager la plaine. La milice fut convoquée. Les courriers se succédèrent rapidement pour en hâter le départ; mais personne ne se mit en marche. Enfin, vers les derniers jours du mois d'avril, les français emmenant une foule de prisonniers, retournèrent au fort Duquesne, suivis de leurs féroces alliés, chargés de butin, et emportant le crâne et la chevelure de ceux qu'ils avaient immolés.

Peu de temps après la retraite de l'ennemi, la milice parut, et fut répartie dans les différens postes. On examina le pays, on fouilla les bois, et on fit les dispositions les plus sages pour repousser une nouvelle invasion. On jeta à Winchester, les fondemens d'un fort, auquel on donna le nom du général Loudoun, qui devait prendre le commandement des troupes anglaises en Amérique. Enfin, le succès couronna la persévérance avec laquelle Washington sollicita des lois plus propres à assurer le service et à maintenir la discipline militaire, que celles qui existaient déjà.

La milice ne demeura sur pied que jusqu'à l'époque où se font les récoltes. Cependant l'ennemi continuait ses incursions. De petits partis d'indiens parcoururent le pays, massacrèrent les habitans sans défense, et enlevèrent tout ce qu'ils purent emporter. L'alarme était continuelle. Dans la Pensylvanie, les habitans furent repoussés jusqu'à Carlisle; et dans le Maryland, Frédérick-Town, qui est située au pied et à l'est des montagnes Bleues, devint une place frontière. Malgré tous les soins et tous les efforts du colonel, le régiment de la Virginie ne se montait pas encore à mille hommes. Cependant, c'était uniquement avec ce corps et quelques déta-

chemens de milice qui servaient temporairement, qu'il fallait défendre une ligne de près de quatre cents milles d'étendue. Washington insista souvent sur la nécessité d'évacuer le fort Cumberland, qui étant trop en avant des cantons habités, ne pouvait être d'aucune utilité, et exigeait une garnison qu'on eût employée plus avantageusement ailleurs. Mais le gouverneur jugea qu'il ne convenait pas d'abandonner ce poste, parce que c'était un *fort royal;* et le lord Loudoun, consulté à ce sujet, fut du même avis.

Une des choses qui affligeaient le plus vivement le commandant des troupes de la Virginie, était la désertion. Ce désordre était dû en grande partie à la parcimonie de l'assemblée générale, qui n'accordait qu'une solde bien inférieure à celle que recevaient les troupes des colonies voisines. Washington fit à ce sujet des représentations qui furent écoutées; et son régiment reçut un équipement complet, sans qu'on fît aucune retenue sur la paye du soldat.

Cette campagne (1756) ne produisit aucun événement mémorable; et toutefois les habitans eurent à souffrir des maux inexprimables. Ceux qui connaissent l'état actuel de la Virginie, ont droit d'être surpris qu'à une

époque si peu reculée, la frontière septentrionale ait été rapprochée jusqu'à la chaîne des montagnes Bleues, et que pour garantir les habitans des horreurs du scalpel, et du sort plus affreux encore d'être conduits en captivité par les indiens, qui souvent les faisaient lentement expirer au milieu des tortures, cette province ait eu peine à compléter un seul régiment.

Aussitôt que le corps principal des français se fut éloigné des établissemens anglais, Washington fut visiter la frontière du sud-est. Là, ainsi qu'au nord, l'ennemi avait fait continuellement des incursions. Il y avait commis des meurtres sans nombre, et la principale défense du pays avait été confiée à une milice peu courageuse et mal disciplinée. Washington qui avait reconnu l'impossibilité de défendre avec des troupes peu nombreuses, une frontière très-étendue, voulait qu'on prît l'offensive, et qu'on marchât contre le fort Duquesne, pour empêcher les incursions de l'ennemi, en l'occupant dans son propre pays. Le lord Loudoun qui, à la qualité de gouverneur de la province, joignait le titre de commandant en chef des troupes royales dans l'Amérique septentrionale, étant arrivé dans la Virginie, Washington lui soumit son projet; mais ce

général avait résolu d'attaquer les français dans leurs possessions du nord, et de ne laisser que douze cents hommes dans les colonies du centre et de l'ouest. Loin de recevoir des secours, la Virginie fut requise d'envoyer quatre cents hommes dans la Caroline du sud.

Washington, dont la constance était inébranlable, pressa vivement l'assemblée générale et le lieutenant-gouverneur de renouveler le code militaire et d'y faire les changemens qu'exigeait le service. Il demanda en même-tems qu'on augmentât le nombre des troupes réglées; mais il eut le chagrin d'échouer complètement sur ce dernier point. Les enrôlemens volontaires ayant été insuffisans, le régiment de la Virginie, qui devait être composé de quinze cents hommes, ne put se compléter, et l'assemblée générale le réduisit à dix compagnies de cent hommes chacune. Ce coup fut d'autant plus sensible à Washington, qu'il désirait vivement qu'on fit une attaque contre le fort Duquesne, qu'il considérait avec raison comme la source des maux qui désolaient la colonie.

M. Pitt, quoiqu'il fût déjà dans le ministère, ne dirigeait pas encore le cabinet britannique, et les officiers qui commandaient alors

en Amérique, ne possédaient pas ce génie qui assure la victoire. La campagne fut sans gloire, et l'on n'entreprit rien à l'ouest pour soulager les colonies du centre. En conséquence, l'ennemi fut en état de renforcer les garnisons des postes qu'il avait sur l'Ohio; et des prisonniers faits dans un combat qui eut lieu sur le bord de la Turtle - Creek, déclarèrent que le fort Duquesne était défendu par six cents français et par trois cents indiens.

Washington avait trop de zèle pour voir sans les censurer, les erreurs commises dans la conduite de la guerre et de toutes les opérations qui s'y rapportaient. Les chérokis et les cataoubas étaient demeurés fermement attachés aux anglais, et rien n'était plus à desirer que de les engager à se joindre aux troupes provinciales. Cependant après avoir fait une dépense considerable, on n'en obtint que peu de secours, et on les mécontenta extrêmement. La franchise avec laquelle Washington blâma la manière dont on avait conduit la négociation entamée avec ces tribus, déplut infiniment au lieutenant - gouverneur Dinwiddie; mais celui - ci quitta bientôt la Virginie, et le gouvernement fut confié à Blair, qui auparavant présidait le

conseil. Le plus parfait accord subsista toujours entre cet officier et le commandant des troupes de la province.

A la fin de la campagne, le lord Loudoun retourna en Angleterre, et le général Abercrombie prit le commandement de l'armée. La défense des colonies du centre fut confiée au général Forbes, qui résolut d'assiéger le fort Duquesne. Charmé de voir adopter enfin un projet qu'il avait formé depuis long-tems, Washington, qui s'était proposé de donner sa démission, changea de dessein, et prit le parti de faire encore une campagne. Il avait conseillé de commencer de bonne heure les opérations militaires; mais le défaut de prévoyance et de zèle occasionna des retards. Washington fut obligé d'aller solliciter lui-même à Williamsbourg, des habits, des armes et des munitions pour son régiment. Long-tems avant que les troupes provinciales se fussent rassemblées, les français et les indiens avaient fait une irruption dans le comté d'Augusta. Après l'avoir ravagé, et avoir massacré soixante personnes, ils avaient repassé les monts avec leurs prisonniers et leur butin. Sept cents indiens du parti des anglais s'étaient rassemblés à Winchester au mois d'avril. Ayant jugé à la lenteur avec laquelle

on faisait les préparatifs, que les premiers coups ne se porteraient pas aussitôt qu'ils l'avaient cru, ils se retirèrent dans leur pays, en promettant toutefois de joindre l'armée lorsqu'elle serait en marche. Enfin les troupes de la Virginie se rendirent de Winchester au fort Cumberland, et on les fit travailler à ouvrir une route jusqu'à Raystown. Comme des partis ennemis interrompaient continuellement les travaux, on forma le projet d'opérer une diversion, en faisant marcher un gros détachement vers les monts Alleguenys. Washington représenta que l'ennemi qui devait avoir des troupes nombreuses au fort Duquesne, et ne pourrait manquer d'être instruit des mouvemens de ce corps, irait sans doute à sa rencontre avec des forces supérieures, et le battrait infailliblement. Il conseilla donc d'opposer de petits partis d'indiens aux postes avancés des français. Son avis fut adopté ; mais il ne put obtenir qu'on prît le chemin qu'avait suivi le général Braddock, quoique ce fût le plus court et le plus connu, et qu'il dût exiger peu de travaux.

Washington ne tarda pas à recevoir l'ordre de se rendre à Raystown. Auparavant, le major Grant avait été détaché du poste de Loyal-Hanna, avec un corps de huit cents

hommes, pour reconnaître les environs du fort Duquesne. Il était arrivé dans la nuit, sur une colline peu distante de ce fort, et sur laquelle il avait posté une partie de ses troupes, divisée en différentes colonnes. Il en avait envoyé l'autre partie à la découverte; et ce détachement était revenu le lendemain, après avoir brûlé un corps-de-garde fortifié, placé près des murs de la place. Un ingénieur étant allé, avec une escorte, lever le plan des fortifications, l'ennemi avait fait une sortie, et bientôt il s'était engagé un combat opiniâtre, dans lequel les anglais avaient été battus, et les majors Grant et Lewis faits prisonniers. Le régiment de la Virginie se signala dans cette action; et Washington en reçut les félicitations du général.

Enfin, le gros de l'armée partit de Raystown; et après avoir suivi un chemin où les obstacles se multiplièrent à chaque pas, il arriva, le 5 novembre, au camp de Loyal-Hanna. Il y fut résolu d'abord de ne pas s'avancer plus loin. L'armée n'eût pu passer l'hiver dans ce désert glacé, sans souffrir considérablement; et peut-être même y eût-elle été exposée à périr de misère et de froid. Elle allait donc rétrograder, lorsqu'on apprit

par quelques prisonniers, que la garnison du fort Duquesne, ne recevant plus de secours du Canada, était extrêmement réduite, qu'elle manquait de munitions, et que les indiens s'étaient retirés dans leurs bourgades. Ces nouvelles encourageantes firent changer de résolution au général. Par une marche lente et pénible, les anglais arrivèrent enfin au fort Duquesne; et ils en prirent paisiblement possession. Les français l'avaient évacué la nuit précédente en y mettant le feu; et étant entrés dans des barques, ils avaient descendu l'Ohio.

La prise du fort Duquesne fut un événement des plus heureux pour les provinces du centre et de l'ouest. Elle fut due à la supériorité des forces maritimes de la Grande-Bretagne, qui empêchèrent l'arrivée des renforts que la France envoyait dans ses colonies de l'Amérique septentrionale. Les succès des troupes anglaises dans le Canada y contribuèrent aussi, en mettant les français dans l'impossibilité de secourir ce poste important, et en affaiblissant leur influence sur les indiens. Sans ces causes réunies, l'inexplicable temporisation des chefs eût fait manquer le but de la campagne.

Le fort Duquesne, après avoir été réparé et augmenté, reçut le nom de Pittsbourg,

ou de fort Pitt, d'après celui de l'habile ministre qui gouvernait alors la nation. Washington y laissa en garnison deux cents hommes de son régiment, et ramena le reste à Winchester. Il quitta bientôt cette ville pour aller prendre séance à l'assemblée générale, dont le comté de Frédéric l'avait nommé membre. Les officiers, qui avaient servi sous ses ordres, lui témoignèrent d'une manière flatteuse, et leur estime et le regret qu'ils avaient de se séparer de lui. Toute la Virginie et même les officiers des troupes anglaises qui avaient été à portée de le connaître, avaient aussi la plus haute opinion de son mérite. L'exacte discipline qu'il avait eu tant de peine à établir dans son régiment, prouvait combien il était ami de l'ordre; et la bravoure de ses soldats annonçait qu'il avait su faire passer dans leur âme, cet amour de la gloire qui embrasait la sienne. La persévérance avec laquelle il engagea la colonie à faire les plus grands efforts pour chasser les français des bords de l'Ohio, les mesures qu'il ne cessa de recommander, et qu'à la fin justifia le succès, toute sa conduite en un mot, démontrait qu'il était doué d'un esprit actif et entreprenant, que modéraient un jugement solide et l'expérience.

Peu de tems après avoir donné sa démission, Washington épousa une veuve [1] à laquelle il était attaché depuis quelque tems, et qui réunissait aux qualités qui font le bonheur des époux, les dons de la fortune et ceux de la beauté.

[1] Le premier mari de cette dame se nommait Curtis.

CHAPITRE II.

Opinions diverses sur la suprématie du parlement, et sur le droit d'imposer les colonies, réclamé par ce corps. — Acte du timbre. — Congrès tenu à New-York. — Mouvemens tumultueux dans les grandes villes de l'Amérique anglaise. — Révocation de l'acte du timbre. — Changement de ministère. — Acte relatif aux séditions. — Taxe établie sur le thé et sur d'autres marchandises. — L'assemblée générale du Massachussetts écrit à plusieurs membres de l'administration en Angleterre. — Requête présentée au roi. — Lettres circulaires adressées aux différentes assemblées coloniales. — Lettre du comte d'Hillsborough. — Dissolution de l'assemblée générale du Massachussetts. — Saisie du navire le *Liberty*. — Convention rassemblée à Boston. — Conduite modérée de ce corps. — Conduite du parlement. — Résolution de la chambre des bourgeois de la Virginie. — L'assemblée législative de cette province est dissoute par le gouverneur. — Les membres de cette assemblée forment et signent un acte contre l'importation des marchandises tirées d'Angleterre. — Mesures prises généralement contre l'entrée des productions de fabrique anglaise. — Cour générale tenue dans le Massachussetts. — Actes et prorogation de cette assemblée. — Le ministère prend la résolution de faire révoquer toutes les taxes, excepté celle qui était établie sur le thé. — Lettre circulaire écrite par le comte d'Hillsborough. — La province de New-York refuse d'approuver une partie de l'acte contre l'importation. — Tumulte à Boston. — Procès et juge-

ment du capitaine Preston. — Soulèvement dans la Caroline du nord. — Mécontentement de la colonie de Massachussetts. — Etablissement de plusieurs comités dans cette colonie. — Le docteur Franklin fait passer en Amérique la correspondance du gouverneur Hutchinson avec le ministère. — Requête de l'assemblée générale du Massachussetts, pour demander le rappel du gouverneur et celui du lieutenant-gouverneur. — Hutchinson est remplacé par le général Gage.

Les colonies anglaises de l'Amérique septentrionale n'avaient jamais eu plus d'attachement pour la mère-patrie, qu'à l'époque à laquelle est parvenue cette histoire. Elles avaient toutes pris part à la guerre qui venait de se terminer si heureusement; et chacune d'elles en avait éprouvé les horreurs. Cette vaste contrée qui s'étend depuis la mer Atlantique jusqu'à la rive orientale du Mississipi, et depuis l'embouchure de ce fleuve, ou le golfe du Mexique, jusqu'au pôle arctique, se trouvant réunie sous les lois d'un seul souverain, on se persuada que ce terrible fléau, auquel ni l'état, ni l'âge, n'avaient soustrait personne, n'en affligerait plus les habitans. Cet état de choses, si ardemment désiré, était dû aux efforts réunis des anglais et des

anglo-américains. Pour y parvenir, les uns et les autres avaient versé leur sang sur le même champ de bataille; et ils devaient ressentir également les effets des succès ou des revers. Mais si des intérêts et des dangers communs avaient rendue la nation anglaise toujours plus chère aux habitans de ses colonies, les brillans exploits de ses guerriers avaient porté jusqu'au dernier point l'enthousiasme des colons. Ceux-ci s'enorgueillissaient tous, du sang qui coulait dans leurs veines. L'excellence de la constitution britannique excitait continuellement aussi leur admiration. Ils croyaient avoir droit d'en partager les bienfaits; et ils ne pensaient pas qu'en traversant la mer Atlantique, leurs ancêtres eussent renoncé aux plus essentiels des droits que tout anglais tient de sa naissance.

L'autorité de la métropole sur ses colonies n'avait jamais été déterminée avec précision. On prétendait en Angleterre que le parlement avait sur elles une juridiction illimitée. Il y eut en Amérique, selon la diversité des circonstances et des intérêts, différentes opinions à ce sujet. Dans la Nouvelle Angleterre, dont les établissemens avaient été formés par des hommes attachés aux maximes républicaines,

l'esprit d'indépendance avait fait adopter le principe, que les assemblées coloniales étaient dépositaires de l'autorité législative, excepté sur les points auxquels elles avaient positivement renoncé ; que les anglo-américains étaient sujets de la couronne et non de la nation anglaise, et que toute loi à laquelle leurs représentans n'auraient point consenti, ne serait point obligatoire. Ce n'avait pas été sans peine que les habitans de cette contrée avaient abandonné une si haute opinion de leurs droits. Les juges, qui étaient nommés par les gouverneurs, étaient d'avis que les colonies devaient se soumettre aux actes du parlement, qui s'étendaient expressément sur elles ; et la cour générale du Massachussetts avait explicitement reconnu ce principe, qui peut-être avait été adopté par la plupart des hommes les plus instruits qu'il y eût dans la province ; mais l'opinion que ces mêmes actes ne devaient avoir force de loi que lorsqu'ils concernaient les rapports extérieurs et le commerce, parait y avoir été généralement soutenue.

En 1692, immédiatement après qu'elle eut reçu la chartre accordée à la colonie par Guillaume et Marie, la cour générale du Massachussetts passa un acte par lequel elle

déclara qu'elle seule avait le droit d'imposer des taxes sur la province; et en même tems, elle rappela les principes de liberté contenus dans la grande chartre. L'assemblée législative de la province du New-York ne tarda pas d'en faire autant. Il est probable qu'elle se proposait seulement de limiter l'autorité du gouverneur, et qu'elle n'avait pas le dessein de restreindre celle de la métropole; et toutefois elle s'attribua la suprématie en tout ce qui concernait la législation, de même qu'en matière d'imposition. Les divers actes dont nous venons de parler, furent désapprouvés en Angleterre ; et en 1696, le parlement déclara que toute loi ou tout réglement, qui contrarierait ses propres actes relativement aux colonies, serait considéré comme non avenu.

Le recueil des statuts fournit différentes preuves de l'exercice de la puissance législative par le parlement, relativement à l'administration intérieure des colonies ; et l'on ne voit nulle part qu'elles aient méconnu positivement son autorité. Les provinces du centre, ni celles de l'ouest, ne mirent jamais en question la suprématie de ce corps, en matière de législation générale ; mais elles lui contestèrent la faculté de les assujétir à

d'autres impôts que des droits sur divers articles de commerce. Leur acquiescement à l'acte qui établit un bureau de poste pour les lettres, ne fut point considéré par elles comme un abandon de ce principe, parce que la rétribution exigée leur parut moins une taxe qu'une indemnité, et qu'elles jugèrent que chaque particulier était maître de s'y soustraire. Tous les droits sur les marchandises leur semblaient plutôt destinés à gêner le commerce avec les étrangers, qu'à créer un revenu public. Peut-être aussi la validité des actes de ce genre n'était-elle pas révoquée en doute, parce qu'on ne les exécutait pas à la rigueur, et que quelquefois on les laissait violer ouvertement, à dessein [1].

[1] On prétend que sir Robert Walpole, étant premier ministre, déclara qu'il fallait fermer les yeux sur quelques transgressions des lois, dans les opérations du commerce des colonies avec l'Europe, parce qu'en facilitant celui qu'elles faisaient avec les étrangers, la moitié de leurs bénéfices devait entrer, au bout de deux ans, dans le trésor de l'échiquier, au moyen des demandes qu'elles feraient en Angleterre, et qui augmenteraient à proportion de leurs richesses. Ce même ministre, que l'on pressait d'établir des taxes intérieures dans les colonies, répondit avec un sourire, qu'il en laissait le soin à quelqu'un de ses successeurs, qui aurait plus de courage et moins d'attachement au commerce que lui.

Dès l'année 1739, on forma le projet de faire taxer les colonies par le parlement; et une société de négocians, à la tête de laquelle se trouvait sir William Keith, gouverneur de la Pensylvanie, en sollicita l'exécution. On proposa de lever un corps de troupes réglées, qu'on placerait le long de la frontière occidentale des établissemens anglais, pour protéger les traiteurs indiens, et qui serait entretenu des deniers provenant d'un droit de timbre, que le parlement imposerait dans les différentes colonies. Ce projet ne fut pas goûté par le ministre alors en place; et il est probable que le gouvernement ne s'en occupa sérieusement qu'en l'année 1754, à l'instant où une guerre au succès de laquelle toutes les parties de l'empire britannique étaient fortement intéressées, allait commencer. Il paraît même que quelques colonies désiraient l'adoption d'un plan qui les fît contribuer d'une manière équitable pour la défense de la cause commune. Le ministre voulait des taxes établies par autorité du

« Il pensait, disait-il, que mettre les colonies dans le « cas de n'user que des marchandises de fabrique an- « glaise, c'était les taxer d'une manière plus conforme « à leur propre constitution et à celle de la Grande- « Bretagne. »

parlement ; et l'on doit se rappeler qu'il avait précédemment proposé et recommandé un pareil systême, pour remplacer l'acte d'union rédigé par la convention d'Albany. La résistance qu'on était assuré d'éprouver de la part des colons, et l'imprudence qu'il y eût eu de les indisposer, dans un moment où il fallait qu'ils fissent tous les efforts dont ils étaient capables, furent des motifs suffisans pour porter à renoncer momentanément à une mesure extrêmement dangereuse. Ceux qui dirigeaient les conseils de la Grande-Bretagne, ne doutaient aucunement, à ce qu'il semble, que le parlement n'eût le droit d'imposer, aussi bien que de gouverner, les colonies ; et le langage des hommes en place, décela plus d'une fois, pendant le cours de la guerre, l'intention d'en user lorsque la cessation des hostilités aurait permis de le faire avec moins de danger. La conduite de quelques-unes des colonies (principalement de celles dans lesquelles le gouvernement des propriétaires était établi), qui manquèrent de fournir à point nommé leurs contingens, fut une des causes qui concoururent à entretenir une telle disposition. Cette grande diversité d'opinions sur le sujet qui affecte le plus le cœur humain, était à l'époque où cette histoire est

parvenue, sur le point de produire cette suite de mesures qui firent cesser toutes les relations d'amitié qui subsistaient depuis si longtems, et qui leur firent succéder une haine qui n'est point encore entièrement éteinte.

Les dépenses de la guerre, dans le cours de laquelle la Grande-Bretagne conquit le Canada, s'étant élevées à des sommes prodigieuses, rendirent nécessaire une augmentation d'impôts. On s'empressa de chercher de toutes parts, de nouvelles branches de revenus, et le ministère éprouva la plus forte résistance, chaque fois qu'il proposa d'établir une nouvelle taxe. Dans cet embarras, il porta ses regards sur le continent de l'Amérique septentrionale. Il reprit le projet qui avait été ajourné; et sur la proposition de M. Grenville, premier commissaire de la trésorerie, il fut pris, sans beaucoup de débats, une résolution par laquelle la chambre des communes déclara qu'il convenait d'établir dans les colonies et les plantations, certains droits de timbre, dont le produit serait versé dans le trésor de l'échiquier. Cette résolution ne fut immédiatement suivie d'aucune mesure; ce fut seulement la déclaration d'un principe, dont on se proposait de tirer les conséquences l'année suivante.

On prit, en même tems que celle dont nous venons de rendre compte, plusieurs autres résolutions qui établissaient de nouveaux droits sur le commerce des colonies. La forme donnée aux actes qui spécifiaient ces droits, pouvant les faire considérer comme des réglemens, on n'en contesta point la validité en Amérique, quoiqu'ils portassent expressément qu'ils avaient l'établissement d'un revenu pour objet.

Les colonies étaient accoutumées depuis long-tems à payer les droits que le parlement établissait sur leur commerce, et elles avaient fait peu de différence entre ces mêmes droits et ceux qui, étant destinés à créer un revenu, formaient dans le fait des taxes réelles. Il est donc vraisemblable que si l'on s'était borné à suivre un pareil système, il n'y eût pas eu de soulèvement, ou que la révolte n'eût pas été générale. Cependant l'augmentation des droits, les nouveaux réglemens et la manière dont ils furent mis à exécution, excitèrent un grand mécontentement. Le commerce lucratif et clandestin qui se faisait avec les colonies espagnoles et françaises, et pour les opérations duquel le gouvernement avait souffert qu'on éludât les lois, fut soumis à des taxes qui produisirent l'effet d'une inter-

diction totale, et dont le recouvrement fut assuré par des mesures non moins gênantes que le motif qui les fit prendre était odieux. Pour prévenir entièrement la fraude, tous les officiers de marine dont les bâtimens s'approchaient des côtes de l'Amérique, étaient transformés en agens du fisc, et obligés de prêter le même serment que les agens de la douane. Ne connaissant ni les usages, ni les réglemens de celle-ci, ils commirent plusieurs actes vexatoires, et firent injustement un grand nombre de saisies, qu'on ne put faire lever qu'en Angleterre. Enfin, comme si l'on ne pouvait se fier aux cours de justice ordinaires, on chargea de poursuivre le paiement des amendes et d'ordonner la vente des objets confisqués, les cours de vice-amirauté établies dans les colonies.

Quelques effets qu'eussent pu produire des réglemens de commerce, la résolution qui avait rapport à l'établissement du timbre, excita une fermentation générale en Amérique. Le droit d'asseoir des impôts destinés à composer un revenu, y fut l'objet de toutes les conversations; et l'on y soutint presque généralement, qu'il n'appartenait pas au parlement. Plusieurs assemblées provinciales firent passer des pétitions et des mémoires

contre cette mesure, au bureau du commerce, pour les présenter en leur nom, aux deux chambres et au roi [1]. La chambre des représentans du Massachussetts chargea son agent d'employer tous ses efforts pour faire révoquer l'acte par lequel on venait d'établir de nouveaux droits sur le commerce, et d'empêcher l'adoption de l'acte relatif au timbre, ou de toute autre loi qui établirait des taxes ou des impositions sur les provinces d'Amérique. Un comité fut nommé pour correspondre avec les assemblées législatives des autres colonies, lorsque la cour générale se serait séparée. Ces mesures furent secondées par des associations, que formèrent des particuliers, pour réduire l'usage des objets de commerce tirés d'Angleterre.

Le ministère ayant reconnu qu'en persistant dans la résolution prise à la dernière session, il éprouverait la plus forte opposition, fit savoir aux agens des colonies, que s'ils voulaient proposer quelqu'autre moyen de lever la somme de cent mille livres sterling qu'on exigeait d'elles, on révoquerait l'acte du timbre. Ces agens répondirent qu'ils n'étaient

[1] Le parlement n'admit point ces requêtes, parce qu'il n'était pas d'usage d'en recevoir lorsqu'il s'agissait de bills relatifs aux finances.

point autorisés à indiquer un équivalent, mais qu'ils avaient ordre de combattre le bill, en présentant à la chambre des communes, des pétitions où il serait démontré que le parlement n'avait pas le droit de taxer les colonies. La contestation était alors parvenue à un point qui ne faisait espérer aucun arrangement. Résolu de suivre le système qu'il avait adopté, et croyant que toute résistance serait vaine, M. Grenville présenta au parlement le projet du fameux acte qui établit un droit de timbre en Amérique. Quoiqu'il eût occasionné des débats très-animés, cet acte fut approuvé dans les deux chambres par la forte pluralité des membres. Les hommes font si peu d'attention aux raisonnnemens les plus concluans, lorsque ceux-ci sont opposés à leurs intérêts, que le général Conway fut le seul qui soutint que le parlement n'avait pas le droit qu'il s'arrogeait. Seul [1] il eut le courage de lutter contre l'opinion publique; et avec une noble fermeté, il protesta contre une mesure par laquelle on imposait des citoyens qui n'étaient point représentés dans la chambre.

Dans cette occasion importante, le parti

[1] M. Pitt n'était pas présent; et M. Ingersoll dit dans ses lettres, que l'alderman Beckford se joignit au général Conway.

de l'opposition mit une chaleur et une force extraordinaire dans ses argumens. Il déclara que les prétentions de l'Angleterre étaient en contradiction directe avec l'esprit et la lettre de la constitution, qui a établi, comme maxime fondamentale, que quiconque n'est pas représenté ne peut être taxé. Il fit observer que l'éloignement et d'autres obstacles ne permettant pas que les colonies eussent des représentans dans le sein du parlement britannique, ce serait une tyrannie d'exercer sur elles une autorité qui devait infailliblement entraîner les plus grands abus ; car n'était-il pas probable, ajoutait-il, que la Grande-Bretagne, une fois en possession du droit qu'on lui contestait, les membres du parlement préféreraient d'établir des impôts sur les colons, plutôt que sur eux-mêmes et sur leurs propres commettans ? La mesure proposée fut jugée tout aussi peu nécessaire que tyrannique. Les colonies d'Amérique n'avaient jamais manqué de fournir leurs contingens dans les guerres qu'elles avaient soutenues concurremment avec la Grande-Bretagne, et l'on représenta que durant celle qui venait de se terminer avec tant d'éclat, on leur avait plus d'une fois accordé de fortes sommes, pour les indemniser de ce qu'elles

avaient fourni au-delà de ce qu'on pouvait exiger d'elles [1].

M. Grenville avait terminé un long discours en faveur du bill, en disant au sujet des colonies d'Amérique : « Ces enfans que « nous avons créés, que nous avons nourris « jusqu'à ce qu'ils aient atteint un degré de « force et d'aisance convenable ; ces enfans « que nos armes ont défendus, refuseront-ils « de faire un léger sacrifice pour alléger le « fardeau sous lequel nous succombons ? » Le colonel Barré relevant chacune de ces expressions, répondit avec indignation : « *Ces « enfans que vous avez créés !* — Non, ce « n'est point vous qui leur avez donné la « naissance. Pour se soustraire à votre tyran- « nie, ceux qui ont fondé la plupart de nos « colonies, se sont réfugiés dans un désert « sauvage, où les maux qu'ils eurent à souf- « frir, quelque grands qu'ils fussent, n'étaient « rien en comparaison de ceux qu'ils eussent « essuyés dans leur propre pays. *Ces enfans « que vous avez nourris !* Non ; vous les avez

[1] Le parlement avait fait rembourser aux colonies de l'Amérique septentrionale, la somme de 1,031,666 liv. 13 s. 4 d. pour dépenses extraordinaires faites par elles dans le cours de la guerre ; et l'on prétend que celle-ci leur enleva plus de trente mille hommes.

« abandonnés, ou lorsque vous avez com-
« mencé à vous occuper d'eux, ce n'a été
« que pour leur envoyer des agens en sous-
« ordre, chargés de restreindre leur liberté,
« d'interpréter défavorablement leurs actions,
« et de les dépouiller ; des agens enfin dont
« le principal motif, en sortant de leur pays
« pour aller exercer les fonctions les plus
« honorables, était d'échapper au glaive de
« la justice. *Des enfans que vos armes ont*
« *défendus !* Ce sont eux, au contraire, qui
« ont généreusement pris les armes pour vous
« défendre ; et tandis que leurs frontières
« étaient exposées aux plus grands ravages,
« ils conservaient avec soin pour vous l'offrir,
« tout ce qu'avaient amassé leur industrie et
« leur économie. *Souvenez-vous de ce que*
« *je vous annonce aujourd'hui : L'esprit*
« *qui anima ce peuple, dans les premiers*
« *instans de son existence, vit encore en*
« *lui.* »

La plus vive alarme se répandit dans toutes les colonies, lorsqu'on y eut appris que le bill relatif au timbre avait passé. On y fut persuadé qu'on venait de frapper à mort la constitution, et de détruire les principes de liberté les plus sacrés. On prit des mesures pour empêcher l'exécution de l'acte, et l'on

ne négligea rien pour faire connaître aux peuples combien il serait contraire à leurs intérêts, de laisser consacrer le principe qu'ils pouvaient être taxés dans une assemblée où ils n'avaient point de représentans.

L'assemblée législative de la Virginie tenait sa session, lorsque la fatale nouvelle arriva dans la colonie. Elle s'occupa sur-le-champ de cet objet important; et une faible pluralité adopta plusieurs résolutions que proposa M. Henry, qui fut secondé par M. Johnson. Elle déclara par un de ces actes, qu'elle seule avait le droit de soumettre à des impôts et à des taxes, les habitans de la colonie, et que toute tentative pour s'emparer ailleurs d'un tel pouvoir, était injuste et illégale, et tendait évidemment à détruire la liberté des anglais eux-mêmes et celle des colons. Lorsqu'il eut connaissance de ces résolutions, le gouverneur usa du droit qu'il avait de dissoudre l'assemblée, et fit procéder à une nouvelle élection. Mais les citoyens s'étaient tellement déclarés contre le système de taxes proposé par le ministère, que presque tous les représentans qui avaient voté pour les résolutions, furent réélus, et que ceux qui avaient été de l'avis opposé furent remplacés par des hommes qui partageaient l'opinion populaire.

Les assemblées législatives des autres colonies prirent des résolutions semblables à celles qui avaient été prises dans la Virginie. La chambre des représentans du Massachussetts demanda la formation d'un congrès, que composeraient des députés de toutes les assemblées coloniales, et qui ouvrirait sa séance le premier mardi du mois d'octobre, pour aviser aux moyens d'éviter les malheurs dont on était menacé. L'orateur de la même chambre écrivit une lettre circulaire aux orateurs des autres assemblées ; et toutes celles qui étaient en session acceptèrent la proposition. L'assemblée du New-Hampshire, quoiqu'elle fût de l'avis de l'opposition, refusa seule d'envoyer des membres au congrès ; et le corps législatif de la Virginie, ainsi que celui de la Caroline du nord, n'était pas rassemblé, lorsque l'invitation arriva. Enfin on publia divers écrits, dans lesquels on exhorta vivement le peuple à soutenir la cause de la liberté et de la propriété ; et presque par-tout les officiers chargés de percevoir les droits de timbre, furent contraints de cesser leurs fonctions.

Au jour fixé, les délégués des assemblées du Massachussetts, du Rhode-Island, du Connecticut, du New-York, du New-Jersey,

des trois comtés situés sur la Delaware, du Maryland et de la Caroline du sud, se réunirent à New-York; et Timothée Ruggles, député du Massachussetts ayant été nommé orateur, l'assemblée s'occupa de l'objet de sa convocation. Son premier soin fut de rédiger une déclaration des droits et des griefs des colons. Le congrès prétendit dans cet acte, que les habitans des colonies devaient jouir des mêmes prérogatives que les anglais de naissance, prérogatives dont les plus essentielles étaient le droit de n'être imposés que du consentement de leurs représentans, et la procédure par jurés. Il fut aussi résolu d'adresser une requête au roi, et un mémoire à chacune des deux chambres du parlement. La modération et la fermeté se firent remarquer à-la-fois dans ces différens écrits, où l'on exprima l'attachement des colons pour la mère-patrie, et où l'on soutint d'une manière qui annonçait la conviction, les droits qu'ils réclamaient. En outre, le congrès recommanda aux diverses assemblées provinciales, de nommer des agens qui emploieraient tous leurs efforts pour obtenir le redressement des griefs; et après avoir ordonné à son secrétaire de préparer des copies du procès-verbal de ses délibérations,

pour en envoyer une à chacune des colonies, il s'ajourna.

Dans le dessein d'exciter les anglais à se déclarer contre les mesures du ministère, on forma dans toutes les colonies du continent de l'Amérique septentrionale, des associations dont l'objet était d'encourager dans l'intérieur, la fabrication des étoffes, et d'empêcher l'entrée de celles qui venaient d'Angleterre. Comme il était nécessaire d'augmenter la quantité de la laine du pays, on prit la résolution de ne point tuer d'agneaux, et de ne rien négliger pour multiplier les moutons. Enfin, pour n'être pas dans le cas de se servir de papier timbré, on suspendit les opérations des cours de justice, et l'on recommanda fortement aux citoyens, d'arranger tous leurs différens par voie d'arbitrage. Tandis que les hommes éclairés formaient cette opposition courageuse et systématique, il se commettait, principalement dans les grandes villes, quelques désordres qui donnèrent de vives alarmes. Plusieurs maisons furent démolies, et des hommes, que devaient faire respecter leur propre caractère et les places qu'ils occupaient, furent grossièrement insultés. Ces excès ne furent point favorisés par les personnes qui avaient de l'influence; mais il était

extrêmement difficile de porter la masse du peuple à persister dans cette opposition, qu'on jugeait nécessaire à la conservation de la liberté des colonies, et de prévenir en même tems les écarts qui déshonorent, et qui souvent font échouer les projets les plus sages. Il se forma dans les provinces de Connecticut et de New-York, une association, dont les membres prirent le titre de *Fils de la liberté*, et s'engagèrent à marcher, à leurs propres dépens, dans toutes les parties du continent, pour la défense de la constitution britannique, c'est-à-dire, à se porter par-tout où l'on tenterait d'exécuter l'acte du timbre. Un comité de correspondance, établi par cette société, écrivit à plusieurs personnages de marque dans les colonies, et contribua infiniment à donner plus de force à l'esprit d'opposition, et peut-être même aux mouvemens tumultueux qui agitèrent plusieurs cantons.

Tandis qu'on se préparait à faire la résistance la plus opiniâtre en Amérique, des causes qui n'avaient aucun rapport aux affaires des colonies, produisirent une révolution totale dans le ministère britannique. Le parti Grenville fut remplacé par une administration qui n'approuvait pas la résolution de taxer les

colons sans leur consentement. Le général Conway, devenu l'un des principaux secrétaires d'état, fit passer à tous les gouverneurs des colonies, une lettre où il blâmait en termes modérés, les mesures prises en Amérique, et recommandait à ces officiers de tenir, tout en faisant respecter la dignité de la couronne et celle du parlement, une conduite propre à opérer une conciliation, et de s'efforcer de rétablir la tranquillité par tous les moyens de persuasion, compatibles avec le maintien de l'autorité. Le roi, dans le discours qu'il prononça, à l'ouverture du parlement, déclara aux deux chambres, qu'il était persuadé que leur sagesse et leur zèle leur feraient prendre des résolutions qui tendraient à préserver de toute atteinte, les droits constitutionnels de la Grande-Bretagne sur ses colonies, et à rendre à celles-ci la paix que venaient de leur enlever des désordres qui causaient de vives alarmes. Dans le cours des débats qui eurent lieu dans la chambre des communes, au sujet de l'adresse qui devait contenir les remercîmens d'usage, M. Pitt attaqua, dans les termes les plus positifs, l'acte qui établissait le timbre en Amérique, et déclara qu'il était d'avis que le parlement n'avait pas le droit de taxer les colonies. Il

prétendit en même tems, que la Grande-Bretagne avait sur ces provinces une autorité souveraine, tant sous le rapport du gouvernement que sous celui de la législation. Il soutint cette proposition singulière, que le droit d'imposer ne forme pas une partie de la puissance législative, ni du pouvoir exécutif, et que les contributions et les taxes sont des concessions et des dons faits par les communes. En terminant son discours, où il déploya beaucoup d'éloquence et une grande force de raisonnement, il invita la chambre à révoquer, en son entier et sur-le-champ, l'acte du timbre.

L'opinion de M. Pitt fut combattue par ceux qni avaient composé la précédente administration. M. Grenville, qui était à leur tête, dit que les troubles de l'Amérique différaient peu d'une révolte, et qu'il craignait que bientôt ils ne prissent le nom de révolution, si la doctrine qu'on venait de professer, recevait la sanction de la chambre. Il prétendit que le droit d'établir des impôts et des taxes faisait partie du pouvoir souverain, que c'était une des attributions de la puissance législative, et qu'il avait été exercé sans le consentement des contribuables. Il ajouta qu'il ne pouvait faire aucune distinc-

tion entre des taxes intérieures et des taxes extérieures, et il insista sur la demande que les colonies supportassent une partie des charges qu'avait occasionnées la guerre entreprise pour les défendre.

Le nouveau ministère ayant été du même avis que M. Pitt, la révocation de l'acte du timbre passa ; mais elle fut accompagnée d'une déclaration, où l'on soutint que la Grande-Bretagne pouvait exercer, dans tous les cas, le droit de souveraineté sur ses colonies. La nouvelle de cet événement causa des transports de joie en Amérique. On y fit peu d'attention au principe abstrait contenu dans la déclaration ; on ne le considéra que comme un moyen imaginé pour ménager l'amour-propre de la nation, et l'on crut qu'on ne tenterait jamais de le mettre en pratique. On prodigua les plus grands témoignages d'estime et de reconnaissance à ceux des membres du parlement, qui par des efforts soutenus, avaient obtenu la révocation de l'acte qui avait causé de si vives alarmes ; et la chambre des bourgeois ou des représentans de la Virginie, décréta qu'il serait élevé une statue au roi, pour lui prouver combien la colonie était sensible aux égards que sa majesté avait montrés pour les requêtes

et les droits de ses peuples. Le secrétaire d'état Conway joignit à l'acte de révocation et à la déclaration, une lettre circulaire, dans laquelle il fit valoir la modération, la condescendance, l'extrême bienveillance du parlement envers les colonies qui, d'après de pareilles assurances de la sollicitude paternelle de cette assemblée, ne pouvaient différer à se soumettre à la puissance législative de la Grande-Bretagne, ni à revenir à ces sentimens de gratitude et de respect qui étaient dus à la mère-patrie, et que devaient produire ceux que leur avaient témoignés le monarque et les différens dépositaires de l'autorité.

Quoique la joie excitée par la révocation de l'acte relatif au timbre, se fût répandue dans toutes les colonies, elle n'eut pas la même vivacité dans les unes que dans les autres. Les réglemens de commerce occasionnèrent beaucoup de mécontentement dans les grandes villes des colonies septentrionales. En outre, il s'était formé dans plusieurs provinces, des partis qui conservaient infiniment d'animosité; et les mesures que les assemblées législatives du Massachussetts et du New-York prirent après la reconciliation, prouvèrent que celle-ci n'était pas très-sincère de leur

part. La lettre du secrétaire d'état, Conway, renfermait aussi une résolution, par laquelle le parlement ordonnait que ceux qui avaient éprouvé quelque dommage en prêtant leur appui pour faire exécuter l'acte qui venait d'être révoqué, fussent indemnisés par la colonie où le délit avait eu lieu. C'était principalement dans le Massachussetts que s'étaient commis les plus grands excès ; et la résolution du parlement fut déposée sur le bureau de la cour générale, par le gouverneur Bernard, qui dans cette occasion prononça un discours moins propre à calmer les passions qu'à les aigrir. La chambre des représentans, piquée d'un pareil procédé, parut plus disposée à faire rechercher les auteurs des mouvemens séditieux, et à les forcer à satisfaire les personnes qui avaient droit à des dédommagemens, qu'à puiser dans le trésor public pour cet objet. Mais à la session suivante, et après avoir reçu l'avis que le parlement prendrait des mesures pour faire exécuter sa résolution, l'assemblée, afin de prévenir de nouvelles contestations avec le gouvernement, principalement sur un sujet qui révoltait tous les gens de bien, passa un acte d'oubli en faveur des coupables, et d'indemnité pour les personnes qui avaient souffert ou fait des pertes.

Cependant cet acte fut rejeté par le roi, parce que, d'après la chartre de la colonie, l'assemblée législative n'avait le droit d'accorder un acte de pardon général, que sur la proposition de sa majesté.

Dans la province de New-York, où le général Gage devait arriver avec un corps de troupes considérable, le gouverneur fit remettre à l'assemblée générale un message par lequel il l'invitait à se conformer à un acte du parlement, qui était relatif aux séditions, et qui portait que toute colonie dans laquelle il séjournerait des troupes de sa majesté, serait obligée de leur fournir le logement et plusieurs objets de première nécessité. L'assemblée ne s'occupa de ce message que lorsque les troupes furent entrées dans la province; et alors, d'après une nouvelle réquisition, elle accorda, à regret, une partie de ce qu'on lui avait demandé. Dans une autre session, le gouverneur fit mettre de nouveau la matière en délibération; et l'assemblée prétendit que l'acte du parlement avait rapport aux troupes en marche, et non à celles qui tenaient garnison, et que si l'on interprétait la loi d'une manière différente, on pourrait imposer réellement chaque colonie en faisant séjourner plusieurs régimens sur son territoire. Ce pré-

texte prouvait que l'acte était obligatoire ; et cependant il établissait incontestablement une taxe. Il n'y avait pas une différence essentielle entre le pouvoir de lever immédiatement un impôt, ou de ne le faire que par l'intermédiaire des assemblées législatives, vu que celles-ci ne pouvaient désobéir. Il est étrange que des idées si peu précises, au sujet de l'autorité que le parlement pouvait exercer légalement sur elles, aient prévalu dans les colonies.

On considéra en Angleterre, comme une preuve du désir qu'avait le ministère d'éviter toutes les mesures de rigueur, l'impunité d'une telle désobéissance. Résistant aux suggestions de tous ceux qui prétendaient que les colonies étaient en pleine révolte, les ministres se bornèrent à faire rendre une loi, qui défendait au gouverneur, au conseil et à la chambre des représentans, de passer aucun acte jusqu'à ce que la réquisition du parlement eût eu son effet. On n'avait pas encore dans la province de New-York, autant d'opiniâtreté que dans le Massachussets, et l'acte relatif aux séditions fut exécuté dans son entier.

Deux compagnies d'artillerie, qui étaient à bord d'un vaisseau que la tempête avait forcé de se réfugier dans le port de Boston, s'adres-

sèrent au gouverneur pour obtenir les fournitures ordinaires. Cet officier fit part de la demande à son conseil, qui jugea que, conformément à l'acte du parlement, on devait l'accorder. Cet avis fut suivi; et la somme d'environ soixante livres sterling, à laquelle se monta la dépense, fut tirée du trésor public par les dépositaires du pouvoir exécutif. La cour générale se rassembla peu de tems après; et dans le commencement de la session, la chambre des représentans fit passer au gouverneur, un message par lequel elle lui demandait s'il avait été fait des fournitures aux troupes de sa majesté, arrivées depuis peu? s'il y en avait eu de faites, par qui elles l'avaient été? et si l'on attendait un plus grand nombre de troupes dans la province? Le gouverneur transmit à la chambre le journal du conseil, et l'état de la dépense que ce corps avait ordonnée. Il l'informa en même tems qu'il n'avait aucun sujet de croire qu'il dût arriver de nouvelles troupes. La chambre désapprouva en termes très-positifs, la conduite du gouverneur, qui n'avait, dit-elle, le droit de tirer de l'argent du trésor, que de la manière dont le prescrivaient les lois de la province, et qui, si les circonstances le forçaient à outre-passer ses pouvoirs, devait saisir la

première occasion d'en informer les représentans. Ce qui courrouça le plus ceux-ci, ce fut la déclaration que les fournitures avaient été faites conformément à l'acte du parlement. Ils étaient extrêmement surpris, dirent-ils, qu'après la révocation de l'acte du timbre, une loi qui était tout aussi contraire à la constitution, tout aussi odieuse que cet acte, fût encore en vigueur. Le gouverneur Bernard fit passer les divers messages au ministère, et il les accompagna d'observations peu faites pour diminuer le mécontentement qu'ils devaient occasionner.

Le projet de fonder au profit de la métropole un revenu dans les colonies d'Amérique, avait un grand nombre de partisans en Angleterre, sur-tout parmi les propriétaires fonciers; et même le ministère n'avait pu, malgré son influence, obtenir la révocation de l'acte du timbre, en ne faisant envisager la question que sous le rapport du droit. Peu d'hommes osaient douter de la suprématie du parlement; et lorsqu'il fallut se désister de la prétention de taxer les colons, l'amour-propre d'une grande partie de la nation fut non moins blessé que celui du roi lui-même, qu'on supposait toujours soumis à l'influence du lord Bute. Les dispositions qu'on faisait paraître

dans quelques colonies, n'étaient pas de nature à guérir cette blessure ; et l'on croit qu'elles ne contribuèrent pas médiocrement a faire revivre un systême auquel on n'avait renoncé qu'à regret.

Charles Townshend, qui avait de grands talens, mais un esprit versatile, et qui avait été fait chancelier de l'échiquier à la recommandation du lord Chatam, ayant dit dans la chambre des communes, qu'il connaissait un moyen de tirer un revenu des colonies sans les mécontenter [1], M. Grenville le pressa vivement de l'indiquer. On avait préparé dans le conseil, en l'absence du lord Chatam, dont les infirmités avaient pour lors altéré les talens et le crédit, un bill par lequel on proposait d'établir des droits sur le thé, sur le verre, sur le papier et sur les couleurs, portés de la Grande-Bretagne dans les colonies. Ce projet fut présenté au parlement, et passa presque sans opposition. Les sommes que devaient produire dans chaque province d'Amérique, les droits énoncés par l'acte, furent affectées aux appointemens du gouverneur, des juges, et autres officiers du gouvernement.

Les amis que les colonies anglaises avaient en Angleterre, faisaient la même distinction

[1] Belsham.

qu'elles entre les taxes intérieures et les taxes extérieures. Comme on n'avait jamais contesté au parlement la faculté d'établir des droits sur les articles de commerce, on n'eût peut-être formé aucune opposition contre la mesure qui venait d'être prise, si elle l'avait été plutôt ; mais les discussions occasionnées par l'acte du timbre, avaient agrandi le cercle des idées des colons, et leur avaient donné une connaissance plus exacte de leurs droits. Le nouvel acte avait évidemment pour objet de fonder un revenu, ainsi qu'on s'était proposé de le faire en passant l'acte du timbre. L'un et l'autre dérivaient exactement du même principe. Les moyens avaient changé, mais l'objet était toujours le même. Les anglo-américains ne se laissant plus séduire par la distinction des taxes intérieures et des taxes extérieures, ni par les raisonnemens à l'aide desquels on avait soutenu précédemment le point contesté, représentèrent que le droit qu'on venait d'établir était une taxe intérieure, puisqu'il devait être acquitté dans le pays, et que lors même qu'on le considérerait comme extérieur, il était inconstestable qu'il devait former un revenu que, dans la suite, le parlement pourrait augmenter à son gré. L'emploi de l'argent ne rendait pas la taxe

moins odieuse. Les assemblées législatives des colonies considéraient la dépendance où elles tenaient les gouverneurs, les membres du conseil, les juges, etc., relativement à leurs salaires, comme le meilleur moyen d'attacher ces officiers aux intérêts des provinces.

Il n'était pas étonnant qu'avec de telles opinions on eût pris la résolution de s'opposer à l'exécution de l'acte relatif aux nouveaux droits [1]. Cependant on ne crut, ni aussi généralement ni aussi promptement que lors de l'acte du timbre, qu'il était contraire à la constitution. On démontra dans plusieurs écrits combien il blessait la liberté, et l'on invita les habitans des colonies à prendre des mesures pour prévenir l'oppression dont ils étaient menacés L'effet de ce moyen fut lent; mais à la fin le public parut convaincu que le principe qu'il avait heureusement combattu, se reproduisait sous une nouvelle forme.

La cour générale du Massachussetts se réunit au mois de décembre, et dans les premiers jours de sa session, elle examina plusieurs actes du parlement, qui étaient arrivés pendant qu'elle était en vacance. Elle n'eut pas de peine à reconnaitre qu'on renou-

[1] Prior documents.

velait la prétention de taxer les colonies d'Amérique, et elle résolut de l'attaquer avec force. Elle fit passer à Dennis de Berdt, agent de la chambre des représentans, un mémoire où étaient entièrement développées toutes les objections qu'on pouvait faire contre les actes dont elle se plaignait. Des lettres signées par l'orateur, furent aussi adressées au comte de Shelburne et au général Conway, secrétaires d'état, au marquis de Rockingham, au lord Camdem, au comte de Chatam, et aux lords commissaires de la trésorerie. Ces lettres [1] dans lesquelles on exprimait le plus vif attachement pour la constitution britannique et pour la nation anglaise, prouvaient que ceux qui les avaient écrites, étaient convaincus de la justice de leurs plaintes, et que cette conviction était fondée sur les principes de la plus saine politique, principes qui eussent dû empêcher que la mésintelligence n'éclatât de nouveau. Ces argumens qui eussent paru sans réplique aux anglais, s'il avait été question de leurs propres droits, manquèrent de force pour leur prouver l'injustice de leurs prétentions. Cependant ils devaient suffire pour démontrer que ceux qui les employaient n'abandonneraient pas facilement les prin-

[1] Prior documents.

cipes qui les leur avaient dictés; qu'une lutte contre un peuple si obstiné devait être terrible, et que lors même qu'on pourrait compter sur le succès, ce serait le cas d'examiner si la victoire ne serait pas payée trop cher.

On convint aussi de faire présenter au roi une pétition, où la chambre lui protestait de sa fidélité et de son attachement à sa personne et à sa famille, mais où elle lui faisait connaître l'opinion qu'elle avait des actes contre lesquels elle s'était élevée. On examina ensuite s'il ne conviendrait pas de faire une adresse aux autres colonies, sur un sujet qui les intéressait toutes également. Cette proposition qui excita des débats très-vifs, fut d'abord rejetée; mais le lendemain, elle fut adoptée par une grande pluralité, quoique le nombre des membres fût le même que la veille [1]. On adressa donc à toutes les assemblées coloniales, une lettre par laquelle la chambre des représentans leur faisait part de ses différentes résolutions. Une copie de cette lettre fut remise au gouverneur; et pour que le sens n'en fût pas altéré, on en fit passer une autre à l'agent que la colonie avait à Londres. Comme la chambre craignait que

[1] Ce nombre était de quatre-vingt-deux. La chambre devait être composée en tout de cent dix représentans.

les mesures qu'elle avait prises pour défendre des droits que les colons croyaient sacrés, ne parussent former un système d'opposition contre le gouvernement britannique, elle s'occupa, peu après avoir fait expédier la lettre circulaire, d'un message par lequel le gouverneur l'invitait à faire des fournitures pour des troupes de sa majesté, qui étaient en garnison dans la province; et elle acquiesça à cette réquisition, quoique sans reconnaître qu'un acte du parlement lui en eût imposé l'obligation. Bientôt le gouverneur prorogea la cour générale, à laquelle il adressa un discours qui ne pouvait manquer d'aigrir le ressentiment que les représentans avaient conçu contre cet officier, ressentiment excité non moins par sa hauteur et la persuasion que dans ses dépêches aux ministres il avait défavorablement interprété leur conduite, que par les mesures peu populaires que son devoir l'avait forcé de prendre.

La lettre de la chambre des représentans du Massachussetts fut favorablement reçue par les assemblées législatives des autres colonies. Ces assemblées firent aussi présenter au roi des pétitions contre plusieurs actes du parlement; et elles chargèrent leurs agens de ne rien négliger pour en obtenir la révocation.

Au premier avis des mesures prises par le Massachussetts, le comte d'Hillsborough, qui à la fin de l'année 1767, avait été nommé secrétaire d'état pour le département des colonies, institué depuis peu, fit passer à tous les gouverneurs une lettre qu'il les chargea de communiquer aux assemblées de leurs provinces respectives. Il y blâmait fortement la lettre circulaire de la chambre des représentans du Massachussets. Il la déclarait propre à fomenter la sédition, à aigrir les esprits des fidèles sujets de sa majesté, à provoquer une ligue, à exciter une opposition, à méconnaître l'autorité du parlement, et à subvertir les principes de la constitution. Il engageait les autres provinces d'Amérique à témoigner de l'indignation contre une tentative, dont le résultat devait être de renouveler des troubles qui avaient été aussi préjudiciables aux colonies qu'à la métropole, et il leur recommandait sur-tout de ne pas suivre l'exemple du Massachussetts. Cette lettre, loin de produire l'effet que le comte d'Hillsborough s'en était promis, fit persister les autres colonies dans la résolution de réunir tous leurs efforts pour obtenir la révocation des lois qu'elles abhorraient; et leurs représentans déclarèrent qu'ils ne pouvaient considérer comme répréhen-

sible un accord fait pour donner du poids à des remontrances qui avaient pour objet le maintien de la constitution britannique et celui de la liberté.

Il est probable que la lettre du comte d'Hillsboroug était accompagnée de l'ordre de dissoudre les assemblées qui refuseraient de se soumettre ; et aucune n'ayant obéi, cet ordre fut exécuté à l'égard de toutes. Lorsque la cour générale du Massachussets fut formée de nouveau, Bernard, gouverneur de la province, fit déposer sur le bureau de la chambre des représentans, un extrait de la lettre du comte, qui annonçait combien le roi avait été affligé lorsqu'il avait appris qu'une assemblée législative avait osé prendre une mesure aussi violente que l'était celle d'écrire aux autres colonies, pour des représentations à faire au parlement. Après avoir imputé cette démarche à l'irréflexion, le secrétaire d'état déclarait que la volonté du monarque était que la chambre des représentans fût sommée, au nom de sa majesté, de révoquer la résolution en vertu de laquelle l'orateur avait signé la lettre circulaire. Cette communication causa la plus grande agitation ; et la chambre requit le gouverneur de lui faire connaître en son entier, la dépêche du

comte d'Hillsboroug, et de lui transmettre en même tems une copie de toutes les lettres qu'il avait adressées lui-même à ce ministre. Celles-ci furent refusées avec hauteur ; mais l'autre partie de la demande fut accordée. La lettre du secrétaire d'état portait que, si, malgré les alarmes que devait causer cet esprit de sédition, qui paraissait avoir inspiré les résolutions prises à la fin de la dernière session, la nouvelle assemblée refusait de remplir la juste attente du roi, sa majesté ordonnait que cette même assemblée fût dissoute sur-le-champ.

La chambre n'ayant pas répondu, le gouverneur la pressa de s'expliquer, et lui déclara que si elle tardait à le faire, il prendrait son silence pour un refus. Le lendemain, elle lui fit demander de suspendre la session, pour que les représentans pussent aller consulter leurs commettans au sujet de la demande faite en vertu de la lettre du comte d'Hillsborough. Le gouverneur n'ayant pas consenti à cette proposition, une forte pluralité approuva une lettre adressée au secrétaire d'état, et où l'on disait que l'assemblée pensait qu'une réquisition telle que celle qui venait de lui être faite de la part de la couronne, était absolument contraire à l'usage,

et que peut-être il n'y en avait eu aucune du même genre, depuis la révolution. Après avoir témoigné l'extrême chagrin que causaient au peuple de la province, les reproches que lui avaient adressés les secrétaires d'état et sa majesté elle-même, et avoir déclaré que rien ne pourrait l'affecter plus péniblement que le mécontentement du souverain, la chambre suppliait humblement le monarque, de ne pas considérer comme incompatible avec la constitution britannique, une pétition présentée à lui-même, et de ne point traiter d'acte séditieux une communication donnée à des concitoyens qui se trouvaient dans la même position que les habitans du Massachussetts. Elle espérait enfin, que lorsque le secrétaire d'état aurait exposé l'affaire avec impartialité, sa majesté n'accuserait plus la chambre d'exciter à la révolte contre l'autorité du parlement; qu'elle reconnaîtrait qui étaient vraiment les factieux, et qu'elle accablerait de son indignation, les hommes qui, pour satisfaire leurs propres passions, avaient osé tenter de la tromper.

Après la lecture de cette pièce, on posa la question de savoir si la chambre révoquerait la résolution d'après laquelle la lettre circulaire avait été écrite; et quatre-vingt-

douze votans, contre dix-sept, décidèrent que non. Les représentans développèrent ensuite les motifs de leur conduite, dans un écrit qu'ils adressèrent au gouverneur. Aussitôt après l'avoir reçu, cet officier prorogea l'assemblée; et le lendemain il fit une proclamation par laquelle il la déclara dissoute.

Tandis que la cour générale, qui joignait la modération à la fermeté, se bornait à l'emploi des moyens légitimes pour se défendre, la fermentation des esprits occasionnait dans la ville de Boston, des actes de violence qui démontraient clairement que le corps du peuple, du moins dans cette ville, approuverait des mesures plus vigoureuses que celles qu'avaient prises ses représentans.

Le contrôleur de la douane ayant fait saisir le navire le *Liberty*, une foule d'habitans de la dernière classe se rassemblèrent tumultueusement, frappèrent les agens du fisc, s'emparèrent d'une barque, qui appartenait au contrôleur et qu'ils brûlèrent, et parcoururent long-tems les rues de la ville. Les collecteurs des taxes, craignant pour la sûreté de leurs personnes, se retirèrent à bord du vaisseau de guerre le *Romney*, puis se réfugièrent dans le fort William. Après beaucoup de tems perdu, le gouverneur pressa le conseil

de prendre des mesures pour rétablir la tranquillité. Le conseil répondit que les désordres qui venaient d'être commis, étaient dus à la manière violente et sans exemple, dont les officiers de la douane avaient saisi le navire le *Liberty*. Les habitans de Boston affirmèrent sous serment, dans un mémoire justificatif, que la conduite insolente des commissaires et de leurs préposés était la cause des derniers tumultes. Le *Romney* qui était mouillé au-dessous de la ville, avait, dirent-ils, intimidé les patrons des barques chargées de vivres pour Boston; plusieurs excès avaient été commis, et l'on avait détaché du quai qui bordait la maison de M. Hancock, un navire qu'on avait illégalement retenu plusieurs jours. Le peuple, que ces procédés avaient irrité, s'était répandu tumultueusement dans les rues, avait cassé quelques vitres, dont le dommage s'élevait à environ cinq livres sterling, avait brûlé un bateau de plaisir, et s'était dispersé vers les onze heures du soir.

Quelques jours après cet événement, les habitans rassemblés légalement, adressèrent au gouverneur une requête où ils demandaient l'éloignement du Romney. Ils attendaient, sans troubler aucunement la tranquillité publique, disaient-ils, l'effet des remon-

trances et des pétitions qui avaient été faites au parlement et au roi, lorsqu'ils s'étaient vus entourés par des troupes qui avaient, contre toutes les lois, saisi et jeté en prison un grand nombre d'entr'eux. La navigation, de laquelle dépendait l'arrivée des subsistances, étant interrompue, ils se voyaient menacés de la famine; et la ville était presque dans le même état que si l'on se proposait de l'assiéger dans les règles.

Malgré cette justification ou plutôt cette excuse, la cour générale ne jugea pas devoir se taire au sujet de l'acte de violence qui venait d'avoir lieu. Un comité des deux chambres, nommé pour prendre des informations sur l'état de la province, fit un rapport où, après avoir blâmé les particularités de la saisie, à laquelle il attribuait le rassemblement qui s'était formé, et avoir déclaré que les voies de fait que la foule s'était permises, étaient extrêmement répréhensibles, il proposait que le gouverneur chargeât le procureur-général de poursuivre les coupables. Le comité demandait, en outre, qu'il fût fait une proclamation par laquelle on promettrait une récompense à toute personne qui dénoncerait à la justice les fauteurs et complices des délits qui avaient été commis.

Il paraît que ce rapport ne fut fait que pour sauver les apparences. On savait bien qu'aucun magistrat n'oserait informer, et que personne ne voudrait témoigner dans cette affaire; et comme si l'on se proposait d'en empêcher la poursuite, on plaça sur la liste des grands jurés, pour la prochaine session, plusieurs de ceux qui avaient eu le plus de part aux excès. Une action fut intentée contre M. Hancock et les autres propriétaires du navire et de la cargaison, mais on craignit de prononcer un jugement.

Le tumulte excité par la saisie du Liberty, démontra l'impossibilité de mettre à exécution, par des moyens ordinaires, les lois odieuses que le gouvernement britannique s'obstinait à maintenir; et s'il n'occasionna pas, il accéléra du moins, une mesure qui ne pouvait manquer d'aigrir les esprits. Le gouverneur avait déjà demandé au ministère d'envoyer dans la province des troupes, en nombre suffisant pour garantir de toute insulte les officiers occupés à recueillir les taxes, et les magistrats chargés de maintenir la tranquillité publique; et l'ordre d'y faire passer un régiment, avait été transmis au général Gage, qui en même-tems avait été invité à confier le commandement de ce corps à un

officier, sur la prudence, sur le courage et l'incorruptibilité de qui l'on pût compter. Ce qui venait d'arriver rendit inutile tout effort pour obtenir un contre-ordre, et probablement fut cause que Gage fit partir deux régimens au lieu d'un. Quelques expressions échappées au gouverneur avant l'arrivée de ces troupes, ayant fait juger qu'il les attendait, une députation choisie dans une assemblée des habitans de Boston, légalement formée, fut trouver son excellence pour lui demander si les soupçons étaient fondés, et pour la prier de convoquer une autre cour générale. La réponse du gouverneur fortifia les craintes, quoiqu'il eût annoncé qu'il n'avait aucune connaissance officielle de la marche des troupes. Quant à la seconde partie de la demande, il déclara qu'il ne convoquerait une nouvelle assemblée générale, que lorsqu'il en aurait reçu l'ordre de sa majesté.

On avait, à ce qu'il semble, supposé que la dissolution de l'assemblée générale du Massachussetts ferait cesser l'opposition aux mesures du ministère, et que les citoyens n'étant plus excités, ni dirigés par leurs délégués, se calmeraient par degrés, et rentreraient dans le devoir. Mais la doctrine professée dans la chambre des représentans ne différait pas

des opinions du corps du peuple, et elle avait fait trop d'impression pour qu'il fût possible de la détruire facilement. C'étaient les hommes les plus courageux et les plus entreprenans qui l'avaient adoptée. La dissolution de la cour générale n'avait fait que leur prouver la nécessité de chercher des moyens plus sûrs que ceux qu'on avait pris jusqu'alors ; et elle hâta les progrès de l'opposition, en occasionnant une mesure qui ne tarda pas à devenir générale.

La réponse du gouverneur ayant été communiquée aux habitans de Boston, ils déclarèrent que toute levée d'impôts, faite dans la province par une autre autorité que celle de la cour générale, était une violation de la chartre royale, et des droits qui appartenaient incontestablement à tous les sujets de la couronne britannique; que tous les habitans de la ville de Boston devaient, au péril de leur fortune et de leur vie, prendre toutes les mesures constitutionnelles qui pourraient servir à défendre tous et chacun des droits, des libertés, des priviléges et des immunités, accordés par la même chartre; que comme on avait lieu de craindre une prochaine rupture avec la France, ceux des habitans qui n'avaient point d'armes seraient requis de se

conformer aux lois de la province, qui ordonnaient que tout franc-ténancier se pourvût d'un équipement complet. Il fut convenu, en outre, que d'après le refus que le gouverneur avait fait de convoquer une cour générale, les habitans de Boston choisiraient un certain nombre d'entr'eux pour les représenter dans une convention qui se rassemblerait dans cette ville. Les nouveaux délégués communiquèrent ces résolutions aux autres villes du Massachussetts, qu'ils invitèrent à nommer aussi des députés, ce qu'elles firent; et il se tint à Faneuil-Hall, dans la ville de Boston, une convention qui fut aussi respectée qu'eût pu l'être une assemblée légalement formée.

Les habitans du reste de la province, quoique d'accord avec les bostoniens sur la question relative aux taxes, n'étaient cependant pas aussi animés que ces derniers; et la convention se conduisit avec une modération à laquelle on était loin de s'attendre. Ses membres ne se considérèrent que comme de simples députés des villes, réunis pour délibérer sur les intérêts de ceux qui les avaient nommés, et non pour faire aucun acte d'autorité, ni pour remplir aucune fonction de gouvernement. Ils prièrent le gouverneur de convo-

quer une cour générale, et ils firent passer à l'agent de la colonie, en Angleterre, une lettre où ils exposaient les motifs qui les avaient rassemblés. Enfin, après avoir exprimé avec circonspection, mais avec fermeté, leur opinion sur les griefs de la province, et avoir recommandé au peuple la patience et le respect pour l'ordre, ils se retirèrent dans leurs foyers.

La veille du jour où la convention se sépara, deux régimens commandés par le colonel Dalrymple, arrivèrent dans la baie de Nantasket. Les casernes du château suffisant pour les recevoir, et l'acte du parlement portant que les troupes ne seraient logées chez les particuliers que lorsqu'elles n'auraient pu l'être ailleurs, le conseil rejeta la demande que lui fit le gouverneur, de distribuer les deux régimens dans la ville. Mais le bruit que les habitans étaient en pleine révolte, avait porté le général Gage à donner des ordres qui, ainsi que la menace de mettre obstacle au débarquement des troupes, déterminèrent Dalrymple à prendre terre à Boston même. En conséquence, la flotte prit une position qui commandait toute la ville, contre laquelle les vaisseaux pointèrent leurs canons. Les régimens commencèrent à débarquer à

une heure après-midi. N'ayant éprouvé aucune résistance, ils entrèrent dans la ville, après avoir chargé leurs armes, et avec tout l'appareil d'usage, que les bostoniens crurent déployé pour les intimider, ou pour les insulter.

Les officiers de la ville ayant aussi refusé d'assigner des logemens aux troupes, le gouverneur fit ouvrir la maison d'état pour les recevoir, et elles s'emparèrent de tous les appartemens, à l'exception de celui qui était réservé pour les séances du conseil. Les habitans furent indignés que des soldats remplissent la salle où siégaient les représentans de la province, que des troupes entourassent les membres du conseil, et que toute leur ville présentât l'aspect d'une place de guerre. Ils se plaignirent aussi d'être insultés chaque fois qu'ils passaient, et d'être distraits par la musique militaire pendant le service divin. Il n'est pas étonnant que la différence de mœurs qui existait entr'eux et les soldats, et que la prévention qu'ils avaient les uns contre les autres, aient fait naître souvent des rixes, et que l'antipathie réciproque ait acquis de nouvelles forces.

Tandis qu'on prenait ces diverses mesures en Amérique, le roi faisait fréquemment

annoncer au parlement qu'une disposition à refuser l'obéissance aux lois, et à résister aux résolutions du corps législatif suprême de la nation, se manifestait toujours dans quelques-unes des colonies. Les deux chambres, dans les adresses destinées à servir de réponses aux discours que leur avait adressés le monarque, exprimaient l'horreur que leur causait cet esprit de révolte, et approuvaient toutes les mesures que sa majesté avait prises pour le rétablissement de l'ordre. Le mal ayant empiré, elles blâmèrent dans les termes les plus forts, la conduite des anglo-américains, et prièrent le roi d'ordonner au gouverneur de la colonie de Massachussetts, de transmettre la liste de tous les crimes de haute-trahison, commis depuis l'année 1767, ainsi que le nom des personnes qui s'étaient rendues le plus coupables, pour que, selon le XXXVe statut d'Henri VIII, il fût procédé contr'elles en Angleterre.

Cette menace, qui était principalement dirigée contre le Massachussetts, dans l'espoir que les autres provinces craindraient de suivre l'exemple qu'il leur avait donné, ne fit point sur elles une impression favorable aux vues de la métropole. Leur résolution de s'opposer à l'exercice des droits réclamés par la Grande-

Bretagne, loin de s'ébranler, ne fit que s'affermir.

Peu de tems après que le parlement eut fait la déclaration dont nous avons ci-dessus rapporté la substance, l'assemblée législative de la Virginie fut convoquée par le lord Bolletourt, qui venait d'être nommé gouverneur de cette colonie, et qui était doué d'un esprit conciliant. Instruite de tout ce qui s'était passé, la chambre des représentans prit plusieurs résolutions, où elle soutint de la manière la plus positive, que l'assemblée générale avait seule le droit d'imposer les sujets de sa majesté établis dans la province; qu'elle avait également celui de présenter des pétitions pour le redressement de leurs griefs, et que rien ne pouvait l'empêcher de solliciter en pareil cas, le concours des assemblées législatives des autres colonies. Répondant à une des adresses présentées au roi par les deux chambres du parlement, elle déclara que toute personne accusée d'un crime commis dans la province, devait être traduite devant un tribunal du pays, et que saisir quelqu'un pour le transporter et lui faire son procès au delà des mers, c'était violer l'inestimable privilége de n'être jugé que par des jurés de son arrondissement, et de faire com-

paraître des témoins en sa faveur, dont tout anglais doit jouir. Il fut aussi convenu de faire présenter à sa majesté, une adresse où, tout en exprimant sa fidélité et son attachement à la couronne, la chambre des bourgeois parût persuadée que les plaintes des colons étaient fondées.

Le gouverneur, lorsqu'il eut connaissance de ces diverses résolutions, prononça la dissolution de l'assemblée ; mais ceux qui la composaient se réunirent sur-le-champ dans une maison particulière ; et après avoir choisi leur orateur pour président, ils rédigèrent et signèrent un acte, par lequel ils convinrent de s'opposer à l'entrée des marchandises tirées d'Angleterre. Cet acte, d'après leur recommandation, fut souscrit par le plus grand nombre des habitans de la province.

Il paraît que, depuis le commencement de la contestation, on avait cru généralement dans les colonies, que le meilleur moyen de la terminer en faveur de celles-ci, était d'intéresser à leur sort les fabricans et les négocians de la Grande-Bretagne. En conséquence, il s'était formé dans le Massachussetts, dès les premiers jours du mois de mai 1768, des associations qui avaient pour objet d'empêcher l'importation des marchandises anglaises.

Les négocians des villes de quelques autres colonies, et principalement ceux de Philadelphie, quoique parfaitement d'accord avec leurs concitoyens pour s'opposer aux prétentions de la métropole, avaient refusé de concourir à une mesure qu'ils jugeaient trop forte. En conséquence, elle fut abandonnée pour l'instant; mais au commencement du mois d'août, elle fut reprise à Boston, et les négocians de cette ville convinrent entr'eux de ne tirer d'Angleterre, depuis le premier janvier 1769, jusqu'au premier du même mois de l'année suivante, que quelques petits articles de première nécessité, et sur-tout de n'importer ni thé, ni verre, ni papier, ni couleurs, jusqu'à ce qu'on eût révoqué l'acte par lequel on avait soumis ces diverses marchandises à des droits.

Peu de tems après, la même convention fut formée dans les villes de Salem, de New-York, et dans la province de Connecticut. Les actes de la chambre des bourgeois de la Virginie, qui furent passés quelque tems après qu'on eut appris en Amérique les résolutions et les demandes des deux chambres du parlement, furent communiqués par son ordre aux orateurs des assemblées législatives des autres provinces; et une association dont

l'objet était aussi d'empêcher l'entrée des productions des fabriques anglaises, fut formée dans le Maryland et dans les deux Carolines. Les habitans de Charlestown furent même jusqu'à rompre toute liaison avec les habitans du Rhode-Island et de la Géorgie, qui étaient accusés d'avoir joué un rôle infame, depuis le commencement de la lutte avec la métropole. Il paraît que ce moyen réussit, car les trois dernières provinces suivirent bientôt l'exemple des autres; et la mesure devint générale dans les colonies anglaises de l'Amérique septentrionale. On ne l'avait prise qu'avec beaucoup de répugnance aussi, à Portsmouth, dans le New-Hampshire, dont le gouverneur Wentworth avait beaucoup de popularité : mais la menace de ne plus correspondre avec eux, qui avait été faite aux négocians de cette ville par ceux des autres colonies, avait produit l'effet qu'on en avait attendu.

Les personnes de tout rang et de tout état réunirent leurs efforts pour assurer le succès de la mesure qu'on avait prise. On ne négligea rien pour perfectionner les manufactures du pays; et les dames, dédaignant ces ornemens frivoles, formés par la mode en Angleterre, se firent gloire de paraître vêtues d'étoffes

fabriquées dans leurs propres maisons. Des commissaires choisis par les habitans, surveillèrent toutes les importations; et la force de l'opinion publique suffit presque entièrement pour empêcher l'inexécution de l'espèce de pacte qu'on avait fait.

L'état où se trouvait le Massachussetts, exigeant qu'il fût mis des fonds à la disposition du gouvernement de la province, la cour générale fut convoquée. Ceux qui avaient composé la dernière chambre des représentans, furent tous réélus, et revinrent, animés de l'esprit qui avait occasionné leur séparation. Immédiatement après leur réunion, ils requirent le gouverneur de faire sortir du port et de la ville de Boston, les vaisseaux de guerre et les troupes, ce que, disaient-ils, cet officier avait droit d'ordonner, en sa qualité de représentant du monarque. Dans l'espoir qu'en éloignant la cour générale d'une ville qui avait beaucoup d'influence sur ses résolutions, cette assemblée s'occuperait des affaires courantes, le gouverneur l'ajourna dans la ville de Cambridge. Cette mesure ne fit qu'irriter de plus en plus les représentans, qui augmentèrent la liste de leurs griefs, et qui, en prenant diverses résolutions, s'exprimèrent avec une chaleur jusqu'alors inconnue dans les assem-

blées législatives des colonies. Ils refusèrent ensuite de faire aux troupes en garnison dans la province, les fournitures indiquées par l'acte relatif aux séditions ; et comme c'était pour les accorder que la cour générale avait été rassemblée, elle fut ajournée pour le 1.er du mois de janvier.

Les commissaires chargés d'examiner la cargaison des vaisseaux qui arrivaient d'Angleterre, se montrèrent dignes de la confiance qu'on avait mise en eux. Ils passèrent des actes de censure contre les négocians qui ne voulurent point accéder à la convention, ou qui l'enfreignirent ; et ils firent insérer dans les papiers publics, les noms des réfractaires, qui furent traités d'ennemis de leur pays. Dans quelques occasions, les marchandises importées en contravention, furent renfermées dans des magasins, pour empêcher qu'on ne les vendît ; et en d'autres, elles furent rembarquées.

Peu de tems après que le parlement eut pris les résolutions violentes qui produisaient de si fâcheux effets en Amérique, des dispositions qui pouvaient amener une conciliation, se déclarèrent dans le cabinet de St.-James. Le duc de Grafton, qui avait été placé à la tête de l'administration, appuyait avec

force la proposition de supprimer tous les droits qu'on avait imposés pour fonder un revenu dans les colonies. Cependant, quelque juste, quelque modérée qu'elle fût, il ne put parvenir à la faire passer purement et simplement. On crut que, pour conserver à la Grande-Bretagne l'autorité suprême en matière de législation, il fallait laisser subsister un des droits nouvellement établis; et celui auquel on avait soumis le thé, fut maintenu.

Jamais plus fausse mesure ne pouvait être prise par une grande nation, douée de sagesse. La contestation avec les colonies d'Amérique n'avait que le principe pour objet. Le produit des taxes qu'on voulait lever, devait être trop peu considérable, pour mériter que de part et d'autre on s'exposât aux dommages qu'on avait déjà soufferts; mais le droit était tout. Le moyen de conciliation qui venait d'être proposé, tout en faisant voir aux anglo-américains que leur cause devenait meilleure en Angleterre, ne décidait pas le fond de la question. Leur opposition était fondée sur la conviction, qu'ils avaient exclusivement le droit d'établir des impôts dans leur pays; et l'effet que leur résistance avait déjà produit, leur montrait combien elle était juste.

D'après la nouvelle résolution que le ministère avait prise, le comte d'Hillsborourg écrivit aux différens gouverneurs des colonies, pour leur faire savoir que l'intention des ministres de sa majesté était de faire supprimer, comme défavorables au commerce, les droits établis sur le verre, sur le papier et sur les couleurs; et il assurait en même tems, que le ministère n'avait jamais eu le dessein de proposer au parlement d'établir d'autres taxes pour créer un revenu en Amérique. Les correspondans que plusieurs habitans du Massachussetts avaient en Angleterre, leur ayant fait part de ce projet, on craignit à Boston que l'opinion publique ne prît le change; et les négocians de cette ville s'étant rassemblés, déclarèrent qu'une révocation partielle ne pouvant soulager leur commerce, et ne devant servir qu'à favoriser les manufactures de la Grande-Bretagne, ils continueraient à exécuter strictement la convention qu'ils avaient faite.

Le contenu de la lettre du comte d'Hillsborourg fut officiellement communiqué aux différentes assemblées législatives, et on fit entendre à celles-ci qu'on renonçait à établir aucune autre taxe que celle qui avait été maintenue. Cette nouvelle causa peu de contentement,

L'assemblée de la Virginie résolut de faire présenter au roi, une pétition où elle défendait les droits qu'elle avait déjà soutenus; et les membres qui composaient cette assemblée, signèrent sur-le-champ, comme simples particuliers, un acte par lequel ils renouvelèrent l'engagement qu'ils avaient pris de s'opposer à l'introduction des marchandises anglaises. Ils promirent de ne le rompre que lorsque le droit établi sur le thé, aurait été supprimé. Plusieurs négocians du pays souscrivirent également cet acte.

Cependant plusieurs causes concouraient à rendre extrêmement difficile l'exécution de la mesure relative à l'importation. La perte que faisaient les négocians, était trop grande pour qu'ils pussent la supporter long-tems, sans les motifs les plus puissans. La défiance régnait par-tout; et l'on reprochait une odieuse partialité aux commissaires qui devaient inspecter les cargaisons. Les différentes villes de commerce s'épiaient réciproquement avec une extrême jalousie, et s'accusaient mutuellement d'avoir, en grande partie, manqué à l'engagement qu'elles avaient pris si solennellement. On publia des lettres que l'on prétendit arrivées d'Angleterre, et qui portaient que les négocians des colonies avaient

fait une grande quantité de demandes dans ce pays. Les inconvéniens qui résultaient de l'interruption du commerce et de la privation des marchandises auxquelles étaient habitués les colons, commençaient à se faire sentir vivement. Il fut résolu, dans le Rhode-Island, de tirer d'Angleterre, les marchandises qui ne seraient pas soumises à des droits. D'après les représentations de plusieurs villes de commerce, et sur-tout de Boston, cette province changea de résolution; et l'on crut que le systême, au moyen duquel les colonies espéraient faire triompher leur opposition, ne serait point abandonné. Cette attente fut trompée. La ville de New-York résolut de n'excepter de ses importations que les articles sujets à des droits, pourvu toutefois que les grandes villes de commerce, telles que Boston et Philadelphie, en fissent autant. Celles-ci refusèrent de renoncer à la convention, et pressèrent New-York de persévérer dans la courageuse opposition qu'elles avaient toutes formée. Ce fut inutilement. Pour se justifier, les habitans de New-York déclarèrent que les villes de la Nouvelle Angleterre avaient manqué elles-mêmes à leurs engagemens, et que les négocians d'Albany avaient habituellement tiré des marchandises de Québec.

Les deux régimens en garnison à Boston, ne pouvaient manquer d'être vus de mauvais œil par les habitans. Cette mésintelligence occasionna de fréquentes querelles ; et il y eut de nuit, à la porte du quartier des troupes, un tumulte qui fit sortir le capitaine Preston, et une partie de la garde, qui en vint aux mains avec quelques jeunes gens, et en tua quatre. Le tocsin fut sonné sur-le-champ, les tambours battirent la générale, et il se rassembla une grande foule de peuple, que l'aspect des cadavres sanglans anima d'une telle fureur, qu'on eut la plus grande peine à l'empêcher de se jeter sur le vingt-neuvième régiment, rangé en bataille dans King-Street. Le lieutenant-gouverneur ayant promis que les coupables seraient remis entre les mains de la justice, et plusieurs personnages respectables ayant employé leur influence sur la multitude, celle-ci se retira, lorsque le régiment eut rejoint son quartier. Le capitaine Preston, et les soldats qui avaient fait feu, furent conduits en prison ; et le lendemain plus de quatre cents citoyens rassemblés à Faneuil-Hall, adressèrent au lieutenant-gouverneur, un message où ils déclarèrent que les habitans et les soldats ne pouvaient plus vivre ensemble ; que pour

rétablir la paix et prévenir une nouvelle effusion de sang, il n'y avait pas d'autre moyen que d'éloigner les troupes, et qu'ils priaient le conseil d'user de tout son pouvoir pour qu'elles se retirassent sur-le-champ. Le lieutenant-gouverneur répondit qu'il était extrêmement affligé du malheur qui venait d'arriver, et qu'il avait pris des mesures pour que justice fût faite; mais en même tems il déclara que les troupes ne recevaient des ordres que du général qui était à New-York; que le conseil ayant requis le colonel Dalrymple de sortir de la ville avec les deux corps qu'il commandait, cet officier avait promis que le vingt-neuvième régiment se rendrait au château, et qu'il y resterait jusqu'à ce que le général en eût autrement ordonné; que la grand'garde serait enlevée, et que le quatorzième régiment serait tenu sous une discipline si sévère, qu'il ne pourrait survenir aucun désordre.

Cette réponse ne fut pas jugée satisfaisante; et des commissaires furent trouver le lieutenant-gouverneur, pour lui demander de nouveau que toutes les troupes s'éloignassent sur-le-champ. Hutchinson, qui avait remplacé Bernard en qualité de gouverneur, fit part de cette demande au conseil, qui

déclara que le service de sa majesté, et le maintien du bon ordre dans la capitale et dans la province, exigeaient impérieusement que les deux régimens sortissent de Boston à l'instant. L'avis ayant été communiqué au colonel Dalrymple, cet officier promit, sur sa parole d'honneur, qu'il allait prendre toutes les mesures nécessaires pour le prompt départ des troupes. Contens de cette assurance, les habitans se séparèrent, après avoir établi une forte garde pour la tranquillité de la ville.

Les détails de ce malheureux événement ont été rapportés diversement, selon les partis divers. Gordon, qui a écrit son histoire de la guerre d'Amérique, à une époque où les ressentimens étaient appaisés, et qui paraît avoir recueilli les faits avec beaucoup de soin, en rend compte de manière à disculper en grande partie, sinon entièrement, les militaires qui furent compromis dans cette affaire. Il paraîtrait, d'après son récit, , que dans la persuasion qu'il n'y aurait que l'effusion du sang qui pût occasionner l'éloignement des troupes, on avait prémédité et exécuté une attaque contr'elles, et que les soldats qui avaient fait feu, avaient été auparavant insultés et assaillis de boules de neige et de morceaux de glace. Cette version acquiert

beaucoup de vraisemblance, lorsqu'on la rapproche de la décision prononcée par les jurés, qui avaient été choisis parmi les habitans de Boston, et qui, après une procédure publique qui dura fort long-tems, renvoyèrent absous le capitaine Preston, et six des huit soldats qui avaient été mis en jugement, et déclarèrent que les deux autres étaient coupables d'homicide et non de meurtre. MM. Quincy et John Adams, jurisconsultes distingués, qui étaient à la tête du parti populaire, défendirent le capitaine et les soldats, sans que leur crédit en reçût aucune atteinte. L'affaire de Boston passa néanmoins, dans les colonies, pour un massacre affreux, que rien n'avait provoqué, et elle accrut infiniment la haine que les peuples avaient conçue contre les troupes.

Le ressentiment contre la métropole s'était considérablement affaibli dans les colonies du centre et de l'ouest, et l'on y paraissait disposé à ne prendre d'autre mesure que celle d'empêcher l'importation du thé. L'attention des habitans de ces provinces, fut attirée dans la Caroline du nord, où un peuple ignorant, qui se croyait lésé par un acte de l'assemblée législative, prit les armes pour fermer les cours de justice, pour renverser le gouver-

nement, pour en massacrer tous les officiers, et mettre aussi à mort tous les jurisconsultes. Le gouverneur Tryon marcha contre les rebelles; et les ayant battus complètement, il les dispersa.

Cependant le mécontentement acquérait chaque jour une nouvelle force dans le Massachussetts. Les inflexibles habitans de cette province, voyaient avec la plus vive inquiétude, l'esprit d'opposition s'affaiblir considérablement dans les autres colonies, sans qu'on eût établi sur une base solide les droits qu'elles réclamaient. Le gouverneur continuant à convoquer la cour générale à Cambridge, elle se plaignit amèrement, et pendant deux sessions consécutives, elle refusa de s'occuper d'aucune affaire. Dans une des représentations qu'elle fit à ce sujet, elle insista sur le droit que le peuple avait de recourir à la justice du ciel, lorsque ceux qui étaient dépositaires de l'autorité en abusaient. Le gouverneur l'ayant rassemblée au mois de septembre (1770), il lui signifia que sa majesté avait donné l'ordre que les troupes provinciales qui composaient la garnison du château de Boston, fussent remplacées par des troupes réglées; et elle déclara qu'une telle mesure altérait si essentiellement la constitution, qu'elle devait

causer les plus vives alarmes aux citoyens.

Dès le commencement de la contestation, le Massachussetts parut sentir combien il serait important que les colonies tinssent toutes une conduite uniforme. En conséquence, la cour générale créa un comité qu'elle chargea de correspondre avec ceux que pourraient établir les autres assemblées. Cet exemple fut généralement suivi ; et l'utilité de la mesure devint toujours plus évidente, lorsque les circonstances exigèrent de l'activité.

Quoique le gouverneur, les juges, et les autres principaux officiers du gouvernement, fussent nommés par la couronne, la fixation de leurs honoraires appartenait aux assemblées législatives de leurs provinces, qui considéraient l'exercice de ce privilége comme le moyen le plus efficace de tenir ces agens du pouvoir exécutif dans leur dépendance. On a déjà vu avec quelle persévérance le Massachussetts avait soutenu cette prérogative. Une partie du système qu'on voulait établir dans les colonies, consistait à faire régler par la couronne, et payer sans l'intervention des assemblées législatives, les appointemens des officiers du gouvernement. Cette mesure fut adoptée par le conseil du

roi, et au mois de mai il en fut donné avis à la cour générale du Massachussetts. La chambre des représentans de cette province déclara que c'était une infraction des priviléges stipulés dans la chartre de la colonie.

Vers la même époque, il se fit une découverte qui accrut de beaucoup le mécontentement dans la Nouvelle Angleterre. Par des moyens qu'on ignore, le docteur Franklin, qui résidait à Londres en qualité d'agent de plusieurs colonies, et spécialement du Massachussetts, parvint à saisir la correspondance du gouverneur Hutchinson et du lieutenant-gouverneur Oliver, avec les ministres ; et il la fit passer à la cour générale. Le contenu des lettres qui la composaient, tendait à porter le gouvernement britannique à soutenir le système qui tendait si fortement à lui enlever l'affection des colons. On y représentait l'opposition dans les colonies, comme réduite à un petit nombre de factieux, dont la conduite n'était point approuvée généralement, et qu'avait enhardis la faiblesse des moyens qu'on avait employés pour les réprimer. On y recommandait des mesures plus vigoureuses que celles qu'on avait prises, et l'on y faisait plusieurs propositions extrêmement contraires aux intérêts des colonies,

et parmi lesquelles se trouvaient celles de mettre des restrictions aux priviléges accordés par les chartres, et de faire déterminer par la couronne, les appointemens des principaux officiers du gouvernement.

Enflammée de courroux, l'assemblée générale du Massachussetts déclara que la correspondance dont elle venait d'entendre la lecture, avait pour objet de renverser la constitution, et d'établir le pouvoir arbitraire dans la province. Elle approuva en même-tems une pétition par laquelle le roi était supplié de rappeler Hutchinson et Oliver. Cette requête fut envoyée au docteur Franklin, et mise sous les yeux de sa majesté. Quelques jours après, on fit au conseil un rapport où l'on prétendit que la pétition du Massachussetts était fondée sur de fausses allégations, qu'elle était séditieuse, et qu'elle n'avait été faite que dans l'intention d'entretenir le mécontentement dans les colonies. Ce rapport fut approuvé par le roi. Cependant le gouverneur Hutchinson fut bientôt rappelé, et le général Gage nommé pour le remplacer.

CHAPITRE III.

Mesures prises pour faire exécuter l'acte relatif au droit établi sur le thé. — Fermentation que ces mesures occasionnent en Amérique. — On jette le thé à la mer, à Boston. — Le parlement prend de nouvelles mesures. — Enthousiasme général dans les colonies. — Arrivée du général Gage à Boston. — On poste des troupes sur l'isthme de Boston. — Nomination de nouveaux conseillers et de nouveaux juges. — Ces officiers sont obligés de cesser leurs fonctions. — On fortifie l'isthme de Boston. — Le général Gage saisit des munitions de guerre. — La colonie de Massachussetts fait des préparatifs de défense. — Discours du roi au parlement. — Actes du parlement. — Bataille de Lexington. — Le Massachussetts ordonne une levée de troupes. — Formation du congrès. — Actes de ce corps. — Bataille de Breed's-Hill.

La crainte que l'esprit d'opposition ne s'affaiblît par degrés en Amérique, n'y fut pas de longue durée. La détermination que les colonies avaient prise de ne point tirer de thé d'Angleterre, en avait tellement diminué la consommation, qu'il s'en était formé des amas considérables dans les magasins de la compagnie des Indes orientales, qui, en conséquence, pria le ministère de faire supprimer le droit de trois sous pour chaque livre de

cette marchandise qui entrerait dans les colonies, et offrit de payer elle-même en place le double, pour ce qu'elle en exporterait. Cette proposition, si propre à faciliter un accommodement, fut rejetée; et soit pour favoriser le commerce, soit pour mettre à exécution le projet d'établir un revenu en Amérique, on supprima entièrement le droit qui devait être payé pour l'exportation du thé. Après ces encouragemens, la compagnie s'occupa (non sans quelque inquiétude, et seulement sur la promesse qui lui fut faite par le gouvernement, que quoi qu'il arrivât, elle n'essuierait aucune perte) de faire à son propre compte, des chargemens de cette marchandise pour les colonies. En conséquence, il en fut adressé de très-considérables à des agens de commerce établis à Boston, à New-York, à Philadelphie, à Charlestown, et dans les autres villes principales des provinces d'Amérique.

L'instant de la crise approchait; et la conduite que les colonies allaient tenir, devait décider si elles seraient soumises à des taxes imposées par le parlement britannique. On prévoyait que le thé serait vendu, si on en permettait le débarquement, que par conséquent le droit serait payé, le principe

reconnu, et que l'opposition deviendrait plus faible de jour en jour. Il paraît que cette crainte fut générale. Le projet d'importation formé par le ministère, fut considéré comme une attaque directe contre la liberté des anglo-américains, dont le devoir était alors d'opposer la plus forte résistance. Une violente fermentation fut excitée de toutes parts dans les esprits. Les comités de correspondance redoublèrent d'activité, et presque par-tout on déclara que quiconque favoriserait directement ou indirectement l'atteinte qu'on voulait porter aux droits de tous, serait considéré comme un ennemi de son pays. La plupart des vaisseaux qui avaient du thé dans leur cargaison, furent obligés de le remporter. Après une vive opposition, on permit de débarquer cette marchandise à Charlestown; mais on l'y renferma dans des magasins humides, où elle séjourna long-tems, et à la fin s'avaria.

A Boston, une assemblée d'habitans prit des résolutions très-fortes, dont quelques-unes avaient été prises à Philadelphie, et nomma des commissaires qui furent chargés d'engager les facteurs à ne point agir. Ceux-ci ayant refusé, une assemblée plus considérable, qui se tint à Faneuil-Hall, déclara,

au milieu des acclamations, qu'on ne paierait aucun droit, que le thé ne serait point débarqué, et qu'il serait renvoyé sur les vaisseaux qui l'auraient apporté.

Un capitaine sous les ordres de qui se trouvaient plusieurs navires mouillés dans le port de Boston, prévoyant le danger, voulut remettre à la voile, et pria le gouverneur de lui faire délivrer un acquit. S'attachant à la lettre de ses instructions, le gouverneur exigea que toutes les formalités nécessaires fussent remplies à la douane. L'assemblée dont nous venons de parler, ayant appris cette réponse, se sépara. Une foule immense courut vers le port (18 décembre 1773), où un certain nombre d'hommes déterminés, qui s'étaient déguisés en indiens de la tribu des mohauks, montèrent à bord des navires, et en moins de deux heures, ouvrirent trois cent quarante-deux caisses, et jetèrent à la mer tout le thé qu'elles contenaient.

Le roi, par un message, instruisit le parlement de la conduite des colons; et l'indignation fut portée au plus haut degré dans les deux chambres, qui approuvèrent à l'unanimité, les mesures prises par sa majesté, et assurèrent de la manière la plus positive, qu'elles seconderaient de tout leur pouvoir,

les efforts qui seraient faits pour exécuter les lois, et pour maintenir les colonies dans la dépendance de la Grande-Bretagne. Les dispositions du parlement et de la nation étaient alors extrêmement favorables aux vues du ministère, qui résolut d'en profiter, et présenta un bill par lequel il proposa de fermer le port de Boston, et d'en transférer la douane à Salem. La loi devait durer, non seulement jusqu'à ce que la compagnie des Indes eût été indemnisée de la perte qu'elle avait faite; mais jusqu'à ce que le roi, siégeant en son conseil, eût déclaré que le bon ordre et la tranquillité étaient rétablies dans la ville qu'on voulait punir. Le bill passa dans les deux chambres, sans division, et presque sans opposition (25 mars 1774). Peu de tems après, il en fut proposé un autre, qui, selon les termes de l'acte même, avait pour objet de régler plus convenablement qu'il ne l'était, le gouvernement de la province de Massachussetts-Bay. La chartre de la colonie fut entièrement subvertie, et la nomination aux places de membres du conseil, de juges, etc., fut attribuée à la couronne, ainsi que le droit de destituer les titulaires. Ce bill fut adopté par une grande pluralité dans les deux chambres; mais auparavant il excita des débats qui furent

très-animés. On en présenta ensuite un troisième, qui s'annonçait comme destiné à établir une administration impartiale de la justice, dans la même province. Il portait qu'au cas où le gouverneur affirmerait qu'un crime capital avait été commis pour empêcher les magistrats de réprimer une sédition, et qu'il y avait lieu de craindre que justice ne fût pas faite, l'accusé serait envoyé dans une autre colonie, ou en Angleterre, pour y être jugé. Cet acte devait avoir force de loi, pendant quatre ans. Un autre bill qui passa également, ordonnait que les troupes fussent logées chez les habitans. Enfin tout le systême fut complet, au moyen d'un acte, par lequel on régla le gouvernement de la province de Québec. Les limites de cette province furent étendues de manière à comprendre tout le territoire situé entre les lacs, l'Ohio et le Mississipi ; et ce qui forma le trait le plus caractéristique de l'acte, il établit un conseil législatif, dont les membres devaient être nommés par le roi.

Tandis qu'on prenait ces mesures violentes, il ne se fit qu'une seule proposition qui fût propre à amener une conciliation. M. Rose Fuller demanda que la chambre des communes se formât en comité, pour examiner s'il ne conviendrait pas de supprimer

le droit sur le thé importé en Amérique [*]. Il fut secondé par M. Burke, qui déploya dans cette occasion, toute la force de raisonnement, toute l'éloquence dont il était doué; mais la proposition fut rejetée. Le comte de Chatam, qui avait été retenu long-tems chez lui, par sa mauvaise santé, parut dans la chambre des pairs, où l'avait amené l'inquiétude que lui donnaient les résolutions fatales qui devaient plonger la nation dans le plus grand embarras. Ses efforts furent inutiles. Ni sa considération personnelle, ni la solidité de son jugement, ni sa mâle éloquence, qui, malgré la maladie, conservait tout son feu, toute sa force, ne purent empêcher l'adoption d'un systême dont le démembrement de l'empire britannique devait être l'effet.

On était persuadé, et M. Hutchinson qui était alors en Angleterre, entretenait le conseil dans cette idée, qu'en portant les coups particulièrement contre Boston, non seulement on romprait l'union des colonies, mais que les habitans du Massachussetts se diviseraient entr'eux. Jamais attente ne fut plus complètement trompée. Toutes les provinces d'Amérique reconnurent que la ville de Boston n'était punie que pour avoir combattu

[*] Belsham.

avec la plus grande force, le principe auquel elles résistaient toutes. Elles sentirent donc que la cause de cette ville était la leur; qu'elles devaient infailliblement en éprouver le sort; et qu'il fallait ou qu'elles se soumissent à être imposées par un parlement où elles n'avaient ni ne pouvaient avoir de représentans, ou à secourir de tout leur pouvoir ceux qui devaient, les premiers, soutenir l'effort de la métropole. Les villes voisines ne voulurent pas profiter du malheur de Boston; et l'enthousiasme du patriotisme, qui élève l'ame au-dessus des considérations particulières, s'empara de tous les anglo-américains.

A la nouvelle de l'acte qui fermait le port de leur ville, les habitans de Boston se rassemblèrent; mais loin de chercher leur sûreté dans la soumission, ils se montrèrent plus déterminés à mesure que l'orage s'approcha. Ils déclarèrent injuste et barbare la mesure qu'on venait de prendre contr'eux; ils en appelèrent à Dieu et aux hommes, et ils invitèrent les habitans des autres colonies à rompre tout commerce avec la Grande-Bretagne, l'Irlande et les colonies anglaises des Indes occidentales, ce qu'ils considéraient comme l'unique moyen de sauver la liberté des provinces du nord de l'amérique. Ce ne fut pas

seulement à Boston que l'esprit d'opposition acquit une nouvelle force. De toutes parts on fit parvenir aux habitans de cette ville, des adresses où on leur témoignait combien on compatissait à leurs maux, où on les exhortait à montrer de la persévérance, et où on leur promettait des secours pour la défense de la cause commune.

L'assemblée législative de la Virginie tenait sa session, lorsque le bill relatif au port de Boston fut connu dans cette colonie. La chambre des bourgeois ou des représentans, ordonna que le premier du mois de juin, époque à laquelle le bill devait commencer à avoir son effet, fût un jour de jeûne et d'humiliation; qu'il fût employé à supplier la puissance divine de détourner le fléau de la guerre civile, et de donner en même tems au peuple le courage et la force de repousser toute attaque contre la liberté. De pareilles résolutions furent prises dans presque toutes les provinces; et au jour désigné, des prédicateurs montèrent en chaire, et prononcèrent des discours propres à inspirer une horreur extrême contre les auteurs des maux que souffraient si injustement les habitans de Boston.

Après avoir pris la mesure que nous venons

d'indiquer, l'assemblée générale de la Virginie fut dissoute; mais avant de se retirer, quatrevingt-neuf de ses membres signèrent un acte par lequel ils déclarèrent qu'attaquer une des colonies, qu'exiger d'elle par la force des taxes arbitraires, c'était attenter aux droits de toutes, et les autoriser à réunir leurs efforts pour prévenir la ruine de leurs priviléges. Ils recommandèrent au comité de correspondance d'engager les comités des autres provinces à nommer des députés qui formeraient tous les ans un congrès où l'on délibérerait sur les mesures générales que nécessiterait la défense de la cause commune. Les villes de Boston et de New-York avaient déjà pris la même détermination.

Tandis que les bostoniens délibéraient au sujet de l'acte spécialement dirigé contre leur ville, le général Gage arrivait au milieu d'eux, pour remplacer Hutchinson, en qualité de gouverneur. Malgré les inquiétudes qui agitaient les esprits, il fut reçu avec décence, et on lui témoigna le respect qu'on croyait devoir à la charge dont il était revêtu. Quelques jours après, la cour générale se rassembla, et le nouveau gouverneur lui fit savoir qu'en vertu du dernier acte du parlement, il devait la transférer à Salem, et qu'il la

convoquerait dans cette ville, pour le premier du mois de juin. L'assemblée desirant de prévenir cette mesure, s'empressa de régler toutes les affaires avant le jour fixé; mais le gouverneur, qui devina la cause d'une si grande diligence, se hâta lui-même d'ajourner la cour générale pour le 7 juin, dans la ville désignée par ses instructions. Les représentans, peu de tems après s'être réunis, déclarèrent qu'il importait pour les intérêts les plus chers des colonies, qu'il se tînt un grand conseil, composé de députés nommés par elles; et ils en choisirent eux-mêmes cinq pour le Massachussetts. Toutes les provinces depuis le New-Hampshire jusqu'à la Caroline du sud inclusivement, prirent la même mesure; et dans toutes celles où le corps législatif n'était pas rassemblée, le peuple élut, médiatement ou immédiatement, des délégués pour le représenter dans un congrès général.

La cour générale du Massachussetts fit rédiger plusieurs déclarations, où l'on retraça l'état des affaires, et où l'on mit à découvert les desseins du gouvernement. On y invita spécialement les habitans de la province, à renoncer autant qu'il serait possible, jusqu'à ce qu'on eût fait entièrement justice aux colons sur leurs plaintes, au thé et aux autres mar-

chandises importées des Indes orientales et de la Grande-Bretagne. Enfin, on y recommandait de perfectionner les manufactures du pays.

Le jour où le comité devait faire son rapport sur ces déclarations, le gouverneur instruit de ce qui se passait, envoya son secrétaire à Salem. Celui-ci n'ayant pu obtenir l'entrée de la chambre des représentans qui avaient ordonné de fermer les portes, lut à haute voix, sur l'escalier, l'ordre qui dissolvait l'assemblée. Le jour suivant, le gouverneur reçut une adresse où les principaux habitans de Salem disaient : « Les malheurs « qui s'accumulent chaque jour sur nos frères « de Boston, n'excitent pas moins notre afflic- « tion que ceux qui nous accablent nous-mê- « mes. Quelques personnes se sont persuadées « que la mesure prise contre la capitale de la « province, devait attirer le commerce dans « nos murs ; mais la nature, en creusant notre « port, nous a interdit toute concurrence « avec une place plus avantageusement si- « tuée que la nôtre. Lors même qu'il en « serait autrement, il faudrait que nous eus- « sions renoncé à toute idée de justice, à « tout sentiment d'humanité, pour songer à « élever notre fortune sur les débris de celle « de nos infortunés voisins. »

A-peu-près vers la même époque, les deux actes relatifs au gouvernement de la province de Massachussetts, arrivèrent à Boston, ainsi que celui par lequel il était ordonné que dans toutes les colonies, les troupes fussent logées chez les habitans. La connaissance de ces lois s'étant bientôt répandue sur le continent, donna de la fermeté aux plus irrésolus, excita l'indignation des plus modérés, et enflamma le courroux de ceux qui s'étaient fait le plus remarquer par leur emportement. Le comité de correspondance, formé à Boston, dressa le plan d'une association, à laquelle il donna le titre de ligue et de convention solennelle. Ceux qui en souscrivirent l'acte, s'engagèrent, en prenant Dieu à témoin, à suspendre, depuis le dernier jour du mois d'août suivant, jusqu'à ce que le bill contre le port de Boston et que les autres lois odieuses qui avaient été rendues, eussent été révoqués, tout commerce avec la Grande-Bretagne. Ils promirent également de rompre entièrement avec ceux qui refuseraient de prendre le même engagement, et ils y ajoutèrent la menace très-inquiétante, d'en publier les noms.

Le général Gage fit contre cette association ou cette ligue, une proclamation, où il

la traita de séditieuse, où il déclara qu'elle était contraire à la fidélité due au roi, qu'elle était destructive de l'autorité du parlement, ainsi que de la tranquillité, du bon ordre et de la sûreté publique. Dans cet acte, il invitait les citoyens à ne pas s'exposer aux châtimens que méritaient ceux qui se mettaient ainsi en révolte contre les lois, et il ordonnait aux magistrats de faire saisir tous les coupables. Mais le tems n'était plus où l'on respectait les proclamations des gouverneurs, et à l'époque où fut faite celle dont nous venons de donner l'analyse, les comités de correspondance étaient plus à redouter que les magistrats.

On prit dans toutes les provinces, où le corps législatif était rassemblé, ou dans lesquelles il se tenait une convention, des résolutions qui annonçaient plus ou moins de ressentiment, mais qui furent toutes conçues d'après des principes uniformes. On déclara par-tout que la cause de la ville de Boston était celle de toutes les colonies anglaises établies sur le continent de l'Amérique; que les actes dirigés contre cette malheureuse cité, étaient tyranniques et contraires à la constitution; qu'il importait de s'opposer généralement au système d'oppression formé par le

ministère ; qu'il fallait rompre tout commerce avec la Grande-Bretagne ; qu'il fallait encourager les manufactures, et former un congrès général, qui dirigerait les conseils, et réunirait tous les efforts des colonies du nord de l'Amérique. Les comités de correspondance choisirent Philadelphie et les premiers jours du mois de septembre (1774) pour le lieu et le tems où les délégués devaient se rassembler.

Le 4 septembre, les députés de onze provinces [1] arrivèrent à Philadelphie, et le lendemain ils s'assemblèrent à Carpenter'shall. Ils choisirent, à l'unanimité, pour président, Peyton Randolph, dernier orateur de la chambre des bourgeois de la Virginie. Les lettres de créance des membres furent lues et approuvées [2] ; et cet auguste corps, après

[1] Les délégués de la Caroline du nord n'arrivèrent à Philadelphie que le 14.

[2] La plupart des membres de ce congrès furent élus par les assemblées législatives de leurs colonies respectives ; mais dans le New-Jersey et dans le Maryland, les élections furent faites par des commissaires choisis à cet effet, dans les comtés. Dans la province de New-York où le parti royal était fort, et où selon toute apparence, on n'eût pu obtenir du corps législatif qu'il autorisât une élection de députés chargés de représenter cette colonie dans un congrès, le peuple des différentes

avoir décidé que chaque colonie n'aurait qu'une voix, quel que fût le nombre de ses délégués, qu'il délibérerait à huis-clos, et que tous ses actes, à l'exception de ceux qu'il jugerait à propos de publier, seraient tenus secrets, s'empressa de s'acquitter de ses importantes fonctions [1].

villes où l'esprit d'opposition l'emportait, se rassembla et nomma des délégués, qui se réunirent à ceux des autres provinces.

Les représentans des différentes provinces au congrès furent revêtus de pouvoirs plus ou moins amples. La plupart étaient autorisés à chercher les moyens les plus propres à assurer la liberté des colonies, et à rétablir l'harmonie entr'elles et la mère-patrie. Il paraît que quelques-uns des délégués ne devaient s'occuper que d'objets relatifs au commerce, et que plusieurs autres étaient investis du droit de faire tout ce qu'ils jugeraient conforme aux intérêts de leurs commettans.

[1] *Liste des membres qui composaient le premier congrès :*

John Sullivan. Nathaniel Fulsom	*De la province de New-Hampshire.*
James Bowdine Thomas Cushing. Samuel Adams John Adams Robert Treat Paine	*De la province de Massachussetts-Bay.*
Stephen Hopkins. Samuel Vard	*De la province de Rhode-Island et des plantations de Providence.*

Il établit des commissaires qu'il chargea tant de dresser la liste de ceux des actes du

Eliphalet Dyer . . . Roger Sherman . . . Silas Deane	*De la province de Connecticut.*
James Duane . . . . Henry Visner . . . . John Jay . . . . . . Philip Livingston. . . Isaac Low . . . . . John Aslop	*De la ville et du comté de New-York, et des autres comtés de la province de New-York.*
William Foyd . . .	*Du comté de Suffolk, dans la province de New-York.*
James Kinsey . . . . William Livingston. . John Dehart . . . . Stephen Crane . . . Richard Smith . . .	*De la province de New-Jersey.*
Joseph Galloway. . . Charles Humphreys. . Samuel Rhoads . . . George Ross. . . . . John Morton . . . . Thomas Mifflin . . . Edward Biddle. . . . John Dickinson . . .	*De la province de Pensylvanie.*
Cæsar Rodney . . . Thomas M'kean . . . George Read	*Des trois comtés de New-Castle, de Kent et de Sussex, sur la Delaware.*
Robert Goldsborough.. Thomas Johnson. . . William Paca. . . . Samuel Chase . . . . Mathew Tilghman . .	*De la province de Maryland.*
Peyton Randolph . . Richard Henry Lee . George Washington . Patrick Henry. . . . Richard Poland . . . Benjamin Harrison.. . Edmund Pendleton. .	*De la province de Virginie.*

parlement, passés depuis 1763, qui avaient violé quelque privilége des colonies, que de rédiger une petition que l'on ferait présenter au roi, et des adresses pour le peuple de la Grande-Bretagne, pour celui de la province de Québec, et pour les douze provinces représentées dans le congrès. Après avoir délibéré sur plusieurs résolutions très-fortes, prises par le comté de Suffolk dans le Massachussetts, ce même corps déclara qu'il était vivement affligé des maux que, par l'effet des actes injustes et oppressifs du parlement, souffraient les habitans de cette colonie, qu'il applaudissait à la sagesse et au courage avec lesquels ils avaient résisté à l'exécution des funestes mesures prises par le ministère, et qu'il les invitait à persévérer dans la conduite à-la-fois modérée et ferme qu'ils avaient tenue. Il fut en outre résolu que l'on continuerait à lever sur toutes les provinces du continent de l'Amérique, aussi long-tems qu'ils en auraient besoin, des contributions

William Hooper. Joseph Hughes. Richard Caswell.	*De la Caroline du nord.*
Henry Middleton. John Rutledge. Thomas Lynch. Christopher Gadsden. Edward Rutledge.	*De la Caroline du sud.*

destinées à soulager les habitans de Boston. Les négocians de toutes les provinces furent requis de ne plus faire aucune demande en Angleterre, et de faire suspendre l'envoi de tout ce qu'ils auraient demandé, jusqu'à ce que le congrès eût rendus publics les moyens qu'il aurait trouvés pour la conservation des libertés des colonies. Quelques jours après, cette assemblée prit plusieurs autres résolutions, qui défendirent l'entrée, l'achat et l'emploi des marchandises provenant de tous les pays soumis à la puissance de la Grande-Bretagne, à compter du 1.er du mois de décembre suivant. Il fut aussi ordonné que toute exportation pour ces mêmes pays cesserait au 10 septembre 1775, à moins qu'on n'eût fait avant ce tems, justice sur les plaintes des colons. Chaque membre présent signa un acte d'association, qui avait pour objet l'exécution des mesures prises par le congrès; dont les résolutions furent généralement adoptées, et aussi respectées que jamais des lois aient pu l'être.

Dans les commencemens de sa session, le congrès publia, en forme de résolution, une déclaration de droits, qui mérite une attention particulière, en ce qu'elle renferme les principes alors consacrés en Amérique, et

qu'elle fait voir à quelles conditions il était possible d'opérer une réconciliation. Il est à remarquer aussi, qu'on y défendit des prétentions, qu'on ne soutenait pas généralement au commencement de la contestation, et que cependant on n'y reconnut pas à l'unanimité, que les assemblées législatives des colonies eussent le droit exclusif de faire toutes les lois qui n'auraient pas pour objet de régler et de restreindre le commerce de ces provinces avec les pays étrangers [1].

[1] Après avoir retracé dans un long préambule les griefs des colonies anglaises de l'Amérique septentrionale, le congrès déclara :

1.° (*Nemine contradicente.*) Que la vie, la liberté, la propriété formaient les principaux droits des habitans de ces colonies.

2.° (*N. c. d.*) Que ceux qui les avaient fondées, jouissaient, à l'époque de leur sortie d'Angleterre, de tous les droits, libertés et immunités des anglais de naissance.

3.° (*N. c. d.*) Qu'ils n'avaient perdu aucun de ces priviléges par leur migration, et qu'il leur avait été permis de jouir de tous ceux qui seraient compatibles avec les localités.

4.° Que la base sur laquelle reposait la constitution britannique, était le droit qu'avait le peuple de concourir à la formation des lois; que comme les colons n'étaient, ni ne pouvaient être représentés dans le parlement d'Angleterre, ils devaient former, dans leurs pro-

Les différens actes, les diverses résolutions du congrès sont le plus bel éloge de ce corps,

vinces respectives, des assemblées, dont les fonctions devaient être de régler tout ce qui avait rapport à la police intérieure, et à l'établissement des impôts, et dont les actes devaient être soumis à l'approbation du roi. (Le congrès ajouta à cet article, que vu l'exigence du cas, et pour l'intérêt des deux pays, il consentait avec plaisir, à l'exécution des actes du parlement britannique, destinés, *bonâ fide*, à régler le commerce extérieur des colonies, pour l'avantage réciproque de toutes les parties de l'empire, à condition toutefois que ces actes n'auraient pas été passés en vue d'établir un revenu dans les colonies d'Amérique, sans le consentement de celles-ci.)

5.° (*N. c. d.*) Que les habitans des diverses colonies de l'Amérique septentrionale avaient le droit de participer au bénéfice de la loi commune d'Angleterre, et spécialement à l'inappréciable avantage de n'être jugés que par leurs pairs ou des jurés de leur arrondissement, et selon les formes établies par la même loi.

6.° (*N. c. d.*) Qu'ils avaient le droit de jouir du bénéfice de tout statut qui existait avant la formation de la colonie dont ils faisaient partie, et qu'ils avaient trouvé applicable aux localités.

7.° (*N. c. d.*) Que les colonies de sa majesté avaient également le droit de jouir de tous les priviléges et immunités qui leur avaient été accordés par des chartres, ou assurés par les différentes lois de leurs provinces.

8.° (*N. c. d.*) Que les colons avaient le droit de se réunir paisiblement pour délibérer entr'eux au sujet

et prouvent l'excellence des choix que les citoyens avaient faits. « Comment, disait-il au « peuple de la Grande-Bretagne, une nation « qui doit sa puissance à la liberté, une nation « qui est parvenue au plus haut degré de « gloire, une nation que distinguent son « héroïsme et son humanité, peut-elle s'a- « baisser à forger des fers pour ses amis, « pour ses enfans ? Elle a donc perdu sa « vertu, ou négligé de surveiller ceux qui « la gouvernent.

« Presque dans tous les siècles, vos illustres

de leurs griefs, de même que pour adresser des requêtes au roi, et que toute proclamation qui avait pour objet de les empêcher était illégale.

9.° (*N. c. d.*) Qu'il était contraire aux lois de tenir, en tems de paix, des troupes sur pied, dans une des colonies, sans le consentement de l'assemblée qui la représentait.

10.° (*N. c. d.*) Que les diverses assemblées législatives de l'empire britannique, devaient être indépendantes les unes des autres, et que confier le pouvoir de faire des lois à un conseil nommé par la couronne et révocable par elle, c'était renverser la constitution et la liberté des colonies.

Cette déclaration terminée, le congrès fit l'énumération des différens actes par lesquels le parlement avait violé les droits et les priviléges des colonies, et dont la teneur a été plus d'une fois rapportée dans le cours de cette histoire.

« ancêtres, ajoutait le congrès, ont com-
« battu contre plusieurs nations puissantes,
« et même contre leurs concitoyens, pour
« conserver cette indépendance qu'ils vous
« ont transmise. Ne soyez donc pas surpris
« que nous, dont l'origine est la même que
« la vôtre, que nous dont les aïeux jouis-
« saient des avantages de cette constitution
« qui fait votre gloire, et nous ont religieu-
« sement transmis ce précieux héritage, qui
« nous a été garanti par les conventions les
« plus solennelles avec les souverains de la
« Grande-Bretagne, nous refusions de céder
« à des hommes dont les prétentions n'ont
« point la justice pour base, et qui nous
« persécutent, dans la persuasion qu'après
« nous avoir sacrifiés, ils parviendront à vous
« enchaîner avec plus de facilité. »

Après avoir dépeint la position fâcheuse où se trouvaient les colonies d'Amérique, et avoir protesté que c'était l'oppression sous laquelle on les faisait gémir, et les couleurs odieuses dont on les avait peintes, qui lui avaient fait composer cette adresse ; après avoir déclaré que les colons prétendaient être aussi libres que tous les autres anglais, le congrès disait : « Les possesseurs du sol de « la Grande-Bretagne ne sont-ils pas maîtres

« de leurs propriétés? peut-on les leur en-« lever, sans leur consentement? souffriraient-« ils qu'on en disposât arbitrairement ? Non « sans doute. Eh bien ! les possesseurs du « sol de l'Amérique sont-ils moins les maîtres « de leurs propriétés que vous ne l'êtes des « vôtres? ou souffriront-ils que votre parle-« ment, que toute assemblée quelconque « dans laquelle ils n'ont point de représen-« tans, puisse en disposer? La mer qui nous « sépare peut-elle causer une si grande dis-« proportion dans nos droits? et pourquoi « des sujets qui vivent à une grande dis-« tance du palais du souverain, seraient-ils « moins libres que ceux qui habitent auprès? « La raison s'indigne d'une pareille distinc-« tion, et des hommes libres ne peuvent en « deviner les motifs.

« A la fin de la dernière guerre, guerre « qu'ont rendue glorieuse les talens et l'in-« tégrité d'un ministre, aux efforts de qui la « Grande-Bretagne doit sa renommée et sa « sécurité, à la fin de cette guerre, à la-« quelle succéda une paix sans gloire, con-« clue sous les auspices d'un ministre ennemi « (comme tous les siens) de la communion « protestante et de la liberté, on forma, pour « l'asservissement de vos concitoyens d'A-

« mérique, un projet, dont on a toujours
« obstinément poursuivi l'exécution. »

Le congrès rappelait ensuite la loyauté des colons, et leur attachement à l'intérêt commun. Il passait en revue toutes les lois relatives à l'Amérique, rendues depuis la fin de la guerre, et il ajoutait : « Ces faits sont incon-
« testables; permettez-nous de vous démon-
« trer quelles peuvent en être les consé-
« quences. Supposez qu'en faisant servir à
« l'exécution de ses desseins, la toute puis-
« sance de la Grande-Bretagne, et qu'appe-
« lant à son aide les catholiques romains
« établis près de nous, le ministère par-
« vienne à nous humilier, à nous réduire, à
« nous asservir : une telle entreprise augmen-
« terait infailliblement cette dette nationale
« qui vous accable et remplit l'état de pen-
« sionnaires. Il est également permis de
« penser que votre commerce en souffrirait
« aussi. Accordons cependant que vous seriez
« victorieux. Quels avantages retireriez-vous
« d'une telle victoire ? le ministère ne pour-
« rait-il pas vous enchaîner avec ces mêmes
« armées qui nous auraient soumis ? »

L'adresse développait les ressources que mettrait entre les mains du monarque l'asservissement des colonies d'Amérique. « Nous

« croyons qu'on trouve encore beaucoup
« de vertu, de justice, de patriotisme dans
« la nation anglaise. Eh bien ! nous en appe-
« lons à cette justice. On nous a représentés
« comme des séditieux, comme des hommes
« qui ne peuvent porter le joug d'aucun gou-
« vernement, et qui visent à l'indépendance.
« Ce sont là des calomnies. Qu'il nous soit per-
« mis de jouir de la liberté dont vous jouis-
« sez, et nous considérerons notre union avec
« vous, comme une source de gloire et de
« félicité. Nous serons toujours prêts à con-
« tribuer de tout notre pouvoir, à la prospérité
« de l'empire. Vos ennemis seront nos enne-
« mis, et tous vos intérêts seront les nôtres.
« Mais si vous souffrez que vos ministres se
« jouent audacieusement des droits les plus
« sacrés ; si l'humanité, la justice, les prin-
« cipes de la constitution ne vous retiennent
« point, nous vous déclarerons que jamais
« nous ne nous abaisserons à rien d'humiliant,
« pour complaire à quelque nation que ce
« soit. Placez-nous dans la position où nous
« étions à la fin de la dernière guerre, et
« l'harmonie sera rétablie entre nous [1].

[1] Les commissaires chargés de composer cette adresse éloquente, étaient MM. Lee, Livingston et Jay. Mais on pense qu'elle fut l'ouvrage de M. Jay.

Dans la pétition qu'il adressait au roi, le congrès exposait brièvement les griefs des colonies, et ajoutait : « Si nous avions reçu « le jour dans une terre d'esclavage, l'habi- « tude et l'ignorance auraient pu rendre « moins pénible le sentiment de notre posi- « tion ; mais, grace à l'adorable bonté du « Tout-Puissant, nous sommes nés - libres, « et nous avons constamment joui de nos « droits sous les auspices des rois vos aïeux, « dont la famille a été placée sur le trône « de la Grande-Bretagne, pour arracher une « nation religieuse et brave au joug d'un « tyran inexorable et superstitieux. Votre « majesté, nous en sommes convaincus, est « flattée que son titre à la couronne soit joint « à celui qu'a son peuple, de jouir de la « liberté. Nous ne doutons nullement que « votre sagesse n'approuve le sentiment qui « porte vos sujets à conserver religieusement « un bienfait qu'ils ont reçu de la bonté di- « vine, et que par conséquent elle ne recon- « naisse qu'ils sont fidèles à la convention « qui a conféré à l'illustre maison de Bruns- « wick, la haute dignité qu'elle possède « aujourd'hui.

« La crainte de descendre de ce rang élevé, « où la liberté place les anglais, excite en

« nous un trouble que nous ne pouvons dé-
« crire, et que cependant nous ne voulons
« point cacher. En vous le découvrant, nous
« contribuons autant qu'il est en nous, à la
« tranquillité de l'état et au bonheur de votre
« peuple, objets de votre constante et vive
« sollicitude.

« Notre devoir et notre propre conser-
« vation nous commandent de chercher à
« attirer votre attention; et comme votre
« majesté jouit de l'avantage signalé de
« régner sur des hommes libres, nous ne
« craignons pas que le langage de la liberté
« puisse choquer ses oreilles. Nous espérons
« que votre indignation tombera, non sur
« nous, mais sur ces hommes perfides qui
« osent s'interposer entre vous et vos fidèles
« sujets, sur ces hommes qui depuis plusieurs
« années ne sont occupés qu'à rompre les
« liens de la société, qu'à abuser de l'auto-
« rité de votre majesté, qu'à calomnier vos
« sujets d'Amérique, qu'à poursuivre l'exé-
« cution des projets les plus odieux, sur
« ces hommes qui, en accumulant sur nous
« d'intolérables injures, nous ont forcés à
« troubler, par nos plaintes, le repos de
« votre majesté. Ils ont osé dire qu'il fallait
« nous dépouiller d'une partie de notre pro-

« priété, pour subvenir aux frais de l'admi-
« nistration de la justice, aux besoins du
« gouvernement, aux dépenses qu'exigent
« la défense et la sûreté des colonies. Ces
« allégations sont fausses ; mais ne le cédant à
« aucun des sujets de votre majesté, en affec-
« tion pour votre personne, pour votre fa-
« mille, pour votre gouvernement, nous
« apprécions trop, pour l'abandonner à
« quelque assemblée que ce soit, le privilége
« de vous en donner ces témoignages aussi
« honorables pour le prince qui les reçoit,
« que pour le peuple qui les donne.

« Nous demandons paix, liberté, sûreté.
« Nous ne désirons pas une diminution de la
« prérogative royale. Nous ne sollicitons
« point de nouvelle concession; nous respec-
« terons à jamais votre autorité, et nous fe-
« rons constamment les plus grands efforts
« pour maintenir les liens qui nous unissent
« à la Grande-Bretagne.

« Permettez-nous donc, le plus gracieux
« des souverains, de vous supplier au nom
« de vos fidèles sujets d'Amérique, et pour
« la gloire de Dieu, pour celle de la reli-
« gion, dont nos ennemis sapent les fon-
« demens, pour la vôtre qui ne peut s'ac-
« croître que par le bonheur et l'union de

« vos peuples, pour l'intérêt de votre illustre « famille, intérêt lié aux principes qui l'ont « élevée sur le trône, pour la sûreté et la « prospérité de vos états, menacés de mal- « heurs presque inévitables, permettez-nous « de vous supplier, vous qui êtes le père de « tous vos sujets, que réunissent les mêmes « lois, les mêmes sentimens de fidélité et les « liens du sang, de ne pas souffrir que les « rapports qui résultent de ces liens, soient « violés pour des avantages incertains, et « qui lors même qu'ils se réaliseraient, ne « pourraient jamais payer tous les maux qu'ils « auraient causés [1]. »

L'adresse du congrès à ses commettans était remarquable par la solidité des raisonnemens. Pour convaincre les colons qu'en cédant aux prétentions de la Grande-Bretagne, ils renonceraient à leur propre liberté, et au droit de propriété, cette assemblée développait les causes des divisions avec plus de soin qu'elle ne l'avait fait encore. Le but auquel elle devait atteindre, était de réunir les citoyens, en leur faisant connaître les

[1] MM. Lee, John Adams, Johnson, Henry et Rutledge, furent chargés de la rédaction de cette belle adresse, dont la composition principale a été généralement attribuée à M. Lee.

efforts qu'elle avait employés pour opérer une réconciliation fondée sur la justice. La conduite des assemblées coloniales, disait le congrès, avait été exempte de reproche, et les projets des ministres étaient dangereux pourtoutes les colonies, quoiqu'on eût eu l'art de diriger les coups plus particulièrement contre le Massachussetts. Il déclarait ensuite que le moyen qu'on avait pris, réussirait, si l'on montrait de la persévérance; et il ajoutait : « Votre salut et celui de votre « postérité dépendent entièrement de vous. « Vous avez déjà fait voir que vous savez « quels avantages doivent résulter de l'in- « terruption momentanée de votre commerce. « Comparez les inconvéniens attachés à cette « interruption, avec les maux sans remède « dont le pouvoir arbitraire vous accable- « rait, vous et vos descendans. N'oubliez pas « que de votre conduite dépend l'honneur ou « la honte de votre patrie. Songez que si le sys- « tême d'opposition que nous vous recomman- « dons, n'est pas adopté généralement, il sera « sans effet, ainsi que vos ennemis osent le « prédire, et que vous serez réduits à choisir « entre un combat plus dangereux que celui « que vous soutenez, et une soumission « déshonorante, ruineuse, et sans fin.

« Des motifs si puissans doivent exciter « votre zèle et votre activité. Ils doivent « vous porter à donner toute la force pos- « sible aux mesures destinées à vous tirer « de la position critique où vous êtes. Mais « nous croyons devoir vous déclarer, qu'il « faut vous attendre à de fâcheux événemens « et vous préparer à les supporter. Nous « vous recommandons par-dessus tout la « pénitence et la prière; et nous vous invitons « à supplier avec nous l'Eternel, de nous « prendre tous sous sa puissante protection [1]. »

La lettre aux habitans du Canada exigeait beaucoup de ménagement. Le plus grand nombre d'entr'eux étaient des français, et il ne devait pas être facile de leur persuader qu'il était de leur intérêt de résister à des actes, par lesquels on leur assurait l'exercice de leur culte, et l'on rétablissait une partie de leur ancienne jurisprudence. Ce sujet délicat fut traité avec art; et l'on parvint à flatter quelques-uns des préjugés des canadiens. Des lettres furent aussi adressées aux colonies de l'île Saint-Jean, de la Nouvelle Ecosse, de la Géorgie et des Florides, pour

[1] Cette adresse fut rédigée par MM. Lee, Livingston et Jay.

les engager à défendre une cause qui devait être celle de toute l'Amérique anglaise [1].

Le congrès, après avoir terminé les affaires dont il était chargé, et avoir recommandé d'ouvrir à Philadelphie, le 10 du mois de mai suivant, une assemblée pareille à celle qu'il formait, se sépara. Les actes de ce corps excitèrent l'enthousiasme dans toutes les colonies du continent de l'Amérique septentrionale, et ses conseils furent suivis comme des ordres de la Divinité. En quelques lieux cependant, le projet de résister à la métropole, causa du mécontentement; mais on ne devait pas attendre un accord parfait, et jamais peuple ne se montra plus uni que ne le furent les anglo-américains en cette importante occasion. Ils s'exercèrent avec ardeur au maniement des armes. Il se forma des compagnies franches, composées d'hommes qui jouissaient d'un grand crédit; et tout le pays parut ne former qu'un seul camp. Néanmoins, quoiqu'on se préparât à résister à force ouverte, on espérait encore que les mesures prises contre l'importation des marchandises anglaises, seraient si préjudiciables aux intérêts des manufactures et des négo-

[1] Toutes ces lettres furent rédigées par MM. Cushing, Lee et Dickinson.

cians de la Grande-Bretagne, qu'elles suffiraient pour faire révoquer les actes dont les colonies se plaignaient si vivement. Il serait impossible d'expliquer autrement le motif de ces mesures. Si l'on avait jugé la guerre inévitable, la politique eût ordonné d'encourager l'importation, et de se procurer en quantité les divers objets dont une armée pouvait avoir besoin.

Quoiqu'il eût été levé dans toutes les colonies des contributions volontaires pour les secourir, la cessation du commerce de leur ville était extrêmement nuisible aux habitans de Boston. Toutefois ils supportèrent cette privation avec un courage héroïque, que soutint sans doute la réflexion consolante, qu'ils excitaient par-tout l'intérêt et l'admiration. Les négocians et les autres habitans de Marblehead, ville voisine qui profitait le plus du malheur de la capitale, offrirent généreusement aux bostoniens de leur prêter leurs chantiers et leurs magasins, et de veiller eux-mêmes sans aucune rétribution, à l'embarquement et au débarquement des marchandises. Ils les exhortèrent en même tems à persister dans la courageuse résolution qui leur faisait tant d'honneur.

Peu de tems après l'arrivée du général

Gage, deux régimens d'infanterie et un petit détachement d'artillerie qui traînait quelques pièces de canon, entrèrent dans le port de Boston et débarquèrent sur la péninsule, mais derrière l'emplacement occupé par la ville. Ils furent bientôt suivis de plusieurs autres régimens, dont quelques-uns étaient composés d'irlandais. Le mécontentement qu'occasionna l'apparition de ces troupes, s'accrut lorsqu'on vit établir un poste militaire sur la bande de terre étroite qui joint la péninsule au continent. Ce fait servit à instruire les habitans de la capitale, des dispositions de leurs voisins. On prétendit qu'afin de réduire les bostoniens par la famine, on leur avait coupé toute communication avec la campagne. A ce bruit, les habitans du comté de Worcester se rassemblèrent en armes, et firent offrir à ceux de Boston, de voler à leur secours.

Le gouverneur reçut, en même tems que les lois relatives à la province de Massachussetts, une liste de trente-deux personnes désignées pour composer le conseil, qui devait être de vingt-quatre membres. Ce nombre ayant été complété, les nouveaux conseillers entrèrent en fonctions. En conséquence, ils furent traités, par le peuple, d'ennemis de leur pays. De tous côtés on empêcha de ren-

dre la justice. La foule remplissait les salles où devaient siéger les tribunaux, et empêchait les juges d'y entrer. Lorsque des officiers lui ordonnaient de s'ouvrir, elle répondait qu'elle ne connaissait de magistrats que ceux qui avaient été nommés conformément aux lois de la province. Quelques-uns des nouveaux conseillers qui avaient des habitations hors de la ville, virent entourer leurs maisons par un peuple furieux, qui les menaçait d'y mettre le feu s'ils ne renonçaient pas à leur office. La plupart prirent ce dernier parti.

Dans la fermentation où étaient les esprits, chaque jour devait produire de nouveaux sujets de division. Le général Gage ayant jugé que la sûreté des troupes exigeait que l'isthme de Boston fût fortifié, on agita la question de savoir si l'on ne transférerait pas dans l'intérieur du pays tous les habitans de cette ville. Le congrès fut consulté à ce sujet; mais la difficulté d'exécuter une pareille mesure, l'empêcha de faire une réponse positive. Il renvoya la proposition au congrès provincial, et déclara que si la translation avait lieu, les frais en devaient être supportés par toutes les colonies.

Le tems fixé pour la revue générale de la

milice, approchait; et le gouverneur craignant, ou feignant de craindre qu'elle ne se portât à quelque acte de violence, fit transférer à Boston toutes les munitions de guerre qui étaient renfermées dans l'arsenal de la province, à Cambridge. Il fit également saisir la poudre déposée dans les magasins de Charlestown et de quelques autres places. Il est aisé de concevoir quelle indignation excita cette mesure. Le peuple se rassembla; et ce fut avec beaucoup de peine qu'on l'empêcha de marcher vers Boston, pour redemander les munitions. Peu de tems après, un corps d'habitans du New-Hampshire, enleva d'assaut le fort de Portsmouth, situé dans cette province, et mit en lieu de sureté toute la poudre qu'il y trouva. On en fit autant dans le Rhode-Island. Ces mouvemens durent être attribués à la mesure prise par le gouverneur, et à une proclamation par laquelle le roi défendait de transporter des armes et des munitions dans les colonies.

A-peu-près dans le même tems, on fit courir, dans le Connecticut, le bruit qu'on attaquait Boston par terre et par mer. Plusieurs mille hommes prirent les armes sur-le-champ. S'étant mis en marche, ils firent une route assez longue, et ne s'arrêtèrent

que lorsqu'ils furent entièrement détrompés.

Avant que la fermentation fût parvenue à son dernier degré, Gage avait fait expédier des rescrits pour l'élection des membres d'une assemblée générale, qui devait ouvrir sa séance au commencement du mois d'octobre; mais ensuite il révoqua ses ordres par une proclamation à laquelle on n'eut aucun égard. Les députés s'étant réunis, se constituèrent en congrès provincial. Ils réglèrent les affaires de la colonie, comme s'ils avaient été investis d'une autorité légitime, et leurs recommandations furent des lois sacrées. Ils tracèrent un plan de défense pour la province; ils formèrent des magasins de toutes sortes de munitions pour douze mille hommes, et firent quelques enrôlemens.

A l'approche de l'hiver, le gouverneur, pour prévenir les désordres qui fussent inévitablement arrivés, si l'on avait logé les troupes dans la ville, donna l'ordre de construire des barraques. Le peuple contraignit les ouvriers à cesser de travailler, quoiqu'ils fussent bien payés par le gouvernement, et qu'ils eussent beaucoup de peine à trouver de l'ouvrage ailleurs. Gage ne fut guère plus heureux dans les efforts qu'il fit pour avoir des charpentiers à New-York; et ce ne fut

qu'avec la plus grande difficulté qu'il vint à bout de son entreprise. Les troupes ayant besoin de quelques fournitures, il invita presque tous les négocians de la même ville de New-York, à les faire ; mais nul d'entre eux, soit qu'il approuvât ou qu'il n'approuvât pas les mesures du ministère, ne voulut se charger de l'entreprise ; et tous déclarèrent que jamais ils ne fourniraient rien à des hommes qui étaient venus comme ennemis du pays.

Le parlement fut rassemblé en Angleterre; et par son discours d'ouverture, le roi lui déclara que l'esprit de révolte dominait toujours dans le Massachussetts, et y avait fait commettre les actes les plus condamnables; qu'on avait pris des mesures pour empêcher de nouveaux excès, et que les deux chambres pouvaient être persuadées qu'on ne négligerait rien pour s'opposer à toute atteinte qu'on voudrait donner à l'autorité du corps législatif suprême, dans les colonies.

L'adresse de remercîment qui fut proposée dans les deux chambres, exprimait des sentimens que celles-ci avaient fait connaître depuis long-tems; et une forte pluralité de membres rejetèrent les amendemens qu'on voulut faire à cette occasion. Toutefois il

s'écoula quelque tems avant qu'on s'occupât des affaires de l'Amérique. Le ministère parut hésiter, et fut, dit-on, divisé, au sujet des mesures qu'il convenait de prendre. Le petit nombre de ceux qui désiraient une conciliation, profitèrent de ce délai pour faire des propositions, qui étaient de nature à rétablir l'harmonie dans toutes les parties de l'empire. Le lord Chatam, qui vivait encore, résolut d'employer ses derniers momens au service de son pays. Prévoyant ce qui devait arriver, il démontra l'impossibilité de réduire les colonies d'Amérique, et demanda qu'on expédiât sur-le-champ l'ordre de faire sortir les troupes de Boston. Quoique sa proposition eût été rejetée par une grande pluralité de membres, ce même lord présenta un autre bill qui éprouva un pareil sort. Le lendemain, le lord North soumit à la chambre des communes, un projet d'adresse au roi, où il était dit que, d'après un sérieux examen des papiers venus d'Amérique, on reconnaissait qu'une rébellion s'était déclarée dans la province de Massachussetts-Bay. Dans le cours des débats pour l'adoption de ce projet, plusieurs membres qui étaient au service, parlèrent avec mépris des américains [1]; et le

[1] Selon Gordon, ces membres dirent que les amé-

général Grant, qui eut dû les connaître mieux, déclara qu'avec cinq régimens d'infanterie, il entreprendrait de traverser tout le continent de l'Amérique anglaise, et d'en chasser d'une extrémité à l'autre les habitans. Deux cent huit votans contre cent six, approuvèrent l'adresse, et la chambre des lords y donna son adhésion. Bientôt après (janvier 1775), le lord North proposa un bill, dont l'objet était de restreindre le commerce des provinces de la Nouvelle Angleterre, et d'empêcher celles-ci de faire la pêche sur les bancs de l'île de Terre-Neuve. Dans le tems qu'on discutait ce bill, et que ceux qui le soutenaient, ne parlaient que de vengeance, ce ministre proposa, à la grande surprise de la chambre, ce qu'il lui plut de nommer un moyen de conciliation : le parlement devait s'abstenir de taxer toute colonie qui se serait taxée elle-même, d'une manière satis-

ricains n'étaient ni ne pouvaient devenir de bons soldats ; qu'ils étaient naturellement timides, et incapables d'observer aucune discipline ; que leur paresse, leur mal-propreté, et un vice de constitution, ne permettaient pas qu'ils achevassent une seule campagne ; que la maladie les aurait bientôt enlevés ou dispersés, et qu'il ne faudrait que très-peu de forces pour les réduire complètement.

faisante pour la Grande-Bretagne. Cette proposition était extrêmement contraire aux prétentions des américains, et cependant la plus grande partie des membres la reçurent avec une telle indignation, que le ministère crut devoir déclarer qu'il ne l'avait fait faire, que parce qu'elle conservait au parlement le droit d'imposer les colonies. Avant qu'elle eût été adoptée, le lord North fit aussi l'aveu honteux, qu'elle avait pour objet de rompre l'accord des provinces d'Amérique. Le lord Darmouth adressa la résolution aux différens gouverneurs, en les invitant à user de tout leur crédit pour la faire exécuter. Leurs efforts ne réussirent nulle part. Les colons connaissaient trop bien l'importance de l'union, et étaient trop instruits de ce qui formait le point de la contestation, pour se laisser abuser par une proposition illusoire. Peu de tems après qu'on eut passé le bill contre les colonies septentrionales, on apprit en Angleterre que les colonies du centre et de l'ouest ou du sud, adoptaient toutes les résolutions des premières. En conséquence, un nouvel acte, qui fut peu combattu, étendit la mesure aux deux Jersey, à la Pensylvanie, au Maryland, à la Caroline du sud, et aux comtés situés sur la Delaware.

Les provinces de New-York et de la Caroline du nord ne furent point comprises dans l'acte, parce qu'on les jugeait moins en opposition avec la métropole que les autres. Cependant la chambre des communes refusa ensuite d'entendre la lecture d'une pétition, présentée par M. Burke, de la part de l'assemblée législative de la province de New-York, assemblée qui avait seule refusé d'adopter les résolutions du congrès général, sous le prétexte qu'elles renfermaient des prétentions incompatibles avec l'autorité du parlement. Un rejet si offensant servit à convaincre ceux des habitans de la province, qui pensaient encore qu'il serait possible d'opérer un arrangement par des moyens plus doux que ceux qui avaient été pris par les autres colonies, qu'il n'y avait point de milieu entre une résistance soutenue et une soumission absolue.

Quoique les efforts de la minorité eussent été jusqu'alors inutiles, M. Burke proposa à la chambre des communes une suite de résolutions, qu'il fit précéder d'un discours éloquent, et qui avaient pour objet de rétablir sur l'ancien pied, les rapports entre la métropole et les colonies; mais ses propositions furent rejetées, ainsi que l'avaient été

toutes celles qui offraient de véritables moyens de conciliation.

Le discours du roi et les actes du parlement convainquirent ceux qui étaient à la tête du parti de l'opposition en Amérique, qu'ils devaient se préparer à soutenir un combat opiniâtre. Ils s'étaient flattés que l'union des colonies, que la pétition envoyée à sa majesté par le congrès, et que l'adresse faite au peuple de la Grande-Bretagne, produiraient quelques heureux effets; mais les dernières mesures prises en Angleterre, avaient fait évanouir en grande partie cet espoir. Le congrès provincial du Massachussetts publia une résolution, où il déclara au peuple que, d'après les dispositions du parlement britannique et du ministère, il y avait tout lieu de craindre que les actes, par lesquels les colonies demandaient paix, liberté et sûreté, ne fussent mal reçus, et qu'on ne méditât la ruine entière de la province. En conséquence, il conjurait la milice et tous ceux qu'il avait enrôlés, de n'épargner ni tems, ni peines, ni soins, pour se perfectionner dans tous les exercices militaires. A-peu-près vers la même époque, on choisit dans toutes les provinces, sans exception, des députés pour un nouveau congrès général.

On avait formé, dans la ville de Concord, située à-peu-près à dix-huit milles de Boston, des magasins, que le général Gage résolut de détruire. La nuit du 18 au 19 avril, les grenadiers et l'infanterie légère de l'armée, composant un corps de huit ou de neuf cents hommes, partirent sous les ordres du lieutenant-colonel Smith et du major Pitcairn, pour exécuter cette entreprise. Quoique les troupes eussent forcé leur marche, que le secret eût été gardé, et que des partis de cavalerie eussent nettoyé les chemins et se fussent assurés de tous ceux qu'ils avaient rencontrés, des exprès envoyés par le docteur Warren parvinrent à échapper aux patrouilles, et répandirent l'alarme. Le détachement étant arrivé à cinq heures du matin à Lexington, trouva rassemblée sur une place, la milice de cette ville, qui formait une compagnie d'environ soixante et dix hommes. Le major Pitcairn, qui conduisait l'avant-garde, mit aussitôt son cheval au galop en criant : « Fuyez, rebelles! mettez « bas les armes, et retirez-vous. » Les soldats ayant suivi cet officier en courant et en poussant des cris, quelques coups furent tirés, et bientôt il y eut une décharge générale. Le feu dura aussi long-tems que la mi-

lice tint ferme. Celle-ci eut huit hommes tués et plusieurs blessés. Le détachement continua ensuite à marcher contre Concord. Le commandant avait fait partir auparavant deux compagnies d'infanterie légère, auxquelles il avait donné l'ordre de se rendre maîtresses de deux ponts qui étaient au-dessus de la ville.

Dans le tems que le corps principal était occupé à détruire les munitions, quelques hommes qui faisaient partie de la milice et des troupes provinciales rassemblées à Concord et dans les environs, s'approchèrent de l'un des ponts, comme des voyageurs. On tira sur eux, et ils eurent deux hommes de tués; Ils firent feu sur-le-champ, et il s'ensuivit une escarmouche dans laquelle les troupes anglaises furent très-maltraitées. L'alarme s'étant répandue dans tout le pays, les habitans coururent vers le champ de bataille. En conséquence, les troupes royales furent assaillies de toutes parts, et chassées de poste en poste jusqu'à Lexington. Heureusement pour elles, le général Gage n'avait pas des américains une opinion aussi défavorable que le général Grant et les autres militaires de la chambre des communes. Craignant que le détachement ne fût trop exposé, il avait, le matin, fait partir le lord Percy avec seize

compagnies d'infanterie, un corps de soldats de marine, et deux pièces d'artillerie, après lui avoir donné l'ordre de rejoindre le lieutenant-colonel Smith. Cet utile renfort entra dans Lexington, à-peu-près en même tems que les troupes qui faisaient retraite; et au moyen de ses pièces de campagne, il empêcha l'approche des troupes provinciales, ce qui donna le tems de respirer aux grenadiers et à l'infanterie légère. Les anglais s'étant remis en marche, eurent à essuyer, à l'avant et à l'arrière-garde, ainsi que sur les flancs, un feu qu'on faisait sur eux à l'abri des clôtures en pierre, qui sont en grand nombre dans le pays. Arrivés à Charlestown, ils s'avancèrent sur l'isthme jusqu'à Bunker's-Hill, où ils furent en sûreté pendant la nuit, sous la protection des vaisseaux de guerre; et le lendemain matin, ils rentrèrent à Boston.

Le nombre des morts, des blessés et des officiers et soldats faits prisonniers, s'éleva à deux cent soixante et treize hommes du côté des anglais. La perte des troupes provinciales ne fut pas de plus de quatre-vingt-dix hommes en tout. L'affaire de Lexington, quoique peu importante en elle-même, engagea la lutte, et inspira de la confiance aux américains. Elle prouva que l'adresse de ceux-ci,

qui étaient d'excellens tireurs, leur donnait un grand avantage sur leurs adversaires, et elle fortifia l'opinion, que le patriotisme et le courage pouvaient jusqu'à un certain point, réparer le défaut d'expérience dans l'art militaire.

Quoique l'état des affaires eût rendu les hostilités inévitables, chaque parti accusa l'autre de les avoir commencées. Les officiers anglais prétendirent qu'on avait tiré sur leurs troupes, du haut d'un mur de pierre, avant qu'elles eussent attaqué la milice de Lexington. On soutint, par un grand nombre de témoignages, du côté des américains, que c'étaient ceux-ci qui avaient reçu le premier feu, tant à Lexington qu'au pont de Concord. Leurs rapports et d'autres circonstances viennent à l'appui de ces témoignages. La compagnie de Lexington n'était pas égale à la neuvième partie du détachement, et il serait difficile de croire que, dans la position critique où elle se trouvait, les autres habitans l'eussent exposée à être taillée en pièces, en faisant feu les premiers sur des troupes extrêmement animées. C'est aussi une circonstance digne de remarque, que les américains cherchèrent toujours à se conformer au texte de la loi; et que même à Concord, c'est-à-dire, après

l'affaire de Lexington, ils s'étaient fait un devoir de ne pas tirer les premiers. Il est probable que le général Gage avait aussi donné au détachement l'ordre d'en faire autant ; mais il paraît presque certain que, si cet ordre fût reçu, il ne fut pas exécuté.

Le congrès provincial, désirant de faire connaître que la milice n'avait agi que pour se défendre, fit passer à l'agent que la colonie entretenait en Angleterre, les dépositions recueillies à l'occasion du combat de Lexington, ainsi qu'une lettre par laquelle il annonçait aux habitans de la Grande-Bretagne, que c'étaient les troupes anglaises qui avaient commencé les hostilités. Toutefois il ne se borna pas à cette mesure. Il ordonna sur-le-champ une levée de treize mille six cents hommes, dont le général Ward devait prendre le commandement. En même tems, il invita les provinces de New-Hampshire, de Rhode-Island et de Connecticut, à fournir des contingens assez forts pour que l'armée à qui l'on devait confier la défense de la cause commune, pût s'élever à trente mille hommes. Enfin le receveur général fut autorisé à emprunter, au nom de la colonie, une somme de cent mille livres, dont l'intérêt serait payé à six pour cent.

Les contingens arrivèrent promptement; et il se présenta un si grand nombre d'hommes de bonne volonté, qu'il fallut en renvoyer beaucoup. Les troupes royales furent d'abord bloquées dans la péninsule de Boston, et on leur coupa toute communication avec l'intérieur du pays.

A la nouvelle du combat de Lexington, les habitans du New-York cessèrent d'hésiter. L'esprit d'opposition l'emporta aussi parmi eux; et cependant les royalistes conservèrent assez de force pour que les insurgens crussent devoir faire partir du Connecticut, un corps de troupes destiné en apparence à défendre la ville de New-York contre des régimens qu'on attendait journellement d'Angleterre, et dans la réalité envoyé pour encourager et soutenir ceux qui s'étaient déclarés contre les prétentions de la métropole.

La possession de Tyconderoga et du fort situé sur la pointe de la Couronne, qui commandaient la navigation des lacs George et Champlain, devait être d'une grande importance dans le cours de la guerre qui venait de commencer. On savait que ces postes n'avaient qu'une très-faible garnison, qui était dans la plus profonde sécurité. Quelques habitans du Connecticut, à la tête des-

quels se trouvaient MM. Deane, Wooster et Parsons, conçurent le projet hardi de s'emparer des deux forts par surprise; et l'assemblée législative de leur province leur prêta une petite somme d'argent, pour les mettre en état d'exécuter leur entreprise. Comme le succès dépendait entièrement de la promptitude et du secret, il fut résolu de ne pas attendre l'approbation du congrès. Espérant qu'ils pourraient lever avec facilité le nombre d'hommes dont ils auraient besoin, parmi les courageux habitans du pays montagneux qui borde les deux lacs, les auteurs du projet marchèrent, accompagnés d'environ quarante volontaires, vers Bennington, pour y proposer au colonel Ethan-Allen de se mettre à leur tête, ce qu'il accepta avec empressement. Cet officier leur promit de les rejoindre à Castleton, où ils devaient se rendre aussitôt qu'ils auraient fait tous leurs préparatifs. Deux cent soixante et dix hommes se rassemblèrent d'abord dans ce lieu, où arriva ensuite le colonel Arnold, qui immédiatement après la bataille de Lexington, était allé à Boston, avec un corps de troupes de la province de Connecticut. Quoiqu'il ne se fût aucunement concerté avec ceux qui avaient formé le même projet que lui, il

avait prié le comité de sureté du Massachussetts, de lui permettre d'enrôler quatre cents hommes. Le colonel Allen partagea le commandement avec Arnold; et dans la nuit du 9 mai, ces deux officiers arrivèrent au bord du lac Champlain, en face de Tyconderoga. Ils s'embarquèrent avec le premier corps de leurs troupes, qui était composé de quatre-vingt-trois hommes, et qui effectua son débarquement sans être découvert. Ce corps s'étant mis en marche à l'instant, arriva bientôt sous les murs du fort, qu'il environna complètement, et qui se rendit sans qu'on eût tiré un seul coup de fusil. La garnison, qui n'était composée que de quarante-quatre hommes, n'était pas en état de faire la moindre résistance.

Tyconderoga pris, le colonel Seth-Warren fut chargé de s'emparer du fort de la pointe de la Couronne. Un sergent et douze soldats qui en composaient toute la garnison, lui remirent cette place, aussitôt qu'il parut. Les américains y trouvèrent, ainsi que dans l'autre fort, beaucoup de munitions de guerre, qui, d'après le besoin qu'ils en avaient, furent d'un grand prix pour eux.

Un détachement de volontaires du Connecticut, se rendit maître du défilé de Ske-

nesborough, dans le tems où les forts de Tyconderoga et de la pointe de la Couronne tombaient entre les mains des colonels Allen et Arnold. Cependant on n'avait pas encore atteint au but de l'expédition. Arnold y parvint au moyen d'une goëlette qu'il trouva dans la baie du sud, et avec laquelle il s'empara d'un petit vaisseau de guerre mouillé sous les murs de Saint-Jean. Ainsi, par les efforts de quelques particuliers, les américains obtinrent la possession de deux places importantes, et furent maîtres de la navigation des lacs sur le bord desquels elles étaient situées.

La nouvelle de ces avantages fut promptement portée au congrès général, qui venait de se rassembler [1] à l'instant où il la reçut. La résolution qu'il prit sur-le-champ, prouve combien il désirait éloigner de lui tout soupçon d'agression, et faire connaître que toute hostilité cesserait de son côté, lorsqu'on n'en commettrait plus aucune du côté de la Grande-Bretagne. Il déclara qu'il avait la certitude que le ministère avait formé le projet de faire, par la frontière du Canada, une invasion dans les colonies-unies, et qu'il avait déjà été pris quelques mesures pour

[1] A Philadelphie.

mettre ce projet à exécution. C'était, disait-il, pour prévenir un pareil malheur, que les habitans des provinces voisines s'étaient emparés de Tyconderoga et du fort de la pointe de la Couronne. Le congrès recommandait ensuite aux comités de New-York et d'Albany, de faire transférer à l'extrémité méridionale du lac Champlain, dans quelque lieu où ces objets pussent être en sûreté, les canons et les munitions de guerre pris dans ces deux places. Il ordonnait aussi d'inventorier exactement tout ce qu'on avait enlevé, afin qu'on pût le rendre à la Grande-Bretagne, lorsque le rétablissement de l'harmonie, si ardemment désiré par les colonies, permettrait de le faire sans imprudence.

Cependant on prit des mesures pour conserver les postes dont on venait de s'emparer. Mais comme on craignit probablement que les habitans du Canada ne fussent alarmés de se voir enlever ainsi les clefs de leur province, le congrès publia une résolution par laquelle il défendait de faire aucune incursion sur leur territoire. Cet acte fut traduit en français, et adressé aux canadiens avec une lettre [1] où l'on cherchait adroitement à

[1] On disait aux canadiens dans cette lettre : « La forme du gouvernement à laquelle vous êtes actuelle-

ranimer leurs sentimens, et particulièrement leur affection pour la France, et où l'on fai-

ment soumis, ou plutôt la tyrannie qui pèse sur vous, vous rend tous esclaves. Vous n'avez rien que vous puissiez considérer comme votre propriété, et tous les fruits de votre travail et de votre industrie peuvent vous être enlevés au gré d'un gouverneur avare et d'un conseil avide. Ils peuvent vous transporter dans des contrées étrangères, pour y soutenir des guerres auxquelles vous n'auriez aucun intérêt, pour y verser votre sang dans des combats dont vous ne retireriez ni avantage ni gloire. Dans le système actuel, l'exercice de votre religion dépend d'une assemblée dont les membres ne sont point à votre choix, et sur laquelle vous ne pouvez influer. Les ministres de votre culte sont exposés à être dépouillés et bannis, lorsque leurs richesses seront devenues des objets de tentation. Ils ne peuvent être sûrs que le trône sera toujours occupé par un vertueux monarque ; et il est impossible de calculer à quels maux vous seriez en proie sous votre gouvernement actuel, si un mauvais prince était d'accord avec des ministres pervers.

« Nous sommes instruits qu'on vous a déjà excités à prendre les armes contre nous. Songez qu'en cédant à de semblables suggestions, vous seriez censé approuver la forme de votre gouvernement ; et que si la guerre se déclarait contre la France, on vous enlèverait vos fils, et qu'on les forcerait d'aller verser tout leur sang dans les îles que les français possèdent aux Indes occidentales.

« Nous ne pouvons supposer que ces considérations

sait de grands efforts pour exciter dans leur ame, cet ardent amour de la liberté, que les

soient sans poids auprès de vous, ni que vous ayez perdu tout sentiment d'honneur. Nous ne croirons jamais que les canadiens d'aujourd'hui forment un peuple dégénéré, qu'ils ne possèdent ni le courage ni la générosité de leurs ancêtres. Vous ne souffrirez pas qu'un pareil soupçon pèse sur vous, ni que vos enfans en éprouvent les fâcheuses conséquences. Quant à nous, nous sommes résolus à vivre libres ou à cesser de vivre. Nous ne voulons pas que la postérité nous reproche d'avoir donné le jour à des esclaves.

« Permettez-nous de vous répéter que nous sommes vos amis, et non vos ennemis; et ne souffrez pas que ceux qui ne cherchent qu'à faire naître l'animosité, vous en imposent. C'est le sentiment de notre propre conservation qui nous a portés à nous rendre maîtres des forts de Tyconderoga et de la pointe de la Couronne, ainsi que des munitions de guerre qu'ils renfermaient, et des vaisseaux armés qui se trouvaient sur les lacs. Ces vaisseaux et ces forts devaient servir à interrompre les relations qui ont jusqu'ici heureusement existé entre nous. Que la démarche que nous avons été forcés de faire ne vous donne aucune inquiétude. Soyez assurés que nous ne prendrons jamais à votre égard d'autres mesures que celles qui seront d'accord avec votre intérêt et le nôtre. Comme les vœux que nous faisons pour votre bonheur nous donnent des droits à votre amitié, nous espérons que vous ne nous réduirez pas à la triste nécessité de vous traiter en ennemis; nous espérons aussi que vous vous joindrez à nous pour défendre

auteurs de la lettre ressentaient trop vivement, pour croire qu'il fût possible d'y être entièrement insensible.

Les colonies du centre et de l'ouest, quoique moins animées que celles de l'est, se préparèrent aussi à la guerre. Le lord Dunmore, gouverneur de la Virginie, avait fait contre les indiens une expédition qui avait été couronnée du succès, et qui lui avait acquis beaucoup de popularité. Présumant trop peut-être de son crédit, et piqué de quelques observations que lui avait faites, au sujet de la milice et des compagnies franches, la convention coloniale assemblée à Richemond principalement pour élire des députés au congrès, il fit porter par un détachement de soldats de marine, à bord d'un vaisseau de guerre alors mouillé dans la rivière de James, à quelques milles de Williamsbourg, une partie des munitions de guerre qui appartenaient à la colonie. Quoique

votre liberté et la nôtre, pour supplier notre souverain de tourner ses regards sur des sujets opprimés. Nous espérons enfin qu'il sera détrompé, et qu'il empêchera de coupables ministres de fouler aux pieds les droits les plus sacrés. »

Cette lettre fut rédigée par MM. Jay, Samuel Adams et Deane.

le transport eût été fait dans le plus grand secret, les habitans de Williamsbourg en furent instruits le lendemain matin, et prirent aussitôt les armes pour se faire restituer ce qu'on venait de leur ravir. Les magistrats eurent assez d'influence sur eux pour leur persuader de se retirer sans se porter à aucun excès; et ils présentèrent ensuite eux-mêmes au gouverneur une adresse où ils lui disaient que l'enlèvement des munitions était d'autant plus fâcheux, qu'on pourrait avoir besoin de celles-ci dans le cas où les esclaves viendraient à se révolter. Le lord Dunmore répondit qu'il n'avait fait transférer la poudre ailleurs, que parce qu'il ne la croyait pas en sûreté dans le magasin; mais il promit positivement qu'il la rendrait si les nègres se soulevaient. Une telle réponse ne fut pas jugée satisfaisante, et l'on fit des patrouilles de nuit pour prévenir un nouvel enlèvement.

Cette affaire produisit quelque fermentation dans l'esprit des habitans de l'intérieur du pays. Il se tint dans plusieurs comtés des assemblées où l'on blâma la conduite du gouverneur. Dans ceux de Hanover et de King-William, les compagnies franches se réunirent, d'après l'invitation de M. Patrick

Henry [1], membre du congrès, et partirent pour Williamsbourg, dans le dessein de faire restituer les munitions enlevées, ou d'en faire rembourser la valeur ; mais M. Braxton, après leur avoir remis un effet qui la représentait, et qu'il était parvenu à tirer du receveur général du roi, leur persuada de retourner sur leurs pas [2]. Cependant leur démarche occasionna une telle alarme, que lady Dunmore se retira avec sa famille à bord du Fowey, vaisseau de guerre mouillé dans la rivière de James, et que le gouverneur fortifia son palais, où il mit en garnison un détachement de soldats de marine. Il fit ensuite une proclamation où il accusa de menées séditieuses ceux qui avaient engagé le receveur général à livrer l'effet dont nous venons

[1] Ce fut lui qui proposa à l'assemblée législative de la Virginie, les résolutions qu'elle prit au sujet de l'acte du timbre.

[2] Six cents hommes des compagnies franches de la partie supérieure de l'isthme septentrional de la Virginie (*), montèrent à cheval et s'avancèrent jusqu'à Frédéricksbourg, où ils tinrent un conseil que présida Richard Henry Lee, qui se rendait au congrès, et qui leur persuada de retourner dans leurs habitations.

(*) C'est la partie du pays qui est située entre les rivières de Potomak et de Rappahannok. (*Remarque du traducteur*).

de parler. La province alors se déclara contre le lord Dunmore, et applaudit vivement à la conduite de M. Henry. Quelques lettres que le gouverneur avait écrites au secrétaire d'état, et dont le contenu était défavorable aux américains, ayant été rendues publiques, redoublèrent encore l'animosité. Ce fut dans cet état de choses qu'on reçut la proposition du lord North ; et le gouverneur ne négligea rien pour la faire accepter par une assemblée qu'il convoqua sur-le-champ ; mais elle fut rejetée dans la Virginie, ainsi que dans les autres colonies, parce qu'elle décidait la contestation en faveur de la métropole.

Une des premières mesures que prit l'assemblée générale, fut de nommer un comité qu'elle chargea de rechercher les causes des derniers troubles, et spécialement d'examiner l'état de l'arsenal. Quoique cet édifice appartînt à la colonie, l'officier à qui la garde en était confiée était nommé par le gouverneur, auquel il fallait s'adresser pour obtenir l'entrée. Avant qu'on eût reçu la permission nécessaire, quelques personnes, dont une fut blessée par accident, s'introduisirent dans le magasin, et reconnurent qu'on avait enfoui la poudre qu'on n'avait pas enlevée, ce qui l'avait fort endommagée, et que les fusils n'a-

vaient plus de platine. Cette découverte produisit une si grande fermentation dans les esprits, que le gouverneur sortit en secret de son palais, et se retira à bord du Fowey, alors à l'ancre sous les murs d'Yorktown, qui se trouve au-dessous de Williamsbourg, à la distance de douze milles. Il s'établit ensuite entre l'assemblée législative et lui une correspondance, où ils se firent des reproches réciproques. La première insista pour que le lord Dunmore revînt habiter le palais du gouvernement; et de son côté, le gouverneur voulait que l'assemblée vînt le joindre à bord du bâtiment sur lequel il s'était réfugié. On consentit que de là il donnât son approbation à quelques bills importans qui avaient été préparés; mais il refusa de le faire, et l'assemblée se sépara d'elle-même, ses membres ayant tous été élus pour former une convention qui était sur le point de se réunir à Richmond. Ce fut ainsi que le gouvernement du roi de la Grande-Bretagne finit pour toujours dans la Virginie.

Le comité de correspondance formé dans la Caroline du sud, convoqua un congrès provincial, aussitôt qu'il eut appris le combat de Lexington. Cette assemblée résolut de mettre sur-le-champ la province en état de défense,

et en conséquence elle ordonna la levée de trois régimens. Il se fit aussi une association dont les membres s'engagèrent à repousser la force par la force, lorsque le congrès général ou le congrès provincial le jugerait nécessaire, et déclarèrent qu'ils considéreraient comme des ennemis publics, tous ceux qui refuseraient de prendre le même engagement.

Tandis que le congrès était rassemblé, le lord William Campbell, nommé gouverneur de la province, arriva dans la Caroline du sud, où il fut reçu avec toutes les démonstrations d'usage en pareil cas. Le congrès lui présenta une adresse où il lui fit connaître les motifs de sa conduite, et déclara que ce n'était ni l'esprit d'innovation, ni l'amour de l'indépendance, qui l'avaient dirigé, et que les citoyens n'avaient pris les armes que pour défendre leur vie, leur liberté, leurs propriétés. Il supplia son excellence de représenter l'état des choses à sa majesté, et de l'assurer qu'elle n'avait pas de sujets plus dévoués que les habitans de la Caroline du sud. Le gouverneur fit au congrès une réponse extrêmement prudente[1].

Pendant quelque tems, le lord Campbell se conduisit avec une telle apparence de modé-

[1] Gordon's History, vol. II, p. 282.

ration, que la bonne intelligence se maintint entre les chefs du parti populaire et lui; mais il usait en secret de toute l'influence que lui donnait sa place, pour contrarier leurs desseins, et l'on reconnut à la fin qu'il traitait avec les indiens et les mécontens de la partie supérieure du pays, qui avaient refusé de signer l'acte d'association. On avait persuadé à ceux-ci que, pour éviter de payer une taxe légère sur le thé, les habitans des côtes de la mer allaient les engager dans une contestation qui les priverait du sel et des autres objets de première nécessité, qu'ils étaient obligés d'importer. La découverte d'une telle intrigue excita parmi le peuple une si grande fermentation, que le gouverneur fut obligé de s'enfuir de Charlestown, et de se réfugier à bord d'un vaisseau de guerre qui était à l'ancre dans la rivière. Le gouvernement fut alors entièrement déposé entre les mains des élus du peuple; et un corps de troupes considérable eut ordre d'entrer dans cette partie du pays, où l'on tenait pour le roi, et où, contre l'avis du gouverneur, on avait pris les armes. Les dissidens n'étaient pas en état de repousser une si formidable invasion, et ils se dispersèrent lorsqu'on se fut assuré de la personne de leurs chefs.

Dans la Caroline du nord, Martin, qui était gouverneur de la province, fut aussi accusé d'exciter la guerre civile, et de porter les nègres à la révolte. Comptant sur l'appui de quelques habitans de la partie supérieure du pays, il fit des dispositions pour mettre son palais en état de défense; mais le peuple ayant pris l'alarme avant que les secours attendus par le gouverneur eussent pu arriver, celui-ci fut obligé de se retirer à bord d'un vaisseau de guerre mouillé dans la rivière du cape Fear. Peu de tems après cette fuite, le comité de correspondance déclara que quiconque entretiendrait des relations avec Martin, serait considéré comme ennemi de la liberté des colonies, et traité en conséquence.

Aussitôt que le congrès général fut en état de délibérer, Hancock lui communiqua les dépositions par lesquelles il était prouvé que c'étaient les troupes du roi qui avaient engagé l'action à Lexington; et le même membre lui fit également part des actes passés à cette occasion par l'assemblée provinciale du Massachussetts.

L'instant de la crise, que tout annonçait depuis long-tems, était enfin arrivé; et il fallait que les délégués des autres provinces déclarassent positivement si elles soutien-

draient le poids de la guerre, concurremment avec les colonies de la Nouvelle Angleterre, ou si elles sépareraient des intérêts unis si étroitement, et si elles se soumettraient à l'autorité sans bornes que prétendait exercer le parlement britannique. L'opinion que la contestation qui existait entre la métropole et les colonies, ne serait décidée que par les armes, n'était pas générale en Amérique, même parmi les hommes les plus instruits. On espérait que les mesures qu'on avait prises, feraient renoncer le ministère à ses prétentions, et que la bonne intelligence, qui était si avantageuse aux deux pays, et qui avait régné si long-tems entr'eux, serait enfin rétablie. Cette idée était entretenue par les amis très-zélés, que les colonies avaient en Angleterre, et qui exagéraient le mécontentement des anglais. Sans cesse ils exhortaient les colons à parcourir la carrière glorieuse où ils étaient entrés, et ils les assuraient constamment que le succès couronnerait leurs efforts. Un grand nombre d'américains, qui avaient embrassé le parti de la résistance, d'après la persuasion que les droits qu'ils défendaient seraient à la fin reconnus, ne l'eussent pris qu'avec beaucoup de répugnance, s'ils avaient prévu qu'il dût

entraîner la guerre. Mais on comptait sur la division des deux côtés, et l'on fit démarche sur démarche, dans l'espoir que le parti opposé finirait par céder. Ainsi, d'une et d'autre part, on fut conduit par degrés à un état de choses, qui au commencement de la querelle eût effrayé les plus intrépides. Le sentiment qui, à l'époque où est parvenue cette histoire, l'emportait dans les colonies du centre et dans celles de l'ouest, était qu'une réconciliation n'était pas encore impraticable et était à désirer vivement, mais qu'il valait mieux s'exposer à tous les dangers, à toutes les calamités, à toutes les horreurs de la guerre, plutôt que de renoncer aux droits que l'on croyait former incontestablement le patrimoine de tout anglais. Ces colonies n'hésitèrent donc pas à choisir, dans l'alternative qui s'offrit ; et leurs délégués se réunirent de bonne foi à ceux des colonies du nord, pour prendre les mesures qu'exigeaient les circonstances. Il fut arrêté, à l'unanimité, que comme les hostilités étaient commencées, et que l'armée anglaise attendait des renforts considérables, toutes les colonies seraient mises en état de défense, qu'on armerait et qu'on exercerait la milice de New-York, et qu'on la tiendrait prête à

agir au premier signal. On résolut également d'enrôler, sans retard, un certain nombre d'hommes, qui tiendraient garnison dans cette ville, que cependant on n'autorisa pas à s'opposer au débarquement des troupes du roi. La convention de New-York avait déjà consulté le congrès, pour qu'il lui indiquât ce qu'il conviendrait de faire, lorsque les troupes qu'on attendait continuellement d'Europe, arriveraient; et elle en avait reçu pour réponse, qu'elle devait les laisser prendre possession des casernes, et ne point les inquiéter, tant qu'elles se conduiraient paisiblement, mais que si elles commettaient des actes d'hostilité, ou si elles attentaient à la propriété des habitans, on devait repousser la force par la force. On peut juger par-là combien le congrès, même après le combat de Lexington, désirait encore de ne pas accroître la division entre la métropole et les colonies. Outre les vœux sincères que la pluralité des membres de ce corps formaient pour une réconciliation, une sage politique exigeait que les américains eussent, au commencement de la lutte pénible qu'ils allaient soutenir, la conviction intime qu'ils n'avaient pu l'éviter, et qu'elle n'était occasionnée ni par leur propre faute, ni par celle des hom-

mes qui etaient à leur tête. La mésintelligence qui existait dans plusieurs provinces, prouvait la nécessité d'une pareille conduite, même à ceux qui n'espéraient pas qu'on pût en tirer aucun autre avantage qu'une union plus forte. Ainsi donc, aux résolutions qu'il prit pour la défense du pays, le congrès en joignit d'autres, où il exprimait vivement combien il désirait un accommodement; et pour concourir à l'opérer, il résolut d'adresser encore une très-humble requête au roi, et de prendre des mesures pour entamer une négociation, au moyen de laquelle on pût parvenir à arranger la fâcheuse contestation qui divisait la Grande-Bretagne et les colonies.

Comme on ne pouvait pas se flatter de l'entier succès des propositions qu'on voulait renouveler, le congrès prit plusieurs résolutions que rendait nécessaires l'état indécis où se trouvaient les affaires. Il fut défendu de rien exporter dans les colonies qui n'avaient point député au congrès, et d'envoyer des vivres aux pêcheries des anglais. Quoique cette résolution fût le résultat du système de défense qu'on avait d'abord adopté, et qu'elle eût été provoquée par les derniers actes du parlement, il paraît qu'elle causa de la surprise, et qu'elle ne fut pas sans effet. Quel-

ques jours après, on en prit une autre par laquelle il fut ordonné que toute traite sur les colonies, faite par quelqu'un qui appartiendrait à l'armée ou à la marine britannique, ne serait point acceptée, et qu'il ne serait compté dans l'intérieur du pays aucune somme d'argent à tout individu qui se trouverait dans le cas qui vient d'être énoncé. Il fut également défendu de procurer des vivres et des choses de première nécessité, aux troupes et aux vaisseaux de guerre destinés à agir contre la province de Massachussetts-Bay, ainsi qu'à tout bâtiment qui porterait des troupes en Amérique, ou d'une colonie à l'autre.

La province de Massachussetts ayant fait sentir combien il était fâcheux pour elle de se trouver sans un gouvernement régulièrement constitué, à une époque où il fallait qu'elle levât une armée pour empêcher les ravages et les massacres que se proposaient de faire d'implacables ennemis, et de plus, ayant annoncé qu'elle était prête à adopter le plan qui serait jugé convenable par le congrès, cette assemblée déclara qu'on ne devait point se conformer à l'acte par lequel le parlement avait altéré la chartre de la colonie, ni obéir aux officiers qui, au lieu d'exé-

cuter cette même chartre, ne s'occupaient qu'à la violer. Le gouverneur et le lieutenant-gouverneur furent en conséquence réputés absens, et leurs places considérées comme vacantes. Pour prévenir l'inconvénient qui eût résulté de la suspension du gouvernement, sur-tout à l'instant où le général Gage venait de commencer les hostilités, et pour se conformer, autant qu'il serait possible, à la lettre et à l'esprit de la chartre, on recommanda à la convention provinciale d'adresser des lettres de convocation aux habitans qui avaient droit de suffrage, afin qu'ils élussent des représentans qui, réunis, choisiraient eux-mêmes les membres d'un conseil. Celui-ci devait exercer les fonctions du gouvernement jusqu'à ce qu'un officier nommé par sa majesté consentît à se conformer à la loi fondamentale de la province [1].

Ces résolutions, que nécessitait l'état des affaires dans le Massachussetts, furent promptement suivies de plusieurs autres qui annonçaient la détermination de se préparer à la guerre. On recommanda aux différentes conventions des colonies de faire fabriquer de la poudre à canon, et de se procurer une quantité suffisante de munitions de guerre; et

[1] Journals of congress, p. 115.

même il fut permis, malgré l'accord qui proscrivait l'importation, de recevoir les bâtimens dont la cargaison serait composée de cette précieuse marchandise. On les pressa vivement aussi d'armer et de discipliner leur milice, et d'en tenir toujours le quart prêt à marcher au premier signal. Elles furent invitées en outre à former des régimens de troupes réglées; et chacune d'elles fut autorisée a lever, en cas de danger, un corps de mille hommes, qui serait à la solde des colonies-unies.

Pour subvenir aux dépenses de la guerre, le congrès créa des billets de crédit pour la valeur de trois millions de piastres fortes, rachetables par les douze provinces confédérées [1]. Il forma un code militaire pour l'armée

[1] La répartition fut faite dans la proportion suivante :

Le New-Hampshire.	$124,069\frac{1}{2}$
Le Massachussetts.	434 244
Le Rhode-Island.	$71,959\frac{1}{2}$
Le Connecticut.	248,139
Le New-York.	248,139
Le New-Jersey.	$161,290\frac{1}{2}$
La Pensylvanie.	$372,208\frac{1}{2}$
Les comtés de la Delaware.	$37,219\frac{1}{2}$
Le Maryland.	$310,174\frac{1}{2}$
La Virginie.	496,278
La Caroline du nord.	248,139
La Caroline du sud.	248,139
	3,000,000

continentale, quoique presque toutes les troupes eussent été levées par l'autorité des assemblées provinciales. Enfin il composa un manifeste dont la lecture fut faite au peuple dans les temples, et aux troupes sous les armes. Après avoir énoncé, avec toute la vivacité d'expression propre aux hommes qui ressentent fortement les injures dont ils se plaignent, les causes de la division qui existait entre la métropole et les colonies, le congrès disait : « Mais pourquoi retracerions-« nous en détail les outrages que nous avons « reçus ? Un statut ne porte-t-il pas, que « le parlement a droit de faire des lois obliga-« toires pour nous dans tous les cas ? Qui « pourrait nous garantir de l'abus d'un pou-« voir si exorbitant ? Aucun de ceux qui « prétendent à l'exercice de ce pouvoir, n'est « choisi par nous, ne dépend de nous en « aucune sorte. Bien plus, nul d'entr'eux ne « doit être soumis aux lois qu'ils veulent « nous imposer; et le revenu qui serait établi « en Amérique, allégerait les charges des « anglais, à mesure qu'il accroîtrait les « nôtres. Nous avons vu quelle serait la mi-« sère où nous réduirait un pareil despotisme. « Depuis dix ans, nous nous sommes en vain « prosternés sur les marches du trône, en

« qualité de supplians ; depuis dix ans nous
« avons inutilement prodigué les raisonne-
« mens et les prières, et adressé au parlement
« des représentations conçues dans les termes
« les plus modérés. Il faut donc, ou nous
« soumettre entièrement à des ministres ir-
« rités contre nous, ou avoir recours aux
« armes. Notre choix est fait. Un esclavage
« volontaire serait ce qu'il y aurait de plus
« affreux. L'honneur, la justice, l'humanité,
« nous défendent de renoncer à cette liberté
« que nous ont transmise nos généreux an-
« cêtres, et que notre postérité doit recevoir
« de nous. Nous ne voulons point léguer aux
« générations futures, la misère qui serait
« infailliblement leur partage, si nous étions
« assez vils pour nous soumettre au joug
« qu'on veut nous imposer.

« Notre cause est juste, notre accord est
« parfait, nos ressources sont grandes ; et
« si nous en avons besoin, nous pourrons
« compter sur des secours étrangers. C'est
« une marque éclatante de la faveur signalée
« de la divine providence, que nous n'ayons
« été engagés dans cette lutte terrible, qu'a-
« près avoir acquis les forces nécessaires
« pour la soutenir, et avoir exercé notre
« courage dans les combats. Rassurés par

« ces réflexions consolantes, nous déclarons
« en présence de Dieu et des hommes, que,
« résolus de mourir libres plutôt que de vivre
« esclaves, nous déploierons toutes les forces
« que le créateur nous a données, et que nous
« ferons servir à la défense de nos priviléges
« et de nos droits, les armes auxquelles nos
« ennemis nous ont forcé de recourir.

« Afin que cette déclaration n'inquiète ni
« nos amis, ni nos concitoyens, dans quelque
« partie de l'empire que ce soit, nous leur
« jurons que nous ne nous proposons pas de
« rompre les liens qui depuis si long-tems
« nous unissent avec eux, et que nous dési-
« rons sincèrement de voir ces liens se resser-
« rer de plus en plus. L'extrémité à laquelle
« nous sommes réduits, n'a pu nous porter
« encore à exciter aucune autre nation à
« prendre part à notre querelle. Nous n'a-
« vons pas levé des armées, dans le dessein
« de nous séparer de la Grande-Bretagne, et
« de former des états indépendans. Ce n'est
« ni l'ambition, ni l'amour de la gloire qui
« nous a mis les armes à la main. Nous
« offrons à l'univers le spectacle étonnant
« d'un peuple attaqué par des ennemis qui
« ne l'accusent, ni ne le soupçonnent de leur
« avoir fait le tort le plus léger. Nos adver-

« saires se vantent de leurs priviléges et du « degré de perfection auquel la société civile « est parvenue chez eux ; et cependant ils ne « savent offrir que la servitude et la mort.

« Nous avons pris les armes pour défendre « des droits que nous a donnés la nature, « pour conserver des biens qui sont le pro- « duit de l'honorable industrie de nos ancê- « tres et de la nôtre ; mais nous ne les pose- « rons que lorsque les agresseurs nous en « auront donné l'exemple, et que nous n'au- « rons pas lieu de craindre qu'ils soient dis- « posés à les reprendre. »

Tandis que le congrès s'occupait des différentes résolutions dont nous venons de donner la substance, les généraux Howe, Burgoyne et Clinton, arrivaient avec des renforts d'Angleterre à Boston. Peu de tems après, le général Gage proclama la loi martiale, et offrit leur pardon à tous ceux qui mettraient bas les armes et se soumettraient au roi, à l'exception toutefois de Samuel Adams et de John Hancock. Cette proclamation, ainsi que toutes les mesures par lesquelles on voulut intimider ou diviser les américains, ne servit qu'à redoubler leur activité, et qu'à les convaincre de plus en plus, qu'ils ne devaient attendre aucune autre

satisfaction que celle qu'ils se feraient donner les armes à la main.

On avait conjecturé, d'après les rapports qu'on avait reçus au sujet des mouvemens de l'armée anglaise, que le général Gage se proposait de pénétrer dans l'intérieur du pays. En conséquence, le congrès provincial avait recommandé au comité de la guerre, de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre en état de défense l'isthme de Dorchester, et pour occuper Bunker's-Hill, éminence qui se trouve dans la péninsule où est situé Charlestown[1], et que l'une et l'autre armée avaient jusqu'alors négligée. D'après cette recommandation, un détachement de mille hommes, commandé par le général Prescot, se mit en marche (en juin 1775); mais par une étrange méprise, l'ordre, au lieu de Bunker's-Hill, portait le nom de Breed's-Hill, qui se trouve près de Boston, dans la partie la plus avancée de la péninsule.

Le détachement, arrivé à Breed's-Hill, se mit à l'œuvre, avec tant de diligence et

[1] Le Charlestown dont il s'agit ici, et qu'il ne faut pas confondre avec la capitale de la Caroline du nord, est un bel et grand village qui n'est séparé de Boston que par une nappe d'eau sur laquelle on a construit un pont.

de secret, qu'à la pointe du jour il avait construit, sans que des vaisseaux de guerre, mouillés à très-peu de distance, se fussent doutés de rien, une redoute carrée, dont chaque face avait environ cent vingt pieds de largeur. L'ennemi n'eut pas plutôt aperçu cet ouvrage, qu'il fit jouer toute son artillerie, dont les troupes provinciales essuyèrent le feu avec intrépidité. Elles continuèrent leurs travaux, jusqu'à ce qu'elles eussent élevé un petit parapet, qui s'étendait depuis le côté oriental de la redoute, jusqu'à l'extrémité de la colline, et qui par conséquent prolongeait considérablement leur ligne de défense. Comme cette hauteur dominait Boston, le général Gage crut devoir les en déloger. Pour mettre ce projet à exécution, il fit marcher, sous les ordres du major général Howe et du brigadier général Pigot, dix compagnies de grenadiers et dix autres compagnies d'infanterie légère, avec des pièces de campagne en nombre suffisant. Ces troupes descendirent à la pointe Moreton, et aussitôt les compagnies se formèrent; mais s'apercevant que les américains les attendaient de pied ferme, elles conservèrent leur position jusqu'à ce qu'un renfort demandé par le général Howe fût arrivé de Boston. Les troupes

provinciales; qui furent aussi renforcées par un corps que leur amenèrent les généraux Warren et Pommeroy, profitèrent de ce délai pour planter des palissades, qu'elles placèrent sur deux lignes parallèles, à peu de distance l'une de l'autre, et dont elles remplirent de foin l'intervalle, de manière à garantir entièrement du feu de la mousqueterie.

Après l'arrivée de leur second détachement, les troupes anglaises qui étaient rangées sur deux lignes, s'avancèrent lentement à couvert du feu de leur artillerie, et s'arrêtèrent fréquemment, pour laisser le tems à celle-ci de renverser les ouvrages. Pendant leur marche, l'ordre fut donné d'incendier Charlestown, village composé d'environ cinq cents maisons, formant une ligne que devaient suivre les troupes. Les maisons étant presque entièrement construites en bois, les flammes firent des progrès si rapides, que la conflagration fut bientôt générale. Il est impossible de se figurer un spectacle à-la-fois plus terrible et plus imposant que celui dont jouirent, du sommet des hauteurs de Boston, les citoyens de cette ville et les soldats qui n'étaient point de service. Les uns et les autres, quoiqu'ils fussent divisés d'opinion, s'intéres-

saient extrêmement à ce qui se passait sous leurs yeux ; et leurs émotions, pour être différentes, n'en étaient pas moins vives.

Les troupes provinciales laissèrent tranquillement approcher l'ennemi, jusqu'à ce qu'il fût à trois cents pieds des ouvrages; mais alors elles firent sur lui un feu de mousqueterie si terrible, que la ligne anglaise se rompit et se replia précipitamment sur le lieu de débarquement. Cependant les officiers parvinrent, non sans peine, à rallier leurs troupes, et à les ramener à la charge. Elles furent de nouveau repoussées et mises en désordre par le feu soutenu des américains. On dit que le général Howe se trouva seul un instant. Il est certain du moins que, parmi les officiers qui l'accompagnaient, il y en eut peu qui ne fussent pas blessés. On jugea que l'impression qu'une victoire, ou une défaite, produirait au commencement de la guerre, serait très-forte ; et l'on fit les plus grands efforts pour rétablir l'ordre parmi les troupes anglaises, que l'on conduisit ensuite pour la troisième fois contre la redoute, qui fut alors attaquée de trois côtés en même tems, tandis que plusieurs pièces d'artillerie enfilaient le parapet de l'un à l'autre bout. Le feu croisé du vaisseau de guerre le Glasgow, et de

deux batteries flottantes, non-seulement endommagea les fortifications de Breed's-Hill, mais empêcha des renforts considérables de pénétrer dans la péninsule, et de venir au secours des troupes provinciales. Les munitions de celles-ci étaient alors épuisées à un tel point, qu'il ne fut plus possible de continuer le feu terrible qui avait repoussé deux fois l'ennemi. Les anglais pouvant donc escalader les murs avec facilité, le poste fut enlevé. Les américains, dont plusieurs soutinrent le combat avec la crosse de leur fusil, faute de bayonnette, ne cédèrent que lorsque les troupes royales eurent à moitié rempli la redoute. Il fallut abandonner aussi le parapet, que l'on avait également défendu avec opiniâtreté, et se retirer, en présence d'un ennemi victorieux, sur l'isthme de Charlestown, où les troupes provinciales furent exposées au feu croisé du vaisseau et des deux batteries flottantes qui avaient empêché l'arrivée des renforts.

Trois mille hommes, qui formaient l'élite de l'armée anglaise, prirent part à ce combat; et l'on fit le plus grand éloge du courage qu'ils y déployèrent. D'après les rapports faits au général Gage, leurs morts et leurs blessés furent au nombre de mille cinquante-quatre,

nombre prodigieux, vu celui des combattans. Les américains, malgré les dangers qui accompagnèrent leur retraite, ne perdirent que quatre cent cinquante hommes en tout. Parmi ceux qui succombèrent de leur côté, se trouva le docteur Warren, qui était extrêmement considéré, et qui fut atteint d'un coup mortel un peu après qu'on eut évacué la redoute.

Les troupes provinciales qui soutinrent le combat de Breed's-Hill, ne formaient pas un corps de plus de quinze cents hommes, si l'on en croit les rapports faits dans le pays; mais on a supposé qu'elles étaient au nombre de quatre mille hommes. Les américains, quoiqu'ils eussent abandonné le champ de bataille, reclamèrent l'honneur de la victoire. Leur confiance en leurs propres forces s'accrut considérablement; et l'on se demanda de tous côtés, comment l'armée britannique pourrait soutenir plusieurs autres avantages, semblables à celui qu'elle venait d'obtenir.

L'ennemi avait été trop maltraité, pour qu'il pût songer à reprendre l'offensive, et en conséquence il borna ses opérations à fortifier le poste de Bunker's-Hill, qui le rendit maître de la peninsule de Charlestown, où on le tint aussi resserré qu'il l'était dans celle de Boston.

On fut enchanté, dans toutes les colonies, de l'intrépidité que venaient de montrer des troupes levées nouvellement. L'opinion de la supériorité que devaient procurer l'expérience et la discipline, s'affaiblit extrêmement, même parmi ceux qui se trouvaient à la tête des affaires; et cette erreur ne contribua pas médiocrement à faire adopter un système, qui faillit plus d'une fois à faire perdre entièrement la cause pour la défense de laquelle on avait pris les armes. On ne considéra pas assez qu'il y avait de la différence entre les efforts momentanés d'une poignée de braves gens, qui étaient indignés de l'injure faite à leur pays, et qui s'étaient trouvés sur le champ de bataille, dans la première chaleur de leur ressentiment, et les souffrances, les durs travaux et la persévérance nécessaires, pour conduire à une heureuse fin, une entreprise dont la difficulté n'était pas inférieure à l'importance. On passa trop légèrement aussi sur plusieurs circonstances du combat de Breed's-Hill. Il n'est guère possible de lire les rapports qui furent faits sur cette affaire, sans être persuadé que si les américains avaient été suffisamment pourvus de munitions de guerre, que si ceux qui avaient été envoyés à leur secours s'étaient

avancés sur la péninsule comme l'eussent fait des soldats accoutumés à l'obéissance, et avaient montré le même courage que leurs compatriotes occupés à défendre les ouvrages, les assaillans eussent été complètement défaits. On eût dû remarquer que si le plus grand nombre des hommes qui composaient les corps destinés à servir de renforts, se laissèrent effrayer par le danger, les autres le bravèrent; on eût dû réfléchir enfin que ce ne sont pas de faibles détachemens qui remportent de grandes victoires, ou qui peuvent défendre une vaste contrée.

Au milieu des cris de guerre que l'on poussait de toutes parts, la voix de la paix se fit encore entendre. L'autorité légitime du roi n'était pas méconnue, et l'on conservait toujours l'espoir qu'un accommodement n'était pas entièrement impossible. La pétition adressée à sa majesté, était remplie de protestations d'attachement et de fidélité; et dans la lettre qui leur fut écrite par le congrès, les habitans de la Grande-Bretagne étaient traités de frères, d'amis et de concitoyens; on les conjurait d'empêcher la dissolution de ces liens qu'avait maintenus une amitié qui durait depuis si long-tems, et le noble orgueil qu'inspirait aux américains une

origine qui leur était commune avec les anglais. Dans cette même lettre, on repoussait toute idée d'indépendance; on y déclarait qu'une union avec l'Angleterre devait être considérée comme le plus grand des biens, pourvu qu'elle fût fondée sur des principes constitutionnels. Mais la Grande-Bretagne avait résolu de soutenir par la force des armes, l'autorité suprême du parlement, et les colonies d'Amérique étaient déterminées à la repousser de même.

CHAPITRE IV.

Le colonel Washington est nommé commandant en chef des troupes américaines. — Il arrive à Cambridge. — Force et dispositions des armées respectives. — Les américains sont dépourvus d'armes et de munitions de guerre. — Incendie de Falmouth. — Succès des corsaires américains. — Détresse de l'armée anglaise. — Projet d'attaque contre la ville de Boston. — Les américains occupent les hauteurs de Dorchester. — Evacuation de Boston.

DEPUIS quelques années, le colonel Washington, qui s'était retiré au Mont-Vernon après son mariage, s'occupait principalement de l'administration de ses biens, qu'il avait considérablement augmentés. Il continuait cependant à faire partie de l'assemblée législative de son pays, dans laquelle il se déclara de bonne heure et avec force, contre les prétentions de la métropole. Les compagnies franches, formées dans le nord de la Virginie, le choisirent pour leur commandant, et nommé membre du premier congrès rassemblé à Philadelphie, il y fut bientôt reconnu pour le meilleur officier qu'il y eût dans l'Amérique. Il fut de tous les comités chargés de concerter des mesures pour la défense du

pays ; et lorsqu'il fut nécessaire de nommer un commandant en chef, ses talens, la solidité de son jugement, sa fermeté, la noblesse de son maintien, la confiance qu'inspiraient son patriotisme et son intégrité, l'indépendance que lui assurait sa fortune, concoururent avec la politique de la Nouvelle Angleterre, qui désirait de faire prendre aux colonies méridionales, une part très-active dans la guerre, à le faire considérer généralement comme celui à qui l'on devait confier les destinées de la patrie. Il fut donc, à l'unanimité, nommé « général et commandant en « chef de l'armée des colonies unies, et de « toutes les troupes levées ou à lever par ces « mêmes colonies [1]. »

Lorsque le président lui eut fait part du choix du congrès, Washington répondit que puisque l'assemblée le désirait, il acceptait,

[1] Artemus Ward (du Massachusetts), lequel avait commandé les troupes qui bloquaient la ville de Boston ; le colonel Lee, qui avait été au service de la Grande-Bretagne, et s'était distingué en Portugal ; Philippe Schuyler (du New-York), et Israel Putnam (du Connecticut), qui était alors devant Boston, furent nommés majors-généraux ; et M. Horatio Gates, qui avait été major au service de la Grande-Bretagne, fut fait adjudant général.

l'importante commission dont elle le chargeait. Il déclara qu'il se dévouait entièrement à la défense de la cause glorieuse qu'elle soutenait, et qu'il la suppliait de recevoir ses remercîmens pour la marque d'estime qu'elle venait de lui donner. « Mais, ajouta-t-il, je « supplie chaque membre du congrès de se « rappeler, si jamais quelque revers obscur-« cissait ma réputation, que je déclare au-« jourd'hui que je ne me crois pas doué des « talens propres à justifier le choix dont je « suis honoré. » Il refusa le traitement qui lui fut offert, et annonça qu'il tiendrait un état exact de ses dépenses, et qu'il se reposait sur la justice du congrès pour les acquitter. On lui expédia une commission en forme [1]; et l'assemblée prit, à l'unanimité, une résolution par laquelle elle déclara qu'elle le soutiendrait et l'assisterait de tout son pouvoir.

Washington se disposa sur-le-champ à s'acquitter des fonctions de sa place; et après avoir passé quelques jours dans la province de New-York, où il avait à régler des objets d'une grande importance, il se rendit en

[1] Cette commission devait avoir son effet tant qu'elle ne serait pas révoquée par l'assemblée qui l'avait donnée, ou par un futur congrès.

hâte à Cambridge, où le quartier-général de l'armée américaine était placé.

Chacun s'empressa d'applaudir à la nomination du commandant en chef. Cependant le congrès provincial de New-York, laissa percer quelque inquiétude sur le danger qu'une armée pouvait faire courir à la liberté; et l'affectation qu'il mit à annoncer qu'il était persuadé qu'après le rétablissement de la paix, le général redeviendrait simple citoyen, prouvait jusqu'à un certain point, la crainte qu'il avait que Washington ne renonçât pas facilement au pouvoir dont il était revêtu.

La province de Massachussetts témoigna fortement la haute estime que le commandant en chef lui avait inspirée. Des commissaires du congrès furent le recevoir à Springfield sur les frontières de la colonie, à cent milles de Boston, et le conduisirent à l'armée. Ils lui présentèrent une adresse où l'assemblée lui exprimait de la manière la plus touchante, le respect et l'affection qu'elle avait conçus pour lui; et la réponse du général fut propre à fortifier les impressions favorables, dont la durée importait si fort au succès de l'entreprise hasardeuse dans laquelle les colonies unies étaient alors engagées.

Le commandant en chef employa les pre-

miers momens qui suivirent son arrivée, à reconnaître la position de l'ennemi et à examiner celle des troupes américaines. Le corps principal de l'armée anglaise se trouvait sous le commandement immédiat du général Howe, et s'était fortement retranché sur Bunker's-Hill, à environ un mille de Charlestown, et à un demi-mille en-deçà des ouvrages que les américains avaient faits sur Breed's-Hill. Trois batteries flottantes étaient mouillées dans la rivière Mystique près du camp; et un vaisseau de vingt canons était à l'ancre au-dessous du bac, entre Boston et Charlestown. On avait établi sur Cops ou Cope's-Hill, éminence située sur le bord de l'eau du côté de Boston, une forte batterie, qui avait infiniment incommodé les troupes provinciales, tandis qu'elles étaient en possession de Breed's-Hill, et qui servait à couvrir et à fortifier le poste de Bunker's-Hill, qui était occupé par l'ennemi. La seconde partie de l'armée anglaise était fortement retranchée sur l'isthme de Roxbury. Les deux divisions etaient maîtresses des seules avenues qui conduisissent de l'intérieur du pays aux deux péninsules de Bostou et de Charlestown. Elles pouvaient se soutenir réciproquement, au moyen de la grande facilité qu'elles avaient de communiquer l'une avec l'autre

par eau. Elles composaient toutes les forces de l'ennemi, à l'exception de la cavalerie légère, et d'un corps d'infanterie peu considérable, qui défendait ou maintenait la ville de Boston.

L'armée américaine était postée sur l'un et sur l'autre bord de la rivière de Charles. La division qui était à droite occupait les hauteurs des environs de Roxbury, d'où elle s'étendait vers Dorchester. La division postée à gauche, atteignait à la rivière Mystique, autrement nommée rivière de Medford; et de la sorte elle couvrait un espace de douze milles au moins. On avait fait des retranchemens sur les collines de Winter et de Prospect, à la distance d'un peu plus d'un mille, et absolument en face de la division de l'ennemi, placée sur la péninsule de Charlestown. Il y en avait aussi à la ferme de Sewal, et l'on gardait tous les points de la rivière, sur lesquels on pouvait opérer un débarquement. On avait construit sur les hauteurs de Roxbury, à-peu-près à six cents pieds de la maison d'assemblée, des ouvrages très-forts, qui avec les obstacles qu'opposait la nature du terrain, devaient suffire pour défendre le défilé.

Les troupes du New-Hampshire et un

régiment du Rhode-Island, qui formaient en tout deux mille hommes, occupaient la colline de Winter. Environ mille hommes qui faisaient partie des troupes du Connecticut, et avaient pour commandant le général Putnam, étaient postés sur Prospect-Hill. L'autre partie des troupes de cette province, et neuf régimens du Massachussetts, faisant en tout un corps de quatre à cinq mille hommes, occupaient les environs de Roxbury. Le reste des troupes du Rhode-Island était placé à la ferme de Sewal, et celui des troupes du Maschussetts à Cambridge, à l'exception toutefois d'environ sept cents hommes dispersés en différentes bourgades, le long de la côte, pour empêcher l'ennemi de faire le dégât.

Ainsi les lignes des américains s'étendaient sur un espace très-considérable, et il n'était pas possible de les raccourcir, sans exposer l'intérieur du pays aux incursions de l'ennemi. A son arrivée, le commandant en chef ne fit d'autre changement dans la disposition des différens corps de troupes, que de les rendre plus distincts. Pour y parvenir, il partagea toute l'armée en trois grandes divisions. Celle qui avait pris pour position les environs de Roxbury, forma l'aile droite, qui fut alors commandée par le major-général Ward. Les

troupes placées entre la rivière de Charles et la rivière Mystique, composèrent l'aile gauche, qui eut pour commandant le major-général Lee, alors posté sur Prospect-Hill. La division du centre, y compris le corps de réserve, se trouva sous le commandement immédiat de Washington, dont le quartier-général était à Cambridge.

On ne comptait pas plus de quatorze mille cinq cents hommes, en réunissant les trois divisions de cette armée, que l'on croyait beaucoup plus forte, et qui cependant avait à conserver une position très-étendue, et bloquait l'ennemi dans les deux péninsules. Une foule de circonstances empêchaient de plus, qu'elle eût de fait la force qu'eût pû lui faire supposer le nombre de ceux qui la composaient.

On avait conservé si long-tems l'espoir d'éviter une rupture, qu'on avait négligé de se procurer la quantité de munitions de guerre suffisante; et à la vérité, il n'y en avait que très-peu dans le pays [1]. On fit les plus

[1] A son arrivée au camp, le général Washington avait fait faire un état d'après lequel il devait se trouver 303 barrils de poudre dans les magasins. Au bout de quelques jours, on découvrit qu'il n'y en avait pas réellement plus 9,940 livres, ce qui ne devait donner que neuf cartouches à chaque fusilier. La différence prove-

grands efforts pour remédier à cet inconvénient. Tous les gouvernemens, tous les comités particuliers des colonies, furent, ainsi que le congrès, priés avec instance d'envoyer tout le plomb, toute la poudre dont il leur serait possible de se passer. On leur représenta qu'aucune quantité, quelque faible qu'elle fût, n'était à mépriser. On ménagea, autant qu'on le put, ces articles essentiels. Au bout de quinze jours, on reçut un peu de poudre venue de Elizabethtown, de la province de New-Jersey. Une des circonstances de cet envoi suffira pour faire juger des obstacles qu'eurent à surmonter ceux qui se trouvèrent à la tête des affaires en Amérique. De quelque importance qu'il fût pour la sûreté générale de remplir promptement les magasins de l'armée qui était en face de l'ennemi, le comité d'Elisabethtown fut obligé, de peur que les habitans des environs ne la retinssent pour leur propre défense, d'expédier en secret, la poudre dont nous venons de parler.

nait de la méprise du comité chargé de distribuer les munitions; car les magasins n'étaient pas sous l'inspection des officiers. Ce comité avait donné l'état de tout ce qui avait été originairement fourni par la province, sans en défalquer ce qu'on avait usé depuis.

On mit tout l'art possible en œuvre, pour que l'ennemi ne fût pas instruit de cette particularité ; mais lorsqu'on réfléchit au grand nombre de ceux auxquels on s'adressa, on ne peut se persuader que le secret n'ait pas été violé. Il est probable que le général anglais en eut connaissance, mais qu'il refusa de croire que l'armée américaine eût osé conserver sa position, si elle avait été dépourvue de munitions de guerre. Il savait que le manque de poudre eût été d'autant plus funeste à cette armée, qu'elle n'avait que très-peu de baïonnettes. Ce dernier fait était notoire.

Les habitans de la Nouvelle Angleterre étaient incomparablement mieux armés que ceux des colonies du centre et de l'ouest. Cependant les baïonnettes étaient extrêmement rares parmi eux ; et le gouvernement n'avait pas encore songé à former des magasins d'armes pour les troupes. Faute de tentes, l'armée était logée dans des barraques, ce qui était tout aussi contraire à sa sûreté, qu'à la discipline et à la santé des soldats. Comme les levées d'hommes avaient été faites par les gouvernemens particuliers des colonies qui avaient toutes des usages différens, il n'y avait pas une règle uniforme pour tous les régi-

mens. Dans le Massachussetts, les simples soldats choisissaient leurs officiers, et se croyaient leurs égaux. Animés de l'esprit de la liberté, et réunis pour la défendre, il était naturel qu'ils sentissent peu d'abord l'importance de la discipline, et qu'ils ne fussent pas sur-le-champ soumis à ses lois. En conséquence, l'armée se trouva presque dans une désorganisation totale; et la difficulté d'établir l'ordre et la subordination parmi de nouvelles levées, devenait toujours plus difficile, par le peu de durée des enrôlemens. Le terme du service devait expirer, pour le plus grand nombre, dans le mois de novembre, et nul ne devait servir passé le dernier jour du mois de décembre (1775). Les premiers ordres donnés par le général en chef, annoncèrent un relâchement, un état de choses que ne pouvaient justifier entièrement les circonstances qui accompagnèrent le commencement des hostilités. Washington faisait sentir ainsi, dans une lettre qu'il adressait au congrès, un des inconvéniens de la manière dont l'armée avait été rassemblée: « J'aurais à me « reprocher de l'ingratitude et de l'injustice, « si je ne saisissais pas la première occasion « de témoigner ma reconnaissance de l'em- « pressement et du zèle avec lesquels le con-

« grès et les différens comités ont fait tout « ce qui était en leur pouvoir ; mais je crois « qu'il est de mon devoir de faire sentir « l'inconvénient qui doit résulter de la né- « cessité de s'adresser à un si grand nombre « de personnes, pour obtenir tout ce dont « une armée peut avoir besoin [1], et je prie le « congrès d'examiner s'il ne conviendrait pas « de nommer un commissaire-général. »

Au nombre des choses dont manquait l'armée, on comptait sur-tout les vêtemens; et l'acte par lequel on avait interdit l'importation, augmentait l'embarras à cet égard. Quant aux opérations militaires, elles souffraient considérablement de ce qu'il n'y avait aucun officier du génie. Pour accroître les difficultés, la nomination d'officiers-généraux faite par le congrès, avait causé beaucoup de mécontentement, et déterminé plusieurs de ceux qui crurent qu'on leur avait fait injure, à se retirer du service.

Malgré les inconvéniens que nous venons de faire remarquer, le général en chef se

[1] Le général en chef était obligé de correspondre directement, non-seulement avec les gouvernemens particuliers de toutes les colonies, mais avec les comités des villes importantes, et même avec ceux de quelques places d'un ordre inférieur.

plaisait à reconnaître qu'avec les troupes qu'on avait rassemblées, on pourrait former une bonne armée. « On compte parmi elles, « disait-il, un grand nombre d'hommes re-« commandables par leurs talens, leur zèle, « leur activité, et principalement par un cou-« rage à toute épreuve. » Washington s'occupait sans relâche, de tout ce qui pouvait procurer une force réelle à ses troupes. Il forma des divisions et des brigades, chose qui restait encore à faire; et il pria le congrès de nommer un payeur et un quartier-maître généraux, ainsi que différens officiers d'état-major sans lesquels il eût été impossible d'agir.

A-peu-près vers le même tems, le général Gage reçut un petit renfort de New-York; et son armée, y compris les loyalistes américains, fut de près de huit mille hommes. La facilité avec laquelle cette armée pouvait se réunir, pour se porter tout entière sur quelque point que ce fût des lignes très-étendues qu'occupaient les américains, lui permettait probablement d'attaquer ceux-ci; mais il paraît que l'ennemi était mal informé du nombre et de l'état des troupes provinciales; et la résistance que ces troupes lui avaient opposée à Breed's-Hill, lui avait fait à-la-fois éprouver leur courage, et donné de la circonspection.

Aussitôt qu'il eut pris le commandement, le général Washington rassembla un conseil de guerre pour délibérer sur la position de l'armée. Il fut résolu, à l'unanimité, de ne point lui faire abandonner celle qu'elle occupait. L'effet qu'un pareil changement eût produit sur les deux armées et sur l'opinion publique, la crainte de laisser exposée aux ravages de l'ennemi, une grande étendue de pays, et la difficulté de trouver une position plus favorable, motivèrent cette résolution; mais il fut en même tems arrêté qu'on n'établirait point de poste sur la pointe de Dorchester, et qu'on n'empêcherait pas l'ennemi de s'en mettre en possession. De peur que l'armée, dans l'état de désorganisation où elle se trouvait, ne vînt à se dissoudre entièrement si elle était forcée d'abandonner ses lignes, on jugea nécessaire de fixer un rendez-vous général, et l'on choisit les montagnes de Cambridge et le terrain situé immédiatement derrière la ligne de Roxbury. Tous les mouvemens de l'ennemi furent surveillés avec soin. On réunit toutes les barques de pêcheurs qui étaient mouillées le long de la côte, sur un espace de plusieurs milles; et elles furent employées à épier tout ce qui se passait du côté de la mer. Enfin, pour être

promptement averti de toutes les dispositions qui pourraient se faire, on établit des relais en différens endroits.

Les deux armées continuèrent à fortifier leur position, sans que l'une songeât sérieusement à inquiéter l'autre. Il y eut de légères escarmouches; mais quoique les américains eussent fait quelques mouvemens, ils n'entreprirent point de déloger l'ennemi. Cette inactivité était peu d'accord avec le caractère de leur général, à qui la situation des colonies unies paraissait exiger qu'on fît de grands efforts pour anéantir, avant l'arrivée des renforts qu'elle attendait au printems, l'armée qui occupait Boston. Il jugeait que cette armée, une fois détruite ou dispersée, la querelle serait décidée; qu'un tel événement prouverait si bien au peuple anglais et au ministère, la force et la détermination des colonies, qu'il les porterait à renoncer à leurs prétentions, et qu'il réunirait tous les américains pour la défense de la cause commune. Si d'un autre côté on négligeait la mesure que le général désirait qu'on prît, les affaires des colonies unies devaient se trouver dans une situation très-critique. Les frais qu'occasionnerait la continuation des hostilités, effrayaient Washington, qui ne voyait aucun

revenu fixe pour soutenir de si grandes dépenses. Il réfléchissait aussi que ceux qui composaient son armée se retireraient bientôt, et le laisseraient dans la position la plus difficile. Il crut donc qu'un événement aussi avantageux que le serait pour les américains la destruction de l'armée britannique, méritait qu'on s'exposât à des hasards ; et en conséquence, il reconnut fréquemment la position de l'ennemi, et ne négligea rien de ce qui pouvait lui apprendre quelles en étaient les forces. Il paraît que le résultat de ses observations et des informations qu'il prit, lui fit adopter l'opinion qu'il n'était pas absolument impossible d'enlever de vive force les ouvrages de l'armée anglaise. Il résolut donc d'attirer l'attention des officiers-généraux sur ce sujet, dont il leur fit part d'abord dans une lettre. Ceux-ci s'étant ensuite réunis en conseil de guerre, furent tous d'avis qu'il ne convenait pas, du moins pour l'instant, de tenter une pareille entreprise. D'après cette détermination, on s'en tint au parti de continuer le blocus de Boston et de fortifier le camp.

Cependant l'armée anglaise souffrait infiniment du manque de provisions fraîches et de végétaux. Elle ne pouvait en recevoir de l'intérieur du pays, et n'était pas assez forte

pour faire des détachemens qui fussent en état de lui en procurer. Quelques corps de troupes firent voile de Boston, dans ce dessein ; mais la milice leur opposa tant de résistance par-tout où ils débarquèrent, qu'elle les contraignit toujours à regagner leurs vaisseaux, ce qu'ils firent souvent sans avoir complétement exécuté leur projet. Il fallait beaucoup d'activité aux habitans des côtes pour se défendre contre ces partis, et bientôt ils furent extrêmement fatigués. En conséquence, les gouverneurs des différentes colonies sollicitaient continuellement, près du général en chef, l'envoi de détachemens qui pussent les garantir de ces incursions. Quoiqu'il fût impossible de satisfaire à ces demandes, les refus qui les suivirent causèrent tant de mécontentement, que le congrès crut devoir déclarer que l'armée postée près de Boston n'était destinée qu'à bloquer cette place, et qu'on ne devait pas l'affaiblir en faisant des détachemens pour protéger d'autres points. A New-Port, dans le Rhode-Island, le comité fit avec le capitaine Wallace, qui commandait les vaisseaux de guerre dans ces parages, un compromis où il fut stipulé qu'on lui fournirait des vivres, à condition qu'il épargnerait la ville, et qu'il ne ferait point le dégât dans la

province. C'était contrevenir formellement à la convention de ne rien fournir à l'ennemi, et donner un exemple qui pouvait être extrêmement dangereux. Aussi, le général Washington crut-il devoir en faire des représentations au gouverneur de la province.

Les opérations qui eurent lieu dans les autres parties du continent, tandis que l'on continuait à bloquer Boston, méritent également d'attirer l'attention. Au mois de juillet (1775) la Géorgie se déclara contre les prétentions du parlement britannique, et choisit des députés pour la représenter au congrès général. Les provinces confédérées prirent alors le titre des treize colonies unies. Le congrès qui avait suspendu ses séances pendant un mois, se rassembla de nouveau à Philadelphie. Immédiatement après leur réunion, les membres de cette assemblée examinèrent l'état des affaires, et s'occupèrent du contenu des lettres du commandant en chef. Les troupes manquaient toujours d'armes et de munitions de guerre, ce qui contrariait infiniment les opérations militaires. Le congrès assigna des sommes considérables pour cet objet, et recommanda à toutes les conventions particulières de s'en occuper constamment. Ses efforts ne furent pas inutiles. Il parvint à faire acheter,

sans alarmer la défiance, toute la poudre qui se trouvait sur la côte d'Afrique, et même celle qui était déposée dans les forts appartenants à la Grande-Bretagne. On s'empara aussi du magasin des Bermudes. Cette entreprise fut favorisée par les habitans, que la position de leurs îles empêchait seule de faire cause commune avec les colonies du continent. On mit aussi beaucoup d'activité à fabriquer de la poudre dans le pays, et à y recueillir du salpêtre et du soufre. Malgré toutes ces mesures, on ne put obtenir la quantité de munitions de guerre suffisante; et en conséquence, les troupes furent longtems exposées à de grands dangers.

Les colonies-unies reconnurent bientôt quelle est l'importance d'une marine, pour faciliter les opérations militaires, dans un pays qui possède une côte d'une immense étendue. Leur attention fut attirée vers cet objet par un événement qui excita la plus vive indignation, et qui se renouvela plus d'une fois dans le cours de la guerre. On avait enjoint à tous les commandans des vaisseaux de sa majesté, de traiter, comme se trouvant de fait en révolte ouverte, tous les ports de mer, et tous les lieux où l'on aurait levé des troupes, ou construit récemment des

fortifications. La ville de Falmouth, située sur la côte de la province de Main, qui appartenait au Massachussetts, ayant donné quelques sujets de plainte, on résolut de la détruire; et plusieurs vaisseaux de guerre furent mis sous le commandement du capitaine Mowat, qu'on chargea de l'expédition. Arrivé à la vue de cette ville, le 17 juillet, à trois heures après-midi, Mowat signifia qu'on lui avait donné l'ordre de brûler tous les ports de mer situés entre Halifax et Boston; mais il ajouta qu'il lui avait été permis de suspendre l'exécution à l'égard de la ville de Falmouth, jusqu'au lendemain matin, si on lui remettait auparavant un certain nombre de fusils. Cette proposition fut acceptée, et le jour suivant le comité fut trouver le capitaine pour s'efforcer de sauver la ville. Mowat offrit d'attendre de nouvelles instructions de l'amiral, à condition qu'on lui livrerait toutes les armes, toutes les munitions de guerre, et quatre citoyens comme ôtages. On ne satisfit point à cette demande étrange; et en conséquence, la place fut bombardée et réduite en cendres. On tenta ensuite de pénétrer dans l'intérieur du pays; mais la milice, indignée de l'acte barbare qui venait d'être commis,

repoussa jusqu'au bord de la mer le détachement qui avait pris terre.

La destruction de Falmouth excita les colonies-unies à faire des préparatifs pour se venger sur mer autant qu'elles le pourraient. Elle porta la convention du Massachussetts à donner des lettres de marque, et fut, ainsi que la prise des vaisseaux marchands faite en pleine mer, une des causes qui engagèrent le congrès à équiper quelques vaisseaux de guerre et à ordonner la levée de deux bataillons de soldats de marine. Ce corps n'accorda point de lettres de marque; mais il autorisa tous ses vaisseaux de guerre à saisir les bâtimens qui porteraient des secours à l'ennemi. D'après les vives instances du commandant en chef, il institua des cours d'amirauté, auxquelles il donna pour règles de conduite, les principes généraux du code maritime des nations. Washington avait déjà fait armer en course quelques vaisseaux; et une foule de corsaires des provinces de la Nouvelle Angleterre en parcouraient continuellement les côtes. Le succès couronna ces efforts. On fit plusieurs prises importantes; et à ce moyen, on se procura des munitions de guerre, sans lesquelles il eût été presque impossible de

continuer le blocus de Boston. Les corsaires du Massachussetts furent extrêmement heureux ; et l'ennemi qui, à ce qu'il semble, n'attendait aucune attaque sur mer, où il était dans son élément, souffrit beaucoup de ces essais des colons.

Manly, capitaine du corsaire le Lee, se fit sur-tout distinguer par son étonnante activité et par son bonheur. Il s'empara de plusieurs bâtimens chargés de munitions de guerre, et notamment d'un vaisseau dont la cargaison était composée d'une grande quantité de poudre à canon, et d'un assortiment complet de machines et d'instrumens dont on manquait dans le camp des américains. L'extrême difficulté de trouver en Amérique des vivres frais et du bois à brûler, avait engagé le gouvernement anglais à en faire transporter d'Europe à Boston. Il en fit acheter à un prix excessif; mais les vaisseaux sur lesquels on les chargea, ayant été contrariés par les vents, la plupart des bestiaux périrent, et presque toutes les subsistances végétales se corrompirent par l'effet de la fermentation. Les bâtimens qui composaient la flotte s'étant dispersés, arrivèrent isolément sur la côte d'Amérique, et les corsaires en enlevèrent un grand nombre. En conséquence, le défaut de vivres se fit

extrêmement sentir aux troupes britanniques [1].

La disette qu'occasionna dans les possessions anglaises des Indes occidentales, la défense inopinée d'y envoyer des vivres des colonies unies, porta les habitans des Bermudes, à faire parvenir au congrès un mémoire où ils lui représentèrent tout ce qu'ils avaient à souffrir de cette mesure, et lui rappelèrent combien ils étaient favorables à la cause que soutenaient les américains. En conséquence, il fut permis de leur fournir, pour leur propre consommation, une certaine quantité de vivres, qu'ils devaient payer non seulement en armes et en munitions de guerre, mais encore en sel, production qui abonde dans leurs îles, et qui commençait à devenir très-rare dans le nord de l'Amérique.

Quoique rien n'annonçât que l'armée anglaise se disposât à évacuer Boston, on était dans de continuelles alarmes pour la colonie de New-York. Tryon, qui avait acquis beaucoup de popularité dans cette province, et qui, quelque tems auparavant, en avait quitté le gouvernement pour celui de la Caroline du nord, était venu le reprendre depuis peu, et faisait servir toute son influence et tout

[1] Belsham.

son art à porter les habitans à renoncer à la confédération. Il était secondé [1] par la présence du vaisseau de guerre, l'Asia, qui commandait la ville et inquiétait fortement les citoyens. Le refroidissement pour la cause de l'Amérique devint bientôt sensible, même dans la convention du New-York ; et l'on prétend qu'il fut hautement question d'arborer l'étendard du roi. Ces dispositions jointes à des avis encore plus alarmans, qu'on reçut d'Angleterre, et qui portaient que le ministère avait recommandé de s'emparer sans délai du cours de la rivière d'Hudson, et d'occuper en même tems Albany et New-York, firent proposer au congrès d'ordonner que Tryon fût arrêté. Mais celui-ci avait su se rendre favorables plusieurs chefs du parti populaire, et les délégués du New-York le défendirent avec tant de chaleur, que les auteurs de la proposition craignirent quelque tems de la renouveler. Lors même que les progrès de la défection eurent rendu cette

[1] Il le fut aussi par un imprimeur nommé Rivington, qui était dévoué au parti du roi, et dont on jugea les presses si dangereuses, qu'un corps de cavalerie du Connecticut, commandé par le capitaine Sear, entra dans New-York, et les brisa, après avoir enlevé tous les caractères.

mesure nécessaire, la résolution fut conçue en termes généraux, et l'on invita simplement ceux qui étaient dépositaires des pouvoirs législatif et exécutif dans les différentes provinces, de faire saisir toutes les personnes dont la conduite leur paraîtrait compromettre la sureté de la colonie ou la liberté de l'Amérique. Il est probable que Tryon fut instruit de cette résolution ; car il se réfugia à bord du Halifax, d'où il suivit ses intrigues presque avec la même facilité que s'il avait été dans la ville.

Les dispositions du New-York firent tellement craindre pour les montagnes qui bordent la rivière d'Hudson, et forment un poste de la plus grande importance, que la convention proposa au congrès de les faire fortifier. Le congrès approuva la proposition, et chargea le New-Jersey de lever deux régimens, dont une partie devait composer la garnison du nouveau poste. Le reste eut ordre de s'approcher de New-York, probablement dans le dessein de rendre la confiance aux partisans de la confédération.

Ce qui, après le soin de procurer des armes et des munitions aux troupes, occupait le plus sérieusement le congrès, était de prolonger l'existence de l'armée. Le général Was-

hington avait invité de bonne heure cette assemblée à porter son attention sur un objet si important; et le 29 septembre elle chargea des commissaires de se rendre au camp pour y chercher avec le commandant en chef, et les principaux magistrats du New-Hampshire, du Connecticut et du Rhode-Island, et avec le conseil du Massachussetts, les moyens les plus propres à maintenir sur pied, à entretenir et à discipliner une armée continentale. Au retour des commissaires, il fut arrêté que la nouvelle armée serait composée, y compris les officiers, de vingt mille trois cent soixante et douze hommes, qu'on leverait, autant qu'il serait possible, parmi les troupes qui étaient alors devant Boston. En formant ce premier établissement militaire de l'union, on fit une faute qui peut-être était inévitable, mais qui eut des suites très-fâcheuses. Les hommes, au lieu d'être enrôlés pour toute la durée de la guerre, ne le furent que pour un an, si même le congrès ne les licenciait pas plutôt. Il n'est pas facile d'expliquer cette fatale erreur. On ne voyait peut-être pas sans quelque inquiétude une armée permanente; on craignait probablement aussi que les enrôlemens ne fussent trop difficiles si le terme en était trop long, et l'on espérait sans doute

que la guerre cesserait promptement. La coutume des colonies septentrionales, qui ne levaient leurs troupes que pour une seule campagne, peut avoir également contribué à faire adopter cette mesure. On put supposer enfin que l'indignation publique redoublerait, à mesure que les hostilités se prolongeraient, et que par conséquent les rangs se rempliraient avec facilité.

La résolution qui eut pour objet de lever et d'entretenir une nouvelle armée, fut suivie de quelques autres actes du même genre, qui servirent à démontrer combien peu on était préparé à soutenir la guerre dans laquelle on était engagé. Les soldats s'étant équipés eux-mêmes, les armes étaient de différent calibre, et cependant on fut obligé de retenir, moyennant un dédommagement, celles des hommes qui se retirèrent. Comme on manquait de couvertures, on promit deux dollars à quiconque en apporterait une avec soi. Aucun uniforme n'étant établi pour les troupes, on acheta des habits de diverses couleurs, qui leur furent livrés en déduction d'une partie de leur solde. Mais rien ne prouva mieux la pénurie du congrès, que l'ordre par lequel il enjoignit aux soldats de se pourvoir d'armes, ou de payer six schel-

lings pour l'usage de celles qu'on leur mettrait entre les mains.

Aussitôt que les commissaires eurent tracé leur plan, et avant même que le congrès y eût donné son approbation, le général Washington prit toutes les mesures nécessaires pour faire exécuter les dispositions qu'il contenait. Dans ses ordres généraux, il requit tous les officiers qui voudraient se retirer à l'époque où devait expirer le tems de leur service, d'en faire la déclaration par écrit à leurs colonels respectifs, qui l'adresseraient au général par l'intermédiaire des chefs de brigade. « Quant aux braves, aux vrais pa-
« triotes qui avaient résolu de continuer à
« défendre leurs frères, leurs priviléges et
« leurs propriétés, « ajoutait Washington, »
« ils étaient invités à faire connaître leur in-
« tention de la même manière, et ils étaient
« avertis qu'ils devaient se considérer comme
« enrôlés jusqu'au dernier jour du mois de
« décembre 1776, à moins qu'ils ne fussent
« remerciés plutôt par le congrès. »

Mais l'enthousiasme qui avait amené un si grand nombre de volontaires sur le champ de bataille, à Lexington, commençait à s'affaiblir. Plusieurs refusèrent de continuer à servir, et d'autres mirent des conditions à

leur enrôlement. Un très-grand nombre insistèrent pour qu'il leur fût permis de passer quelques instans dans leurs foyers à l'expiration du tems de leur service ; et il y en eut enfin qui ne s'expliquèrent point. Tout retard étant funeste, le général réitéra ses ordres, et ajouta que la déclaration devait être positive et non conditionnelle. « Le tems et « l'importance de la cause que nous défen- « dons, « dit-il, » ne permettent plus ni hési- « tation ni délai. Lorsque l'existence, la « liberté et la propriété sont dans le plus « grand danger, que notre pays est sur le « point de devenir un théâtre de carnage et « de dévastation, que nos villes sont réduites « en cendres, que nos femmes, nos enfans, « chassés de leurs paisibles habitations, sont « exposés à l'inclémence du tems et peut-être « réduits à recevoir leur subsistance des mains « de la pitié, il sied mal de songer à la re- « traite et d'imposer des conditions. C'est « l'intention du général d'accorder des con- « gés à tous ceux qui composeront la nou- « velle armée ; mais il doit pourvoir à ce que « le service ne souffre pas d'une telle condes- « cendance. » Dans cet état des choses, plusieurs officiers supposant qu'en faisant des recrues ils obtiendraient des grades supé-

rieurs, se mirent, sans en avoir reçu la permission, à engager des hommes à servir particulièrement sous leurs ordres. Il fallait corriger un pareil abus. En conséquence les enrôlemens particuliers furent défendus. « Les « grades, » portait l'ordre, « ne sont pas ré« servés pour ceux qui peuvent recruter le « plus d'hommes, mais pour ceux qui les mé« ritent le mieux. Le général n'aurait pu « supposer, et l'ennemi n'aurait osé croire « qu'il y eût eu dans toute l'armée (à quel« ques exceptions près résultantes de circons« tances extraordinaires) un seul soldat qui « pût hésiter à prendre une détermination, « que commandaient si impérieusement sa li« berté, son honneur, le salut de sa patrie « et celui de sa famille. »

Malgré cette exhortation, les soldats continuaient à montrer de la répugnance à s'enrôler, sans connaître ceux sous les ordres immédiats desquels ils serviraient. A la fin on parvint à dresser l'état des officiers. Après avoir fixé les conditions de l'engagement, et avoir promis d'accorder, pendant l'hiver, des congés d'une durée convenable, le général recommanda de n'enrôler que des hommes qui ne seraient point soupçonnés d'être contraires aux droits des colonies, et de n'ad-

mettre aucun de ceux, à qui tout pays est indifférent. « La liberté ne peut manquer de « trouver un grand nombre de défenseurs, » dit-il; « que ceux qui veulent donner des « fers à des hommes libres, reçoivent s'ils « le veulent, les rebuts de la société, dans « leur rangs. »

Cependant le manque de vivres, de vêtemens et de bois de chauffage avait causé tant de maux à l'armée, que les nouveaux régimens ne se formèrent pas avec cette promptitude qu'on avait attendue. En conséquence, un officier de chaque compagnie fut chargé d'aller recruter dans l'intérieur du pays; mais ce moyen n'augmenta pas considérablement le nombre des enrôlemens. L'armée se trouvait sur le point de se dissoudre. Ceux qui avaient rempli le tems de leur service, demandaient instamment à retourner chez eux, quoiqu'on ne pût encore les remplacer. Leur impatience de revoir leur famille était si vive, qu'elle l'emportait sur le desir qu'ils avaient de tenir l'ennemi bloqué. Un très-grand nombre même ne voulurent pas attendre encore dix jours, au bout desquels un corps de milice devait arriver au camp. Cette triste expérience ne fit pas suffisamment sentir aux gouvernemens des colonies unies, qu'il ne fallait pas trop

compter sur le patriotisme individuel, et que confier entièrement la défense de leur cause à des armées temporaires, c'était s'exposer aux plus grands dangers.

Alarmé de l'extrême difficulté avec laquelle se faisaient les enrôlemens, le commandant en chef proposa au congrès, dans les termes les plus forts, d'engager à prix d'argent; mais cette mesure ne fut adoptée que dans les derniers jours du mois de janvier suivant; et le 31 décembre, lorsque tous ceux qui n'avaient point renouvelé leur engagement se furent retirés, il ne resta plus pour composer l'armée de 1776, que neuf mille six cents cinquante hommes, à plusieurs desquels il fallut encore donner des congés. Cependant l'armée s'accrut considérablement pendant l'hiver; et la milice s'empressa de servir lorsqu'on l'en requit.

Comme on ne pratiquait pas encore généralement l'inoculation en Amérique, la crainte de la petite vérole y était excessive, et fut peut-être ce qui nuisit le plus au recrutement de l'armée. Cette maladie faisait de grands ravages à Boston; et le bruit se répandit, que pour la propager, le général Gage avait fait inoculer plusieurs personnes qu'il avait envoyées dans l'intérieur du pays. Cette accu-

sation n'a jamais été prouvée ; mais elle a acquis une sorte de vraisemblance, parce que la petite vérole attaqua, après leur sortie de la ville, un grand nombre de ceux auxquels il avait été permis de se retirer. La chose pouvait cependant arriver naturellement. Quoi qu'il en soit, on redoubla de précautions à l'égard des personnes qui sortaient des lignes de l'ennemi.

Quoique le blocus de Boston et les soins continuels qu'exigeait une entreprise aussi périlleuse que l'était l'organisation de l'armée en présence de l'ennemi, donnassent beaucoup d'occupation au général, et que le défaut de munitions de guerre dût faire considérer aussi comme une chose très-hardie, de maintenir la position qu'on avait prise, Washington supportait impatiemment cette sorte d'inactivité à laquelle il se voyait condamné. L'indécision d'un grand nombre de personnes lui commandait de chercher les moyens d'assurer la confiance. On ne connaissait pas généralement les obstacles qu'il avait à surmonter, et l'on exagérait infiniment ses ressources.

On prétendait depuis long-tems qu'il serait facile de chasser l'armée anglaise ; et il se trouvait beaucoup de gens qui, pour accroi-

tre le mécontentement, cherchaient à faire soupçonner que le général voulait prolonger la guerre, pour conserver plus long-tems son autorité. Washington ne pouvait être insensible à cette imputation; mais il lui était impossible de la repousser, en faisant connaître sa véritable situation. Il continua de porter toutes ses vues du côté de Boston; et le congrès à qui l'on avait transmis le résultat du conseil de guerre dont nous avons parlé, ayant paru désirer qu'on attaquât la place, les officiers généraux s'étaient réunis de nouveau, et avaient tous été d'avis qu'il ne fallait pas tenter une semblable entreprise. On craignait, selon toute apparence, que les mesures qu'on serait forcé de prendre pour ne point compromettre la sureté de la ville, ne gênassent les opérations de l'armee. En conséquence, le congrès, qui penchait toujours pour l'attaque, prit une résolution portant que, si le général en chef et le conseil de guerre étaient d'avis qu'on pouvait attaquer, avec l'espoir du succès, les troupes qui occupaient Boston, on devait le faire de la manière qui serait jugée la plus convenable, sans songer à la conservation des édifices publics ou particuliers, qui composaient cette ville.

En attendant une occasion favorable pour exécuter un projet si hardi, le général américain mettait à profit les secours en hommes que la milice lui envoyait de tems en tems; et il prenait en avant des positions propres à faciliter ses opérations ultérieures. Il occupa et fortifia progressivement Plowed-Hill, Coble-Hill et la pointe Lechmère. Par ce moyen il se trouva seulement à un demi-mille des ouvrages de Bunker's-Hill, et il ne fut plus possible aux batteries flottantes de l'ennemi, de conserver les mouillages qu'elles avaient pris. Les américains construisirent aussi de semblables batteries, qui secondèrent fortement toutes leurs entreprises.

Jusqu'alors la guerre avait paru n'avoir que le redressement des griefs pour objet. C'était seulement contre un ministère corrompu qu'elle était dirigée, disait-on, et l'on reconnaissait encore la souveraineté du roi de la Grande-Bretagne. Cependant le progrès des idées d'indépendance, quoiqu'il fût lent, était certain; et au nombre des mesures qui furent prises pour l'accélèrer, on doit compter les actes par lesquels on remplaça les gouvernemens provisoires, qui avaient eux-mêmes succédé à ceux qu'on avait suspendus. Toutes les autres colonies, suivant l'exemple du

Massachussetts, s'adressèrent au congrès pour qu'il leur indiquât la manière dont devaient être administrées leurs affaires. Ces demandes ne pouvaient manquer de faire connaître l'opinion des différens membres sur la très importante question de savoir si l'on se séparerait entièrement de la métropole, ou si l'on maintiendrait les nœuds qui depuis si long-tems l'unissaient à ses colonies. Ceux qui désiraient l'établissement de l'indépendance, voulaient qu'on formât dans chaque province un gouvernement qui pût suffire à toutes les parties de l'administration, et les membres qui répugnaient à une séparation totale, s'opposaient aux mesures qui pouvaient préparer les colons à cet événement, ou fortifier l'opinion que c'était là ce qu'avaient eu en vue les hommes qui avaient refusé de reconnaitre la suprématie du parlement. Le New-Hampshire ayant aussi consulté le congrès, ce ne fut pas sans beaucoup de peine qu'on obtint une résolution par laquelle il fut recommandé à la convention provinciale de convoquer une assemblée de représentans du peuple, librement élus, qui établiraient le gouvernement qu'ils croiraient le plus propre à faire le bonheur de tous, et à maintenir la paix et le bon ordre dans la colonie, durant la con-

testation avec la Grande-Bretagne. Sans cette dernière clause, qui semblait annoncer le desir de conserver les anciennes relations avec la mère-patrie, le projet de résolution n'eût point été approuvé. A-peu-près dans le même-tems on déclara que la liberté et la sûreté des colonies seraient extrêmement compromises, si aucune de celles-ci présentait séparément une pétition aux deux chambres du parlement ou au roi.

Le congrès, ayant délibéré sur une proclamation où l'on disait que plusieurs personnes se trouvaient en état de révolte ouverte, et où l'on menaçait de châtimens sévères ceux qui correspondaient avec les rebelles, déclara au nom du peuple des colonies-unies, que si les ennemis de la liberté de ce même peuple punissaient quelqu'un pour l'avoir favorisée d'une manière quelconque, il userait de représailles sur ceux qu'il avait en son pouvoir, et qui avaient secondé le système d'oppression formé par le ministère.

Le général Gage qui avait été rappelé, partit pour l'Angleterre au mois d'octobre (1775), et le général Howe prit aussitôt le commandement de l'armée bloquée dans Boston. Le général américain fit, durant l'hiver, de continuels efforts pour se mou-

trer digne du poste éminent où l'avaient placé les suffrages unanimes de ses compatriotes. Cependant l'équipement des troupes était extrêmement défectueux. Nous avons déjà dit que les soldats qui composaient la première armée, avaient apporté leurs propres armes, et qu'on avait été réduit à leur enlever celles qui pouvaient être encore de quelque utilité. On avait nommé des commissaires pour en fixer la valeur, et l'on avait fait savoir à chaque soldat qu'on retiendrait deux mois de solde à celui qui se retirerait du camp sans avoir fait examiner ses armes, ou qui aurait négligé de les livrer après en avoir été requis. Soit qu'elles fussent presque toutes hors d'état de servir, soit que la visite eût été mal faite, on ne retint que seize cents fusils; et cette ressource sur laquelle on avait compté, devint de la sorte à-peu-près nulle. Les officiers chargés du recrutement, eurent ordre de n'engager que des hommes qui avaient des armes; mais bientôt ils déclarèrent qu'il fallait renoncer à faire des enrôlemens, si l'on voulait maintenir cette restriction. On s'adressa vainement au gouvernement du Massachussetts et à celui de chacune des provinces voisines; et des commissaires que l'on chargea de parcourir les

environs pour y acheter des armes, ne furent pas plus heureux. Au commencement du mois de février (1776) le général Washington fit savoir au congrès qu'il y avait dans son armée près de deux mille soldats dépourvus de toute arme à feu, et qu'il n'avait sous ses ordres, non compris la milice, que huit mille huit cent cinquante-trois hommes. Les représentations continuelles qu'il fit à ce sujet, ne purent, de long-tems, lui procurer aucun secours. Malgré tous ces inconvéniens, le général espérait toujours que dans le cours de l'hiver, il lui serait possible de prendre l'offensive. Au commencement du mois de janvier, il convoqua un conseil de guerre, auquel assistèrent M. John Adams, membre du congrès général, et M. Warren, président du congrès de la province de Massachussetts. Il y fut résolu d'attaquer, si l'on pouvait rassembler des forces suffisantes, et si l'occasion s'en présentait, les troupes britanniques avant qu'elles eussent reçu les renforts qui devaient leur arriver au printemps. On convint, en outre, de demander pour cette attaque, treize régimens de milice au Massachussetts et aux colonies voisines. Ces régimens devaient se rendre le premier février au camp, et y demeurer, s'il le fallait, jus-

qu'au premier du mois suivant. La milice ayant été requise de les fournir, s'empressa de le faire. On eut de la sorte entre quatre et cinq mille hommes de renfort; mais jusques-là l'hiver avait été si peu rigoureux, que la navigation était restée ouverte autour de Boston, et faute de glace pour s'approcher de la ville, et de poudre pour la bombarder, il était impossible de rien entreprendre.

Dans les premiers jours du mois de janvier, le général Washington reçut l'avis certain qu'on préparait à Boston un armement qui était destiné à une expédition secrète, et qui devait faire voile sous les ordres du général Clinton. Il jugea qu'on ne pouvait se proposer d'attaquer dans cette saison qu'un point situé au sud, et une foule de considérations le portèrent à croire que c'était la province de New-York qui était menacée. Il pensait qu'il était d'une grande importance pour l'ennemi de se rendre maître du cours de la rivière d'Hudson, qui lui assurerait la communication la plus facile avec le Canada, et gênerait extrêmement celle des colonies septentrionales avec les colonies méridionales. D'ailleurs la cause du roi n'avait nulle part autant de partisans que dans la province de New-York, et sur-tout à l'île Longue, où

disait-on, les royalistes avaient pris les armes.

Les considérations qui rendaient cette position si importante pour l'ennemi, faisaient un devoir à l'armée américaine de ne rien négliger pour la conserver. Tandis qu'il délibérait sur ce sujet, Washington reçut une lettre par laquelle le général Lee lui demandait de lui permettre de rassembler, dans le Connecticut, un corps de volontaires qu'il conduirait ensuite à New-York, tant pour défendre cette place que pour expulser de l'île Longue, les royalistes qui s'y étaient réunis. Quoique Washington reconnût l'utilité de cette mesure, les égards qu'il devait à l'autorité civile, suspendaient sa détermination. Dans cette incertitude, il consulta M. John Adams, qui était alors à Waterton auprès du congrès provincial, et dont l'avis fut favorable à l'exécution du projet En conséquence, Lee fut envoyé dans le Connecticut et autorisé à joindre au corps de volontaires qu'il devait lever, les bataillons du Jersey et du New-York. En outre, il fut chargé d'examiner les fortifications de la capitale de la seconde de ces provinces, ainsi que les ouvrages qui se trouvaient en remontant la rivière d'Hudson. Il eut ordre de les mettre dans le meilleur état de défense

qu'il serait possible, et de s'assurer de la personne de ceux que leur conduite et leurs discours feraient soupçonner d'être contraires aux vues du congrès. Enfin, il devait aussi confisquer et envoyer à l'armée toutes les armes et les munitions de guerre qui seraient entre les mains des royalistes.

Le congrès s'était déjà proposé de faire désarmer, et même arrêter les mécontens, dans le Queen's-County [1], où le peuple avait refusé de députer au congrès provincial. Il avait donné à deux bataillons l'ordre d'entrer le même jour dans ce comté, par les deux extrémités opposées ; mais il l'avait ensuite révoqué. On n'a pas indiqué les causes de ce changement de résolution ; mais il paraît que la convention du New-York s'opposait à ce que l'on commît aucun acte d'hostilité dans la province, et qu'elle prétendait diriger elle-même toutes les opérations qu'on voudrait y faire. On craignit probablement aussi de jeter entre les bras de l'ennemi, tous ceux qui n'étaient pas encore disposés à prendre les armes contre la mère-patrie. Le commandant en chef ne vit qu'avec beaucoup de peine cette sorte d'irrésolution. « Nos « ennemis, » disait-il, dans une lettre qu'il

[1] Le comté de la Reine dans l'île Longue.

adressait au général Lée, « sont assez nom-
« breux sur l'autre rivage de la mer Atlan-
« tique; c'est à nous à faire qu'ils ne le soient
« pas trop ici. »

Cependant le congrès avait renvoyé l'affaire aux gouvernemens particuliers des colonies, en leur recommandant de désarmer les malveillans, et de s'assurer de la personne des plus dangereux, soit en les renfermant, soit en leur faisant donner caution. Pour mettre ces gouvernemens en état de prendre une telle mesure, on les autorisa à requérir toutes les troupes continentales postées dans les environs de leurs provinces respectives.

Le général Lee n'eut aucune peine à lever les volontaires demandés au Connecticut, dont les habitans étaient aussi zélés qu'entreprenans. En conséquence, il se mit en marche pour New-York, à la tête d'un corps de douze cents hommes. Les habitans de cette ville furent dans de vives alarmes à son approche. Parker, capitaine du vaisseau de guerre, l'Asia, alors mouillé dans le port, leur avait déclaré qu'il tirerait sur la place s'ils en permettaient l'entrée à des troupes provinciales; et l'on croyait qu'il exécuterait sa menace. Le congrès de la province n'étant point rassemblé, les pouvoirs du gouvernement étaient

confiés à un comité de sûreté, dont les membres écrivirent à Lee, pour lui exprimer combien ils avaient été surpris en apprenant qu'il s'approchait de New-York sans leur avoir fait part de son dessein; et ils le supplièrent d'arrêter ses troupes sur les confins du Connecticut, jusqu'à ce qu'ils se fussent expliqués plus au long avec lui. Lee, que la menace de Parker n'avait point inquiété, continua sa marche. Il écrivit au congrès pour lui faire sentir la nécessité d'agir à l'égard de New-York autrement que ne l'indiquait la résolution que ce corps avait prise; et il le persuada si bien, que trois commissaires furent chargés d'aller se concerter avec lui et les membres du comité de sûreté. Comme on devait s'y attendre, d'après les talens et l'expérience de cet officier, il fit adopter son avis aux uns et aux autres; et ils lui enjoignirent de faire tout ce qu'il conseilla. Il fut résolu de fortifier une partie de la ville qui formait une éminence, de dresser des batteries des deux côtés du port, d'assurer en même-tems la communication avec l'île Longue, où l'on avait résolu d'établir un camp retranché pour trois mille hommes, et enfin de rendre aussi solides qu'il serait possible, les redoutes élevées sur les montagnes, et entre lesquelles

on devait partager un bataillon de troupes réglées.

Le général Clinton arriva à New-York, presque en même-tems que le général Lee; mais il n'y amena point de troupes. Il déclara qu'il n'y en venait point, qu'on ne projetait aucune hostilité contre la province, et qu'il ne s'était proposé que de faire visite au gouverneur (Tryon) qui était son ami. Il ajouta qu'il devait se rendre à la Caroline du sud, où cinq régimens qu'on attendait d'Europe, se réuniraient au détachement qui serait alors sous ses ordres.

On travailla avec ardeur aux fortifications de New-York, et le capitaine Parker cessa de faire des menaces qui n'intimidaient plus personne; mais il avoua qu'il désirait de sauver une ville qui renfermait un si grand nombre de sujets fidèles.

Vers le milieu du mois de février, le froid devint plus vif, et la glace fut assez solide pour offrir un passage aux troupes. Le général Washington résolut alors d'exécuter le projet d'attaquer Boston; mais il fut forcé d'y renoncer encore, d'après l'avis unanime du conseil de guerre, qui ne crut pas qu'on dût risquer un assaut, sans avoir de poudre pour l'artillerie. Sur la fin du mois, les troupes

anglaises firent quelques mouvemens, qui semblaient annoncer le dessein d'évacuer la place. Persuadé qu'elles se proposaient de se retirer à New-York, Washington écrivit au général Lee de terminer le plus promptement possible les fortifications de cette ville, et de hâter ses préparatifs pour recevoir l'ennemi; mais comme les apparences pouvaient être trompeuses, et que l'armée venait de recevoir une petite quantité de munitions de guerre, le commandant en chef résolut de forcer le général Howe à livrer bataille, ou à sortir de Boston.

Depuis qu'on avait pris le parti de payer les engagemens, le recrutement de l'armée se faisait avec plus de facilité qu'auparavant. Toutes les troupes engagées pour l'année, formaient alors plus de quatorze mille hommes. Le Massachussetts fournit en outre six mille hommes de milice ; et renforcé de la sorte, le général en chef résolut de fortifier les hauteurs de Dorchester, d'où l'on pouvait incommoder extrêmement les vaisseaux mouillés dans le port, et les troupes qui occupaient la ville. Il pensait que l'ennemi chercherait à lui faire quitter cette position, ce qui engagerait infailliblement une action générale; mais s'il était trompé dans cette

attente, il pourrait du moins s'emparer de la colline de Nook, et des points situés vis-à-vis de l'extrémité méridionale de la ville de Boston, points qui commandent entièrement une grande partie de la place, et l'endroit où il fallait que les troupes s'embarquassent en cas de retraite.

Pour faciliter l'exécution de ce projet, et d'après l'avis du conseil de guerre, on commença, le 2 mars (1776) au soir, à bombarder la ville, et à canonner les lignes de l'ennemi, ce qu'on fit encore les deux nuits suivantes. Dans celle du 4, immédiatement après que le feu eut commencé, un corps d'américains, commandé par le général Thomas, passa l'isthme de Roxbury et s'empara des hauteurs, sans éprouver aucune opposition; et quoique le sol fût tellement durci qu'il en était presque impénétrable, et qu'il fallût se servir de fascines et d'autres matériaux qu'on avait apportés, les troupes travaillèrent avec tant d'ardeur, que le lendemain matin, les ouvrages furent assez avancés pour qu'elles fussent entièrement à l'abri du feu de l'ennemi. Lorsque le jour eut fait voir ces fortifications aux anglais, ils montrèrent beaucoup d'embarras, et se mirent à tirer presque sans effet sur le détachement qui était en possession des

hauteurs, et qui, à son tour, fit jouer contre eux une batterie, et continua sans relâche à fortifier sa position.

Il fallait alors ou chercher à déloger les américains, ou évacuer Boston; et comme Washington l'avait prévu, le général anglais choisit le premier parti. Le lord Percy, sous les ordres de qui l'on mit environ trois mille hommes, fut chargé de diriger l'entreprise. Ses troupes furent embarquées le jour suivant, et descendirent jusqu'au château pour remonter ensuite la rivière jusqu'au lieu où devait se livrer le combat; mais elles furent dispersées par une tempête furieuse, qui ne leur permit pas d'agir; et avant qu'elles eussent pu être prêtes de nouveau, les américains devaient s'être tellement fortifiés dans leur poste, qu'on ne crut pas qu'il eût été possible de l'enlever. En conséquence on résolut d'évacuer Boston.

Le général Washington avait espéré que l'élite de l'armée britannique serait employée à l'attaque des hauteurs de Dorchester, et s'était proposé de profiter de cette occasion pour tenter de se rendre maître de Boston. Quatre mille hommes de troupes choisies s'étaient tenus prêts à s'embarquer à l'embouchure de la rivière de Cambridge, s'il sortait

de la place un corps assez considérable pour qu'il fût permis d'espérer qu'elle pourrait être attaquée avec succès. Ces troupes devaient former deux divisions, l'une et l'autre sous les ordres du major-général Putnam. La première division devait avoir pour commandant particulier, le brigadier-général Sullivan, et la seconde, le brigadier-général Green. Trois batteries flottantes devaient précéder les chaloupes et faire un feu soutenu, tandis que les troupes effectueraient leur débarquement. On avait arrêté que la première division prendrait terre près du magasin des poudres, et qu'elle s'emparerait de Bacon-Hill. La seconde devait débarquer à la pointe Barton, ou un peu plus au sud. Après avoir pris possession de ce poste, elle devait rejoindre l'autre division, pour donner l'assaut et ouvrir les portes de la ville aux troupes campées à Roxbury. Si ce projet avait été exécuté, l'armée anglaise eût été anéantie; et le général Washington regretta vivement que la tempête l'eût fait échouer, en empêchant les troupes britanniques d'attaquer les hauteurs de Dorchester.

Le commandant en chef fut bientôt informé de la résolution que l'ennemi avait prise, d'évacuer Boston. Un officier anglais vint

avec un pavillon de trêve, au camp des américains, et remit un écrit signé par quelques notables, qui faisaient, au nom du général Howe, des propositions, dont la sûreté de la ville et le paisible embarquement des troupes anglaises formaient l'objet. Comme cet écrit n'était pas revêtu de la signature du général anglais, et qu'il n'était pas adressé directement au général Washington, celui-ci ne crut pas devoir y répondre. Cependant on renonça au projet de pousser en avant, et de prendre position sur la colline de Nook. L'évacuation de Boston étant assurée, on ne jugea pas qu'il fût à propos de serrer de trop près l'armée ennemie dans sa retraite, vu sur-tout qu'on ne pouvait l'empêcher de se rembarquer ; et l'on pensa que quelques jours de retard donneraient le tems de compléter les fortifications de New-York, où Washington présumait toujours que se rendraient les troupes britanniques. En conséquence, il fit partir des détachemens considérables pour cette ville, avant même que celle de Boston eût été évacuée. Cette évacuation eut lieu le 17 mars, et fut probablement précipitée, jusqu'à un certain point, à la vue de quelques ouvrages élevés la veille au soir, sur la colline de Nook. Comme l'ennemi demeura dans la rade de

Nantasket, assez long-tems pour faire soupçonner qu'il pouvait avoir le dessein de débarquer de nouveau, le général Washington crut nécessaire de se rendre maître des hauteurs qui environnent la ville de Boston, et de fortifier Fort-Hill ([1]), poste qui commande l'endroit où une armée pourrait opérer un débarquement. Mais au bout de quelques jours, la flotte appareilla, et l'armée américaine se rendit par divisions, dans la province de New-York.

L'évacuation de Boston causa la plus vive satisfaction dans toutes les colonies-unies. Le congrès décréta qu'il serait fait, en leur nom et au sien, des remercimens à son excellence, le général Washington, ainsi qu'aux officiers et aux soldats qui étaient sous ses ordres. Il arrêta, de plus, que pour conserver le souvenir du grand événement qui venait d'arriver, il serait frappé une médaille qu'on présenterait au général en chef, et qu'enfin un comité de trois membres serait chargé de composer une devise pour cette médaille, et une lettre où serait consignée l'expression de la reconnaissance, qu'avaient inspirée généralement la haute sagesse des chefs et la valeur des soldats.

[1] Colline du fort.

Un grand nombre de loyalistes, c'est-à-dire de ceux qui soutenaient l'autorité du roi, se retirèrent avec l'armée britannique, à Halifax, dans la nouvelle Ecosse. On trouva dans la ville de Boston, qui fut bien moins endommagée qu'on ne le craignait, plusieurs pièces de grosse artillerie, que l'ennemi avait mises hors d'état de servir, et des munitions, dont la valeur était peu considérable.

CHAPITRE V.

Les américains font une invasion dans le Canada. — Siége du fort Saint-Jean. — Prise du fort Chambley. — Défaite de Carleton à Longuid. — Capitulation de Saint-Jean. — Reddition de Montréal. — Arnold pénètre dans le Canada, par la rivière de Kennebec. — Cet officier arrive sous les murs de Quebec. — Il se retire à la pointe aux Trembles. — Montgomery met le siége devant Quebec. — Mort de cet officier. — Blocus de Quebec. — Le général Thomas prend le commandement de l'armée américaine. — Levée du blocus de Quebec. — Le commandement de l'armée passe au général Sullivan. — Bataille livrée près de la ville des Trois-Rivières. — Evacuation du Canada.

LE plus grand mécontentement régnait dans le Canada. L'acte de Quebec et d'autres mesures prises par le ministère avaient donné beaucoup d'inquiétude aux colons anglais, sans attacher au gouvernement britannique les habitans français d'origine, ni les indiens. Comme on s'était persuadé que cette province n'était menacée par aucun ennemi, on l'avait laissée presque sans défense ; et la plupart des troupes réglées, qui se trouvaient sur le continent de l'Amérique septentrio-

nale, avaient été envoyées à Boston. On savait que la ville de Quebec renfermait une grande quantité de munitions de guerre ; et l'on n'ignorait pas qu'on employait les plus grands efforts, pour engager les canadiens et les indiens à faire une invasion sur le territoire des colonies-unies. Ces peuples s'y étaient refusés jusque-là; mais il y avait lieu de craindre qu'ils ne cédassent à la fin, si le ministère les faisait soutenir par des troupes réglées. On jugeait que la possession du Canada serait très-importante, soit pour l'un, soit pour l'autre parti, et que pour jouir des avantages qu'elle devait procurer, il suffirait de jeter dans ce pays assez de forces pour en protéger les habitans. La facilité avec laquelle on s'était emparé de Tyconderoga et du fort situé sur la pointe de la Couronne, qui commandaient les lacs George et Champlain, inspira au congrès le dessein extrêmement hardi de faire attaquer lui-même la province, du côté de laquelle il craignait une invasion. Dès le mois de juin 1775, il autorisa le major-général Schuyler à se rendre à Tyconderoga, et à concerter les mesures propres à mettre en état de défense ce fort et celui de la pointe de la Couronne. Ce général devait en outre, si la chose était possible et ne mécontentait

pas les canadiens, s'emparer de Saint-Jean et de Montréal, et prendre dans le Canada, toutes les mesures qui pourraient assurer la tranquillité des frontières septentrionales des colonies-unies.

Près de trois mille hommes qui devaient être levés dans la Nouvelle Angleterre et dans la province de New-York, et qui devaient avoir pour principaux officiers, le major-général Schuyler, et les brigadiers Wooster et Montgomery, furent destinés à cette expédition. On fit construire à Tyconderoga et sur la pointe de la Couronne, des bateaux pour transporter les troupes par le lac Champlain, dans le voisinage du Canada; mais comme les renseignemens qu'avaient eus le congrès n'étaient pas suffisans pour qu'il prît une résolution positive, il se reposa de tout ce qu'il conviendrait de faire, sur la sagesse du général Schuyler, dont il connaissait le zèle et les talens. Cette même assemblée fit de grands efforts pour faciliter l'expédition. Elle affecta à l'entretien de l'armée du Canada, une somme de cinquante mille dollars, en espèces sonnantes; et la convention de New-York fut invitée à presser la levée des troupes qui devaient former son contingent.

Schuyler qui était à New-York lorsqu'on

le chargea de diriger l'expédition contre le Canada, s'empressa de se rendre à Tyconderoga pour y faire tous les préparatifs qu'elle exigeait. Les troupes postées dans les environs de cette place, appartenaient à différentes colonies, et étaient commandées par des chefs indépendans les uns des autres. Elles étaient toutes dans le plus grand désordre. Les munitions avaient été dilapidées ou prodiguées, il n'y avait aucune discipline ; et si l'ennemi avait été en état de tenter une surprise, Tyconderoga et le fort de la pointe de la Couronne eussent été repris avec autant de facilité qu'on les avait pris. Schuyler, à son arrivée, qui eut lieu vers le 15 du mois de juillet, s'occupa de faire construire des bateaux pour le transport des troupes. Cette opération fut longue et pénible ; car il fallut couper dans les forêts le bois dont on eut besoin. Avant que tout fût prêt, on apprit qu'un assez grand vaisseau devait être lancé à Saint-Jean, sur la rivière de Sorel, et entrer ensuite dans les lacs. Schuyler se trouvant alors à Albany, où il tenait un conseil avec les indiens, dont on soupçonnait à juste titre les intentions, Montgomery qui était à la pointe de la Couronne, lui fit parvenir l'avis, et en reçut l'ordre de s'embarquer sur-le-champ avec

toutes les troupes qu'il pourrait emmener. Le major général lui-même, ayant donné pour rendez-vous au renfort qu'il attendait, l'île aux Noix, qui est située à l'extrémité septentrionale du lac Champlain, et à 12 milles de Saint-Jean, suivit Montgomery, et le rejoignit avant qu'il eût atteint à cette île.

On fit circuler sur-le-champ parmi les canadiens, des lettres où on les exhortait à s'armer et à défendre leur liberté, et dans lesquelles on les assurait que les américains venaient comme des protecteurs et des amis. Dans la persuasion que ce mouvement servirait à les encourager, on résolut de s'avancer sur-le-champ contre le fort Saint-Jean. En conséquence, mille hommes entièrement dépourvus d'artillerie, s'embarquèrent le 6 octobre sur la rivière de Sorel. Ayant pris terre à une demi-lieue de la place, et s'étant mis en marche pour la reconnaître, ils furent promptement assaillis par un petit corps d'indiens, qu'ils dispersèrent; puis ils tracèrent un camp qu'ils retranchèrent, et dans lequel ils passèrent la nuit. Comme ils y reçurent l'avis que le fort Saint-Jean était défendu par une assez nombreuse garnison, ils prirent le parti de retourner à l'île aux Noix, pour y attendre le reste des troupes et l'artillerie,

et se rendre maîtres de l'entrée des lacs.

M. Livingston[1], qui possédait une habitation sur la rivière de Chambley, et était fort zélé pour la cause des américains, qu'il avait efficacement servie, demanda si instamment qu'on envoyât un détachement de l'armée pour couper la communication de Saint-Jean et de la ville de la Prairie, qu'on satisfit à sa demande. Mais les soldats furent, ainsi qu'il arrive souvent à de nouvelles levées, saisis d'une terreur panique; et ils revinrent avec précipitation au camp. M. Livingston, qui avait compté sur leur secours, et avait rassemblé environ trois cents canadiens, craignit vivement alors que toutes les forces de l'ennemi ne vinssent l'attaquer. Schuyler étant retenu au lit par une dangereuse maladie, le commandement avait passé à Montgomery, qui espéra que ses troupes, honteuses de leur conduite, chercheraient à rétablir leur réputation; et en conséquence il les fit embarquer de nouveau. Comme l'artillerie et les renforts étaient arrivés, il se trouva à la tête de près de deux mille hommes, et fut investir le fort Saint-Jean. La place etait défendue par cinq

[1] Un américain m'a assuré que ce n'était pas la même personne.

ou six cents hommes de troupes réglées et par deux cents canadiens; et elle était bien pourvue d'artillerie et de munitions de guerre. L'armée d'invasion, ainsi que les autres armées des colonies-unies, manquait presque entièrement de poudre, et en conséquence le siége traîna en longueur; mais elle en reçut enfin. Le fort Chambley avait été laissé sans défense, parce qu'on le croyait suffisamment à couvert par le fort Saint-Jean. Un détachement composé d'environ cinquante hommes des colonies-uuies et de trois cents canadiens, les premiers sous les ordres du major Brown, et les autres sous ceux du major Livingston, l'avait attaqué à l'improviste, et s'en était rendu maître. La garnison avait été faite prisonnière de guerre, et l'on s'était emparé de quelques pièces de canon; mais la prise la plus importante avait été celle de cent vingt barrils de poudre, qui permit au général américain de pousser vivement ses approches.

Cependant la garnison de Saint-Jean se défendait avec courage; et même pendant quelque tems, elle se flatta de l'espoir d'être secourue. Le colonel Maclean, ancien officier, avait levé, sous le titre de Royal-Emi-

grant, un régiment de montagnards écossais, qui avaient passé depuis peu en Amérique, et à qui les troubles n'avaient pas permis d'obtenir des terres. Maclean était posté avec ce corps et deux ou trois cents canadiens, à l'embouchure de la rivière de Sorel, dans le fleuve Saint-Laurent. Le général Carleton, gouverneur du Canada, se trouvait alors à Montréal, où il avait eu peine à rassembler mille hommes, la plupart desquels appartenaient à la milice du pays. Il espérait opérer sa jonction avec Maclean, et marcher ensuite avec toutes ses forces réunies, contre Montgomery, pour essayer de lui faire lever le siége de Saint-Jean; mais il rencontra sur sa route à Longue-Ile, un détachement de troupes américaines, commandé par le colonel Warner, et il fut complètement défait. Un autre parti ayant attaqué Maclean, cet officier se vit abandonné de ses canadiens, qui se retirèrent précipitamment à Quebec, lorsqu'ils eurent appris que le gouverneur avait été battu, et qu'Arnold s'avançait vers la pointe Levi. Les américains occupèrent le poste que Maclean fut forcé de quitter, et construisirent plusieurs radeaux et des batteries flottantes, pour empêcher Carleton et les vaisseaux mouillés dans le port de Montréal,

de s'échapper en suivant le cours du fleuve Saint-Laurent.

Quoique Montgomery fût dans son camp, le seul qui eût quelque expérience dans l'art de la guerre, les officiers de son état-major contrariaient continuellement ses desseins. Cependant il avait poussé ses approches à très-peu de distance du fort Saint-Jean, lorsqu'il apprit la victoire que les américains avaient remportée à Longue-Ile. Il fit remettre sur-le-champ au major Prescot, qui commandait dans la place, une lettre par laquelle il l'invitait à se rendre, et à prévenir une effusion de sang qui ne pourrait être d'aucune utilité. Prescot essaya vainement d'obtenir un delai; mais tout espoir de secours s'étant évanoui, il capitula; et en considération de la belle défense qu'elle avait faite, la garnison sortit avec tous les honneurs de la guerre.

Ce premier succès fut à peine obtenu, que les inconvéniens qui résultaient des engagemens contractés pour un espace de tems trop court, commencèrent à se faire sentir. L'époque du congé des soldats qui servaient sous les ordres de Montgomery approchait, et l'on eut beaucoup de peine à leur persuader de ne pas se retirer. Pour les engager à marcher contre Montréal, le commandant fut obligé de

promettre solemnellement que tous ceux qui le désireraient, pourraient retourner dans leurs foyers, lorsqu'il se serait rendu maître de cette ville. Après cet arrangement, il se mit en marche; et ses batteries flottantes, qui remontèrent le fleuve Saint-Laurent sous les ordres du colonel Easton, non-seulement empêchèrent les vaisseaux ennemis de descendre jusqu'au port de Québec, mais leur firent prendre des mouillages plus reculés que ceux qu'ils occupaient auparavant.

Montréal n'était pas en état de faire résistance. Montgomery, après avoir assuré aux habitans l'exercice de leur culte, et leur avoir accordé le privilège de se gouverner eux-mêmes, prit possession de la ville; et le gouverneur Carleton se retira sur sa flottille. Tandis que l'on disposait les batteries flottantes des américains à attaquer, avec le secours de quelques bateaux sur lesquels on avait placé des pièces de campagne, les vaisseaux des anglais, Carleton entra dans une barque, dont les rames étaient enveloppées d'étoffe; et à la faveur d'une nuit obscure, il gagna Quebec. La flottille qui ne pouvait se défendre, se rendit peu de tems après la retraite du gouverneur. Montgomery fit promptement ses préparatifs pour marcher contre la capitale du

Canada, avec le peu de troupes qui voudraient l'accompagner. La plupart de ses soldats, lorsqu'ils avaient été arrivés à Montréal, l'avaient pressé de remplir sa promesse. Il avait offert à ceux qui voudraient servir jusqu'au 15 avril seulement, un habillement complet, tiré des magasins trouvés dans la place; mais il n'avait pu en retenir qu'un petit nombre. Il fallait laisser des garnisons à Montréal, à Saint-Jean et à Chambley, conserver la communication entre Quebec et les colonies-unies, assurer la soumission des canadiens, intimider les indiens, et tenir en échec les garnisons des villes de Détroit et de Niagara. Quelque peu nombreux que fussent les détachemens que fit Montgomery pour ces divers objets, son corps principal fut tellement affaibli qu'il ne lui resta que trois cents hommes pour marcher contre Quebec.

Le général Washington qui avait prévu que toutes les forces du Canada seraient concentrées dans les environs de Montréal, avait formé le projet de faire partir de son camp, un détachement qui suivrait la route de la rivière de Kennebec, et traverserait le désert sauvage qu'on trouve entre les parties habitées de la province de Main et le fleuve Saint-Laurent. Ce corps devait pénétrer dans

le Canada, à-peu-près à quatre-vingt-dix milles au-dessus de Montréal. En faisant exécuter cette entreprise difficile, Washington se proposait de contraindre Carleton, dont les forces ne pouvaient se diviser, à retirer ses troupes de la partie supérieure du pays, et par conséquent, à laisser un libre passage à l'armée qui devait descendre la rivière de Sorel. Le général américain jugeait aussi que, dans le cas où le gouverneur du Canada voudrait conserver sa position, la ville de Quebec que l'on savait être hors d'état de résister alors, se verrait forcée d'ouvrir ses portes aux troupes qui se présenteraient sous ses murs.

Le commandement de l'expédition fut confié au colonel Arnold, sous les ordres de qui l'on mit environ mille hommes d'infanterie, tirés des provinces de la Nouvelle Angleterre, une compagnie d'artillerie, trois compagnies de chasseurs et quelques volontaires.[1] Mais malgré les efforts du général en chef, ce corps ne put se mettre en marche que vers le milieu du mois de septembre. Comme le succès dépendait en grande partie des dispositions des habitans, les instructions d'Arnold

[1] Le colonel Burr, qui fut ensuite vice-président des États-Unis, se trouvait parmi ces volontaires.

lui recommandaient de mettre tous ses soins à cultiver l'amitié des canadiens ; elles lui enjoignaient même de rétrograder, si l'invasion de leur pays les irritait au point de leur faire prendre les armes contre les colonies-unies. Arnold devait aussi établir le plus promptement qu'il serait possible, une communication avec l'armée chargée d'agir dans la partie supérieure du Canada ; et l'on espérait qu'il pourrait le faire avec le secours des indiens qui vivent sur les bords de la rivière de Saint-François. Enfin, on lui remit environ mille livres sterling, pour acquitter ses dépenses extraordinaires, et on le chargea de faire distribuer un grand nombre de manifestes dans toute la province. [1]

L'espoir que l'on avait fondé sur les dispositions des canadiens ne fut pas déçu. Ils rendirent des services essentiels aux américains,

[1] Arnold fut autorisé à faire punir d'une manière exemplaire, quiconque se serait permis d'insulter ou de piller les canadiens et les indiens. Il devait sur-tout veiller à ce que le respect dû à la religion des habitans du pays ne reçût aucune atteinte. « Tandis que nous « combattons pour notre liberté, » ajoutait Washington dans les instructions qu'il remit à cet officier, » il « nous siérait mal de gêner la conscience des autres ; « et nous devons nous rappeler sans cesse que c'est à « Dieu seul à juger les cœurs. »

et ils en facilitèrent la marche à travers leur province. Mais les difficultés qu'il fallut vaincre d'abord, furent plus fortes qu'on ne s'y était attendu : le désert n'avait jamais été parfaitement reconnu ; et il opposa de si grands obstacles, qu'il n'y avait que la persévérance et le courage d'Arnold et de ses compagnons, qui pussent les surmonter. La dernière division formant un tiers du détachement, retourna sur ses pas, depuis la rivière Morte, qui est une branche de la rivière de Kennebec. Le colonel Enos qui la commandait, fut traduit devant une cour martiale, qui, malgré l'indignation dont toute l'armée était animée contre lui, déclara que cet officier n'était point coupable, parce qu'il lui eût été absolument impossible de trouver sur sa route assez de vivres pour empêcher de mourir de faim ceux qu'il avait sous ses ordres.

Arnold, qui conduisait les deux premières divisions, mit trente-deux jours à traverser une contrée sauvage, où il n'aperçut aucun indice d'habitation. Tantôt ses soldats étaient obligés de haler leurs bateaux pour leur faire traverser de rapides courans, tantôt ils étaient forcés de les placer sur leurs épaules, ainsi que leurs munitions, lorsque les cascades formées par les rivières interrompaient

la navigation. Fréquemment il leur fallait, pour transporter leurs bagages, passer et repasser de profonds marécages et d'épaisses forêts, ou gravir des montagnes escarpées. Malgré l'inébranlable constance et les efforts de ses troupes, Arnold se vit tellement retardé dans sa marche, que quoiqu'il se fût cru certain d'entrer dans le Canada, vers le milieu du mois d'octobre, il n'arriva que le 3 novembre aux premiers des établissemens situés sur la rivière de la Chaudière, qui se jette dans le fleuve Saint-Laurent, à peu de distance de Quebec.

On avait partagé, sur le plateau qui sépare des eaux de ce fleuve celles dont se forme la rivière de Kennnebec, le faible reste des munitions de bouche entre toutes les compagnies, chacune desquelles avait eu ordre alors de s'avancer isolément et avec toute la promptitude possible, vers les parties habitées du pays. Celles qui marchaient les premières, étaient encore à trente milles de distance des misérables habitations qui composent la frontière du Canada, à l'instant où elles eurent fini de consommer tous leurs vivres. Arnold allait en avant pour chercher quelques alimens qui pussent appaiser la faim des soldats. Les troupes supportèrent leurs maux avec une admirable cons-

tance. Elles parvinrent enfin dans une contrée occupée par des créatures humaines. Après une marche si pénible, on ne leur donna pour se reposer, que le tems qu'il fallut pour réunir l'arrière-garde, qui était extrêmement dispersée. Dans cet intervalle, on publia l'adresse signée par le général Washington, et l'on ne négligea rien de ce qui pouvait persuader aux habitans que les américains étaient venus pour les protéger et non pour les mettre à contribution. La petite armée s'étant remise en marche, arriva le 9 du mois de novembre sur la pointe Levi, vis-à-vis de Quebec. Cette ville était presque sans garnison. La surprise des habitans fut sans égale à la vue des troupes américaines. Si Arnold avait pu passer à l'instant le fleuve Saint-Laurent, il est certain qu'il fût entré dans la place sans qu'on lui eût opposé la moindre résistance; mais un vent très-fort, et le manque de bateaux, ne lui permirent pas d'effectuer ce passage.

Le commandant avait envoyé ses dépêches au général Schuyler par un indien qui les livra de lui-même ou qui fut arrêté par l'ennemi. A ce moyen, le colonel Maclean, qui était alors à l'embouchure de la rivière de Sorel, fut instruit de la marche des américains. Vivement inquiet sur le sort de la capitale de la pro-

vince, cet habile officier résolut de se jeter dans la place et de la défendre. Plusieurs nuits de suite, le vent souffla avec tant de violence, qu'il eût été extrêmement dangereux de passer le fleuve dans les canots qu'avaient fournis les habitans; et ce n'était qu'à la faveur de l'obscurité que les américains pouvaient espérer de s'avancer en sûreté vers la rive opposée, la frégate le Lizard étant à l'ancre sous les murs de la ville, et trois autres vaisseaux de guerre d'une moindre grandeur ayant été placés de manière à défendre les parties voisines de l'anse de Wolfe. Des chaloupes armées louvoyaient autour de ces vaisseaux; et d'après tous ces obstacles, le passage du fleuve devenait une opération très-hasardeuse, même en l'exécutant de nuit. Tandis que les américains se trouvaient retenus de la sorte, Maclean entrait dans Quebec avec le corps qu'il commandait.

Le vent mollit à la fin; et Arnold laissant derrière lui environ cent cinquante hommes pour construire des échelles, résolut de tenter le passage. Ayant évité les vaisseaux armés et suivi un courant très-fort, il parvint, non sans peine et sans danger, à prendre terre pendant la nuit à-peu près à un mille et demi du point que le général Wolfe (en 1759) a rendu si

célèbre. Les falaises qui forment, à quelque distance de Quebec, la rive septentrionale du fleuve St.-Laurent, étant absolument impraticables en ce lieu, il marcha sur la grève jusqu'à l'anse de Wolfe; et escaladant ensuite avec ses intrépides compagnons, le précipice qui avait opposé tant d'obstscles au héros anglais, il rangea aussi sa petite troupe un peu après minuit, sur les hauteurs qui avoisinent les plaines d'Abraham.

Ce n'était encore que l'infanterie légère qui venait d'effectuer le passage. En attendant le reste du détachement, tous les officiers tinrent un conseil de guerre, pour délibérer sur les opérations ultérieures. Humphreys et Keith, lieutenans de la compagnie de Morgan, qui avaient été chargés d'aller reconnaître l'ennemi, rapportèrent qu'ils avaient vu les sentinelles à leurs postes, et que celles-ci avaient crié à leur approche. Ni ce rapport, ni la rencontre d'une barque qui allait rejoindre la frégate, et sur laquelle les américains avaient fait feu tandis qu'ils marchaient le long de la grève, ni le peu de bayonnettes et de munitions de guerre qu'avaient ses soldats, ne purent empêcher Arnold de proposer dans le conseil de marcher sur-le-champ contre Quebec. Il espérait encore

surpendre la place, et en trouver les portes ouvertes. Son avis fut rejeté. Cependant on sut depuis que l'une des portes n'était pas fermée. Par une inconcevable négligence, l'équipage de la barque sur laquelle on avait tiré, n'avait fait son rapport au gouverneur que le lendemain matin; et l'on n'avait pas soupçonné que l'ennemi eût passé le fleuve.

Quoiqu'il ne pût plus se flatter de prendre Quebec par surprise, Arnold ne renonça pas facilement à l'espoir de se rendre maître de cette place importante. Ses forces n'étaient pas supérieures à celles de l'ennemi, il n'avait pas une seule pièce de grosse artillerie, il manquait de beaucoup d'objets indispensables pour pousser les opérations d'un siége; mais il comptait sur la défection des troupes qui composaient la garnison. En conséquence, il se montra pendant quelques jours sur les hauteurs près desquelles la ville est située, et la fit sommer deux fois de se rendre. Mais la présence de Maclean qui s'occupa sans relâche à prendre toutes les précautions imaginables pour la défense de la place, prévint un événement que la crainte faisait désirer aux habitans. Jugeant qu'il serait dangereux d'établir aucune sorte de communication avec les assiégeans, il fit tirer sur l'officier chargé

de faire la sommation. Les américains apprirent bientôt que l'alarme s'était dissipée. Les richesses renfermées dans la ville, firent à tel point changer d'avis aux mécontens, qu'ils demandèrent à s'armer, ce qui leur fut accordé. On tira des vaisseaux les matelots, et on les chargea de servir les batteries. Par ces divers moyens, la garnison devint plus nombreuse que l'armée des américains.

Arnold qui, lorsqu'il eut réuni autour de lui tout son monde, n'eut pas plus de sept cents hommes sous ses ordres, ne pouvait hasarder une action. Dans sa marche à travers le désert, le tiers des fusils avait été mis hors d'état de servir, et l'humidité avait endommagé la poudre, au point qu'il n'en restait plus qu'une très-petite quantité. Dans cette position critique, il apprit qu'un corps de deux cents hommes qui s'étaient échappés de Montréal, descendait le fleuve, et que Maclean se proposait de faire une sortie à la tête de sa garnison. Il prit le parti de se retirer avec son détachement à la pointe aux Trembles, pour y attendre l'arrivée de Montgomery. Sur sa route, il vit le vaisseau à bord duquel était le général Carleton, qui avait pris terre sur cette même pointe, quelques heures avant que les américains y arrivassent.

Montgomery, après avoir donné des vêtemens à ses troupes, qui en avaient le plus grand besoin, après en avoir fait emballer aussi pour celles d'Arnold, et avoir envoyé divers détachemens dans le pays pour rendre plus intimes ses liaisons avec les canadiens, et pour obtenir des vivres, se mit en marche avec les trois cents hommes qui lui restaient. Il eut bientôt rejoint Arnold, et ensuite il s'approcha de Quebec; mais le gouverneur Carleton y était déja arrivé, et faisait tous les préparatifs nécessaires pour lui opposer une résistance opiniâtre. La garnison était alors composée de quinze cents hommes, au nombre desquels il s'en trouvait huit cents de milice, et quatre à cinq cents qui appartenaient à la marine. Montgomery ne portait toute sa force effective qu'à huit cents hommes. Fondant principalement ses espérances sur le prestige occasionné par ses victoires précédentes, et sur la crainte qu'il pouvait inspirer à la garnison, il écrivit au gouverneur une lettre où, après avoir exagéré ses ressources, il l'invitait à se rendre. La détermination de ne point communiquer avec les américains, subsistant toujours, on fit feu sur l'officier chargé de cette lettre. Cependant Montgomery trouva le moyen d'en faire

remettre une autre à Carleton, auquel il s'efforça d'inspirer des craintes, ainsi qu'aux habitans, en disant avec affectation que son armée victorieuse était extrêmement irritée de l'affront qu'elle venait d'essuyer, et que ce n'était qu'avec beaucoup de peine qu'il pouvait la contenir, qu'il connaissait la faiblesse de la garnison, et qu'il n'ignorait pas qu'il était impossible de défendre la place. Carleton avait pris sa résolution, et les lettres du général américain ne pouvaient l'altérer.

La position de Montgomery eût porté le désespoir dans l'ame d'un homme moins courageux, moins actif que lui. L'hiver était commencé ; et la rigueur du froid est telle au Canada, qu'aucune créature humaine ne pourrait la supporter en plein air sans de grandes précautions. Les troupes, sans discipline, n'étaient pas même habituées aux fatigues d'une campagne ordinaire, et l'engagement des soldats qui accompagnaient Arnold, était sur le point d'expirer. Aucun succès n'était probable avec le peu de forces qu'avait Montgomery : toutefois, se confiant en son courage et en ses propres talens, comptant sur la timidité de la garnison, et désirant soutenir sa réputation, cet officier résolut de mettre sur-le-champ le siége devant la ville de Que-

bec. En peu de jours il établit, à la distance d'environ trois cent cinquante toises des remparts, une batterie de six pièces de canon; mais celles-ci étaient de trop petit calibre pour faire brèche; et dans le fait, Montgomery ne voulait qu'amuser l'ennemi, et lui cacher son véritable dessein. Les souffrances de ses troupes étaient excessives, et il craignait que bientôt il leur fût absolument impossible de les supporter, et qu'une grande partie de ceux qu'il n'aurait plus le droit de retenir, ne l'abandonnassent. Il est probable aussi que des considérations qui lui étaient personnelles, influèrent sur le parti qu'il prit. Quoiqu'il eût embrassé vivement la cause des américains, il était fatigué de leur service. Elevé dans le métier des armes, à une école où la discipline et l'obéissance étaient enseignées et mises en pratique, il était révolté de la manière dont se conduisaient les troupes américaines. L'esprit d'insubordination semblait s'être totalement emparé d'elles. Non-seulement les contingens des différentes colonies, mais en quelques occasions, les régimens eux-mêmes se croyaient entièrement indépendans; et tous les corps s'imaginaient avoir le droit de juger des mesures qu'il convenait de prendre. Le général n'avait guère

d'autre autorité sur ses troupes que celle que pouvaient lui donner ses talens et la persuasion. L'avenir n'offrait pas à Montgomery une perspective plus flatteuse que le présent. Le principe du mal subsistait toujours, et les colonies-unies paraissaient déterminées à se reposer de leur défense sur des armées temporaires. Montgomery avait lutté jusqu'alors avec beaucoup de force et d'art contre les difficultés que lui opposait un pareil état de choses; mais on peut croire qu'il ne voulait pas exposer plus long-tems et sa réputation et sa vie aux caprices d'autrui. Avant de marcher contre Montréal, il avait annoncé la résolution qu'il avait prise de donner sa démission. Il est probable que le desir de couronner ses exploits par une action d'éclat, était au nombre des motifs qui le déterminèrent à faire un grand effort; et en conséquence, il résolut de tenter l'assaut. Il ne pouvait, avec les troupes qui composaient sa petite armée, avoir le plus faible espoir de succès que lorsqu'elles auraient approuvé son projet. Il fallut non-seulement consulter chaque officier sur un sujet si délicat, mais encore obtenir des soldats un consentement positif. La proposition fut d'abord très-froidement reçue par une partie du corps d'Arnold, qui était mécontente

de cet officier ; mais Morgan ayant rappelé aux soldats qui la composaient, les droits que donnent les lois de la guerre à ceux qui enlèvent de vive force une ville fortifiée, les fit changer d'avis ; et il fut résolu à l'unanimité de donner l'assaut.

Tandis que le général faisait ses dispositions, un déserteur apprit à la garnison le projet des américains. La fuite de cet homme porta Montgomery à changer son plan d'attaque, qui était de faire assaillir en même tems la ville haute et la ville basse. Il partagea son armée en quatre divisions. Deux de celles-ci, dont l'une était composée de canadiens sous les ordres du major Livingston, et l'autre d'un détachement de troupes américaines commandé par le major Brown, devaient distraire l'attention de la garnison par une attaque simulée du côté de la porte St.-Jean et du cap Diamant. Les deux autres divisions, conduites, la première par Montgomery, et la seconde par Arnold, étaient destinées à donner, par les deux points opposés, l'assaut à la ville basse. Montgomery savait bien qu'après s'être rendu maître de celle-ci, il aurait de grands obstacles à vaincre pour s'emparer de la ville haute à force ouverte ; mais il espérait que les habitans qui verraient alors leurs ma-

gasins au pouvoir des américains, contraindraient le gouverneur à capituler.

Le signal fut donné le 31 décembre, entre quatre et cinq heures du matin, et les différentes divisions se mirent en marche. La neige tombait à gros flocons. Le plan d'attaque avait été si bien concerté, que toute la partie de la ville située du côté du fleuve fut également menacée. Montgomery, qui était à la tête des troupes du New-York, suivit le rivage du cap Diamant. La première barrière à franchir de ce côté, était défendue par une batterie en avant de laquelle se trouvait un corps-de-garde fortifié. Ceux qui occupaient ce dernier poste firent feu en désordre, puis jetèrent leurs armes et prirent la fuite. Ils communiquèrent leur frayeur aux soldats à qui l'on avait confié la défense de la barrière; et pendant quelque tems la batterie fut entièrement abandonnée. Malheureusement les obstacles qu'opposait la nature du terrain, ne permirent pas à Montgomery de profiter de l'impression faite dans le premier moment. Le cap Diamant qu'il devait tourner, présente un précipice dont la base se trouvait tellement surchargée d'énormes glaçons, qu'il était très-difficile de passer. Les américains formèrent, jusqu'à ce qu'ils fussent arrivés au corps-de-garde, une

file serrée, le long du sentier étroit au-dessus duquel s'avançaient les saillies des rochers. Montgomery aida lui-même à renverser les palissades qui barraient le passage à ses troupes. Mais l'aspérité du sol fut cause que sa ligne se prolongea tellement, qu'il fut obligé d'ordonner de faire halte pendant quelques minutes. Ayant rassemblé environ deux cents hommes à la tête desquels il se mit, et qu'il encouragea de la voix et de l'exemple, il s'avança hardiment et avec une extrême vîtesse pour forcer la barrière. Quelques anglais qui étaient revenus à la batterie, firent partir un coup de canon lorsque le front de la ligne des américains ne fut plus qu'à la distance d'environ quarante pas. Ce coup étendit morts le général et les capitaines Macpherson et Cheesman, jeunes officiers de mérite qui étaient à côté de Montgomery.

La perte d'un chef qui avait et qui méritait toute leur confiance, découragea les troupes; et le colonel Campbell, à qui passa le commandement, mais qui était dépourvu de l'ardeur héroïque dont Montgomery était animé, ne tenta point de mettre à fin l'entreprise. Toute la division se retira précipitamment, et donna le tems à la garnison de se réunir contre les troupes commandées par Arnold. Celles-ci formant une file, s'avancèrent vers la première

barrière. Une compagnie d'artillerie, sous les ordres du capitaine Lamb, était en avant, et traînait une pièce de campagne. Venait ensuite le corps principal, sur le front duquel était la compagnie des chasseurs de Morgan. La barrière était défendue par une batterie de deux canons de douze. Les glaçons formés d'un côté par la rivière de Saint-Jean, et les ouvrages élevés de l'autre par l'ennemi, avaient tellement retréci le chemin, que ces deux pièces pouvaient foudroyer tout l'espace que couvraient les troupes, qui, à droite, étaient exposées au feu continuel de la mousqueterie des remparts et des palissades.

La division fut en avant avec la plus grande intrépidité. L'alarme fut donnée sur-le-champ à la garnison, qui fit, sur le flanc droit des américains, un feu dont l'effet ne fut pas très-meurtrier. Comme il s'approchait de la barrière, Arnold fut atteint d'une balle à la jambe et mis hors de combat. La compagnie de Morgan, ayant son capitaine à sa tête, s'avança rapidement vers la batterie ; et elle se trouvait presque à la bouche du canon, lorsqu'elle reçut une décharge à mitraille, qui cependant ne tua qu'un homme. Les américains répondirent par quelques coups de fusils dirigés vers les embrâsures, à l'une desquelles un soldat

anglais fut blessé à la tête. La barricade fut enlevée aussitôt à l'aide des échelles qu'on avait apportées, et l'ennemi abandonna la batterie sans en avoir tiré la seconde pièce. Le capitaine de la garde et le plus grand nombre de ses gens furent faits prisonniers, et les autres s'échappèrent.

Morgan rangea en ordre de bataille, dans la rue en face de laquelle était placée la barrière, sa compagnie et quelques hommes courageux venus des autres parties de la division, et il s'assura de la personne de plusieurs habitans; mais bientôt sa position devint des plus critiques. Il était sans guide, le plan des fortifications de la place lui était inconnu, la nuit était toujours très-obscure, et le corps principal de sa division se trouvait fort loin. En conséquence il ordonna de faire halte.

Il avait été impossible de faire jouer la pièce de canon placée en avant de la ligne; et le chemin était si étroit, qu'on avait eu la plus grande peine à passer. Lorsque les soldats qu'avait échauffés le mouvement se furent arrêtés, ils commencèrent à ressentir la rigueur du froid, qui était si vif qu'ils étaient tout couverts de glaçons; et leur activité se ralentit. L'incertitude où ils étaient sur le sort du reste de la division, l'obscurité de la nuit,

la force de l'ouragan, le feu de l'ennemi, et leur petit nombre les affectaient visiblement. Après une délibération de peu de durée, il fut résolu de leur faire conserver leur position, tandis que Morgan irait vers la première barrière pour amener les troupes qui devaient être de l'autre côté. Cet officier revint bientôt avec le lieutenant-colonel Green, et les majors Biggelow et Meiggs, qui conduisaient plusieurs pelotons. Au moyen de ce renfort, Morgan eut sous ses ordres environ deux cents hommes. À la pointe du jour, cette petite troupe fut de nouveau rangée en bataille; et tous ceux qui la composaient, prièrent leur chef de les mener vers la seconde barrière, qu'on savait n'être pas éloignée de plus de quarante pas, quoiqu'elle fût masquée par un angle de la rue. Ayant saisi quelques échelles, les soldats se mirent en marche au pas-de-charge. Au détour de l'angle, on aperçut le capitaine ou le lieutenant Anderson, qui sortait de la porte de la barrière avec un corps de troupes pour attaquer les américains, qu'il s'attendait à trouver dispersés et livrés au pillage. Morgan qui était le premier en avant, lui tira un coup de fusil qui le coucha roide mort. Le corps fut emporté surle-champ derrière la barricade, et l'on referma

la porte sur les assaillans, qui essuyèrent alors un feu terrible. On appuya bientôt les échelles contre la barrière, et pendant quelque tems on se battit avec acharnement. Quelques soldats des plus déterminés ayant monté plusieurs échelons, virent de l'autre côté de la barricade un double rang de soldats qui présentait une haie de bayonnettes. Exposés au feu le plus vif dans une rue étroite, la plupart des assaillans se jetèrent dans les maisons voisines, qui leur offrirent un abri contre les coups et contre l'ouragan. S'étant placés aux fenêtres, ils tirèrent quelques coups de fusil qui produisirent peu d'effet. Le découragement s'empara d'eux alors. L'état de leurs armes à feu en fut principalement la cause. Quoiqu'ils les eussent soigneusement enveloppées, l'humidité occasionnée par la neige en avait mis neuf sur dix hors d'état de servir. Bientôt Morgan ne se voit plus entouré que de quelques officiers et d'un petit nombre de soldats; et cependant il ne peut renoncer à son entreprise. D'une voix de tonnerre, il appelle ceux qui s'étaient réfugiés dans les maisons; mais il appelle en vain; ni reproches, ni prières ne peuvent en faire sortir un assez grand nombre pour forcer la barricade. Il ordonne au peu de braves rassemblés au-

tour de lui de se mettre aussi à couvert; et accompagné de Heth, son lieutenant, il retourne vers la première barrière, pour se concerter avec les officiers d'état-major. Il fut résolu de rétrograder par le chemin qu'on venait de suivre. Heth fut chargé de diriger la retraite. Elle devait se faire en petits détachemens et par files simples; mais le danger était si grand hors des maisons voisines de la seconde barrière, que cet officier ne put engager les soldats à s'exposer de nouveau. Dans cette conjoncture, environ deux cents anglais précédés de quelques pièces de campagne, firent une sortie par la porte du palais du gouverneur. Le capitaine Dearborne, posté près de cette porte avec sa compagnie qui formait l'arrière-garde, s'étant rendu, toute la division fut enveloppée. Les officiers présens tinrent un conseil de guerre sur-le-champ; et Morgan leur fit la proposition de réunir le plus d'hommes déterminés qu'il se pourrait, et de s'ouvrir un chemin de vive force. Cet avis fut rejeté par la plupart des membres, qui pensèrent que si Montgomery, dont ils ignoraient encore le sort, avait pu pénétrer dans la ville du côté opposé, leur coopération lui serait extrêmement utile. Il fut donc arrêté que la division conserverait

quelque tems sa position ; mais les forces de l'ennemi s'accroissant toujours, elle reconnut que bientôt elle ne serait plus maîtresse de ses mouvemens ; et sur les dix heures du matin, tous ceux qui la composaient furent faits prisonniers de guerre.

Dans cette tentative extrêmement hardie, la perte fut loin d'être égale de part et d'autre. Le général Carleton déclara, dans sa lettre au général Howe, qu'il n'y avait eu de morts ou de blessés du côté des anglais, qu'un lieutenant et dix-sept soldats. Les américains eurent soixante hommes, dont les uns furent tués et les autres blessés ; mais on leur fit environ trois cents quarante prisonniers. Comme ce fut à la seconde barrière que l'action se soutint le plus vivement, ce fut aussi là que le nombre des blessés et des morts fut le plus considérable. Il fut moindre cependant qu'il ne l'eût été, sans l'abri que les maisons procurèrent à une grande partie des troupes, qui tirèrent ensuite sur les fenêtres de celles où une partie de la garnison était postée, ce qui diminua le danger qu'il y avait à demeurer à découvert dans la rue. Hendricks, capitaine des chasseurs de la Pensylvanie ; Humphries, lieutenant de la compagnie de Morgan ; Cooper, lieutenant de la compagnie du Con-

necticut, furent au nombre des morts. Dans celui des blessés, se trouvèrent les capitaines Lamb et Hubbard, et les lieutenans Steele et Tisdale. A la seconde barrière, il n'y eut pas un seul officier qui ne reçût quelque balle dans ses habits, ou qui n'eût le visage brûlé par la poudre. Lorsque l'on songe aux dangers auxquels furent exposés ceux qui composaient la division d'Arnold, on est étonné qu'il en ait échappé un seul.

Mais la perte qui contribua le plus à renverser les espérances des troupes américaines dans le Canada, fut celle de leur général.

Richard Montgomery, qui termina sous les murs de Quebec une carrière courte, mais brillante [1], était né en Irlande, et avait servi avec distinction dans la guerre précédente. Après la paix, il s'établit et se maria dans la province de New-York; et il embrassa avec ardeur la cause des colonies contre la métropole. On le considérait comme un excellent officier en Amérique. En examinant ses opérations dans le Canada, on croit pouvoir assurer qu'il possédait les qualités d'un bon partisan; et si l'on peut, d'après les mouvemens qu'il fit faire à sa petite armée, juger

[1] Il n'était âgé que de trente-huit ans.
(*Note du traducteur*).

de la manière dont il en eût conduit une considérable, on doit reconnaître qu'il avait tous les talens d'un habile général. A la tête d'un corps de troupes qu'on pouvait ne considérer que comme un simple détachement, d'un corps composé de parties hétérogènes, d'un corps sans discipline, et qui supportait impatiemment d'être commandé par un homme qu'il considérait comme un étranger, d'un corps enfin qui ne servait plus qu'à regret, Montgomery surmonta les plus grandes difficultés, et ne cessa d'obtenir des succès que le jour où il perdit la vie. En deux mois de tems, il se rendit maître de toute cette partie du Canada qui s'étend depuis les lacs jusqu'à la ville de Quebec; et comme s'il voulait aussi triompher du climat, il mit au cœur de l'hiver le siége devant cette importante forteresse. Il concerta parfaitement toutes ses mesures, et il les exécuta toujours avec le courage le plus héroïque et la plus étonnante activité. S'il paraît avoir hasardé beaucoup, et exposé ses troupes à des fatigues presque au-dessus des forces humaines, sa position lui en faisait la loi. Il fallait assiéger Quebec pendant l'hiver, ou renoncer au grand objet de l'expédition. Il était hors de doute que lorsque la navigation serait libre, il arriverait d'Angleterre des

renforts qui ne permettraient plus aux américains de songer même à réduire la place avec les plus grandes forces qu'il leur serait possible de rassembler. L'état de l'armée de Montgomery, qui était prête à se débander, concourait avec l'extrême rigueur du froid, à lui interdire toute approche régulière. Ses canons étaient d'un trop petit calibre pour faire brèche ; et l'on ne pouvait espérer de prendre la place par famine. Le projet de l'enlever d'assaut n'était pas si téméraire qu'on pourrait le supposer. Montgomery comptait avec raison sur les craintes de la garnison et sur l'immense étendue des ouvrages; et s'il n'avait pas péri au commencement de l'action, il est à croire qu'il eût réussi. Les progrès que fit la division d'Arnold, viennent à l'appui de cette opinion ; et d'habiles officiers de cette division, qui, tandis qu'ils étaient prisonniers à Quebec, prirent des informations sur l'attaque de cette ville par les américains, ont assuré que, lorsque le général succomba, la barrière était abandonnée, et que le coup de canon qui fit périr Montgomery, ne fut tiré que par un seul soldat d'artillerie, qui prit la fuite immédiatement après avoir mis le feu à la mèche.

Le congrès ordonna qu'il serait élevé un

monument, dont l'inscription rappellerait aux générations futures, les exploits de Montgomery, et annoncerait la vénération des colonies-unies pour la mémoire de cet officier [1].

L'armée américaine, qui était hors d'état de continuer le siége, fut d'abord extrêmement effrayée. Environ cent hommes se réfugièrent à Montréal, et Arnold eut beaucoup de peine à retenir les autres. Ceux-ci levèrent le camp, et se retirèrent à environ trois milles de la place. Là, quoiqu'inférieurs en nombre à la garnison, ils tinrent Quebec bloqué; et dans le cours de l'hiver, cette ville eut infiniment à souffrir du manque de vivres. En faisant ainsi bonne contenance, ils conservèrent la confiance des canadiens, ce qui différa de quelque tems la ruine entière de leurs affaires.

Le gouverneur Carleton, qui se fit beaucoup d'honneur par le courage avec lequel il défendit Quebec, et qui ne voulait que gagner du tems, ne crut pas devoir hasarder une attaque avec une garnison à laquelle il ne pouvait se fier; et les américains ne furent inquiétés que par de petits partis qui rentraient

[1] Ce monument a été construit par un sculpteur français, et est appuyé contre le portail de l'église de Saint-Paul de New-York. (*Note du traducteur.*)

dans la place lorsqu'ils étaient poursuivis. Arnold, quoique grièvement blessé, conservait tout son courage et toute son activité. Il en avait besoin; car, par l'abandon de ceux qui avaient achevé le tems de leur service, il n'eut bientôt plus qu'environ cinq cents hommes sous ses ordres, et les canadiens cessèrent de lui fournir des secours.

Le congrès qui s'était flatté d'annexer le Canada aux colonies-unies, avait autorisé le général Schuyler à lever un régiment dans cette province. Lorsque cette assemblée eut appris combien Montgomery avait de peine à retenir ses soldats autour de ses drapeaux, elle chargea trois de ses membres d'aller concerter avec Schuyler les moyens de renforcer l'armée du Canada, et offrit à ceux qui voudraient renouveler leur engagement, deux mois de solde, qui leur seraient payés lorsqu'on se serait emparé de St.-Jean et de Montréal. Malheureusement le remède ne fut pas appliqué à tems; et le mal s'accrut au point qu'une grande partie des soldats qui composaient les garnisons de Tycondéroga et du fort George, n'attendirent point, pour abandonner ces deux postes, qu'on eût recruté les hommes qui devaient les remplacer.

On avait résolu de tenir sur pied, dans le

Canada, pour la prochaine campagne, neuf bataillons, y compris celui qui devait être levé dans cette province; et le général Schuyler avait reçu ordre de faire construire des bateaux à Tycondéroga, pour le transport des troupes. On lui avait aussi recommandé de faire reconnaître, au-dessus et au-dessous de Quebec, les rives du fleuve St.-Laurent, afin de déterminer les points où il conviendrait de placer des barques armées, ou d'élever quelques fortifications, pour empêcher l'ennemi de pénétrer dans le pays. Enfin, on avait ordonné à deux bataillons, dont l'un appartenait à la Pensylvanie et l'autre au New-Jersey, de se rendre à Albany sur-le-champ.

Tandis que le congrès prenait toutes ces mesures, il reçut l'affligeante nouvelle de ce qui s'était passé, le 31 décembre, sous les murs de Quebec; et il sentit la nécessité de faire de grands efforts. En conséquence, il fut résolu d'envoyer, avec toute la promptitude possible, des renforts dans le Canada. Des messagers furent porter aux bataillons de la Pensylvanie et du New-Jersey, l'ordre de se mettre en marche; et le comité de sûreté, formé dans la première de ces provinces, fut requis de demander aux habitans de Philadel-

phie, des couvertures en nombre suffisant, pour aider aux soldats à supporter la rigueur du froid. On invita les gouvernemens des différentes colonies à hâter la levée des troupes, décrétée quelques jours auparavant. On fixa à quatre dollars le prix de l'engagement simple, et à six dollars et deux tiers, celui de l'engagement de quiconque se fournirait d'armes. Les conventions respectives furent requises de rassembler, pour les besoins de l'armée du Canada, autant d'espèces sonnantes qu'elles le pourraient. Enfin, les mesures concertées pour renforcer cette armée, furent accélérées par l'effet de celles que le commandant en chef avaient prises d'avance [1].

Le commandement des troupes américaines dans le Canada, fut jugé trop important pour être confié, soit au colonel Arnold, alors devenu brigadier général, soit au général Wooster ; et la santé de Schuyler ne lui permettait pas de se rendre à Quebec. Le général

[1] Lorsque la nouvelle de la mort de Montgomery fut parvenue au camp devant Boston, le général Washington, quoiqu'il évitât soigneusement toute usurpation de pouvoir, requit, sans attendre les ordres du congrès, tous les gouvernemens de la Nouvelle Angleterre, de lever des régimens pour renforcer l'armée du Canada. Cette mesure fut approuvée.

Lee, officier qui jouissait d'une grande réputation, fut désigné pour succéder à Montgomery. On requit le gouvernement du New-York de lui fournir, s'il le pouvait, douze pièces de canon, et un ou plusieurs mortiers, ainsi que des boulets, des bombes, et divers instrumens nécessaires pour un siége. Mais avant que Lee eût pu prendre le commandement de l'armée du Canada, le point opposé fut menacé si vivement par l'ennemi, que la destination de cet officier fut changée, et qu'au lieu de se porter au nord il se porta au sud. Le brigadier général Thomas, qui avait acquis beaucoup de réputation en commandant à Roxbury, et avait été, depuis peu de tems, créé major général, remplaça Lee.

Le congrès qui désirait de faire naître, au Canada, les sentimens qui régnaient dans toutes les provinces confédérées, revêtit de pleins pouvoirs, trois de ses membres, qui étaient MM. Franklin, Chase et Carroll. Ces commissaires eurent l'ordre spécial d'établir la liberté de la presse dans le pays conquis, et de déclarer aux canadiens qu'ils pourraient adopter la forme du gouvernement qu'ils jugeraient la plus convenable, qu'ils exerceraient librement leur culte, et qu'ils seraient considérés comme des frères par les habitans des autres

colonies. Ils furent chargés en outre d'examiner la conduite qu'avaient tenue les officiers et les soldats à l'égard des peuples du Canada; et l'on résolut d'indemniser ceux-ci des pertes qu'ils auraient souffertes en prenant le parti des américains.

Cependant Arnold, malgré toutes les difficultés de sa position, continuait le blocus de Quebec. L'éloignement des lieux, la difficulté d'équiper entièrement les différens corps, et l'extrême rigueur du froid, ne permirent d'arriver à propos, qu'à de faibles détachemens. Depuis le premier du mois de janvier jusqu'au premier du mois de mars, Arnold n'eut jamais plus de sept cents hommes sous ses ordres, et souvent même il n'en réunit pas cinq cents. Lorsque les nouvelles levées l'eurent rejoint, il se vit à la tête de dix-sept cents hommes; mais dans ce nombre il y avait beaucoup de malades. La petite vérole s'était déclarée dans le camp; et un grand nombre de soldats s'étant fait inoculer en secret, il ne fut pas possible d'arrêter les ravages de cette maladie.

Pour que le blocus de Quebec pût produire quelque effet, Arnold fut obligé d'étendre, sur une circonférence de vingt-six milles, sa petite armée qui occupait l'île d'Orléans et les

deux rives du fleuve St.-Laurent. Quatorze cents hommes devaient être maîtres de se retirer au 15 du mois d'avril, et il n'y avait aucun espoir de les retenir plus long-tems. Dans une pareille position, il était impossible de maintenir une exacte discipline. Il se commettait beaucoup de délits, on prodiguait les munitions ; et malgré les recommandations du congrès, que rappelaient sans cesse et Washington et Schuyler, on maltraita souvent les canadiens. Il paraît même qu'Arnold se croyait en pays ennemi, et qu'il ne mit pas à réprimer les désordres, cette vigueur qu'il montrait toujours sur le champ de bataille.

Le congrès n'étant point parvenu, quelques efforts qu'il eût faits, à rassembler assez d'argent pour une expédition si coûteuse, et les troupes consommant plus de vivres que ne pouvait leur en faire passer Schuyler, Arnold fit une proclamation, par laquelle il donna cours de monnaie au papier. Il promit en même-tems de racheter, dans l'espace de quatre mois, tous les effets qu'il aurait livrés en paiement, et déclara qu'on regarderait comme ennemi, quiconque aurait refusé de les recevoir. On peut juger qu'un très-petit nombre d'habitans se soucièrent d'échanger

leurs denrées et leurs peines contre une pareille monnaie. Cette mesure aliéna considérablement le cœur des canadiens, qui étaient aussi très-mécontens du peu de forces avec lesquelles les américains étaient entrés dans le pays. En outre, les prêtres, qui avaient beaucoup de crédit sur le peuple, et n'avaient jamais extrêmement favorisé la cause des colonies-unies, en étaient devenus, presque tous, les ennemis déclarés, parce qu'après la mort de Montgomery on les avait négligés.

Le général Carleton, qui avait aussi contribué à la révolution opérée dans l'esprit des canadiens, se flattait de faire lever le siége de Quebec, sans autre secours que le leur. Il détacha de la garnison environ soixante hommes, qui débarquèrent sur la rive méridionale du fleuve St.-Laurent, à douze lieues au-dessous de la ville, et furent joints par environ deux cent cinquante canadiens, sous les ordres de M. de Beaujeu. Ce corps se saisit d'un convoi destiné aux américains; et il s'accroissait considérablement, lorsque tout-à-coup il se vit attaqué par un détachement d'environ quatre-vingts hommes, envoyé par Arnold, et commandé par le major Dubois. La garde avancée ayant été surprise, l'ennemi eut sept hommes de tués, et on lui

fit trente-huit prisonniers. Les canadiens se dispersèrent après cet échec.

L'époque à laquelle devaient infailliblement arriver les renforts qu'on attendait d'Angleterre n'étant pas éloignée, les américains crurent devoir, malgré la faiblesse de leur nombre, reprendre les opérations du siége. Ils dressèrent de nouveau leurs batteries; et le premier du mois d'avril, à l'instant où ils allaient les faire jouer, le général Wooster arriva de Montréal, et prit le commandement de l'armée. Le lendemain, les assiégeans canonnèrent la place, mais presque sans effet. Leurs bombes n'étaient pas assez fortes pour faire brèche, ils n'avaient pas un seul officier du génie, et tous les artilleurs qu'ils avaient amenés, étaient prisonniers dans Quebec.

Le jour qui suivit l'arrivée de Wooster, le cheval d'Arnold tomba sous lui, et la blessure que cet officier avait reçue à la jambe fut tellement meurtrie par cette chute, qu'il en fut pendant quelque tems retenu au lit. Croyant qu'on lui avait fait injure, il demanda la permission de s'absenter. L'ayant obtenue, il se rendit à Montréal, aussitôt qu'il lui fut possible de se mouvoir, et prit le commandement de la place.

On avait préparé à l'île d'Orléans et à la

pointe aux Trembles quelques brûlots qu'on se proposait de pousser contre les vaisseaux à l'ancre dans le port, aussitôt que les glaces ne gêneraient plus la navigation. Les difficultés d'une pareille entreprise s'accrurent infiniment, faute de matelots, et sur-tout d'un habile commandant. Cependant la tentative se fit avec beaucoup de hardiesse, et le brûlot parti de l'île d'Orléans, fut sur le point d'avoir son effet. Comme il remontait le fleuve, les anglais le prirent pour un navire ami, et avant qu'ils se fussent aperçu du contraire, il s'approcha de très-près de l'enfoncement où les vaisseaux étaient mouillés. L'ennemi ayant tiré dessus, il prit feu ; et les flammes gagnèrent si promptement les voiles qu'il perdit l'avantage du vent, et ralentit sa marche à l'instant même où commençait le reflux, qui le fit redescendre. L'armée américaine qui se tenait prête à profiter du trouble qu'eût occasionné l'explosion, eut le chagrin de voir s'évanouir un espoir qui avait été sur le point de se réaliser.

Une grande partie des soldats étant à la fin de leur engagement, il fut impossible de les faire consentir à continuer un service si pénible. Leur retraite était d'autant plus fâcheuse, que, de quelque tems, on ne pouvait recevoir aucun renfort. Le dégel avait rendu les

routes impraticables, sans dégager entièrement le fleuve St.-Laurent ni les lacs.

Au nombre de ceux qui arrivèrent les premiers au camp, après que la communication fut rétablie, se trouva le général Thomas. Nommé commandant de l'armée du Canada, il avait fait les plus grands efforts pour la rejoindre, ce qu'il n'avait pu effectuer que le premier du mois de mai. Il s'empressa de passer ses troupes en revue, et reconnut qu'elles composaient un corps de dix-neuf cents hommes, sur lesquels il n'y en avait, y compris les officiers, que mille en état d'agir [1]. Parmi ceux-ci, on en comptait trois cents qui avaient fait le tems de leur service, et qui voulaient partir sur-le-champ. La nécessité de conserver des postes à une grande distance les uns des autres, sur les deux rives du fleuve St.-Laurent, affaiblissait considérablement cette petite armée en la divisant. En conséquence, il était impossible de réunir plus de trois cents hommes pour défendre quelque point que ce fût, lors même que l'ennemi l'attaquerait avec toutes ses forces. Il n'y avait que cent cinquante barrils de poudre, et des vivres pour six jours dans tous les magasins;

[1] Les malades étaient tous attaqués de la petite vérole.

et l'on ne devait plus attendre aucun secours de la part des canadiens, qui ne paraissaient plus aucunement disposés à favoriser les américains.

Les glaces commençant à disparaître, il n'était pas douteux que l'ennemi ne saisît la première occasion favorable pour secourir Quebec. Dans la position où se trouvait l'armée américaine, l'espoir de s'emparer de cette place parut entièrement chimérique au général Thomas, qui jugea qu'il serait aussi dangereux qu'inutile de continuer à l'assiéger. Il était probable qu'à l'arrivée des premiers renforts que recevraient les anglais, on lui interdirait le passage du fleuve, et que par conséquent il éprouverait la plus grande difficulté à transporter ses malades et ses bagages. Le 5 mai, il rassembla un conseil de guerre, où l'on reconnut généralement que l'armée n'était pas en état de risquer un assaut, et où il fut résolu, à l'unanimité, de transférer l'hôpital aux Trois-Rivières, et d'embarquer l'artillerie et les munitions pour remonter le fleuve, et choisir une position plus favorable à la défense que celle qu'on occupait encore. Dans la soirée de ce même jour, on reçut l'avis certain que la flotte anglaise s'approchait; et le lendemain matin, on vit paraître cinq vaisseaux de cette flotte;

qui, bravant les plus grands dangers, s'étaient avancés au milieu des glaces, avant même que les américains eussent soupçonné que le passage fût possible. Ils entrèrent bientôt dans le port de Quebec, où ils mirent quelques hommes à terre, tandis que les assiégeans s'empressaient de rembarquer leurs malades et leurs munitions. Cette dernière opération fut néanmoins très-lente, parce que l'apparition des cinq batimens empêcha les canadiens de prêter leur secours.

A une heure après midi (le 5 mai) Carleton fit une sortie à la tête d'environ mille hommes, composant trois divisions, et soutenus par six pièces de campagne. Les américains n'avaient point retranché leur camp, toute leur artillerie consistait en un seul canon; et comme nous l'avons dit, leur général ne pouvait disposer que de trois cents hommes. Dans une pareille position, il était presque impossible de vaincre. D'ailleurs la victoire n'eût été suivie d'aucun avantage, vu la facilité avec laquelle l'ennemi eût pu se retirer sous le canon de la place; et une défaite eût certainement anéanti l'armée républicaine. D'après l'avis de ceux des officiers de son état-major, qui étaient rassemblés autour de lui, le général Thomas résolut de ne point en-

gager d'action, et donna à ses troupes l'ordre de remonter le fleuve. La précipitation qu'on mit à exécuter cet ordre, fut telle que la plupart des malades et toutes les munitions de guerre, parmi lesquelles se trouvaient deux tonnes de poudre et des armes, que venait d'envoyer le général Schuyler, tombèrent entre les mains de l'ennemi. Le général Carleton eut à-la-fois la sagesse et la générosité de traiter parfaitement tous ceux qu'il fit prisonniers.

On avait considéré le point où se fait la chute de la rivière de Richelieu, comme une position naturellement très-forte, et qui, lorsqu'elle serait fortifiée par l'art et défendue par quelques vaisseaux armés, pourrait, au cas où l'on échouerait dans l'attaque de Quebec, empêcher l'ennemi de pousser plus loin, et par conséquent assurer la possession de la plus grande partie du Canada. Montgomery avait fait remarquer cette position; on avait résolu de la fortifier; mais on s'en était tenu là. L'armée s'avança jusqu'à Chambeau, où le 7, il fut décidé, dans un nouveau conseil de guerre, de lui faire gagner l'embouchure de la rivière de Sorel. Les vaisseaux ennemis se hâtaient de remonter le fleuve, déjà même ils n'étaient plus qu'à

trois lieues de Chambeau ; et comme on n'avait aucun moyen de les arrrêter à la chute de la rivière de Richelieu , l'armée américaine courut encore autant de risques qu'elle en avait courus dans sa position sous Quebec. En conséquence on envoya en avant les malades ; mais le général Thomas ayant appris que des renforts considérables passaient les lacs , et pouvaient arriver sur-le-champ , résolut de s'arrêter un peu plus long-tems. Ces renforts ne paraissant point , et les vaisseaux anglais s'avançant avec des forces supérieures , il fut contraint de conduire ses troupes jusqu'à la rivière de Sorel. Là, il fut attaqué de la petite vérole, et en mourut. Les américains étaient peu satisfaits de la conduite de cet officier , auquel ils attribuèrent en partie la ruine de leurs affaires dans le Canada. Leurs reproches étaient injustes. L'armée , lorsque le général Thomas en prit le commandement , était trop faible pour conserver sa position, et même il n'était plus possible à cette époque, d'empêcher que l'ennemi ne s'emparât des munitions , et ne fit prisonniers tous les malades. Il y avait long-tems qu'on aurait dû lever le blocus de Quebec. Il paraît que la faute qu'on fit de le continuer, doit être attribuée au regret que des

officiers sans expérience ont toujours de renoncer à une entreprise, du succès de laquelle le public s'est flatté. D'ailleurs, les américains ne pouvaient se résoudre facilement à laisser sans défense, ceux des canadiens qui s'étaient déclarés en leur faveur.

Tandis que les troupes des colonies-unies, poursuivies par des forces supérieures, se retiraient des environs de Quebec, les américains éprouvaient aussi, dans une autre partie du Canada, des revers auxquels ils ne s'attendaient pas. L'ennemi étant toujours en possession de plusieurs postes dans le haut Canada, ils crurent devoir placer un corps de troupes au-dessus de Montréal. Ils choisirent, à quarante milles au nord-ouest de cette ville, la pointe aux Cèdres, qui se projette au loin dans le fleuve St.-Laurent, et qui n'étant accessible que d'un seul côté, peut se défendre aisément. Ils la firent donc occuper par un détachement de trois cent quatre-vingt-dix hommes, commandé par le colonel Bedel, qui construisit quelques ouvrages sur lesquels il mit en batterie deux pièces de campagne qu'il avait amenées. Le général Carleton forma, dès le commencement du printems, le projet d'attaquer ce poste; et il en confia l'exécution au capitaine Forster,

qui commandait la garnison d'un fortin, situé sur la rivière d'Osouegatchy. Forster se mit en marche avec une compagnie de troupes réglées et quelques indiens. Ayant engagé à se joindre à lui, les guerriers d'une tribu qui habitait dans l'espace intermédiaire, il se présenta devant le poste des américains avec un corps d'environ six cents hommes. Bedel, qui deux jours auparavant avait été instruit de l'approche de l'ennemi, avait laissé le commandement au major Butterfield, et était allé solliciter des secours à Montréal. Arnold qui commandait alors dans cette dernière place, fit partir sur-le-champ un détachement de cent hommes sous les ordres du major Sherburne, qu'il se prépara à suivre en personne, avec des forces beaucoup plus considérables.

Le capitaine Forster, arrivé à la pointe aux Cèdres, en fit sommer le commandant de se rendre ; et le major Butterfield offrit de capituler, à condition qu'il serait permis à son détachement de se retirer à Montréal avec armes et bagages, ce que refusa l'ennemi. Les assaillans étant dépourvus d'artillerie, attaquèrent les ouvrages avec leur mousqueterie. Ils ne pouvaient faire de la sorte beaucoup de mal ; et en deux jours, il n'y eut qu'un américain de blessé. Cependant le major But-

terfield, à qui l'on fit savoir que si un seul indien était tué pendant le siége, il serait impossible d'empêcher les autres sauvages de massacrer toute la garnison, consentit à signer une capitulation, en vertu de laquelle tous ceux qu'il commandait furent faits prisonniers de guerre, ainsi que lui-même. Il obtint toutefois qu'ils pourraient disposer de leurs bagages. Le lendemain, Sherburne, qui n'avait pas appris que Butterfield avait capitulé, s'avança vers la pointe aux Cèdres. Il n'en était plus qu'à la distance de quatre milles, lorsqu'il fut attaqué par un corps d'indiens supérieur en nombre; et après une action d'une heure, et dans le cours de laquelle il fut tourné par l'ennemi, il se vit réduit à se rendre à discrétion.

Arnold, lorsqu'il fut instruit de ce double revers, se mit à la tête de sept cents hommes; et dans l'espoir de faire relâcher les prisonniers américains, il marcha contre Vaudreuil, où l'ennemi se trouvait alors. Comme il se disposait à donner le signal de l'attaque, il reçut un parlementaire accompagné du major Sherburne, qui l'assura, de manière à ne lui laisser aucun doute, que s'il persistait dans cette résolution, tout effort serait inutile pour empêcher les indiens d'exécuter la menace

qu'ils venaient de renouveler, celle d'immoler à l'instant tous leurs prisonniers. Arnold s'étant désisté de son dessein, signa un cartel d'échange, et tous les américains lui furent rendus. Il fut stipulé qu'un pareil nombre de prisonniers anglais seraient remis en liberté sur-le-champ, et on livra des otages pour garantie de cette stipulation; mais le congrès parut long-tems peu disposé à la faire exécuter [1].

Après la mort du général Thomas, les renforts arrivèrent à l'embouchure de la rivière de Sorel, et portèrent l'armée à quatre ou à cinq mille hommes; et le général Sullivan en prit alors le commandement. Les habitans des environs, qui se croyaient abandonnés par les américains, furent enchantés de cette augmentation de forces, et offrirent tout ce dont ils pourraient disposer. Sullivan, qui supposa qu'ils accourraient en foule sous ses drapeaux, se flatta de reconquérir et de conserver le poste de Chambeau; mais auparavant il fallait se rendre maître de la ville des Trois-Rivières.

Carleton n'était pas en état de profiter sur-le-champ de l'avantage qu'il avait remporté sur les américains, ni de les chasser entière-

[1] Journals of Congress.

ment de la province ; mais le délai qu'il leur accorda ne fut pas long. Vers la fin du mois de mai, il lui arriva d'Angleterre et d'Irlande des renforts si considérables, que l'armée anglaise fut forte d'environ treize mille hommes. Le point de réunion de ces renforts était la ville ou le village des Trois-Rivières, dont le nom provient du voisinage d'une rivière qui se jette par trois embouchures dans le fleuve Saint-Laurent. L'armée était partagée en grandes divisions. Un corps très-considérable, que commandait le général Frazer, se trouvait aux Trois-Rivières. Un autre corps, sous les ordres du général Nesbit, était à bord des vaisseaux de transport mouillés près de cette ville. Un troisième corps, plus fort que les deux précédens, et qui avait pour chefs les généraux Carleton, Burgoyne, Phillips, et le général allemand Riedesel, marchait vers Quebec. Plusieurs vaisseaux armés, qui, ainsi que les bâtimens de transport chargés de troupes, s'étaient avancés, cinq milles plus haut que la ville des Trois-Rivières, occupaient le milieu du fleuve.

Le général Thompson, qui prit le commandement de l'armée américaine lorsque le général Thomas fut attaqué de la maladie dont il mourut, ayant cru que le détachement des

Trois-Rivières consistait en huit cents hommes, parmi lesquels devait se trouver un corps de canadiens, commandé par M. Maclean, avait détaché six ou sept cents hommes sous les ordres du colonel St.-Clair, lequel avait ordre d'attaquer le camp ennemi, s'il y voyait quelque apparence de succès. St.-Clair s'avança jusqu'à Nicolet; mais jugeant qu'il n'avait pas assez de forces pour une pareille entreprise, il y attendait qu'on lui envoyât des renforts, ou qu'on lui fît passer de nouvelles instructions. Le général Sullivan qui, sur ces entrefaites, arriva à l'embouchure de la rivière de Sorel, s'étant persuadé aussi que l'ennemi était très-faible aux Trois-Rivières, ordonna au général Thompson d'aller rejoindre St.-Clair avec treize ou quatorze cents hommes; et il le chargea de prendre le commandement des deux détachemens réunis, qui devaient faire un corps d'environ deux mille hommes.

Thompson reçut aussi l'ordre d'attaquer l'ennemi aux Trois-Rivières, s'il croyait pouvoir le faire avec avantage. Ayant fait entrer ses troupes dans des barques, il côtoya la rive méridionale de cette partie du fleuve St.-Laurent, qui est appelée lac de St.-Pierre, à cause de la largeur de son lit; et il rejoignit St.-Clair. Les rapports qu'on lui

fit sur les forces de l'ennemi, les élevaient de cinq cents hommes à quinze cents. Il résolut de chercher à surprendre le général Frazer; et en conséquence il suivit le courant du fleuve, et à la fureur de la nuit il passa sur l'autre bord. Il se proposait de faire attaquer au même instant, et avant le jour, les deux extrémités de la ville des Trois-Rivières, par un gros détachement que soutiendraient deux autres corps moins considérables.

Quoique ce dessein fût bien concerté, et qu'on eût montré beaucoup de résolution, en s'efforçant de le mettre à exécution, il fallait le concours de trop de circonstances pour en assurer le succès. Il est probable qu'on n'eût pas fait cette tentative, si le congrès n'avait pas déclaré qu'il fallait se maintenir en possession du pays, et disputer le terrain pied à pied à l'ennemi. Les troupes passèrent devant les navires anglais sans être reconnues; mais elles arrivèrent aux Trois-Rivières une heure plus tard qu'il ne le fallait. En conséquence elles furent découvertes, et leur débarquement répandit l'alarme. Les vaisseaux tirèrent sur elles, et pour en éviter le feu, elles s'engagèrent dans un marais de trois milles de longueur, qu'elles avaient pris d'abord pour une pointe de terre couverte d'une forêt. Elles

y demeurèrent quelque tems, et le désordre se mit dans leurs rangs. Ce retard procura au général Frazer, la facilité de mettre à terre quelques pièces de campagne, et de se préparer à soutenir l'attaque, tandis que le général Nesbit irait prendre l'ennemi en queue. Les américains s'avancèrent au pas-de-charge; mais bientôt ils furent repoussés. N'ayant pu regagner le chemin qu'ils avaient pris lorsqu'ils eurent débarqué, ils furent poursuivis l'espace de plusieurs milles, dans un profond marécage, qu'ils ne passèrent qu'avec des peines infinies. Deux cents hommes, au nombre desquels se trouvèrent le général Thompson et le colonel Irwin qui commandait après lui, furent faits prisonniers; et il y eut entre vingt et trente hommes de tués. La perte de l'ennemi fut très-faible [1].

L'armée américaine, dans le Canada, était alors de près de huit mille hommes, sur lesquels il n'y en avait pas moitié qui fussent en etat de servir; les autres étaient presque tous attaqués de la petite vérole. Environ deux mille cinq cents hommes effectifs se trouvaient à l'embouchure de la rivière de Sorel, avec le général Sullivan. La plus grande insubordination régnait dans toute l'armée. Les troupes

[1] Annu al Reg. and Mss.

accablées de fatigue, étaient découragées par leurs derniers revers, par la supériorité de l'ennemi, et par la crainte que la retraite ne leur fût entièrement coupée. Cependant Sullivan forma la résolution téméraire de défendre le poste de Sorel; et il n'y eut que l'opinion unanime de ses officiers et la certitude que ses troupes ne se battraient point, qui aient pu le lui faire abandonner, une heure avant que l'ennemi en prît possession. Les mêmes motifs lui firent quitter ensuite, et non sans regret, Chambley et le fort St.-Jean; mais il résolut de demeurer à l'île aux Noix, jusqu'à ce qu'il eut reçu l'ordre de continuer à rétrogader. Il avait été rejoint à St.-Jean par le général Arnold, qui avait passé à Longue-Ile, assez à tems pour empêcher la garnison de Montréal de tomber entre les mains des ennemis.

L'île aux Noix est basse, mal-saine et presque entièrement dépourvue d'eau potable. Les troupes y furent saisies de fièvres qui forcèrent Sullivan à les transférer à l'île la Motte, où le général Schuyler lui fit passer l'ordre de les embarquer pour les conduire à la pointe de la Couronne. On détruisit les vaisseaux armés qui étaient sur la rivière de Sorel et sur le fleuve St.-Laurent; et l'on mit

le feu aux fortifications de Chambley et de St.-Jean [1]. Tous les bagages et presque toutes les munitions de l'armée furent sauvés.

Pendant cette retraite, l'armée anglaise suivait de si près les troupes américaines, qu'elle prenait possession des différens postes qu'avaient occupés celles-ci, presqu'aussitôt qu'elles les avaient évacués. La poursuite ne cessa qu'au point où la rivière de Sorel s'échappe du lac Champlain. Les américains commandaient la navigation de ce lac, et le général anglais jugea qu'il fallait s'en rendre maître avant de s'avancer plus loin. Mais pour y parvenir, il était nécessaire de construire un certain nombre de vaisseaux, opération qui devait exiger beaucoup de travail et de tems. Le général Gates eut ordre de prendre le commandement de l'armée américaine, qui devait être renforcée par six mille hommes de milice. Les contingens furent réglés de la manière suivante. Le Massachussetts dut fournir trois mille hommes, le Connecticut quinze cents, le New-Hampshire sept cent cinquante, et le New-York un nombre égal à ce dernier.

[1] Il y a beaucoup de fortifications en bois dans la Nouvelle Angleterre et dans le Canada.

(*Note du traducteur*).

Ainsi se termina l'expédition contre le Canada. La tentative était hardie, et fit espérer quelque tems, qu'on pourrait annexer cette vaste province au territoire des colonies-unies. Les dispositions des canadiens fortifiaient cet espoir. Si le général Arnold avait pu arriver quelques jours plutôt sous les murs de Quebec, si même il avait pu travérser le fleuve St.-Laurent lorsqu'il arriva, ou si le brave Montgomery n'avait pas perdu la vie à l'assaut du 31 décembre, il est probable que le plus heureux succès eût couronné l'entreprise. L'époque avancée, à laquelle les troupes se rassemblèrent, le défaut de préparatifs, et sur-tout la brièveté du tems du service, telles furent (sans parler des chances de la guerre), les causes qui firent échouer cette expédition. Un comité nommé par le congrès pour les rechercher, ces causes, insista principalement sur la dernière, qui rendit incertaine la force de l'armée, qui enfanta une foule de désordres et l'insubordination, et qui porta les généraux à prendre des mesures que la prudence leur eût conseillé de différer, s'ils avaient pu compter plus long-tems sur la présence des hommes qu'ils commandaient. Le même comité présenta aussi le défaut d'argent comme

ayant concouru fortement à la ruine des affaires des américains dans le Canada. Il résulta de cet inconvénient, que l'arrivée des secours de tout genre fut très-précaire, qu'il fut impossible de former des magasins convenables, et que le prêt des soldats ne leur fut presque d'aucune utilité. Enfin on indiqua comme la source des plus grands malheurs qu'ait essuyés l'armée, l'apparition de la petite vérole, qui mit constamment une grande partie des troupes hors d'état de servir [1].

Mais, lors même que l'expédition eût complètement réussi, il est très-douteux que les américains eussent pu conserver le Canada. Montgomery avait calculé, tandis qu'il faisait le siége de Quebec, qu'il ne faudrait pas moins de dix mille hommes pour se maintenir dans cette province. L'expérience a démontré qu'il était alors impossible aux colonies-unies de tenir sur pied de pareilles forces, dans un pays si éloigné des parties les plus peuplées de leur territoire. Sans parler du concours de plusieurs autres causes, dont l'effet devait être assuré, le défaut d'espèces métalliques eût suffi pour forcer les

[1] Un autre comité qui fut chargé d'examiner la conduite du général Wooster, jugea cet officier exempt de tout reproche.

américains à faire retraite, à moins que les canadiens n'eussent consenti à recevoir le papier monnaie comme de l'argent. Il paraît enfin que la conquête du Canada était une entreprise qui exigeait des forces bien supérieures à celles dont pouvait disposer le congrès ; et les ressources qu'on prodigua pour cette vaine tentative, eussent été plus judicieusement employées à mettre dans le meilleur état de défense qu'il eût été possible, les postes qui commandent la navigation des lacs.

CHAPITRE VI.

Etat des affaires dans la Virginie. — Combat livré près du grand pont. — Evacuation et incendie de la ville de Norfolk. — Etat des affaires dans la Caroline. — Combat livré près du pont de la crique de Moore. — Invasion de la Caroline du sud. — Echec que la flotte anglaise reçoit devant le fort Moultrie. — Etat des affaires dans le New-York. — Mesures diverses. — Déclaration d'indépendance.

Les colonies méridionales ne demeuraient pas entièrement dans l'inaction, tandis que l'on poussait avec vigueur les opérations de la guerre dans le nord. La convention qui s'était rassemblée à Richmond, dans la Virginie, s'était occupée (en juillet 1775) à mettre le pays en état de défense. Elle ordonna la levée de deux régimens de troupes réglées, dont le service devait durer un an. Elle forma aussi des régimens qui devaient camper, pendant un certain nombre de jours, au printems et à l'automne, pour être exercés au métier des armes, et qui devaient se tenir prêts à se porter au premier signal, par-tout où la colonie pourrait être menacée.

Le lord Dunmore, que rejoignirent ceux

de ses partisans qui étaient devenus trop odieux à la pluralité des citoyens pour demeurer en sûreté parmi eux, et qui avait appelé sous ses drapeaux un grand nombre d'esclaves qu'il avait excités à déserter les habitations de leurs maîtres, et auxquels il avait fourni des armes, rassembla sous la protection de plusieurs vaisseaux de guerre, des forces navales considérables, qui devaient inquiéter infiniment un pays aussi entrecoupé de grandes rivières navigables que l'est la Virginie. Après avoir fait quelque tems la petite guerre, il tenta (au mois d'octobre) d'incendier la ville d'Hampton. Les habitans instruits de son dessein, en donnèrent avis au commandant de Williamsbourg, qui envoya deux compagnies à leur secours. Ce petit détachement ayant marché toute la nuit, entra le matin dans la ville, que les vaisseaux commençaient à canonner. Les soldats qui le composaient s'étant jetés d'eux-mêmes dans les maisons situées sur le bord de l'eau, firent un feu de mousqueterie sur les vaisseaux, qui bientôt se retirèrent précipitamment, et avec perte de quelques hommes et d'une allège.

Après cette retraite, le lord Dunmore proclama la loi martiale, et somma tous les

hommes en état de porter les armes, de se ranger sous l'étendard du roi, à peine d'être considérés comme des traîtres; et il offrit la liberté aux domestiques et aux esclaves qui se joindraient à lui. Cette proclamation fit quelque impression dans les environs de Norfolk; et le gouverneur y réunit des forces qui le rendirent maître de cette partie du pays. En conséquence il y dispersa facilement un corps de milice qu'on lui avait opposé, et il se flatta de soumettre promptement toute la partie inférieure de la Virginie.

Lorsqu'on eut appris cet échec à Williamsbourg, on y donna l'ordre à un régiment de troupes réglées et à deux cents hommes de milice de se rendre à Norfolk, sous le commandement du colonel Woodford. Instruit de leur approche, le lord Dunmore prit une position très-avantageuse sur le côté septentrional de la rivière d'Elisabeth, au grand pont que les troupes provinciales devaient passer. Il y construisit un fortin sur un terrain solide, qu'environnait un marais et auquel on ne pouvait parvenir qu'en traversant une chaussée étroite. Les américains se logèrent à la portée du canon de l'ennemi, dans un petit village situé à l'extrémité méridionale de la chaussée, et y élevèrent un

parapet; mais comme ils manquaient d'artillerie, ils ne purent attaquer le fortin.

Après quelques jours d'inaction, le lord Dunmore, qui probablement avait pour les insurgens ce mépris qu'on affectait à leur égard dans la chambre des communes, ordonna au capitaine Fordyce d'enlever les ouvrages des troupes provinciales, quoique les siennes fussent bien inférieures en nombre. Dans l'espace de tems qui s'écoula entre la pointe du jour et le lever du soleil (au mois de décembre), cet officier, suivi de soixante grenadiers du 14e. régiment, qui formaient la tête de la colonne, s'avança sur la chaussée. L'alarme fut donnée aux américains sur-le-champ; et, selon la coutume des troupes qui ne sont point encore disciplinées, les plus braves d'entr'eux se jetèrent dans les ouvrages, où ils firent un feu terrible. Malgré ce feu, et quoiqu'il fût pris en flanc par un détachement de milice que commandait le colonel Stevens, et qui était posté à gauche sur une éminence distante d'un peu plus de trois cents pieds, Fordyce marcha contre le parapet avec la plus grande intrépidité; et il y touchait presque lorsqu'il fut atteint d'un coup mortel. La colonne anglaise se rompit sur-le-champ; mais les troupes qui

la formaient étant à couvert par l'artillerie du fort, firent retraite en sûreté.

On prétend que de tous les grenadiers anglais qui combattirent dans cette affaire, il n'y en eut pas un seul qui n'y eût été ou tué ou blessé, tandis que les américains n'y perdirent qu'un seul homme. Le fort fut évacué le lendemain. Les troupes provinciales s'avancèrent vers Norfolk, et le lord Dunmore se retira sur ses vaisseaux, où se rendirent aussi, avec leurs femmes et leurs enfans, ceux étaient le plus odieux au parti populaire.

Les troupes américaines, après avoir pris possession de Norfolk, tiraient souvent, des fenêtres des maisons situées au bord de l'eau, sur les vaisseaux mouillés dans le port. En conséquence le lord Dunmore résolut de détruire cette partie de la ville ; et dans la nuit du premier janvier 1776, un corps de troupes anglaises y mit le feu, après avoir débarqué à couvert de l'artillerie de la flotte. Les troupes provinciales, qui considéraient Norfolk comme un poste dangereux, d'où il serait impossible ou du moins très-difficile de se retirer si l'ennemi recevait des renforts, virent tranquillement le progrès des flammes, et ne firent pas le moindre effort pour les

étouffer. On ne sait pas même si elles n'en facilitèrent pas les ravages ; mais le vent, qui était contraire, fit durer l'incendie plusieurs semaines. Les quatre cinquièmes de la ville étaient réduits en cendres, lorsque le colonel Howe, qui commandait un régiment de troupes réglées appartenant à la Caroline du nord, et qui était venu au secours de la Virginie, rentra dans Norfolk avec l'ordre de brûler le reste de la ville, ordre qu'il avait demandé à la convention. Il l'exécuta sur-le-champ; et les troupes furent ensuite occuper les différens postes qui leur avaient été assignés [1].

Ainsi disparut la ville la plus florissante et la plus peuplée qu'il y eût dans la Virginie. La convention avait deux motifs en donnant l'ordre de la détruire. Elle craignait que l'ennemi ne s'y maintînt si on la conservait, et d'un autre côté elle espérait que la province cesserait d'être le théâtre de la guerre, lorsque cette place aurait été rasée. Elle agit en cette circonstance, d'après une suite de faux raisonnemens qui prouvèrent son inexpérience.

Après l'incendie de Norfolk, le lord Dunmore changea fréquemment de position, et

[1] Virginie-gazette.

continua à faire la petite guerre sur les bords des rivières, brûlant les maisons et dévastant les plantations. Ces ravages partiels ne servirent qu'à rendre plus odieuses sa personne et sa cause. A la fin, les malheureux qui avaient embrassé son parti, ne pouvant plus supporter les maux qu'ils enduraient, en marchant à sa suite, furent transportés sur cinquante vaisseaux dans la Floride [1].

La guerre paraissant devoir se prolonger, la convention jugea qu'il convenait de porter, de deux à neuf, le nombre des régimens de troupes réglées. Le congrès prit d'abord à son service six de ces régimens, et ensuite les trois autres.

Martin, gouverneur de la Caroline du nord, avait été forcé de se réfugier à bord d'un vaisseau de ligne, mouillé dans la rivière du cap Féar; et cependant il se flattait toujours de réduire cette colonie.

Une troupe d'hommes, aussi factieux qu'ignorans, qui se qualifiaient du titre de régulateurs, s'étaient rassemblés sur les frontières; et quelque tems avant la guerre, ils avaient tenté d'arrêter le cours de la justice, par la force des armes. Ils avaient échoué dans cette entreprise, et étaient devenus tout aussi con-

[1] Annual Register.

traires au gouvernement colonial, qu'ils l'avaient été au gouvernement du roi. Il y avait aussi dans la même province, un grand nombre de familles, nouvellement arrivées des montagnes d'Ecosse, qui conservaient beaucoup d'attachement pour le lieu de leur naissance, et pour le gouvernement sous lequel elles avaient vécu. Martin fondait de grandes espérances sur la réunion de ces deux partis, qui étaient nombreux, actifs et entreprenans. En outre, il était assuré que sir Henry Clinton venait à son secours avec un détachement, et qu'une escadre commandée par sir Peter Parker, et portant sept régimens sous les ordres du lord Cornwalis, avait, au commencement de l'année, appareillé de l'un des ports d'Irlande, pour faire dans les colonies méridionales une expédition qui devait commencer par la Caroline du nord.

Pour se mettre en état de seconder les troupes si elles arrivaient, ou pour faire, à tout événement, un puissant effort qui pût assurer l'ascendant au parti du roi, dans la province, le gouverneur fit parvenir aux chefs des montagnards ou des écossais, des commissions par lesquelles il les autorisait à lever des régimens, et à les commander eux-mêmes; et il désigna pour agir, en qualité de général,

M. Macdonald, le principal d'entre eux. Il leur envoya aussi une proclamation par laquelle il était enjoint à tout habitant de se ranger sous l'étendard du roi, que Macdonald planta à la Cross-Crique, vers le milieu du mois de février, et autour duquel se réunirent environ quinze cents hommes.

Au premier avis que les loyalistes avaient pris les armes, le brigadier général Moore se mit à la tête d'un régiment colonial, auquel il joignit toutes les compagnies de milice qu'il pût rassembler sur-le-champ, et fut occuper un poste important, appelé Rock-Fish-Bridge. Comme ses forces étaient moindres que celles de l'ennemi, à peu de distance duquel il se trouvait, il prit toutes les précautions nécessaires pour mettre son camp en état de défense. Macdonald s'étant approché avec son armée, fit passer à Moore la proclamation du gouverneur, accompagnée d'une lettre où il l'invitait à venir se ranger le lendemain sous la bannière du roi, le menaçant, en cas de refus, de le traiter en ennemi.

Moore qui savait que les troupes provinciales étaient en marche de toutes parts, traîna la négociation en longueur, dans l'espoir que Macdonald pourrait être complètement enve-

loppé. Forcé de s'expliquer nettement, il déclara qu'il n'abandonnerait jamais la juste cause qu'il soutenait, la cause de la liberté; et il transmit à Macdonald, la formule du serment proposé par le congrès, en l'invitant aussi à le prêter, lui et ses partisans, et en lui rendant menace pour menace.

Macdonald s'apercevant du danger où il se trouvait, leva son camp, et fit de grands efforts pour se dégager. Il se proposait principalement d'opérer sa jonction avec le gouverneur Martin, avec le lord William Campbell, et le général Clinton qui n'était pas encore arrivé, et de pénétrer ensuite avec eux dans l'intérieur de la province. On espérait qu'à ce moyen, tous les établissemens situés dans la partie supérieure des colonies méridionales, se réuniraient pour défendre le parti du roi, et que les indiens prendraient aussi les armes pour soutenir cette même cause. Cependant, à force d'activité, les troupes provinciales serrèrent de si près Macdonald, qu'il fut forcer d'engager une action avec les colonels Caswell et Lillington, qui commandaient un corps d'environ mille hommes, et s'étaient retranchés dans un poste appelé Moore's-Creek-Bridge. [1] Les royalistes étaient

[1] Pont de la crique de Moore.

infiniment supérieurs en nombre ; mais ils étaient obligés de passer le pont à la vue de l'ennemi. Ils commencèrent l'attaque des retranchemens avec beaucoup de vivacité. Le colonel M'-Leod, qui commandait en l'absence de Macdonald, qu'une maladie retenait au lit, ayant péri au commencement de l'action, ainsi que plusieurs des officiers les plus braves, les royalistes prirent la fuite de tous côtés, laissant derrière eux leur général et quelques autres chefs, qui furent faits prisonniers.[1] Cette victoire eut des suites très-heureuses pour la Caroline du nord. Elle abattit le courage d'un grand nombre d'hommes, qui eussent formé un renfort considérable pour l'armée d'invasion; elle inspira toujours plus de confiance en elles-mêmes aux troupes provinciales, et elle réunit au parti populaire les gens indécis ou timides, qui sont toujours nombreux en tous lieux.

Le général Clinton, qui devait commander dans le sud, avait trop peu de troupes sous ses ordres, à son départ de Boston, pour qu'il lui fût possible de rien tenter avant l'arrivée des renforts qu'il attendait d'Europe. Après s'être séparé du gouverneur Tryon, dans la province de New-York,

[1] Ramsay. Gordon. Annual Register. Gazette.

il avait pénétré dans la Virginie, où il avait passé quelques jours avec le lord Dunmore. Se trouvant trop faible pour rien entreprendre dans cette province, il partit pour la Caroline du nord, où il demeura près du cap Fear, avec le gouverneur Martin, jusqu'à l'arrivée de sir Peter Parker. Vers la fin de l'année précédente, cet amiral avait appareillé de Portsmouth, pour aller embarquer quelques régimens sur les côtes d'Irlande. Des vents contraires et d'autres obstacles lui firent éprouver tant de retards, qu'il n'arriva que dans les premiers jours du mois de mai, sur la côte de la Caroline du nord. Clinton conserva sa position, à-peu-près jusqu'à la fin de ce mois. N'ayant rien appris de certain sur la marche du général Howe, il résolut de faire une attaque contre la capitale de la Caroline du sud.[1]

Une lettre adressée à M. Eden, gouverneur du Maryland, par le secrétaire d'état, et dans laquelle les projets du ministère contre les colonies méridionales étaient developpés, ayant été interceptée au commencement du mois d'avril, fit connaître le danger auquel était exposée Charlestown. Rutlege, qui à la dissolution du gouvernement royal,

[1] Annual Register.

avait été nommé président de la province, et qui avait de grands talens et beaucoup d'activité, ne négligea rien de ce qui pouvait assurer la conservation de la place. On fit venir, pour travailler aux fortificatons, les esclaves des plantations ; et tous les citoyens s'empressèrent de mettre aussi la main à l'œuvre. Un nouveau fort, auquel on donna ensuite le nom de fort Moultrie, fut construit sur l'île de Sullivan, position avantageuse, d'où l'on peut incommoder infiniment les vaisseaux de guerre qui s'approchent de Charlestown ; et trente pièces de grosse artillerie furent placées sur les murs de ce fort.

Au commencement du mois de juin, la flotte anglaise jeta l'ancre par le travers du port; et sur-le-champ, le président Rutlege fit porter à la milice, dans toutes les parties de la colonie, l'ordre de marcher au secours de la capitale. Les rues de cette ville furent fermées, en plusieurs endroits, par des barricades, on abattit les magasins élevés sur les quais, quoique ce fût une perte considérable, et l'on creusa des lignes de défense le long de la rivière.[1]

La flotte anglaise ne passa la barre qu'avec peine. Deux des plus grands vaisseaux, quoi-

[1] Ramsay. Gordon.

qu'on en eût enlevé les canons, et qu'on les eût allégés autant qu'on avait pu, touchèrent plusieurs fois. Le passage étant effectué, il fut résolu de commencer les opérations, en canonnant le fort de l'île de Sullivan.[1]

Cependant les troupes de la Virginie et de la Caroline du nord, qui avaient été envoyées au secours de la Caroline du sud, étaient entrées dans Charlestown, où se trouvèrent rassemblés environ six mille hommes, parmi lesquels il y en avait deux mille cinq cents de troupes réglées. Cette armée était commandée par le général Lee, que la fortune avait déjà opposé au général Clinton, à New-York, dans la Virginie, et dans la Caroline du nord. Lee, qui avait examiné, avec l'œil exercé d'un militaire, le poste qu'on venait de lui confier, ne voulait point hasarder ses troupes, en défendant avec opiniâtreté le fort et la ville; mais les habitans de la Caroline du sud désiraient si vivement de conserver leur capitale, qu'il se rendit à leurs vœux. Deux régimens de troupes réglées appartenant à la colonie, et commandés par les colonels Gadsden et Moultrie, formèrent la garnison du fort Moultrie et celle du fort Johnson, située sur la pointe septentrionale de l'île

[1] Annual Register.

de James. Environ cinq cents hommes, aussi de troupes réglées, et trois cents hommes de milice sous les ordres du colonel Thompson, furent placés, avec un canon de dix-huit et une pièce de campagne, dans quelques ouvrages construits à l'extrémité nord-est de l'île de Sullivan, pour empêcher les anglais de passer de l'Ile Longue [1] sur le continent; et l'on posta le reste des troupes à la pointe Hadiell, et le long de la baie, en avant de la ville. On avait commencé un pont de bateaux destiné à maintenir la communication de la Terre Ferme avec l'île de Sullivan; mais on ne l'avait point achevé.

Lorsqu'elle eut fait tous ses préparatifs la flotte anglaise, composée du Bristol et de l'Expériment, vaisseaux armés de cinquante-deux canons, de l'Active, du Solebay, de l'Actœon et de la Syren, chacun de vingt-huit canons, du Sphynx, qui en portait vingt, d'un vaisseau armé de vingt-deux canons, et de la quaiche à bombes le Thunder, leva l'ancre; et les batimens qui en formaient les différentes divisions, furent prendre les positions qui leur avaient été assignées. A dix

[1] (Long-Island). Le lecteur se rappellera sans doute qu'il existe une autre île du même nom, sur la côte de l'état de New-York. (*Note du traducteur*).

heures et demie la quaiche jeta des bombes. A onze heures et un quart, le Bristol, l'Active, l'Expériment et le Solebay, firent jouer avec force leurs canons contre le fort. Le Sphynx, l'Actœon et la Syren avaient eu ordre de prendre position à l'ouest, entre l'extrémité de l'île et Charlestown, tant pour enfiler les ouvrages du fort, que pour couper, s'il se pouvait, la communication avec le continent, et empêcher qu'on ne fît quelque tentative pour faire cesser l'attaque principale. Les vaisseaux, par la mal-adresse du pilote, s'embarrassèrent dans les bas-fonds, appelés Middle-Grounds, où ils touchèrent plusieurs fois, et il leur fut impossible de faire le service auquel ils étaient destinés. L'Actœon n'ayant pu se dégager, on le détruisit le lendemain matin, pour qu'il ne tombât pas entre les mains des américains [1].

L'artillerie des vaisseaux, quoique le feu en fût continuel et très-vif, ne produisit pas l'effet qu'on en avait attendu, ce qu'on attribua à la forme de la forteresse et aux matériaux avec lesquels elle avait été construite. Elle était très-basse, et les murs étaient composés d'un mélange de terre et de bois mou, appelé Palmetto dans le pays, et dans lequel

[1] Annual Register.

la balle se loge sans le faire éclater. Les lits de mortiers se dérangèrent aussi dans la quaiche, où ils étaient trop surchargés, et bientôt ils ne furent plus d'aucun usage [1].

Le feu du fort ayant été dirigé avec habileté, fit de grands ravages. L'équipage du Bristol fut si maltraité, que le commodore demeura seul debout sur le pont. L'Expériment souffrit considérablement aussi, et le capitaine fut dangereusement blessé.

Dans le cours de l'action le fort manqua de poudre, et son artillerie se tut. Les assaillans se flattèrent alors du succès; mais leur espoir s'évanouit bientôt; et les assiégés ayant reçu des munitions, firent de nouveau un feu terrible. Ils unissaient, à l'ardeur de la jeunesse, le courage réfléchi des vétérans. Le général Lee, qui s'était transporté dans le fort pour juger s'il ne conviendrait pas de les retirer de ce poste, fut enchanté de leur bravoure. Ils lui jurèrent qu'ils s'enseveliraient sous les ruines de la forteresse plutôt que de l'évacuer; et ceux qui étaient blessés à mort, rendaient le dernier soupir en exhortant leurs camarades à défendre la place jusqu'à l'extrémité.

Quoique les troupes britanniques eussent

[1] Annual Register.

débarqué sur l'Ile-Longue, dans le dessein d'attaquer le fort situé du côté de la Terre-Ferme, ils ne firent aucune autre tentative pour l'exécuter. On ne peut dire avec certitude, ni ce qui fit échouer ce projet, ni s'il eût pu réussir. Le général Clinton déclara que la profondeur de l'eau entre les îles, qui devait n'être que de dix-huit pouces, était de sept pieds, et que par conséquent le passage n'avait pu être effectué par des fantassins. On prétend que cette crue fut causée par des vents d'est qui durèrent très-long-tems.

L'obscurité de la nuit fit seule cesser l'action ; mais les vaisseaux furent hors d'état de recommencer l'attaque le lendemain. Le Bristol avait perdu cent onze hommes, et l'Expériment soixante et dix-neuf. Le capitaine Scott, qui commandait le premier de ces batimens, eut le bras emporté, et le capitaine Morris, qui commandait l'autre, fut mortellement blessé, ainsi que le lord William Campbell, dernier gouverneur de la province, qui se trouvait à bord de l'un des deux navires en qualité de volontaire. Tous les vaisseaux étaient si endommagés, que les américains se flattaient qu'ils ne pourraient pas franchir la barre. A neuf heures, ils levèrent

l'ancre et se mirent en mouvement. Quelques jours après, les troupes se rembarquèrent, et tout projet contre les colonies méridionales fut abandonné pour l'instant. L'escadre fit voile vers New-York, en vertu des ordres donnés à Halifax par sir William Howe. Ces ordres ne furent reçus par sir Henry Clinton, que lorsqu'il eut jeté l'ancre par le travers de la barre de Charlestown.

Les matelots anglais signalèrent leur bravoure à l'attaque du fort Moultrie, et le carnage fut affreux à bord des vaisseaux. Le nombre des morts et des blessés du côté des américains, ne fut que de trente-cinq hommes [1].

De justes éloges furent publiquement donnés à ceux qui composaient la garnison du fort Moultrie. Toutes les troupes portées sur l'île eurent aussi part à la gloire acquise en cette occasion ; et le congrès fit, au nom des colonies-unies, des remerciemens au général Lee, au colonel Moultrie, au colonel Thompson, et à tous les officiers et soldats qui avaient contribué à repousser l'ennemi dans la journée du 28 juin 1776. Cet événement eut, ainsi que plusieurs autres avantages rem-

[1] Annual Register. Gordon. Ramsay. Letters of général Lee.

portés par les américains dans le commencement de la guerre, les suites les plus heureuses. En prouvant aux colons qu'ils pouvaient se mesurer avec les troupes anglaises, il accrut le nombre de ceux qui avaient résolu de résister à l'autorité de la métropole, et il disposa les esprits à approuver la déclaration d'indépendance.

Le congrès rassemblé en 1775, s'était ajourné, avec l'espoir que les différens qui subsistaient entre la mère-patrie et les colonies, seraient promptement arrangés à la satisfaction des deux parties ; mais le discours prononcé par le roi à l'ouverture du parlement, avait prouvé, non moins que les opérations de ce grand conseil de la nation, combien peu cet espoir était fondé. Toutes les nouvelles qui arrivaient d'Europe, annonçaient que le ministère persistait dans la résolution de continuer la guerre, et qu'il faisait les plus grands préparatifs pour la prochaine campagne. Il était donc d'une extrême importance pour les insurgens, de prendre promptement des mesures vigoureuses. Dans ses lettres au congrès, le commandant en chef pressait vivement cette assemblée de le mettre en état d'assurer la défense du pays. Le gouvernement de l'union ne fermait pas

les yeux sur les dangers dont il était environné ; et il avait résolu de les braver ; mais peu familiarisé avec les opérations d'une guerre qui avait pour théâtre un territoire d'une immense étendue, il ne pouvait apprécier avec justesse la valeur des moyens qu'il convenait d'employer, ni prévoir les effets que diverses causes devaient produire. Il fut résolu de créer de nouveau une grande quantité de papier monnaie. Les contingens en hommes, que les différentes colonies devaient fournir, eussent suffi pour composer une forte armée; mais le congrès se persuada trop long-tems qu'il lui serait facile de mettre sur pied toutes les troupes dont il aurait besoin. Il compta beaucoup trop sur l'efficacité des services de celles qu'il pouvait rassembler, et sur le patriotisme dont il croyait que la masse du peuple était animée. En conséquence, l'armée du centre, dont on tira des régimens pour renforcer les troupes qui agissaient dans le Canada, ne fut point recrutée à tems, et l'on ne songea pas même à prendre les moyens de mettre sur pied les bataillons dont on avait ordonné la levée. Ce fut seulement le 26 du mois de juin, que les sollicitations du commandant en chef obtinrent qu'on enrôlerait, pour trois ans, des soldats, à chacun des-

quels on donnerait dix dollars d'engagement. Malgré cette mesure, plusieurs régimens demeurèrent incomplets.

Le général Washington qui avait toujours présumé que l'armée royale dirigerait ses plus grands efforts vers la rivière d'Hudson, laissa un petit détachement sous les ordres du major-général Ward, qu'il chargea de terminer quelques ouvrages destinés à la défense de Boston, et s'empressa immédiatement après l'évacuation de cette place, de se rendre avec son principal corps d'armée à New-York, où il arriva le 14 avril (1776). Il fut fort étonné d'apprendre que les habitans avaient communiqué constamment avec les vaisseaux anglais mouillés dans le port, qui à ce moyen avaient obtenu tous les vivres dont ils avaient eu besoin. Il avait résulté de ces rapports un inconvénient plus fâcheux. Le gouverneur Tryon avait eu toute la facilité qu'il pouvait désirer pour se concerter avec les mécontens qui étaient en grand nombre dans toute la province. Une des premières mesures que prit Washington, fut de faire cesser une communication si dangereuse; et il fut secondé par le comité de sûreté formé dans la colonie.

Le commandant en chef avait eu trop de

peine à chasser de Boston les troupes britanniques, pour qu'il ne s'efforçât pas de les empêcher de s'établir à New-York ; et il forma la résolution de leur en disputer la possession. Cependant l'exécution de ce projet était extrêmement dangereuse. Pour défendre New-York contre un ennemi qui est maître de la mer, il faudrait une armée qui pût prendre l'offensive, tant sur l'Ile-Longue que sur l'île d'York. Washington ne négligea aucun des moyens qui pouvaient servir à rendre sa position plus forte, et à fermer aux vaisseaux de guerre, l'entrée de la rivière d'Hudson et celle de la rivière de l'Est. Le tems qui s'écoula entre l'évacuation de Boston et l'investissement de New-York, fut entièrement employé à complèter les travaux nécessaires pour la défense de cette dernière ville. Les forts construits sur les montagnes attirèrent aussi l'attention du général. L'importance des défilés qu'ils commandent avait été reconnue au commencement de la guerre ; et l'on avait eu soin de fortifier ces postes autant qu'il avait été possible de le faire.

Washington ne voyait pas sans un chagrin très-vif, que la force de son armée ne répondait pas au grand objet qui en avait occa-

sionné la formation. Quoique le nombre des hommes qui la composaient fût bien inférieur à celui qui avait été décrété, ce n'était pas là toutefois ce qui l'affaiblissait le plus. Les troupes manquaient toujours de vêtemens, d'armes, de munitions de guerre et de tentes. Le défaut total de magasins et une économie mal entendue qui annonçait beaucoup d'inexpérience, avaient dicté le réglement par lequel ceux qui s'engageaient étaient requis de s'armer eux-mêmes. La pénurie était effrayante à cet égard [1]; et les armes à feu, qui se trouvaient entre les mains de la plupart des soldats, ne pouvaient leur inspirer aucune sorte de confiance.

L'armée campée dans la province de New-York étant insuffisante pour la défense des colonies du centre, devait être renforcée

[1] Les régimens de la Nouvelle Angleterre même, quoique le corps du peuple fût mieux armé dans cette contrée que dans le reste des colonies-unies, étaient très-mal fournis d'armes. Ceux des provinces du centre, et sur-tout du New-York, en manquaient à un point des plus alarmans. Selon le compte qui en fut rendu au congrès par le commandant en chef, le régiment du colonel Ritzemer ne possédait que quatre-vingt-dix-sept fusils et sept bayonnettes. Les seuls régimens de chasseurs avaient assez d'armes pour exécuter le service dont ils étaient chargés.

au moyen des réquisitions qui seraient faites à la milice. Le congrès prit une résolution, en vertu de laquelle le Massachussetts dut fournir deux mille hommes, le Connecticut cinq mille cinq cents, le New-York trois mille, et le New-Jersey trois mille trois cents. Comme l'ennemi eût pu, tandis que l'armée principale était occupée ailleurs, débarquer avec la plus grande facilité sur la côte du New-Jersey, et pénétrer ensuite dans le cœur des colonies intermédiaires, il fut résolu de former un camp volant, que devaient composer dix mille hommes de milice, qui seraient fournis par la Pensylvanie, par les comtés situés sur la Delaware, et par le Maryland. Ces dix mille hommes, ainsi que ceux qui étaient destinés à renforcer la grande armée, devaient s'engager à servir jusqu'au premier décembre (1776); et le commandant en chef fut autorisé à former tous les magasins dont il aurait besoin. Il fut en outre revêtu du pouvoir de requérir les colonies voisines de lui donner tous les secours en hommes, que les circonstances rendraient nécessaires.

Le mécontentement des habitans des environs de New-York et des îles voisines, ajoutait infiniment aux difficultés de la position où se trouvait Washington. On forma, pour

le livrer à l'ennemi, un complot auquel, par l'entremise du maire de New-York, le gouverneur Tryon prit part. Plusieurs gardes du commandant en chef entrèrent aussi dans cette conspiration, qui fut heureusement découverte ; et quelques-uns des coupables furent condamnés et mis à mort. Une trame du même genre fut également ourdie aux environs d'Albany, où il fallut faire aussi quelques exécutions.

La guerre n'avait eu d'abord que le redressement des griefs pour objet reconnu. Toute idée d'indépendance avait été rejetée avec horreur ; et l'on avait exprimé hautement et de toutes parts, le desir de voir se rétablir sur l'ancien pied, les rapports qui avaient subsisté si long-tems entre la métropole et les colonies. Mais quelque sincère, quelque vif qu'eût été ce desir au commencement de la contestation, les hostilités devaient nécessairement l'affaiblir. Les américains sentirent bientôt qu'il était absurde de faire profession de respect et de soumission envers un prince occupé à leur arracher par la force des armes tout ce qui peut donner du prix à l'existence ; et il eût été impossible de faire durer long-tems un pareil système. L'esprit humain, lorsqu'il a reçu une forte impulsion, dépasse

souvent le point où l'on voulait le faire atteindre. Une foule de causes peuvent en accélérer le mouvement, et quelquefois même il prend une direction différente de celle qu'on lui avait donnée. Lorsque l'on eut pour la première fois recours aux armes, et que l'on combattit dans les champs de Lexington, la plupart de ceux qui dirigeaient les conseils et les bataillons des américains, se proposaient seulement de faire révoquer les actes du parlement, qui avaient provoqué leur résistance; et ils eussent été bien éloignés de songer à se gouverner eux-mêmes, à parcourir une carrière qu'ils ne connaissaient point. Attachés dès l'enfance, à la nation anglaise et à la constitution britannique, ils ne voulaient que jouir des bienfaits de cette forme de gouvernement. Nous citerons pour preuve de cette assertion, qu'il fut permis à Eden, gouverneur du Maryland, et à Franklin, gouverneur du New-Jersey, de demeurer dans leurs provinces respectives, jusqu'à ce qu'on se fût aperçu qu'ils abusaient de cette faveur, et qu'ils servaient d'espions aux agens du ministère. Pendant quelque tems même on continua de prier pour le roi, en célébrant le service divin; et l'un des motifs consignés dans la proclamation par laquelle on ordonna

(en juin 1775) un jour de jeûne, fut de supplier le Tout-Puissant de répandre ses bénédictions sur George III, et d'inspirer la sagesse à ce prince, que le congrès, dans le même acte, reconnaissait encore pour son légitime souverain.

Ces dispositions s'évanouirent promptement. Les principes républicains et le desir de l'indépendance prévalurent. On publia des écrits destinés à les propager. Celui que Thomas Payne [1], anglais qui avait passé depuis peu en Amérique, composa sous le titre du *Sens Commun*, eut la plus grande influence. Le style avec lequel l'auteur exprimait ses pensées extrêmement hardies, était singulièrement propre à subjuguer l'esprit des peuples, à captiver leurs sentimens, et très-souvent, sur-tout dans un moment d'effervescence, à s'emparer de leur jugement. Payne assurait que le rétablissement des anciennes relations était impossible, et attaquait avec l'arme du ridicule et non sans avantage, une constitution qu'on avait considérée jusqu'alors comme le chef-d'œuvre de la politique. Il trouva un

[1] C'est celui que les français ont vu membre de leur convention nationale. Thomas Payne est actuellement dans les Etats-Unis, que sans doute il n'aurait pas dû quitter. (*Note du traducteur.*)

grand nombre de lecteurs, et fit beaucoup de partisans au système de l'indépendance. Chaque jour fortifiait l'opinion qu'il ne fallait pas compter sur une réconciliation sincère avec la Grande-Bretagne; que jamais la confiance ne pourrait se rétablir; que la jalousie, les soupçons et la haine prendraient et conserveraient la place de l'affection sans laquelle l'intimité des rapports ne pourrait être agréable ni utile; que la dépendance dans laquelle les colonies de l'Amérique se verraient de nouveau, relativement à leur commerce, leur serait extrêmement préjudiciable; qu'au contraire, elles trouveraient des avantages inappréciables à s'ouvrir tous les marchés de l'univers; que l'éloignement du souverain, qui ne voudrait ou ne pourrait s'occuper de leurs intérêts, serait une source de calamités pour elles, et qu'au point où elles étaient alors parvenues, le rétablissement de l'ancien état de choses serait un trop grand malheur pour qu'elles s'y exposassent volontairement. Mais, ajoutait-on, la victoire seule pouvait désormais les soumettre au joug, ou assurer leur indépendance. Il y avait donc des risques à courir, quelque parti qu'on prît; et dès-lors ne devait-on pas choisir celui qui procurerait les plus grands avantages? Les principes sur

lesquels le ministère s'était appuyé pour commencer la guerre, causaient une telle horreur qu'on ne croyait pas qu'ils eussent pu être adoptés par un peuple qui eût véritablement aimé la liberté. L'empressement avec lequel la nation anglaise secondait les opérations de cette guerre, était attribué à une secrète et dangereuse influence, qui ruinait à-la-fois la liberté et sapait la morale de la mère-patrie, et qui avec le tems pourrait se faire sentir également au-delà de l'océan Atlantique, si l'on rétablissait les anciennes liaisons. Les colonies d'Amérique devaient avoir acquis assez d'expérience pour savoir que les peuples, comme les individus, méconnaissent en autrui les droits les plus sacrés, lorsqu'ils blessent leurs propres intérêts, et qu'ils peuvent persister à prendre des mesures injustes, sans s'apercevoir qu'elles le sont. On disait enfin, et non sans raison, qu'on serait bien plus sûr d'obtenir des secours étrangers, s'ils devaient avoir pour objet le démembrement de l'empire britannique, que s'ils ne devaient servir qu'à faire obtenir de meilleures conditions.

La question de l'indépendance des colonies-unies devint donc le sujet de tous les entretiens, et l'objet de tous les vœux, sur-tout lorsqu'on eut appris qu'on venait de déclarer

ces provinces en état de révolte ouverte, qu'on avait enrôlé des troupes étrangères pour les combattre, que la hache et le couteau du féroce indien s'apprêtaient pour le service de la Grande-Bretagne, que même on séduisait les esclaves, et qu'on les armait contre leurs propres maîtres.

Les mesures que prit le congrès furent conformes aux dispositions de ceux qu'il représentait. Ses actes contre les mécontens annoncèrent plus de vigueur que dans les commencemens ; il tint un langage moins respectueux à l'égard du gouvernement britannique, et il chercha plus à persuader aux peuples que les assemblées provinciales et lui-même étaient les seuls dépositaires de l'autorité suprême. Il accorda des lettres de représailles, et les ports des colonies-unies furent ouverts aux vaisseaux de toutes les nations qui n'étaient point soumises à la couronne britannique.

Le congrès avait d'abord recommandé aux différentes provinces de créer des gouvernemens qui administreraient provisoirement, c'est-à-dire, tout le tems que durerait la contestation avec la métropole. Il prit, le 6 mai 1776, une résolution qui fut considérée comme décidant la question de l'indépen-

dance, et par laquelle toutes les colonies qui n'avaient pas encore agi d'après sa recommandation, furent invitées à se donner un gouvernement, dont la durée n'était aucunement limitée. MM. John Adams, Rutlege et Richard-Henry Lee, qui désiraient ardemment une séparation totale, furent chargés de rédiger un préambule pour cette résolution. Celui qu'ils présentèrent, et qu'ils firent adopter, était conçu en ces termes : « Attendu que sa ma-« jesté britannique, conjointement avec les « lords et les communes de la Grande-Bre-« tagne, a privé de la protection des lois, les « habitans des colonies-unies; qu'il n'a été, « et que selon toute apparence il ne sera « fait aucune réponse aux humbles pétitions « par lesquelles ces colonies ont sollicité le « redressement de leurs griefs et une récon-« ciliation avec la Grande-Bretagne ; que « toutes les forces de ce royaume, secondées « par des troupes étrangères, sont employées « contre elles; qu'il serait contraire à la droite « raison, que les peuples qui les habitent prê-« tassent serment à tout gouvernement dé-« pendant de la couronne britannique ; qu'il « convient de faire cesser toute espèce d'au-« torité dérivée de cette couronne, et qu'il « importe au maintien de la paix intérieure

« et du bon ordre, à la conservation des droits,
« priviléges et propriétés des peuples des
« colonies-unies, que tous les pouvoirs du
« gouvernement soient exercés sous leur
« autorité, il est recommandé à toutes les
« conventions et à toutes les assemblées des
« colonies, où jusqu'ici il n'a pas été établi
« un gouvernement qui puisse suffire dans
« toutes les occasions, d'adopter celui qu'elles
« jugeront le plus propre à opérer le bonheur
« de leurs commettans et celui de toutes les
« parties de l'union. »

Les assemblées provinciales et les conventions agirent d'après cette recommandation ; et chaque colonie eut son gouvernement. Le Connecticut et le Rhode-Island crurent devoir ne faire aucun changement dans leur administration intérieure, parce que c'étaient ces provinces elles-mêmes qui nommaient les dépositaires du pouvoir exécutif, aussi bien que les membres du corps législatif. On fit voir d'abord un peu d'incertitude dans le Maryland, dans la Pensylvanie et le New-York. Les assemblées de ces colonies parurent hésiter à faire une démarche si décisive; mais l'opinion publique la favorisait, et il fallut céder à cette puissance presque irrésistible.

Les différentes colonies, se considérant

comme des états souverains, et s'occupant à-la-fois à prendre les moyens de repousser un puissant ennemi, et à se donner des lois, offrirent le spectacle aussi nouveau qu'intéressant, de sociétés éclairées, délibérant sans être soumises à l'influence d'aucune force intérieure ni extérieure, sur la forme de gouvernement qu'il leur convenait d'adopter.

Les bases d'un gouvernement populaire se trouvaient déjà toutes formées dans les colonies-unies, Les institutions que ces provinces avaient reçues de la Grande-Bretagne, étaient parfaitement propres à préparer les peuples a l'établissement d'une république fondée sur de justes principes. Elles les avaient accoutumés à composer eux-mêmes, au moyen de leurs représentans, la première ou la plus forte branche de la puissance législative, et même en quelques-unes des colonies, à former aussi la plus faible ou la seconde. Il n'y avait aucun privilége héréditaire; et toute autorité dérivait du peuple ou du roi. Celle de la couronne n'étant plus reconnue, le peuple devenait la source unique de tout pouvoir légitime. Les hommes et les choses n'étaient donc disposés qu'en faveur d'un gouvernement entièrement représentatif, et il n'y en eut point d'autre d'adopté. Les mêmes principes,

diversement modifiés par les habitudes locales, furent généralement suivis. Par-tout les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire furent divisés, dans l'intention très-visible de les rendre aussi indépendans qu'il serait possible de le faire. Les assemblées législatives furent composées de deux chambres, et on en exclut tous ceux qui étaient pourvus d'un office pour les fonctions duquel ils recevaient des appointemens. Le pouvoir exécutif fut également électif; et cependant on le vit par-tout d'un œil jaloux. Les juges furent nommés ou par la puissance législative ou par la puissance exécutive, et dans quelques états, il fut réglé qu'ils conserveraient leurs places tant que leur conduite les en rendrait dignes.

Tels furent les bases sur lesquelles on établit les républiques américaines. Il y eut cependant quelques exceptions. Dans quelques-uns des états, la puissance législative ne fut composée que d'une seule branche, et en d'autres, les offices de judicature furent temporaires. Les qualités pour obtenir le droit de suffrage dans les élections, varièrent également; et la seconde branche de la puissance législative ne fut pas formée de la même manière dans tous les états. On fit plus ou

moins d'efforts pour affaiblir la partie la plus populaire de cette puissance, soit en donnant plus de durée à l'espace de tems pour lequel les membres étaient élus, soit en exigeant certaines qualités de ceux qui les éliraient, soit enfin en permettant aux représentans de nommer eux-mêmes aux places qui viendraient à vaquer parmi eux. La puissance exécutive reçut aussi des formes très-variées. On élut par-tout un gouverneur, dont les fonctions devaient durer plus ou moins de tems. En quelques états on lui donna le droit de rejeter les résolutions du corps législatif, et en d'autres, on le lui refusa. Les uns lui attribuèrent la nomination des officiers publics, et les autres la lui enlevèrent. Ici on le laissa maître de suivre sa propre volonté, et là, on le soumit lui-même aux décisions d'un conseil exécutif. Cependant les anciennes institutions furent conservées généralement, lorsqu'elles ne furent point en contradiction avec l'abolition de l'autorité royale.

Les assemblées provinciales, excitées par le congrès, s'occupèrent aussi de la question de l'indépendance, et elles autorisèrent leurs représentans au grand conseil national, à former des alliances avec les puissances étrangères. A l'exception de la Pensylvanie, du Maryland

et du New-York, elles se déclarèrent toutes pour une séparation immédiate et totale. On avait pris des mesures pour connaître l'opinion des peuples sur ce sujet important. Elle fut positive en faveur de l'indépendance; et les citoyens l'exprimèrent dans les instructions qu'ils firent passer à ceux qui les représentaient dans les assemblées coloniales. « Il fut « un tems, » dirent les habitans de Malden, ville du Massachussetts, « où nous portions « au monarque et au peuple de la Grande-« Bretagne, une affection vraiment filiale; « nous nous croyons intéressés à leur gloire; « nous partagions leurs peines et leur satis-« faction; nous déposions avec joie, aux pieds « de notre mère-patrie, les fruits de nos « travaux, et nous versions sans regret notre « sang pour elle.

« Nous avons conservé ces sentimens pour « la Grande-Bretagne, tout le tems qu'elle « s'est conduite comme une mère envers « nous. Nos rapports avec elle faisaient notre « félicité, et jamais nous n'avions souhaité de « voir se rompre les nœuds qui l'unissaient « à nous; mais aujourd'hui nous désirons avec « ardeur que l'Amérique devienne un état « indépendant et libre. »

Les habitans de Boston, toujours animés

d'un grand zèle, terminaient leurs instructions à leurs représentans, en rappelant les causes qui devaient rendre la haine éternelle entre les colonies-unies et l'Angleterre, et en démontrant les dangers auxquels on serait exposé, si l'on rétablissait les anciennes liaisons. « Nous croyons » disaient-ils « que les « peuples de ces colonies ne peuvent plus « être sujets de la Grande-Bretagne, sans « compromettre leur propre existence. Plaçant « la confiance la plus illimitée dans les mem- « bres du congrès, nous avons résolu d'at- « tendre avec patience que leur sagesse leur « fasse reconnaître la nécessité de déclarer « l'indépendance. Nous n'avons exprimé nos « sentimens sur ce sujet, que dans la persua- « sion que le congrès, avant d'adopter une « résolution qui intéresse toutes les colonies- « unies, désirait de connaître les vœux de « chacune d'elles. En conséquence, les habi- « tans de cette ville vous chargent de faire « savoir, lors de la session de l'assemblée gé- « nérale, aux délégués de la colonie, que si « le congrès juge que la sûreté des provinces « confédérées exige qu'on les déclare indé- « pendantes de la Grande-Bretagne, les habi- « tans du Massachussetts sacrifieront avec « joie les débris de leur fortune, et jusqu'à

« leur propre existence, pour soutenir cette « mesure. »

Les habitans du reste de la province, et les peuples de toutes les autres colonies exprimèrent les mêmes sentimens. On fit paraître beaucoup d'ardeur dans la Caroline du sud; et l'opinion était si bien formée à ce sujet dans la Virginie, que la convention non-seulement chargea ses délégués de proposer au grand conseil des colonies-unies une déclaration d'indépendance, mais qu'elle n'attendit pas que cette mesure eût été prise par le congrès, et qu'elle déclara elle-même que la province formait un état indépendant.

Les esprits étant ainsi disposés en faveur de l'indépendance, on prit enfin le parti de la déclarer; et la résolution suivante fut proposée par John Adams, et appuyée par Richard-Henry Lee: « Les colonies-unies sont « et doivent être des états libres et indépendans. Tous les liens politiques qui les ont « attachés à la Grande-Bretagne, sont rompus ». Le congrès se forma en comité pour examiner cette résolution. Toutes les colonies, excepté la Pensylvanie et le Maryland, y donnèrent leur approbation; et l'on ne douta pas qu'elle ne fût adoptée. Cependant on crut devoir suspendre la décision jusqu'à ce

qu'on eût pu obtenir l'unanimité [1]. Les partisans de l'indépendance, dans les deux colonies que nous venons de nommer, firent de grands efforts pour y accroître leur nombre. Ils cherchèrent à faire craindre que celles des colonies qui refuseraient leur adhésion, ne fussent exclus de la confédération; et à la fin les conventions de ces provinces donnèrent à leurs délégués des instructions qui leur permettaient de se réunir à l'avis de leurs collègues.

La résolution fut alors adoptée généralement; et le 2 juillet (1776), le congrès approuva, après l'avoir examiné et y avoir fait plusieurs changemens, un projet de déclaration, qui lui avait été présenté par des commissaires. « Lorsqu'un peuple, dit alors cette « assemblée, est forcé de rompre les liens qui

[1] Pendant cette sorte d'ajournement, le congrès prit différentes résolutions par lesquelles il déclara que toute personne qui résidait ou qui passait dans les colonies-unies, devait être soumise à leur gouvernement; que quiconque ferait la guerre à quelqu'une d'entr'elles, ou embrasserait le parti du roi de la Grande-Bretagne, ou de tout autre ennemi desdites colonies, serait coupable de trahison; et il recommanda aux différentes assemblées législatives de passer des actes où elles établiraient des peines contre ce crime.

« l'attachent à un autre peuple, et de prendre
« parmi les puissances la place que lui assi-
« gnent les lois divines et humaines, il doit
« en déclarer les causes[1] ». Elle retraçait ensuite les griefs des colonies-unies, et ajoutait :
« Un prince qui a commis tous les actes aux-
« quels on reconnaît les tyrans, ne peut gou-
« verner un peuple libre ». Elle faisait remarquer aussi que les mêmes colonies en avaient appelé vainement au peuple de la Grande-Bretagne. « Ce peuple avait méconnu
« son propre sang, et fermé l'oreille à la voix
« de la justice. Nous devons donc lui déclarer
« que nous nous séparons de lui, que nous
« le combattrons s'il nous fait la guerre, et
« que nous serons ses amis s'il nous laisse
« en paix.

« En conséquence, nous, représentans des
« Etats-Unis d'Amérique, formés en congrès,
« prenant Dieu à témoin de la pureté et de
« la rectitude de nos intentions, déclarons
« solennellement au nom et par l'autorité du
« peuple de ces colonies, qu'elles sont de
« droit et doivent former des états indépen-

[1] MM. Jefferson, John Adams, Franklin, Sherman et R. R. Livingston furent chargés de rédiger le projet de déclaration; et l'on a généralement regardé M. Jefferson comme l'auteur de celui qu'ils présentèrent.

« dans et libres ; qu'elles sont déliées de tout « serment de fidélité envers la couronne « britannique ; qu'il n'existe plus aucun lien « politique qui les attache à la Grande-Bre- « tagne ; qu'en leur qualité d'états libres et « indépendans, elles ont le pouvoir de faire « la guerre, de conclure la paix, de con- « tracter des alliances, de former des ré- « glemens de commerce, et de faire enfin « tous les actes de souveraineté quelconques ; « et mettant notre confiance dans la protec- « tion de la puissance divine, nous promettons « tous sur notre honneur, de soutenir cette « déclaration au péril de notre fortune et « de nos jours [1]. »

[1] *Noms des membres du congrès qui souscrivirent la déclaration d'indépendance.*

Josiah Barlett. . . . . . William Whipple. . . . . Matthew Thornton.	*New-Hampshire.*
Samuel Adams . . . . . . John Adams. . . . . . . Robert Treat Payne . . . Elbridge Gerry.	*Massachussetts-Bay.*
Stephen Hopkins . . . . . William Ellery	*Rhode-Island, etc.*
Roger Sherman . . . . . Samuel Huntington . . . William Williams. . . . . Oliver Wolcott	*Connecticut.*
William Floyd . . . . . . Philip Livingston . . . . . Francis Lewis . . . . . . Lewis Morris	*New-York.*

La déclaration d'indépendance fut communiquée sur-le-champ aux armées, qui la reçurent avec enthousiasme. Elle fut proclamée dans tous les Etats-Unis, et y causa la joie la plus vive. Cependant quelques per-

Richard Stockston John Witherspoon Francis Hopkinson John Hart Abram Clark	*New-Jersey.*
Robert Morris Benjamin Rush Benjamin Franklin John Morton George Clymer James Smith George Taylor James Wilson George Ross	*Pensylvanie.*
César Rodney George Read	*Delaware.*
Samuel Chase William Paca Thomas Stone Charles Caroll de Caroston	*Maryland.*
George Wythe Richard Henry Lee Thomas Jefferson Benjamin Harrison Thomas Nelson, jun. Francis Lightfoot Lee Carter Braxton	*Virginie.*
William Hooper Joseph Hewes John Penn	*Caroline du nord.*
Edward Rutlege Thos. Heyward, jun. Thomas Lynch, jun. Arthur Middleton	*Caroline du sud.*
Button Gwinett Lyman Hall George Walton	*Géorgie.*

sonnes qui avaient montré beaucoup d'empressement à seconder toutes les mesures qui n'avaient que le redressement des griefs pour objet, ou dans le sein desquelles l'espoir d'une réconciliation subsistait encore, soit qu'elles fussent effrayées des suites que devait avoir la démarche qu'on venait de faire, soit qu'elles crussent réellement que la prospérité des colonies d'Amérique serait plus assurée par le maintien des nœuds qui unissaient les deux peuples, n'en virent la dissolution qu'avec un vif regret. Plusieurs autres anglo-américains, après avoir abandonné la cause des colonies-unies, qu'ils avaient d'abord embrassée avec ardeur, attribuèrent leur défection à cette mesure. Il est malheureusement très-vrai aussi que dans tout le pays situé entre la Nouvelle-Angleterre et la Potomak, pays qui allait devenir particulièrement le théâtre de la guerre, il existait, quoique la pluralité des habitans fussent déclarés en faveur de l'indépendance, une redoutable minorité, qui non-seulement refusait sa coopération à l'autre parti, mais qui était entièrement disposée à donner à l'ennemi tous les secours qui dépendraient d'elle. On ne peut douter néanmoins que la déclaration d'indépendance ne fût une mesure sage,

et qu'elle n'ait été faite à propos. La continuation des hostilités la rendait inévitable. Toutes les règles de la politique exigeaient que les qualités des deux parties, si l'on peut s'exprimer ainsi, fussent changées, et que leur lutte ne pût désormais être considérée comme une guerre entre le prince et les sujets.

CHAPITRE VII.

Le lord Howe et sir William Howe arrivent devant New-York. — Lettre circulaire du lord Howe. — Etat de l'armée américaine. — Les anglais débarquent de grandes forces sur la côte de l'Ile-Longue. — Bataille de Brooklyn. — Evacuation de l'Ile-Longue. — Négociations inutiles. — Evacuation de New-York.

Après avoir évacué Boston, le général Howe s'était retiré dans la ville d'Halifax. Il se proposait d'y attendre l'arrivée des renforts qu'on devait lui envoyer d'Angleterre, et avait résolu de ne se rapprocher du théâtre de la guerre, que lorsqu'il se verrait en état de prendre l'offensive et d'obtenir des succès qui pussent faire une forte impression dans les esprits. Mais ses troupes avaient tout à souffrir à Halifax, et l'arrivée des batimens de transport éprouvait tant de retards, qu'il prit le parti de faire voile avec les forces qui se trouvaient sous ses ordres, pour la province de New-York, dont les îles devaient lui offrir une position commode et sûre, jusqu'à ce qu'il pût suivre le vaste plan d'opérations qu'il avait tracé. Plusieurs considéra-

tions l'invitaient à prendre cette mesure. Ses troupes devaient être abondamment pourvues de vivres frais ; il pourrait connaître avec plus de précision le degré de confiance qu'il conviendrait de mettre dans les dispositions des habitans, et faire des préparatifs nécessaires pour ouvrir la campagne avec vigueur, aussitôt que toute son armée serait rassemblée. Vers la fin du mois de juin (1776) il arriva par le travers de Sandy-Hook; et le 29 du même mois, la première division de la flotte partie d'Halifax mouilla aussi près de cette pointe. La seconde division appareilla bientôt, et après avoir passé le détroit de l'Ile-Longue, elle débarqua des troupes sur Staten-Island, où le général Washington n'avait posté qu'un petit nombre d'hommes, auxquels il avait donné l'ordre de rassembler tout le bétail qui se trouverait dans l'île et de le faire passer sur la Terre Ferme. Les troupes anglaises furent accueillies avec de grandes démonstrations de joie par les habitans, qui renouvelèrent leur serment de fidélité à la couronne britannique, et s'armèrent d'après l'autorisation du gouverneur Tryon. Le général Howe reçut aussi l'assurance qu'un grand nombre d'habitans de l'Ile-Longue et des cantons du New-Jersey, qui en étaient

voisins, étaient très-favorablement disposés pour le parti du roi. Il résolut d'attendre dans Staten-Island, que toute son armée fût réunie, si toutefois les circonstances ne le forçaient pas à changer de plan.

Le général Washington, qui prévoyait combien l'ennemi aurait à souffrir si l'on parvenait à le priver des vivres frais dont il aurait le plus grand besoin, sur-tout en débarquant, avait pressé les différens comités de s'entendre avec lui, pour faire enlever tout le grain et tout le bétail qui se trouveraient dans les petites îles situées près de la côte ; mais cette sage précaution n'avait été prise qu'en partie, et le général Howe put procurer quelques rafraîchissemens à ses troupes.

La résistance que les armes de la Grande-Bretagne avaient éprouvée dans la Nouvelle-Angleterre, avait fait sentir aux ministres que les opérations de la guerre exigeraient des forces beaucoup plus considérables qu'ils ne l'avaient d'abord supposé. En conséquence, ils adjoignirent aux troupes nationales environ treize mille Hessois et résolurent de mettre en mer une puissante flotte [1]. Comme le général Washington l'avait jugé, ils avaient donné l'ordre de faire un vigoureux effort du côté de la

[1] Annual Register.

rivière d'Hudson. Un grand nombre de motifs engageaient à transporter le théâtre de la guerre sur cette partie du continent. Les côtes étant divisées en îles accessibles de tous côtés pour des forces navales, exigent, pour les défendre contre une attaque par terre et par mer, non-seulement des fortifications faites dans toutes les règles de l'art, mais encore une armée formidable. Les causes qui rendent cette partie du territoire des Etats-Unis si favorable à une invasion, entreprise par un ennemi qui est maître de la mer, lui en assurent aussi la possession, lorsqu'il est parvenu à s'y établir.

Ce ne fut pas seulement cet avantage qui engagea le général Howe à s'emparer de cette partie de la province de New-York; il y fut aussi attiré par les facilités qu'elle offrait pour les opérations de la guerre. L'Ile-Longue, sur la possession de laquelle il devait compter, pour peu qu'il eût des forces capables de faire quelque impression, abondait en toutes sortes de vivres, que les habitans devaient fournir d'eux-mêmes à son armée. En occupant ce poste, il était maître de porter la guerre, soit à l'est, dans les provinces de la Nouvelle Angleterre, soit au nord, dans la province de New-York, soit à l'ouest, dans les deux Jer-

sey et la Pensylvanie. S'il n'était pas en état de suivre ou de tenter des conquêtes, il pouvait se retirer dans un lieu de sûreté, et là, harceler l'armée américaine et inquiéter le pays adjacent, ou diriger des expéditions contre les points du territoire des colonies-unies, les plus éloignés. Dans la réalité, cette position le laissait maître de tous ses mouvemens, et lui permettait de choisir le théâtre de la guerre. En s'emparant du cours de la rivière d'Hudson, qui a son embouchure dans le détroit de New-York, il était assuré d'établir la communication la plus directe avec le Canada, et d'interrompre ou de gêner infiniment celle des colonies de l'est et du sud, ou du centre. Enfin il pouvait mettre à couvert ses amis, qui à leur tour recruteraient son armée et lui procureraient toutes les choses dont la privation avait été si nuisible aux troupes qui défendirent la ville de Boston.

Le commandement de la flotte britannique fut confié au lord Howe, frère du général de ce nom. Ils furent, l'un et l'autre, nommés commissaires pour le rétablissement de la paix dans les colonies, et autorisés à expédier des actes de grace ou de pardon, à tous ceux qu'ils en jugeraient dignes. Le lord Howe qui avait été retenu quelque tems en Angleterre,

où il sollicitait une ampliation de pouvoirs; aborda au port d'Halifax, environ quinze jours après que son frère l'eut quitté; et bientôt il se rembarqua pour se rendre à Staten-Island, où il arriva le 12 du mois de juillet [1].

Le général Washington reconnut promptement combien il lui serait difficile d'interdire l'entrée de la rivière d'Hudson, à un ennemi qui disposait d'une puissante flotte. Deux frégates passèrent devant ses batteries sans éprouver le moindre dommage, et refoulèrent le courant de la rivière pour se rendre vers le point où celle-ci coule entre les montagnes, dont les défilés étaient mal gardés. On craignait qu'il n'y eût à bord des deux bâtimens, un corps de troupes et des armes pour les mécontens qui se trouvaient en grand nombre dans le pays, et à l'aide desquels on pouvait sur-le-champ s'emparer de ces importantes positions. La milice fut requise d'aller les occuper; car il était impossible d'affaiblir toujours plus l'armée qui défendait New-York. Toutefois ce qu'on avait craint n'arriva point; mais en conservant le mouillage qu'elles avaient pris, les frégates empêchèrent l'armée qui était à New-York, de communiquer avec celle qui occupait les environs de

[1] Annual Register.

Tyconderoga. Pour rétablir cette communication, on forma le projet de faire sauter les deux bâtimens, par le moyen d'un brûlot. Quoiqu'elle eût été conduite avec beaucoup d'adresse et de courage, cette entreprise échoua, et il n'y eut qu'une allège de brûlée. Les frégates se retirèrent; mais elles firent voir combien était fondée l'opinion du général, qui jugeait qu'à l'aide d'un bon vent, un vaisseau pouvait sans courir le moindre risque, passer devant les batteries, à moins qu'on n'opposât quelque obstacle à sa marche, au milieu du chenal.

Malgré la déclaration d'indépendance, qui venait d'être proclamée, le lord Howe résolut de tenter, en attendant que toutes ses troupes fussent arrivées, si au moyen des pouvoirs qui lui avaient été conférés, il serait possible d'opérer une pacification. Il envoya par un parlementaire, une lettre, datée de la hauteur de la côte du Massachussetts, et adressée à ceux qui exerçaient les fonctions de gouverneur sous l'autorité du roi. Cette lettre était accompagnée d'une proclamation, dont le même lord requérait la publication, et par laquelle il annonçait aux peuples qu'il pouvait accorder leur pardon à tous ceux qui, entraînés par le malheur des temps, auraient

manqué à la fidélité due au roi, et qui rentrant promptement dans la voie du devoir, se montreraient dignes des bontés de sa majesté. Il déclarait que toute colonie, toute ville, toute habitation, qui se trouverait sous la protection de la couronne, serait soustraite à l'effet des actes du parlement qui interdisaient tout commerce avec les colonies de l'Amérique septentrionale. Enfin la lettre du lord Howe contenait l'assurance qu'on n'oublierait point les services de toutes les personnes qui auraient prêté leur secours pour le rétablissement de la tranquillité publique.

Ces dépêches furent transmises sur-le-champ, par le commandant en chef, au congrès, qui résolut de les faire insérer dans les papiers publics, afin que le peuple des États-Unis, dit-il, pût connaître les propositions insidieuses par lesquelles la cour de Londres cherchait à lui faire poser les armes, et pour que ceux qui espéraient encore soit dans la justice soit dans la modération de George III, fussent à la fin convaincus qu'il n'y avait plus que la valeur des citoyens qui pût en assurer la liberté.

A-peu-près dans le tems où sa déclaration fut rendue publique, le lord Howe chargea un parlementaire de remettre une lettre adressée « à George Washington, écuyer. »

Le général américain refusa de la recevoir, « parce qu'on n'y faisait point mention de la « qualité que lui avait donnée le congrès, et « qu'il ne pouvait communiquer qu'à ce titre, « avec sa seigneurie. » Le congrès fut enchanté de la noblesse de ce procédé, qu'il approuva dans une résolution où il déclara aussi que le commandant en chef, et tout officier de l'armée américaine, ne pourraient recevoir ni lettre, ni message, qui ne reconnaîtrait pas le caractère dont ils étaient revêtus. Comme il y avait quelque inconvénient à faire une pareille reconnaissance, et que cependant il était nécessaire, soit pour effectuer une pacification, soit pour diviser toujours plus entr'eux les américains, si tout arrangement était impraticable, d'ouvrir des négociations, les commissaires avisèrent aux moyens d'écarter l'obstacle qu'on leur opposait; et au bout de quelque-tems le général Howe fit débarquer sur la côte, le colonel Paterson, adjudant-général de l'armée britannique, qui portait une lettre, adressée à George Washington, etc. etc. etc. Cet officier fut conduit au commandant en chef, auquel il donna le titre d'excellence; et après les complimens d'usage, il entra en matière en disant que le général Howe avait

vu avec peine les difficultés qui s'étaient élevées au sujet de la suscription des lettres ; que le mode qu'on avait adopté était conforme à ce qui se faisait à l'égard des ministres plénipotentiaires et des ambassadeurs, lorsque les rangs n'étaient pas réglés ; que l'été dernier, le général Washington lui-même avait écrit à sir William Howe, une lettre dont l'adresse portait simplement : « A l'honorable William Howe ; » que le lord Howe et le général Howe n'avaient point eu l'intention de rabaisser sa qualité ni de manquer aux égards qui lui étaient dûs ; qu'ils avaient la plus haute estime pour lui, et que la suscription suivie d'etc., etc., etc., faisait entendre tout ce qu'on devait dire. Le colonel Paterson tira ensuite la lettre dont il était porteur, et après avoir déclaré qu'elle était conçue dans les mêmes termes que celle qui avait été refusée, il la posa sur une table. Le général ne voulut point la prendre, et répondit qu'une lettre qu'on adressait à quelqu'un en sa qualité d'homme public, devait offrir quelque indice qui annonçât le caractère dont il était revêtu, et que sans cela on n'était plus censé écrire qu'à un simple particulier ; que les *et cœtera* signifiant tout, ne signifiaient rien ; que la lettre qu'il avait adressée au gé-

néral Howe, n'avait pour objet que de lui en renvoyer une, qui portait une suscription du même genre, et dont il n'avait point voulu prendre connaissance; et qu'enfin, il refuserait toute dépêche, qui étant relative aux fonctions de sa place, n'en rappellerait point le titre. Le colonel répliqua en disant que le général Howe n'insisterait plus sur ce point, et assura de nouveau que ce général n'avait point voulu manquer d'égards au commandant des troupes américaines.

Après quelques instans d'entretien au sujet du traitement fait aux prisonniers, le colonel Paterson déclara que sa majesté, suivant les mouvemens de sa bonté, avait nommé le lord Howe et le général Howe, ses commissaires pour arranger les différens; que les pouvoirs de ces officiers étaient très-amples, et qu'eux-mêmes éprouveraient la plus vive satisfaction, s'ils parvenaient à concilier les intérêts opposés; que quant à lui, il désirait que sa visite fût considérée comme un pas fait pour arriver à ce but. Le général Washington répondit que ceux dont il tenait son autorité, ne lui avaient donné aucun pouvoir pour entrer en négociation; qu'autant il pouvait en juger par ce qui avait transpiré, les commissaires n'étaient autorisés qu'à délivrer

des actes de pardon ; que ceux qui n'avaient commis aucune faute n'avaient pas besoin de grace, et que les américains croyaient défendre des droits incontestables. Paterson répliqua que ce serait là l'objet d'une discussion approfondie, et après avoir témoigné la crainte qu'en s'attachant trop aux formalités on ne perdît un tems précieux, il se retira. La substance de cette conversation fut communiquée au congrès, qui la fit publier.

Cependant le général Washington désirait d'exécuter une entreprise qui produisît quelque effet dans l'esprit de l'ennemi, avant que toutes les forces de celui-ci fussent rassemblées. Il jugea qu'il serait possible de passer en une nuit, de l'embouchure de la crique de Thompson, un peu au-dessous de la ville d'Elisabeth, qui est située sur la côte du New-Jersey, à Staten-Island, et de couper quelques postes détachés qui occupaient une péninsule formée par deux criques, et dans laquelle les renforts ne pouvaient arriver facilement. L'exécution de ce projet fut confiée au général Mercer, qui en était en partie l'auteur, et qui commandait le camp volant ; mais la nuit qu'on avait choisie fut si orageuse, qu'il ne fut pas possible de traverser le détroit dans les bateaux qu'on avait préparés.

Les renforts que l'armée anglaise attendait d'Europe, arrivèrent successivement dans le mois d'août [1]; et déjà les troupes du sud avaient aussi rejoint le général Howe, dont les forces ne furent pas exactement connues, mais qu'on supposa former alors une armée de vingt-quatre mille hommes. Cependant la dernière division des troupes allemandes n'était pas encore arrivée; mais on ne l'attendait pas si promptement; et le général anglais se croyait en état d'ouvrir la campagne sans elle.

Le général Washington avait depuis longtems pressé le congrès d'opposer à cette armée, également formidable par le nombre et par la quantité de toutes sortes de munitions de guerre dont elle était pourvue, à cette armée dont les opérations devaient être secondées par une puissante flotte, des troupes dont le service ne serait point précaire, qu'il fût possible de soumettre à la discipline, et qui fussent en assez grand nombre pour suffire à la défense du pays. Nous avons déjà dit que ces représentations n'avaient pas produit tout l'effet qu'on devait en attendre.

[1] Les vaisseaux américains qui étaient en croisière, enlevèrent quatre cent cinquante hommes qui faisaient partie de ces renforts.

Aucun effort humain n'eût pu vaincre à l'instant les difficultés qui embarrassaient le congrès. Lorsque les hostilités commencèrent, il ne se trouvait pas dans le pays assez d'armes ni de munitions de guerre pour une armée peu nombreuse, durant une seule campagne. Le gouvernement n'avait point de revenu, et les sources d'où il eût pu en tirer en étaient entièrement taries par l'anéantissement du commerce. En conséquence, il ne pouvait avoir recours qu'à des créations de papier monnaie, dont il était impossible de maintenir la valeur sans de fortes taxes, que le congrès n'avait pas le droit d'établir, et qui, s'il l'avait eu, n'auraient pu manquer d'altérer, d'une manière funeste, les dispositions des peuples. Il fallait donc n'ordonner des dépenses qu'avec beaucoup de circonspection. Cependant quelque nécessaire que fût celle-ci, il était possible en la portant trop loin, de compromettre fortement les intérêts les plus chers. Mais il régnait dans les Etats-Unis des opinions auxquelles l'expérience pouvait seule forcer de renoncer. L'une des plus fausses était qu'on pouvait, tous les ans, créer une nouvelle armée qui suffirait à toutes les opérations de la campagne. Il est probable que cet inconvénient

était dû à la manière dont les troupes avaient été levées, à l'espoir que la nation anglaise renoncerait à continuer la guerre, lorsqu'elle connaîtrait la résistance qu'on opposait à ses troupes en Amérique, à l'ancienne coutume des colonies de l'est, et aux préjugés contre des troupes toujours sur pied. Quoi qu'il en soit, l'armée des américains n'était pas en état de remplir l'attente des citoyens, ni de répondre aux vœux de son chef. A l'époque où le lord Howe débarqua sur Staten-Island, elle n'était pas de plus de dix mille hommes, parmi lesquels il y avait beaucoup de malades; et elle n'était pas encore suffisamment pourvue d'armes. Les maladies qui attaquent ordinairement les nouvelles levées, faisaient toujours plus de progrès par le défaut de tentes. D'après les instances du général, quelques régimens postés dans les différens états eurent ordre de le rejoindre; et l'on requit la milice des environs de fournir des hommes, dont le service devait durer jusqu'au mois de décembre. Cependant Washington disait dans une lettre qu'il écrivait le 8 du mois d'août (1776) au congrès: « L'armée destinée « à défendre les ports de l'île de New-York, « de l'Ile-Longue, de l'île du Gouverneur, et de « la pointe Paulus, ne consiste qu'en dix-sept

« mille deux cent vingt-cinq hommes, dont « trois mille soixante-huit sont malades. Au « cas où l'ennemi attaquerait sur-le-champ, « on ne pourrait compter sur aucun autre « renfort que sur un bataillon du Maryland, « commandé par le colonel Smallwood. La « force de l'armée est d'autant plus dispro- « portionnée aux besoins du service, qu'elle « se trouve nécessairement divisée en diffé- « rens postes, dont plusieurs sont séparés des « autres par un intervalle de quinze milles et « par des eaux sur lesquelles il est possible « de naviguer.

« Telle est la vérité ; mais malgré tant « d'inconvéniens, je ferai les plus grands ef- « forts pour parvenir au but que nous nous « sommes proposés d'atteindre ; et autant que « je puis en juger d'après les dispositions de « mes troupes, j'aurai leur appui. La supério- « rité de l'ennemi, et l'attente d'une attaque ne « paraissent pas avoir triomphé de leur cons- « tance. Je pense donc, quoique les affaires « ne puissent se terminer aussi heureusement « que je l'aurais désiré, que l'ennemi ne réus- « sira pas dans ses projets sans des pertes « considérables, et je crois qu'il paiera cher « tout avantage qu'il pourra obtenir. »

Peu de tems après l'époque où cette lettre

fut écrite, l'armée fut renforcée par le régiment du colonel Smallwood, par deux régimens de la Pensylvanie, et par un corps de milice de la Nouvelle-Angleterre et du New-York, ce qui la fit monter à vingt-sept mille hommes, le quart desquels étaient malades. Une partie de cette armée était postée sur l'Ile-Longue, où commandait d'abord le major général Green, qui ayant été saisi d'une maladie grave, fut remplacé par le major-général Sullivan. De deux petits détachemens, l'un était à la pointe Paulus, et l'autre à l'île du Gouverneur. Une partie de la milice du New-York, commandée par le général Clinton, était placée sur le bord du détroit, vers le New-Rochelle, dans l'est et l'ouest Chester, pour opposer quelque résistance à l'ennemi, au cas où il voudrait débarquer au-dessus de King'sbridge, et couper la communication avec l'intérieur du pays. Enfin le reste de l'armée occupait l'île d'York.

Comme il attendait à chaque instant une attaque et qu'il croyait que le premier combat aurait beaucoup d'influence sur la suite des opérations militaires, le général Washington s'appliqua sans relâche à prévenir ces excès auxquels se livrent ordinairement les nouvelles levées, et à établir dans son camp

la discipline et l'entière obéissance, si nécessaires pour obtenir la victoire. Il chercha aussi à rendre toujours plus ardent l'amour de la liberté qui animait ses troupes, à exciter plus vivement leur indignation, et enfin à enflammer de plus en plus leur courage.

« Nous touchons à l'instant, leur dit-il dans « un ordre du jour qu'il publia peu de tems « après l'arrivée du général Howe, qui doit, « selon toute apparence, décider si les amé-« ricains seront libres ou esclaves, s'ils au-« ront quelque chose en propre, si leurs « maisons ne seront point exposées au pil-« lage, si leurs champs ne seront point dé-« vastés, s'ils ne se verront pas eux-mêmes « réduits à un excès de misère, qu'aucun « secours humain ne pourrait diminuer. Le « sort de plusieurs millions d'hommes, qui « n'ont pas encore vu le jour, dépend, après « la volonté de Dieu, de la conduite que « tiendra l'armée. Nos cruels, nos impla-« cables ennemis ne nous laissent que le choix « d'une résistance opiniâtre ou de la plus « abjecte soumission. Il faut donc nous ré-« soudre à vaincre ou à mourir. L'honneur « nous commande de faire les plus grands ef-« forts; et si nous succombons sans avoir com-« battu jusqu'au dernier soupir, l'infamie

« sera notre partage. Mettons notre confiance « dans la bonté de notre cause, et espérons « que le Tout-Puissant, qui tient en ses mains « la victoire, nous prêtera son appui. Nos « concitoyens ont maintenant les yeux fixés « sur nous. Ils nous prodigueront les éloges « et les bénédictions, si nous parvenons à les « soustraire au joug qu'on veut leur impo- » ser. Excitons réciproquement notre cou- « rage, et faisons voir à l'univers que des « hommes qui défendent leur pays et leur « liberté, sont bien supérieurs à des esclaves. » Washington invitait ensuite les officiers à conserver tout leur sang-froid pendant l'action, et il recommandait aux soldats, l'attention, l'obéissance et le courage. Il les assura les uns et les autres, qu'on ferait connaître et qu'on récompenserait tout corps, tout individu qui se serait signalé par des actes d'une bravoure extraordinaire, et qu'on exposerait au mépris public et l'on soumettrait à des châtimens, celui qui n'aurait pas fait son devoir.

Tandis qu'il préparait son armée à tenir tête à l'ennemi, Washington apprit l'échec que les anglais avaient reçu devant le fort Moultrie, et il ne négligea pas cette occasion d'ajouter l'émulation aux autres motifs qui devaient

exciter l'ardeur de ses troupes. Plus l'instant de la crise approchait, plus il redoublait d'activité. Essayant de communiquer ses propres sentimens à ceux qui servaient sous ses ordres, il leur dit dans un nouvel ordre du jour: « Tous les renforts de l'ennemi sont arrivés, « et sans doute il attaquera sous peu de « tems. Le général recommande donc aux « officiers et aux soldats de tenir leurs armes « et leur fourniment en bon ordre, de ne « sortir que le moins possible de leurs quar- « tiers et de leurs campemens, de se tenir « prêts à marcher au premier signal, et de « se souvenir, à l'instant de l'action, qu'il « s'agit de l'honneur, de la liberté, de la « propriété et de la vie; que le sort de leur « patrie outragée est entre leurs mains; que « la défense de leurs femmes, de leurs en- « fans, de leurs parens leur est confiée, et « que nous avons droit d'espérer que le ciel « fera triompher une si juste cause.... Que « chaque soldat garde le plus profond si- « lence, qu'il prête attention, qu'il attende « l'ordre, et qu'il réserve son feu, pour « l'instant où il fera le plus d'effet ». Washington ordonnait de la manière la plus positive, que tout soldat qui tenterait de se cacher ou de prendre la fuite, fût sur-le-champ passé

par les armes. En même tems il invitait les officiers à examiner la manière dont se conduiraient tous les hommes qu'ils commanderaient, et à lui rendre compte de toutes les actions d'éclat que ceux-ci auraient faites.

Comme la défense de l'île Longue était intimement liée à celle de New-York, on avait, de bonne heure, placé dans cette île, une brigade, qui avait pris à Brooklyn, une forte position, où il devait être facile de se maintenir long-tems. Ce poste communiquant avec l'île d'York, on pouvait, selon que l'exigerait l'occasion, ou l'abandonner, ou en renforcer la garnison; et l'on y avait tracé et fortifié un camp très-étendu. Brooklyn est un village située sur une petite péninsule, formée par la rivière de l'Est, par la baie de New-York, et par l'anse de Gowan, où se jette une petite crique. La tête du camp était tournée vers l'intérieur de l'île, et les ouvrages s'étendaient entièrement à travers la péninsule, depuis la baie de Wallaback, sur le bord de la rivière de l'Est, à gauche, jusqu'à un marais profond, situé à droite sur le bord de la crique dont nous venons de parler. De fortes batteries qui étaient dressées sur la pointe Rouge et sur l'île du Gouverneur, et commandaient presque entièrement cette partie

de la baie, garantissaient, ainsi que d'autres batteries élevées sur la rivière de l'Est pour assurer la communication avec l'île d'York, la partie opposée du camp, en avant duquel était un rang de collines, couvertes de forêts épaisses, qui s'étendait de l'est à l'ouest, presque sur toute la longueur de l'île, et que coupaient trois routes différentes, qui conduisaient au bac de Brooklyn [1]. Ces collines, quoique la pente en fût assez roide, étaient jusqu'à leur sommet accessibles à l'infanterie.

Les mouvemens de l'ennemi firent bientôt connaître qu'il se proposait de diriger sa première attaque contre l'Ile-Longue, et en conséquence on envoya des renforts considérables au général Sullivan. Le 22 août, dès le matin, la plus forte partie des troupes britanniques, précédées du corps de chasseurs du colonel Donop, et des grenadiers hessois, débarquèrent avec quarante pièces de canon, à couvert de l'artillerie de la flotte, sur la côte sud-ouest de l'île, près d'Utrecht et de Gravesend, et non loin du point qui s'approche le plus de Staten-Island. Cette division de l'armée anglaise avait pour commandant, le lieutenant général Clinton. A son approche,

[1] Annual Register.

un régiment de Pensylvanie, qui était sous les ordres du colonel Hand et qui gardait la côte, se retira sur les hauteurs, d'où l'on dominait le passage qui conduisait au travers du village du Flat-Bush, directement aux ouvrages de Brooklyn. Le lord Cornwallis avait promptement reçu l'ordre de se rendre maître du défilé, s'il n'était pas occupé ; mais dans le cas contraire, il ne devait point risquer une action. Ce lord ayant trouvé le passage gardé, se logea dans le village, et l'armée s'étendit, depuis le détroit, à travers Utrecht et Gravesend, jusqu'au village de Flat-Land [1].

Comme il n'y avait pas lieu de douter qu'il ne se livrât bientôt un combat, le général Washington fit de nouveaux efforts pour exciter toujours plus le courage de ses troupes. Il leur recommanda sur-tout de ne faire feu qu'à peu de distance de l'ennemi, et d'attendre que l'ordre en eût été donné par les officiers. Il commanda, pour la seconde fois, de tirer sur quiconque se comporterait lâchement, et promit encore que ceux qui se signaleraient par leur bravoure, seraient honorés et récompensés. « Si l'ar-« mée, » ajouta-t-il, « imite la conduite des

[1] Général Howe's letter.

« troupes américaines qui combattent en
« d'autres parties du continent, elle assurera
« par une glorieuse victoire, le salut de son
« pays, et acquerra un honneur éternel. »

Le major général Putnam fut prendre le commandement du camp de Brooklyn, qu'on renforça de six régimens. Le général Washington recommanda à cet officier de se tenir toujours prêt à repousser l'ennemi, et de faire occuper par ses meilleures troupes, les bois qui couvraient l'espace par lequel étaient séparés les deux camps. Le même jour, le lieutenant-général de Heister débarqua sur l'île, avec deux brigades de hessois. Le lendemain il prit position à Flat-Bush, et dans la soirée, le lord Cornwallis s'avança jusqu'à Flat-Land [1].

Le général Washington, qui avait passé toute la journée à faire à Brooklyn, les meilleures dispositions qu'il avait pu, se rembarqua le soir pour retourner à New-York.

Les hessois composaient le centre de l'armée britannique, et occupaient Flat-Bush. L'aîle gauche de cette armée s'étendait jusqu'à la côte, et était sous les ordres du major général Grant. Enfin la plus grande partie des troupes anglaises, qui avait pour commandant

[1] Général Howe's letter.

le général Clinton, le comte de Percy et le lord Cornwallis, se repliait sur la droite, et s'approchait de la côte, à l'opposite de Flat-Land.

Flat-Bush, où le centre de l'armée anglaise était posté, se trouvait à peine à quatre milles des lignes de Brooklyn, et les deux villages communiquaient l'un avec l'autre, au moyen d'une route que traçait une ligne droite. Il y en avait une autre, qui faisait un circuit, en passant par le petit village de Bedford, situé sur la pente des collines du côté de Brooklyn. L'aîle droite et l'aîle gauche de l'armée anglaise étaient, l'une et l'autre, presqu'à égale distance et à-peu-près à six milles des ouvrages des américains. La route qui depuis le détroit conduisait le long de la côte par l'anse de Gowan, était la plus directe que les anglais eussent sur leur gauche; et ils pouvaient, à droite, ou retourner par le chemin de Flat-Bush et se réunir à leur centre, ou prendre une route qui menait, par un détour, de Jamaica à Bedford. Les diverses routes, que nous venons d'indiquer, avaient un point de réunion entre ce dernier village etBrooklyn, à peu de distance des lignes des américains. Ceux-ci avaient construit sur une des collines, près du chemin par lequel on pouvait se rendre

en ligne droite de Flat-Bush à Brooklyn, mais à une distance plus rapprochée du premier de ces villages que de l'autre, une forte redoute que garnissaient quelques pièces de canon, et que défendait un corps de troupes, qu'on avait jugé suffisant. Des détachemens postés sur les collines en face du camp de l'ennemi, et relevés chaque jour, gardaient cette partie de la côte qui se trouvait entre Bedford et les routes; et l'on avait recommandé de barrer le chemin pour retarder la marche des troupes anglaises. La convention rassemblée à New-York, avait donné l'ordre au général Woodhull de prendre, à la tête de la milice de l'Ile-Longue, position sur les hauteurs, aussi près de l'ennemi qu'il le pourrait; mais il était encore à Jamaica et avait peine à se persuader qu'il dût être soumis à l'officier des troupes réglées qui avait le commandement dans l'île. De petits détachemens de volontaires furent chargés de faire des patrouilles sur la route de Jamaica à Bedford. A deux milles de ce dernier village, et près de Flat-Bush, était placé un régiment de chasseurs de la Pensylvanie, commandé par le colonel Miles.

Le 26, Lutz, colonel de la milice de la Pensylvanie, et Williams, colonel de la milice de la Nouvelle-Angleterre, comman-

daient, l'un sur la route qui suit la côte, et l'autre sur celle qui va de Flat-Bush à Bedford. Le colonel Miles conservait toujours sa position avec son régiment de chasseurs. Sur les neuf heures du soir, le général Clinton fit sortir de Flat-Bush, dans le plus profond silence, l'avant-garde de l'armée anglaise, qui était composée de l'infanterie légère, des grenadiers, de la cavalerie légère, du corps commandé par le lord Cornwallis, et de quelques autres corps, et qui traînait avec elle quatorze pièces de campagne. Voulant s'emparer d'un passage des hauteurs qui se trouvait à-peu-près à trois milles de Bedford, sur la route de Jamaica, Clinton fit traverser à ses troupes cette partie du pays qui est appelée New-Lotts[1]. Deux heures avant la pointe du jour, il arriva sans être découvert à un demi-mille du passage, et fit halte pour se disposer à s'en rendre maître. Ses patrouilles surprirent un des détachemens américains, qui avaient été placés sur la route pour donner avis de la première approche de l'ennemi. Ayant su par ses prisonniers que le passage n'était point gardé, il s'en empara sur-le-champ; et lorsque le jour parut, toute la colonne franchit les hauteurs, puis elle s'a-

[1] Nouveaux Lots.

vança dans la plaine du côté de Brooklyn. Elle fut immédiatement suivie d'une autre colonne, sous les ordres du lord Percy [1]. Le général Grant fila le long de la côte à la tête de l'aile gauche, et avec dix pièces de canon. Son principal objet étant de distraire les américains, pour qu'ils s'occupassent moins de ce qui se passerait sur leur gauche, il s'avança lentement, s'amusant à escarmoucher avec les partis d'infanterie légère postés sur la route [2]. Comme celle-ci attirait spécialement l'attention du général Putnam, il fut promptement instruit du mouvement fait par le général Grant. On avait résolu de défendre avec opiniâtreté le passage des collines; et en conséquence, on envoya sur-le-champ des renforts aux partis qui étaient en avant. On fit même partir successivement des corps plus nombreux, à mesure que les anglais gagnèrent du terrain. A trois heures du matin, le brigadier général lord Sterling eut ordre d'aller avec deux régimens à la rencontre de l'ennemi, sur le chemin qui aboutissait au détroit. Le major général Sullivan, qui commandait toutes les troupes en-dedans des lignes, se rendit avec un corps considé-

[1] Général Hoves' letter.

[2] *Id. Ibid.*

rable, composé de milices de la Nouvelle-Angleterre, sur la route qui conduisait directement à Flat-Bush ; et un autre détachement occupa les hauteurs situées entre ce village et celui de Bedford.

A-peu-près à la pointe du jour, le lord Sterling atteignit à la cime des hauteurs, et y fut rejoint par les détachemens qui avaient déjà combattu et qui se retiraient lentement devant l'ennemi, qu'on vit paraître bientôt. Le général américain ayant placé avantageusement ses troupes, on fit jouer l'artillerie des deux côtés, durant quelques heures, et l'infanterie engagea plusieurs escarmouches assez vives. Le lord Sterling, qui ne voulait que défendre le passage, ne pouvait descendre avec des forces considérables, et le général Grant ne se proposait de le déloger, que lorsque sir Henry Clinton aurait exécuté l'ordre dont il avait été chargé.

Au centre, le général Heister commença, quelques instans après que le jour eût paru, à canonner les troupes que commandait le général Sullivan ; mais il ne quitta sa position de Flat-Bush, que lorsque l'aile droite de l'armée anglaise se fut mise en mouvement pour prendre à gauche et à revers, la ligne des américains. En même-tems, et dans

le dessein de détourner toujours plus l'attention de ceux-ci, du point où devait se faire l'attaque principale, on mit la flotte en mouvement, et elle fit jouer son artillerie contre la batterie de la pointe Rouge.

A-peu-près à huit heures et demie, l'aile droite de l'armée anglaise étant alors parvenue jusqu'au village de Bedford, derrière le corps commandé par Sullivan et à sa gauche, le général Heister donna l'ordre au corps du colonel Donop de marcher en avant pour attaquer la colline; et il le suivit lui-même avec le centre. L'aile gauche des américains ayant vu s'approcher le général Clinton, s'efforça sur-le-champ de regagner le camp de Brooklyn. Elle sortait des bois, régiment par régiment et avec ses canons, lorsqu'elle rencontra la tête de l'armée anglaise, qui consistait en infanterie légère et en corps de dragons, et qui fut bientôt soutenue par les gardes. Les hessois quittant Flat-Bush, s'avancèrent sur la route qui menait en ligne droite à Brooklyn [1]. Le général Sullivan était là en personne; mais il eut beaucoup de peine à tenir ses troupes réunies, seulement assez de temps pour soutenir le premier choc. Le feu qui s'était fait entendre du côté de Bedford,

[1] Général Hove's letter.

leur avait appris que les anglais les avaient tournées. Reconnaissant tout à coup le danger de leur position, elles cherchèrent à s'y soustraire en retournant en hâte au camp. Cette retraite ou cette fuite permit au général Heister de faire marcher une partie de ses forces contre ceux des ennemis qui combattaient auprès de Bedford. Les américains rompirent aussi leurs rangs de ce côté, et se réfugièrent dans les bois. La tête de la colonne anglaise, conduite par le général Clinton, continuant à pousser en avant, arrêta les troupes qui se retiraient en suivant la route directe de Flat-Bush à Brooklyn, et engagea une action avec elles. Se trouvant ainsi entre deux feux, l'une en avant, l'autre en arrière, elles furent alternativement poussées par les anglais sur les hessois, et par les hessois sur les anglais. Durant ces mouvemens, il y eut plusieurs escarmouches; et quelques détachemens parvinrent à se faire jour au travers des bataillons ennemis, et à regagner les lignes de Brooklyn. Plusieurs autres corps se sauvèrent à la faveur des bois; mais le plus grand nombre furent taillés en pièces ou faits prisonniers. Les vainqueurs n'arrêtèrent leur poursuite que lorsqu'ils furent parvenus jusqu'aux ouvrages du camp; et l'on rapporte que l'ardeur des

troupes anglaises fut telle, que leur commandant eut besoin de toute son autorité pour les empêcher de donner immédiatement l'assaut.

Les coups de feu tirés du côté de Brooklyn, apprirent à l'aile droite des américains qu'elle avait l'ennemi en queue. Le lord Sterling jugea qu'il ne pourrait échapper au danger auquel il était exposé, qu'en traversant, non loin de l'anse, la crique qu'il avait derrière lui. Il s'y disposa sur-le-champ; et pour rendre plus sûre la retraite du corps principal de son détachement, il prit le parti d'attaquer en personne, un corps de troupes anglaises commandé par le lord Cornwallis, qui était posté près d'une maison située un peu au-dessus du point où l'officier américain se proposait de passer la crique. Il tira quatre cents hommes du régiment de Smallwood, et assaillit l'ennemi. Ce corps fut plusieurs fois à la charge, et le lord Sterling prétendit qu'il fut sur le point de déloger le lord Cornwallis. Mais les troupes qu'il avait en tête se renforçant, et le général Grant s'avançant pour le prendre à revers, les braves gens qu'il commandait furent contraints de plier sous le nombre; et ceux d'entr'eux qui ne demeurèrent point sur le champ de bataille,

furent faits prisonniers de guerre, ainsi que leur général. Cette attaque hardie et bien concertée ne fut pas inutile; car elle donna le tems à la plus grande partie du détachement de faire retraite en traversant la crique.

Dans cette fatale journée, l'armée américaine fit des pertes considérables; mais on ne put déterminer exactement quelle en fut l'étendue. On supposa, parce qu'on n'en retrouva point les corps, qu'il y eut beaucoup d'hommes noyés au passage de la crique, ou ensevelis dans les marais. On obtient rarement des troupes de milice, un état exact, parce que ceux qui composent ces troupes ne manquent pas, à leur retour dans leurs foyers, d'alonger la liste des morts. Washington ne pensa pas que la perte des troupes réglées eût été de plus de mille hommes. Le général Howe, dans la lettre où il rendit compte de l'affaire, fit monter à mille quatre-vingt-dix-sept, le nombre de ses prisonniers, parmi lesquels se trouvèrent le major général Sullivan, et les brigadiers Sterling et Woodhull [1]. Ce même général évalua la perte des américains à trois mille trois cents hommes; mais il est probable

[1] Le lord Hove désignait, par erreur, ce dernier officier, sous le nom d'Udell.

que son calcul était exagéré. Il supposait aussi que ceux qui avaient défendu les hauteurs, étaient au nombre de mille hommes; et cependant il n'était pas possible qu'ils formassent un détachement de beaucoup plus de cinq cents hommes. Au rapport de leur général, les anglais perdirent, en réunissant le nombre des morts et celui des blessés et des prisonniers, vingt et un officiers et trois cent quarante-six soldats.

Le général Washington, lorsqu'il eut appris que l'action s'échauffait, se rendit au camp de Brooklyn, où, avec une douleur inexprimable, il vit, sans pouvoir les y soustraire, le danger que couraient ses meilleures troupes. S'il avait marché à leur secours avec celles qui gardaient les lignes de Brooklyn, il eût été probable, d'après la grande supériorité de l'ennemi, que le camp même eût été enlevé, et que toute cette division de l'armée américaine eût été anéantie. Quand il aurait fait venir les bataillons du New-York, ses troupes eussent encore été inférieures en nombre aux troupes anglaises; et peut-être en s'obstinant à continuer un combat, commencé sous de si malheureux auspices, se fût-il exposé à se voir sans armée et à risquer le salut de son pays. Il fut donc forcé d'être témoin passif du

carnage qu'on faisait d'une partie de ses troupes, et de réserver tous ses efforts pour conserver celles qui lui restaient.

Heureusement, l'ennemi qui croyait les américains beaucoup plus forts qu'ils ne l'étaient réellement, et qui ne voulait rien donner au hasard, ne fit sur-le-champ aucune tentative pour forcer leurs lignes, en avant desquelles il campa; mais le 28, pendant la nuit, il ouvrit la tranchée dans les règles, à trois cents toises d'une redoute placée sur la gauche. La position des troupes américaines à l'Ile-Longue devint alors extrêmement critique. Elles avaient en tête un ennemi victorieux, de qui elles avaient tout à craindre s'il donnait l'assaut, et dont les grandes forces et la formidable artillerie devaient anéantir leurs ouvrages par des approches régulières. Les mouvemens de la flotte annonçaient l'intention d'attaquer New-York, et de forcer le passage de la rivière de l'Est, aussitôt que le vent serait devenu favorable. Si elle réussissait dans cette entreprise, et si elle agissait contre le camp de Brooklyn, du côté de la mer, dans le tems que l'armée anglaise attaquerait par terre, la retraite des américains devenait extrêmement difficile, sinon impossible. Les troupes forcées de de-

meurer dans leurs lignes sans aucun abri; et exposées à des pluies abondantes, étaient fatiguées et découragées. En conséquence, il fut résolu d'évacuer l'Ile-Longue; et cette pénible opération fut effectuée le 28, pendant la nuit, avec un si profond silence et tant de célérité, que toutes les troupes se retirèrent en sûreté, emmenant avec elles la plus grande partie des vivres, toutes les munitions de guerre et toute l'artillerie, à l'exception des pièces que leur volume n'eût pas permis de traîner à travers les mauvais chemins occasionnés par la pluie. Le lendemain dès le matin, l'ennemi aperçut l'arrière-garde qui passait la rivière de l'Est, et qui se trouvait hors de toute atteinte. Jusqu'à ce moment, les efforts et les fatigues du commandant en chef avaient été continuels. Il n'avait pas fermé l'œil, et s'était constamment tenu à cheval, depuis le commencement de l'action, c'est-à-dire l'espace de quarante-huit heures.

L'effort qu'on avait fait pour défendre l'Ile-Longue eut des suites si malheureuses, et a été jugé si dangereux, que beaucoup de personnes l'ont blâmé, et qu'on le regarde encore comme une grande faute commise par le commandant en chef. Mais ce n'est pas en

ne consultant que l'événement, qu'il convient de prononcer sur la sagesse des mesures qui l'ont précédé.

Tout le cours de la guerre a démontré combien la possession de New-York et celle de l'Ile-Longue étaient importantes, soit pour l'un, soit pour l'autre parti. Les américains devaient désirer de les conserver, ou si la chose était impossible, de consumer tout le tems propre aux opérations militaires, en s'efforçant de défendre ces deux postes. Outre qu'en évacuant l'Ile-Longue, on abandonnait à l'ennemi un territoire étendu et fertile, on lui livrait en quelque sorte la ville de New-York. L'impossibilité de se maintenir dans cette île n'a été prouvée qu'après la bataille de Brooklyn. Il est vrai que les américains ne pouvaient y placer des troupes égales en nombre à celles de l'ennemi. Mais la nature du terrain et la position du camp fortifié, qu'on ne pouvait attaquer que d'un seul côté, permettaient d'espérer qu'après l'avoir gardé long-tems, on pourrait vendre cher un tel poste à l'ennemi. La circonspection du lord Howe prouve à quel point cet espoir était fondé. Même après la victoire du 27, ce lord ne voulut point attaquer le camp de Brooklyn sans être sûr de la coopération

de la flotte ; et il résolut de ne s'avancer que par des approches régulières. La position des troupes américaines à l'Ile-Longue n'aurait pas encore été désespérée, même lorsqu'elles auraient été attaquées par terre et par mer, si leur défaite n'avait pas abattu leur courage. On avait dressé de très-fortes batteries sur l'un et sur l'autre bord de la rivière de l'Est, dont l'entrée était défendue, du côté de la baie, par l'île du Gouverneur qui était fortifiée, et où l'on avait placé deux régimens. Les vaisseaux anglais n'eussent pu demeurer à l'ancre dans cette rivière, qu'après avoir fait cesser le feu des batteries, ce qui eût été extrêmement difficile. En conséquence, leur coopération n'eût eu lieu qu'à l'instant de l'attaque ; et lorsque l'assaut eût paru possible, on eût retiré les troupes de l'île.

Il y avait certainement beaucoup de risques à courir en s'efforçant de conserver l'Ile-Longue ; mais il n'y en avait pas suffisamment pour démontrer qu'il convînt de céder sans coup-férir un poste d'une si grande importance.

On a blâmé, avec plus de raison, le général, de n'avoir pas fait garder le chemin qui conduisait par les collines de Jamaica à Bed-

ford. C'était principalement au commandant du poste à s'occuper de ce soin. Deux jours avant l'action, cet officier avait reçu des instructions par écrit, qui lui enjoignaient de placer des troupes dans les bois, et de rendre l'abord de ceux-ci aussi difficile qu'il le pourrait. Mais ses forces ne lui permettaient pas de faire des détachemens qui fussent en état de garder tous les défilés. S'il avait posté sur la route dont nous venons de parler, un corps capable d'opposer une résistance opiniâtre, et si l'ennemi avait fait exécuter contre ce corps une attaque simulée, tandis qu'il eût entrepris avec succès de franchir les collines par la route qui suivait la côte ou par celle de Flat-Bush, (routes dont on eût alors proportionnément affaibli la défense), les colonnes qui fussent parties directement de ce village, eussent, d'après un calcul modéré, été en possession de la plaine qui se trouvait derrière le détachement placé sur la route de Jamaica, et l'eût empêché de rentrer au camp. Lorsqu'on prend l'offensive, on peut choisir le point contre lequel on dirigera principalement ses efforts; mais quand on se tient sur la défensive, on est souvent obligé, si l'on n'a pas assez de troupes, de laisser quelques postes faiblement gardés;

et c'est pourquoi les généraux même les plus habiles, ont toujours éprouvé beaucoup de difficulté à maintenir une ligne étendue accessible sur plusieurs points.

Il paraît donc que le parti le plus sage était de garder tous les défilés, et de surveiller tous les mouvemens de l'ennemi, de manière à pouvoir en connaître l'approche vers l'une des hauteurs, assez à tems pour réunir contre lui les troupes qui occupaient les autres passages. Ce fut celui qu'on prit, et le revers éprouvé dans la journée du 27 août, doit être attribué principalement au défaut d'exécution de cette partie importante du plan, qui était relative à la route de Jamaica. La lettre du général Howe porte qu'une patrouille américaine fut prise sur cette route; et en écrivant confidemment à un ami, le général Washington déclara que la défaite de Brooklyn devait être imputée à deux détachemens qui avaient été postés sur deux routes percées dans un bois, et qui s'étaient laissé surprendre et avaient fait une retraite précipitée.

L'affaire de Brooklyn démontra l'existence d'un vice radical dans la composition de l'armée américaine: il n'y avait pas un seul corps de cavalerie. Une économie mal en-

tendue défendait encore de faire une dépense aussi forte que celle de monter plusieurs corps à cheval. Si le général avait eu seulement quelques compagnies de cavalerie légère, qui eussent pu fournir des vedettes, il est probable qu'il eût été instruit à tems du mouvement qui procura la victoire aux anglais. Il paraît que les troupes qui étaient placées dans les lignes, ne virent pas la colonne ennemie qui, le 26 au soir, sortit de Flat-Bush pour se rendre à Flat-Land. On peut croire que si le général Putnam avait eu connaissance de ce mouvement, la route de Jamaica eût attiré plus particulièrement son attention. La nécessité de changer l'officier primitivement chargé du commandement, fut également une chose très-fâcheuse, et elle doit être placée au nombre des causes qui ont concouru à la défaite des américains.

Quelles qu'elles aient été ces causes, la perte de la bataille de Brooklyn fit prendre un défavorable aspect aux affaires des colonies-unies. Jusqu'alors les armes des américains avaient été presque toujours heureuses. On avait inspiré de bonne heure aux troupes provinciales la plus grande confiance en elles-mêmes; on leur avait persuadé que la bonté

de leur cause et le long usage qu'elles avaient des armes à feu, les rendaient bien supérieures aux troupes britanniques ; et cette présomption avait été en quelque sorte justifiée par l'événement. Lorsqu'après une suite d'évolutions, où elles crurent apercevoir une grande habileté dans l'art militaire, elles se virent entourées de dangers dont aucun effort ne pouvait les tirer, il se fit une révolution dans leur esprit ; et elles s'imaginèrent, à l'instant où l'ennemi s'approcha, qu'il avait employé quelque stratagême, dont la fuite la plus prompte pouvait seule empêcher l'effet.

Les élémens dont se composait l'armée américaine, étaient propres à favoriser les idées qui se forment ordinairement parmi des troupes nouvellement levées qui viennent d'être battues. Un grand nombre de soldats des troupes réglées (si celles-ci méritaient une pareille dénomination), n'avaient été enrôlés que pour un an ; et les autres corps n'avaient été requis de servir que pendant quelques semaines. Les hommes qui faisaient partie de la milice, ne songeaient guère qu'à rentrer en sûreté dans le sein de leurs familles, et qu'à rejeter sur d'autres les hasards de la guerre. Il eût fallu un courage bien supérieur à celui que possè-

dent la plupart des humains, ou un enthousiasme qui rarement est général et de longue durée, pour engager les troupes américaines à supporter les fatigues d'une campagne, et à montrer cette constance, ce mépris des dangers, qui eussent pu leur mériter la confiance de leur général et celle des citoyens.

L'état où se trouvait l'armée après la bataille de Brooklyn, est décrit dans une lettre que le général Washington adressa au congrès. « Notre position est vraiment effrayante, » dit-il. « L'échec que nous avons reçu, le 27 de « ce mois, a jeté une grande partie de nos « troupes dans le découragement, et leur a « fait concevoir les craintes les plus vives. La « milice, au lieu de faire les plus grands « efforts pour diminuer l'embarras de notre « position, est déconcertée, indocile et impatiente de rentrer dans ses foyers. Un grand « nombre de ceux qui la composent sont déjà « partis. Des compagnies, des régimens presque entiers se sont retirés. Pour juger combien cette circonstance est alarmante, il « suffit de se rappeler que nous sommes en « présence d'un ennemi qui nous serait encore « bien supérieur en nombre, lorsque toutes « nos troupes seraient réunies. Celles qui « restent ne veulent se soumettre à aucun

« ordre, à aucune discipline; et c'est avec « douleur que je suis forcé d'avouer que je n'ai « aucune confiance en elles.

« Ces faits confirment l'opinion que j'ai « déjà développée plus d'une fois dans mes « lettres au congrès, qu'on ne doit pas comp- « ter sur la milice, ni sur des troupes en- « gagées pour l'espace de tems fixé jus- « qu'ici par nos réglemens. Je suis per- « suadé que notre cause sera très-hasardée ; « sinon entièrement perdue, si la défense « n'en est pas confiée à une armée perma- « nente. »

Les fréquentes représentations du commandant en chef, l'opinion de tous les militaires, et une triste expérience décidèrent enfin le congrès; et peu de tems après la défaite essuyée à l'Ile-Longue, le comité de la guerre fut chargé de préparer un plan d'opérations pour la prochaine campagne. Ce comité proposa de créer une armée, que formeraient quatre-vingt-huit bataillons, qui seraient levés par les différens états de l'Union, et composés d'hommes enrôlés pour toute la durée de la guerre [1]. Le prix de

[1] *Contingens des différens états.*

	bataillons.
New-Hampshire	3
Massachussetts	15

l'engagement fut fixé à vingt dollars, et l'on promit de petites portions de terres vacantes aux officiers et aux soldats [1].

Si ce système avait été suivi en 1775, il est probable que la guerre eût duré bien

Rhôde-Island	2
Connecticut	8
New-York	4
New-Jersey	4
Pensylvanie	12
Delaware	1
Maryland	8
Virginie	15
Caroline du nord	9
Caroline du sud	6
Géorgie	1
	88

[1] *Etat de répartition des terres.*

	acres.
A un colonel	500
A un lieutenant-colonel	450
A un major	400
A un capitaine	300
A un lieutenant	200
A un enseigne	150
A un sous-officier	
A un soldat	100

La résolution fut ensuite changée, et l'on offrit l'option entre un enrôlement pour trois ans, ou un engagement pour toute la durée de la guerre. Ceux qui préférèrent de prendre le premier parti n'eurent droit à aucune distribution de terres.

moins qu'elle ne le fît ; mais il faut passer quelque chose à l'inexpérience du congrès. Les préjugés qui régnaient dans toutes les colonies-unies, furent aussi au nombre des causes qui empêchèrent plutôt l'établissement d'une armée permanente. Mais un des plus grands obstacles fut la manière dont etait organisé le gouvernement, qui, tandis que le pouvoir réel était morcelé entre les assemblées législatives des états particuliers, ne laissait guère au congrès que le droit de recommandation, dont même il n'usait qu'avec beaucoup de réserve. Des mesures qui eussent annoncé que la guerre pouvait être de longue durée, ou qui eussent fait soupçonner, soit des projets d'indépendance, soit de la répugnance à rétablir les anciennes relations avec la Grande-Bretagne, eussent, au commencement de la contestation, altéré d'une manière fâcheuse, les dispositions de quelques-unes des colonies-unies.

Le lord Howe ayant résolu, pour entrer en négociation, de profiter de l'impression qu'aurait probablement faite la victoire du 27 août, envoya sur sa parole, le général Sullivan, à Philadelphie, après l'avoir chargé verbalement de déclarer que, quoiqu'il ne fût pas possible de traiter alors avec le congrès

comme formant un corps politique, sa seigneurie désirait cependant d'avoir une conférence avec quelques-uns des membres de cette assemblée, qu'elle considérerait comme des particuliers, et avec qui elle se réunirait dans le lieu qu'ils désigneraient. Sullivan ajouta que les commissaires du roi avaient de pleins pouvoirs pour arranger à la satisfaction des deux parties, le différent qui subsistait entre la Grande-Bretagne et les colonies d'Amérique; que pour obtenir ces pouvoirs, le lord Howe avait été retenu deux mois en Angleterre, et que ce retard l'avait empêché d'arriver à la hauteur de New-York, avant la déclaration d'indépendance; que sa seigneurie jugeait que l'instant était favorable pour traiter, parce que ni de l'un ni de l'autre côté, on ne paraîtrait point encore y avoir été contraint par la nécessité; qu'au cas où le congrès serait disposé à entamer une négociation, les commissaires pouvaient et devaient lui accorder des choses qu'il n'avait point demandées, et que si après la conférence, on trouvait qu'un arrangement était possible, on reconnaîtrait l'autorité de ce corps.

Cette proposition était embarrassante. La rejeter complètement, c'était donner quelque

consistance à l'idée que si l'indépendance n'était pas assurée, on pourrait du moins rétablir, d'après les principes précédemment jugés constitutionnels, les anciens rapports avec la Grande-Bretagne, idée que le congrès croyait fausse, mais qui pouvait avoir un fâcheux effet, et que par conséquent il fallait écarter. D'un autre côté, entrer en pourparler, dans la position où l'on se trouvait alors, c'était peut-être faire soupçonner que l'acte par lequel on avait déclaré l'indépendance, n'était pas irrévocable, et que l'état des affaires permettait de se relâcher sur quelques-unes des mesures qu'on avait prises pour la défense du pays.

La réponse qui fut transmise au lord Howe par l'intermédiaire du même général, portait que le congrès représentant des états indépendans et libres, ne pouvait convenablement envoyer aucun de ses membres conférer comme simple particulier avec sa seigneurie, mais que conservant toujours le desir de rétablir la paix à des conditions raisonnables, il ferait partir des commissaires tirés de son sein, pour savoir si ce lord était autorisé à traiter avec des délégués du congrès, et pour recevoir ses propositions. Le président fut en même tems chargé de faire

connaître au général Washington, qu'aucune proposition de paix ne devait être reçue, qu'au cas où elle serait faite par écrit, et adressée aux représentans des Etats-Unis composant le congrès, ou aux personnes autorisées par cette assemblée, et que si quelque commandant des troupes britanniques s'adressait à lui sur ce sujet, il devait répondre que les Etats-Unis, ne soutenant la guerre que pour défendre leur liberté, concluraient avec joie la paix à des conditions équitables, d'après les propositions qui pourraient être faites de la manière qui vient d'être spécifiée.

C'est une chose digne de remarque que, dans ces résolutions, le congrès, tout en paraissant insister sur l'indépendance des Etats-Unis, ne disait pas que si elle n'était pas reconnue, la paix ne pourrait pas être conclue.

MM. Franklin, John Adams et Edward Rutlege, zélés partisans de l'indépendance, furent chargés d'aller trouver le lord Howe. A leur retour, ils déclarèrent que sa seigneurie les avait reçus, le 11 du mois de septembre, avec beaucoup de politesse, sur Staten-Island, vis-à-vis d'Amboy. Le lord avait ouvert l'entretien, en leur disant qu'il

ne pouvait les reconnaître en qualité d'envoyés du congrès, mais que ses pouvoirs lui permettant de consulter, sur les moyens de ramener la paix, tous ceux qui auraient de l'influence dans les colonies, il serait charmé de s'entretenir avec eux sur ce sujet. Les commissaires lui répondirent qu'il pouvait les considérer comme il lui plairait, et leur communiquer les propositions qu'il se croyait autorisé à faire, mais qu'ils ne méconnaîtraient point le caractère dont les avait revêtus le congrès. Le lord Howe leur fit alors un discours très-long, qui ne contint aucune proposition de paix, positivement énoncée, autre que celle-ci : « Que les colonies rentrent dans l'obéissance de la Grande-Bretagne. » Il assura ensuite que le roi et les ministres étaient très-disposés à leur faire chérir le gouvernement ; et il fit entendre que si elles se soumettaient, on reverrait les actes du parlement qui leur avaient fait ombrage ; qu'il en serait de même des instructions données aux gouverneurs, et qu'enfin, si l'on reconnaissait qu'il y eût quelque vice ou quelque erreur, soit dans les uns, soit dans les autres, on réparerait le mal sur-le-champ.

Les commissaires dirent alors à sa seigneu-

rie, que leur opinion particulière était qu'on ne devait pas compter que les colonies consentissent désormais à se soumettre à la domination de la Grande-Bretagne. Ils rappelèrent que les humbles requêtes qu'elles avaient tant de fois fait présenter au parlement et au roi, avaient été rejetées avec mépris, et ne leur avaient attiré que de nouveaux outrages. Elles avaient, dirent-ils, montré sous un gouvernement tyrannique une patience qui n'avait point d'exemple. Ce n'avait été qu'après avoir connu l'acte du parlement qui autorisait à leur faire la guerre, et les privait de la protection du roi, qu'elles avaient proclamé leur indépendance. La déclaration en avait été faite au nom du peuple des colonies en général ; les habitans de chacune d'elles l'avaient approuvée ; toutes se considéraient comme des états indépendans, et en conséquence elles s'étaient donné ou se donnaient des gouvernemens particuliers. Il n'était pas au pouvoir du congrès de promettre qu'elles se replaceraient sous le joug. Sans doute elles désiraient la paix, et étaient disposées à conclure avec la Grande-Bretagne, un traité qui pût être avantageux aux deux pays. Enfin, si l'on était dans les mêmes dispositions en Angleterre, sa seigneurie devait obtenir plus

promptement et avec plus de facilité de nouveaux pouvoirs du gouvernement britannique, que le congrès n'en obtiendrait des diverses colonies pour se soumettre en leur nom. Après cette réponse, le lord Howe déclara qu'il était très-affligé de voir qu'il n'y avait aucun espoir d'accommodement, et mit fin à la conférence.

Cette négociation infructueuse ne suspendit point les hostilités. Le lendemain du jour où les troupes américaines furent retirées de l'Ile-Longue, on évacua l'île du Gouverneur, qui servait à la défense de Brooklyn et assurait la communication du camp et de New-York, dont elle commande le port. La possession de cette île eût été extrêmement utile, au cas où la flotte britannique eût attaqué cette ville; mais il n'était plus possible de s'y maintenir après l'évacuation de l'Ile-Longue. Le général Washington commençait alors à redouter de ne pouvoir défendre plus long-tems New-York. Son armée, principalement composée de corps de milice, ne se montait pas à plus de vingt-cinq mille hommes, dont le quart étaient hors d'état d'agir. D'après les calculs ordinaires, elle n'eût pu suffire à la défense d'un seul point, qu'eussent attaqué les troupes disciplinées qui marchaient sous les drapeaux de

la Grande-Bretagne ; et à plus forte raison ; était-elle incapable de garder une place dont l'enceinte était très-étendue, et offrait un grand nombre de postes. Le général fit part de ses craintes au congrès, craintes fondées sur la persuasion que les troupes ne feraient pas leur devoir ; et il le pria de lui indiquer la conduite qu'il aurait à tenir à l'égard de New-York, au cas où il serait contraint de faire retraite. Dans la résolution qu'il prit à ce sujet, le congrès déclara sagement que comme il ne doutait pas qu'on ne recouvrât bientôt cette ville, il convenait de ne lui faire éprouver aucun dommage.

L'armée anglaise, alors entièrement en possession de l'Ile-Longue, y occupait les postes de Bedford, de Bushwic, de New-Town, de Flushing et de Hell-Gate. Elle menaçait ainsi la partie méridionale de l'île d'York, et n'était séparée de l'armée américaine que par la rivière de l'Est [1], qui est large d'environ six cent cinquante toises, et des deux côtés de laquelle étaient dressées des batteries qui tiraient sans cesse l'une contre l'autre.

Immédiatement après la victoire qu'elle remporta à Brooklyn, l'armée anglaise fit des

[1] C'est une prolongation du détroit de l'Ile-Longue. (*Note du traducteur.*)

dispositions pour attaquer New-York. Une partie de la flotte tourna l'Ile-Longue, et parut dans le détroit par lequel cette île est séparée du Connecticut, et qu'unit à la rivière de l'Est un canal fort resserré, appelé Hell-Gate [1]. Deux frégates passèrent entre l'île du Gouverneur et la pointe Rouge, sans que les batteries les endommageassent. Elles se dérobèrent au canon des américains, en prenant un mouillage derrière une petite île, tandis que l'amiral, avec la principale division de la flotte anglaise était à l'ancre près de l'île du Gouverneur, d'où il pouvait passer, soit la rivière du Nord, soit la rivière de l'Est, soit toutes les deux, pour agir contre quelque partie que ce fût de l'île d'York. Ces mouvemens, et sur-tout l'apparition d'une partie de la flotte dans le Détroit, et la position que l'armée de terre avait prise vers l'extrémité septentrionale de l'Ile-Longue, annonçaient le dessein, non de faire une attaque directe contre New-York, comme on l'avait jugé, mais de débarquer, aux environs du King's-Bridge, des troupes destinées à interrompre la communication de l'armée américaine avec l'intérieur du pays, et à con-

[1] Porte-d'Enfer.

traindre cette armée à livrer une bataille ; qui, si l'issue en était malheureuse pour elle, comme il y avait lieu de le craindre, l'anéantirait infailliblement. Le commandant en chef prévoyant le danger, fit transporter au-dessus du King's-bridge, les munitions dont on n'avait pas un besoin pressant, et convoqua un conseil de guerre, pour décider si l'on défendrait plus long-tems New-York, ou si l'on évacuerait cette place sans délai. La pluralité des membres décidèrent qu'il ne fallait pas se retirer sur-le-champ ; mais Washington ne céda qu'avec beaucoup de regret à cet avis. Dans la lettre où il transmit le résultat du conseil au congrès, il disait : « Il est « évident, d'après les mouvemens des troupes, « d'après les renseignemens que nous rece- « vons, et d'après plusieurs autres circons- « tances, que l'ennemi qui a sur l'Ile-Longue « toute son armée, à l'exception de quatre « mille hommes postés sur Staten-Island, « se propose de nous tenir bloqués dans l'île « d'York, en prenant position derrière nous, « tandis que nous aurons ses vaisseaux en « tête. Enveloppés de la sorte, il nous for- « cera à nous rendre à discrétion, ou s'il « croit plus utile de frapper un coup ter- « rible, il taillera notre armée en pièces et

« s'emparera de nos armes et de nos maga-
« sins, perte qu'il sait bien être irréparable
« pour nous.

« Instruits des desseins de l'ennemi, c'est
« à nous à chercher les moyens de les faire
« échouer. Mais de tous côtés on n'aperçoit
« que des difficultés ; et comme il n'est que
« trop probable que les troupes ne montreront
« pas toutes une égale fermeté, nous devons
« user de circonspection. L'histoire, notre
» propre expérience, les conseils de nos
« meilleurs amis, les craintes de l'ennemi,
« et même les déclarations du congrès, tout
« prouve que nous devons nous tenir sur
« la défensive. Ne dit-on pas sans cesse que
« nous devons faire une guerre de poste,
« que nous devons éviter une action générale
« et ne rien donner au hasard? »

La pluralité des membres du conseil n'avaient pas prétendu qu'il fût possible de se maintenir constamment dans New-York. Ils ne voulaient que gagner du tems et empêcher l'ennemi de pousser plus loin ses avantages avant la fin de la campagne, s'il se rendait maître de cette ville. Ils tracèrent un plan, d'après lequel on eût partagé l'armée en trois divisions, dont l'une eût été composée de cinq mille hommes et eût formé

la garnison de New-York. La seconde division eût consisté en neuf mille hommes et eût été postée au King's-bridge. Le reste de l'armée eût occupé l'espace intermédiaire.

On s'était persuadé que le congrès, redoutant l'impression qu'une pareille retraite pourrait faire dans l'esprit des peuples, répugnait à voir évacuer New-York; et c'était là ce qui avait fait prendre la détermination de défendre un peu plus long-tems cette place. Cependant les généraux reconnurent bientôt le danger qui résulterait de la division de l'armée en plusieurs corps. Les mouvemens de l'ennemi démontraient l'intention, ou de couper la ligne des américains, ou de les renfermer tous dans l'île d'York. Il avait jeté des détachemens considérables dans les îles de Montrésor et de Buchanan, situées à l'embouchure de la rivière de Haerlem, d'où il était facile, soit de passer sur cette partie du continent, dite les terres-basses de Morrisania, et de s'emparer des passages qui se trouvent au-dessus du King's-bridge, soit de traverser la rivière de l'Est jusqu'aux plaines de Haerlem, et d'interrompre, ou du moins de rendre très-difficile, la communication des différens postes de l'armée américaine.

Le général Washington, qui sentait qu'on

serait forcé de faire retraite, s'occupait sans relâche à faire transporter les munitions en lieu de sûreté [1]. Plusieurs officiers généraux ayant annoncé qu'ils avaient changé d'avis, on rassembla un nouveau conseil de guerre, dont presque tous les membres déclarèrent non-seulement qu'il était prudent, mais qu'il était absolument nécessaire d'évacuer New-York. Le brigadier général Mercer, qui commandait le camp volant placé sur le rivage du New-Jersey, eut ordre de remonter la rivière du Nord ou d'Hudson, jusqu'au poste situé vis-à-vis du fort Washington; et l'on pressa le plus qu'il fut possible le transport des magasins, opération que l'on craignait de ne pas achever; car on attendait à chaque instant une attaque, qui, si elle était heureuse, forcerait à laisser dans la place tout ce qui s'y trouvait encore.

Plusieurs autres vaisseaux de guerre s'avancèrent dans la rivière de l'Est, et prirent différens mouillages au-delà de New-York, comme pour faire douter s'ils se proposaient de détruire une batterie qui était dressée sur la pointe Horen, et qui gênait infiniment

[1] A l'apparition de l'ennemi devant New-York, Washington avait demandé qu'on envoyât en lieu sûr les femmes, les enfans et les effets les plus précieux.

la navigation du Détroit, ou s'ils voulaient favoriser un débarquement sur l'île d'York. Peu de tems après, de nombreux corps de troupes firent plusieurs mouvemens du côté de la rivière de l'Est, et s'embarquèrent comme pour passer à l'île de Montrésor ou à Morrisania. Aussitôt qu'il eut eu connaissance de ce fait, le général Washington se rendit au camp de Haerlem. Il conjecturait que l'ennemi attaquerait, ou ce camp, ou les troupes postées à Morrisania.

Le lendemain matin, trois vaisseaux de guerre remontèrent la rivière du Nord jusqu'à Blooming-Dale, mouvement qui empêcha totalement de transporter les munitions par eau. A-peu-près sur les onze heures, sir Henry Clinton, commandant une division qui s'était embarquée à la pointe de la baie de New-Town, dans l'Ile-Longue, pointe que sa position empêchait d'être aperçue par les américains, passa dans la rivière de l'Est qu'il traversa, et débarqua à couvert de l'artillerie de cinq vaisseaux de guerre, sur la côte de la baie de Kipp, à-peu-près à trois milles au-dessus de New-York. Ce point était défendu par des ouvrages très-forts, où il eût été possible de se maintenir long-tems; mais les troupes qui les gardaient, effrayées

du feu des vaisseaux, se retirèrent avec précipitation vers le corps principal. Au premier coup de canon, les brigades commandées par les généraux Parsons et Fellows, avaient marché au secours de celles qui occupaient les lignes; et le général Washington lui-même s'était porté vers le lieu de l'action. La terreur qu'éprouvaient les fuyards se communiqua promptement à ceux qui devaient les soutenir; et le commandant en chef eut le chagrin de les rencontrer les uns et les autres, qui fuyaient dans le plus grand désordre, malgré tous les efforts que leurs officiers employaient pour les arrêter. Tandis que Washington cherchait à les rallier, un petit corps d'ennemis vint à paraître, et aussitôt les américains rompirent leurs lignes, et s'enfuirent de nouveau. Il ne restait d'autre parti à prendre que de retirer le peu de troupes qui gardaient New-York, et de renforcer les détachemens postés sur les hauteurs. En conséquence, on garnit toutes les lignes, mais elles ne furent point attaquées. La sortie de New-York n'occasionna la perte que d'un petit nombre d'hommes, qui furent tués dans une escarmouche à Blooming-Dale; mais il fallut abandonner toute la grosse artillerie, et une grande partie des bagages et

des munitions de guerre et de bouche, qu'on eût pu sauver si l'on avait défendu le poste de la baie de Kipp. Aucune perte de ce genre ne fut plus sensible que celle des tentes. L'armée n'en avait jamais eu autant qu'il lui en eût fallu; et chaque jour on commençait à sentir plus vivement le besoin d'être à couvert [1]. Dans cette journée honteuse, un colonel, un capitaine, trois sous-officiers et dix soldats furent trouvés au nombre des morts; et un lieutenant-colonel, un capitaine et cent cinquante-sept soldats ne reparurent point. Un grand nombre de ceux-ci furent faits prisonniers, et peut-être aussi y en eut-il quelques-uns de tués.

Ce n'est pas au défaut de courage qu'il faut attribuer la conduite que tint l'armée dans cette retraite. L'impression causée par la défaite de Brooklyn, subsistait encore; et les troupes américaines n'avaient plus aucune confiance, soit en elles-mêmes, soit en leurs commandans. Leur position leur paraissait dangereuse, et elles n'avaient pas acquis cette fermeté qui distingue les vieilles troupes et leur fait faire leur devoir, quelque part qu'elles soient placées. Aux causes que nous avons déjà fait connaître, il en faut ajouter une dont

[1] On était au mois de septembre.

l'effet ne fut pas moins funeste. Dans la Nouvelle-Angleterre, qui avait été jusqu'alors le principal théâtre de la guerre, le zèle excité par la révolution avait fait abolir presque entièrement la distinction entre les différens grades. En plusieurs occasions, les officiers étaient choisis par les soldats, et la familiarité assurait la préférence beaucoup plus que le mérite. On a prétendu même que plusieurs n'avaient été nommés qu'après avoir consenti à verser leur solde dans la masse commune, et à partager également avec les simples fusiliers. De pareils officiers se rendaient coupables des actions les plus honteuses; et les soldats n'ayant aucun respect pour eux, ne pouvaient contracter l'habitude de l'obéissance et de la subordination. On avait corrigé quelques-uns de ces vices, en organisant de nouveau l'armée sous les murs de Boston; mais il en restait encore beaucoup à détruire. En examinant les différens ordres du jour publiés à cette époque, on reconnaît que plusieurs officiers d'un grade inférieur n'étaient pas exempts de cet amour du pillage qui déshonorait alors les troupes américaines, et qui fera la honte de toutes celles qui ne seront pas soumises à une exacte discipline.

CHAPITRE VIII.

Escarmouche sur les hauteurs de Haerlem. — L'ennemi débarque au Frog's-Neck. — Les américains évacuent toute l'île d'York, à l'exception du fort Washington. — Les deux armées dirigent leur marche vers la plaine Blanche. — L'armée anglaise retourne au King's-bridge. — Le général Washington passe la rivière du Nord avec une partie de son armée. — L'ennemi emporte les lignes du fort Washington. — Evacuation du fort Lee. — Etat de faiblesse de l'armée américaine. — Inutile tentative pour faire marcher la milice. — Washington fait retraite par le New-Jersey. — Le général Lee est fait prisonnier de guerre. — Washington passe la Delaware. — Danger auquel est exposée la ville de Philadelphie. — Bataille de Trenton. — Bataille de Princeton. — Fermeté du congrès.

L'ennemi, après avoir pris possession de New-York [1] y mit une garnison; et le corps principal de l'armée anglaise fut occuper une

[1] Un horrible incendie se déclara à-peu-près à onze heures du soir dans la ville de New-York, le jour même où les anglais y entrèrent, et dura jusqu'au lendemain matin, que la garnison parvint à l'éteindre. Le tiers de la ville fut consumé. Le feu ayant été mis à dessein, plusieurs individus que l'on crut coupables de ce crime, furent jetés au milieu des flammes. L'ennemi

position voisine des lignes des américains sur l'île d'York. Cette armée avait sa droite à la pointe Horen sur la rivière de l'Est ; et sa gauche atteignait à la rivière du Nord, près de Blooming-Dale. Son camp couvrait de la sorte presque toute la largeur de l'île, qui est d'environ deux milles sur ce point, et les vaisseaux de guerre le défendaient à l'est et à l'ouest.

Le King's-bridge [1] était le point le plus fort des lignes des américains, qui le gardaient avec soin, parce qu'il assurait la communication avec le continent. Ils avaient aussi placé des corps nombreux au passage de Mac-Gowan et sur les hauteurs de Morris, qui étaient fortifiées et pouvaient être défendues contre des troupes supérieures en nombre. Plus près de l'ennemi, c'est-à-dire à un mille et demi, un

prétendit que le général américain avait résolu de réduire la ville en cendres, et qu'il eût exécuté ce dessein, s'il n'avait pas été forcé d'évacuer si promptement New-York. Cette allégation est fausse. Ni le congrès, ni le général Washington ne formèrent jamais un projet si affreux. Les incendiaires furent ou des hommes égarés par la fureur d'un faux zèle, ou des scélérats qui espéraient voler avec facilité pendant le trouble que devait occasionner un si grand désastre.

[1] Pont du Roi.

fort détachement occupait un camp retranché sur les hauteurs de Haerlem.

La position des armées respectives était extrêmement favorable aux vues du général Washington, qui voulait, par des escarmouches, accoutumer ses troupes à tenir tête à l'ennemi en rase campagne. Il pensait qu'étant instruites qu'elles avaient derrière elles un camp retranché, elles engageraient une action sans crainte, qu'elles déploieraient le courage qui leur était naturel, et qu'elles recouvreraient bientôt la confiance en elles-mêmes. L'occasion ne pouvait se faire attendre. Le lendemain de l'évacuation de New-York, l'ennemi parut avec de grandes forces dans la plaine qui séparait les deux camps ; et Washington courut sur-le-champ à ses postes avancés, pour y faire toutes les dispositions que ce mouvement rendait nécessaires. A peine y fut-il arrivé, que le lieutenant colonel Knowlton, officier très-recommandable en tout, et qui était allé escarmoucher à la tête d'un corps de chasseurs, formé par des volontaires tirés des régimens de la Nouvelle-Angleterre, y revint et déclara, d'après ses conjectures, que le parti qu'il venait de combattre se montait à environ trois cents hommes. Washington donna l'ordre

à Knowlton et au major Leitch, d'aller, l'un avec ses chasseurs et l'autre avec trois compagnies du régiment de la Virginie, qui n'était arrivé que la veille, prendre l'ennemi à revers, tandis qu'il l'amuserait lui-même en feignant de vouloir l'attaquer de front. Ce plan réussit. Les anglais se hâtèrent de descendre une colline, pour aller occuper un terrain entrecoupé par quelques palissades et couvert de plusieurs buissons, terrain qu'ils considéraient comme une position où ils pourraient combattre avec avantage. On fit feu de part et d'autre, mais à une trop grande distance pour produire quelque effet. En même-tems Knowlton, qui ne savait pas encore que les anglais avaient changé de position, commença l'attaque, et les prit plutôt en flanc qu'à revers; et il s'engagea une action très-chaude. Bientôt le major Leitch, qui avait montré beaucoup de bravoure, fut mortellement blessé; et Knowlton qui combattait vaillamment à la tête de ses troupes, fut aussi atteint d'un coup mortel. Cependant les capitaines firent ferme avec leurs compagnies. Le nombre des ennemis s'augmentant, le général Washington envoya quelques détachemens, tirés des régimens de la Nouvelle-Angleterre et du Maryland, au secours des

américains, qui, renforcés de la sorte, chargèrent avec la plus grande intrépidité, et poussèrent les anglais dans la plaine. Ils les eussent toujours serrés de plus près, si le commandant en chef, qui se contenta de cet avantage, et craignait que des corps plus nombreux ne vinssent soutenir l'ennemi, et ne fissent pencher du côté de celui-ci la balance, n'avait pas ordonné à ses troupes de se retirer dans leurs lignes.

Du côté de l'ennemi, un bataillon d'infanterie légère, un bataillon de montagnards et trois compagnies de chasseurs hessois [1] prirent part à ce combat, qui fut très-vif. Ces troupes perdirent au moins une fois plus de monde que les américains, du côté desquels le nombre des morts et des blessés fut d'environ cinquante. Mais ce qui donna vraiment de l'importance à cette affaire, fut l'effet qu'elle produisit sur toute l'armée américaine. C'était le premier succès qu'elle avait obtenu dans cette campagne. Pour rendre l'impression plus durable, le mot d'ordre du lendemain fut Leitch; et le général fit des remercimens publics aux troupes qui s'étaient avancées contre l'ennemi, et aux corps qui les avaient si bien soutenues. Il fit sentir quelle différence

[1] Annual Register. Stedman.

il y avait entre une telle conduite et celle qu'on avait tenue la veille. Le succès qu'on venait d'obtenir, annonçait, dit-il, ce qu'on pourrait faire lorsque les officiers et les soldats emploieraient tous les efforts dont ils étaient capables. Enfin, il les invita les uns et les autres à ne point déshonorer la cause qu'ils défendaient, et à soutenir l'honneur et la liberté de leur pays.

Cependant la position des Etats-Unis devenait extrêmement critique. L'armée était menacée d'une dissolution totale, l'engagement du plus grand nombre de ceux qui la composaient se trouvant sur le point d'expirer. On n'avait pris aucune mesure pour former les régimens dont le congrès avait ordonné la levée; et il y avait lieu de craindre que les conditions qu'il avait proposées n'offrissent pas assez d'avantages pour exciter les citoyens à s'enrôler. Dans cet état des choses, le général américain avait à lutter contre une armée permanente, que sa discipline et l'expérience des chefs rendaient formidable, et dont le nombre excédait celui des troupes qu'il avait sous ses ordres. Le congrès auquel il fit des représentations, éleva la paye des officiers, d'après la recommandation qu'il lui en avait faite, et invita les états qui avaient des régi-

mens au service de l'Union, soit à Tycondéroga, soit dans le New-York, soit dans le New-Jersey, à faire partir des commissaires chargés d'enrôler les soldats qui consentiraient à demeurer au service de leur pays, et d'organiser les nouveaux corps. Il leur fut enjoint de se concerter pour cet objet avec le commandant en chef, et de ne choisir pour officiers que des hommes qui se seraient distingués par leur probité, leur bravoure, leur activité, leur vigilance, et sur-tout par leur attachement à la discipline militaire. Ils devaient destituer aussi tous ceux qui se seraient absentés sans congé. Un habillement complet dut être ajouté chaque année à la paye du soldat; et les états dont le territoire s'étendait jusqu'à la Virginie, furent invités à faire tous leurs efforts pour compléter leurs contingens.

Les armées ne conservèrent pas long-tems leur position sur l'île d'York. Le général Howe avait trop bien reconnu la force du camp des américains, pour être tenté de l'attaquer. Il se proposait de contraindre le général Washington, ou à l'abandonner, ou à combattre dans une position tellement désavantageuse, qu'un revers eût entraîné la destruction totale de l'armée américaine. En conséquence

il résolut, après avoir fait pour la défense de New-York, quelques retranchemens sur la colline de Mac-Gowan, de tourner le camp ennemi en prenant la route de la Nouvelle-Angleterre, voie par laquelle les américains recevaient la plus grande partie de leurs vivres, et de se rendre maître du cours de la rivière du Nord, au-dessus du King's-bridge. Trois frégates remontèrent cette rivière, en passant sous le canon du fort Washington, et sous celui du fort situé sur le bord opposé, c'est-à-dire du côté du New-Jersey, et qui fut ensuite appelé fort Lee. Ni les batteries, ni les chevaux de frise, enfoncés dans le chenal entre l'une et l'autre place, ne causèrent le moindre dommage à ces vaisseaux [1]. Le général anglais fit monter ensuite une partie de son armée sur des bateaux plats, et après avoir traversé le Hell-Gate il entra dans le détroit, puis débarqua au Frog's-Neck [2], non

[1] La partie supérieure du cours de la rivière du Nord ou d'Hudson, a toujours été d'une grande importance pour les opérations militaires dans la Nouvelle Angleterre. On savait de plus qu'un grand nombre d'habitans des environs favorisaient les anglais, et qu'ils se proposaient de s'emparer des forts construits sur les montagnes. Pour les empêcher de s'en rendre maître, la milice du New-Hampshire eut ordre de se rendre à Fishkill.

[2] C'est une langue de terre.

loin de l'ouest Chester, sur le rivage du Connecticut, et à-peu-près à neuf milles du camp, que les américains occupaient sur les hauteurs de Haerlem.

Le Frogs'-neck est complètement entouré d'eaux qui, à la mer haute, n'offrent aucun passage, de sorte que c'est vraiment une île qui communique avec la Terre-Ferme au moyen de plusieurs ponts. Ceux-ci avaient été rompus par les américains, qui avaient aussi construit des ouvrages destinés à arrêter l'ennemi s'il voulait pénétrer dans le pays. Washington qui avait bien reconnu dans quelle intention le général Howe avait pris une nouvelle position, tira de l'île d'York des corps de troupes qui se réunirent à celles du King's-bridge; et il fit passer quelques régimens à l'ouest Chester, pour escarmoucher avec les anglais, aussitôt que ceux-ci se mettraient en marche. De Frog's-point au King's-bridge, le pays est, en toutes directions, tellement entrecoupé par des clôtures en pierre, qu'il eût été très-difficile d'y faire mouvoir l'artillerie ou même l'infanterie en colonnes serrées, excepté en suivant le chemin principal, qui encore avait été rompu en plusieurs endroits.

Le lord Howe attendit quelques jours son

artillerie ; ses munitions de guerre et des renforts, que retenaient à Staten-Island, des vents qui empêchaient de passer de la rivière de l'Est dans le détroit de l'Ile-Longue.

Comme en Amérique l'usage exigeait qu'on ne prît point de mesure importante qui n'eût été discutée par un conseil de guerre, et approuvée par la pluralité des membres, Washington convoqua tous les officiers généraux, et leur proposa d'examiner s'il ne conviendrait pas de faire changer de position à l'armée. Les obstacles opposés à la navigation dans la rivière du Nord, ne pouvant arrêter la marche des vaisseaux, et les anglais ayant débarqué des corps nombreux au Frog's-neck, sur la côte orientale du détroit, on reconnut, après une longue discussion, qu'il ne serait pas possible, sans un changement de position, d'empêcher l'ennemi d'interrompre la communication de l'armée américaine avec l'intérieur du pays, et de la forcer soit à combattre dans une position désavantageuse, soit à mettre bas les armes. Le général Lee, qui n'était arrivé que depuis deux jours, et à qui son expérience et ses derniers succès donnaient beaucoup de considération, soutint fortement cette opinion, qui ne fut combattue que par le général Clinton. Cepen-

dant il fut résolu de défendre le fort Washington le plus long-tems qu'il serait possible. On se flattait encore qu'en multipliant les obstacles dans le lit de la rivière d'Hudson, on empêcherait les anglais de la remonter ; et ce point fut jugé d'une si grande importance, que pour l'obtenir on crut devoir s'exposer aux hasards, que faisait courir la détermination de conserver le fort que nous venons de nommer. Une résolution que le congrès avait prise le 11 octobre (1776), et par laquelle le général Washington était invité à n'épargner ni dépenses ni soins pour barrer le passage aux vaisseaux, contribua beaucoup à décider l'opinion du conseil de guerre. On prit donc toutes les mesures nécessaires pour faire changer de position à l'armée, et pour en étendre l'aile gauche le long de la rivière du Nord, vers la plaine Blanche, au delà de l'aile droite de l'ennemi, ce qui devait assurer les communications. L'aile droite demeura quelques jours aux environs du King's-bridge, sous les ordres du général Lee, afin de couvrir les gros bagages et les munitions de guerre que, vu l'extrême difficulté de trouver des chariots, on ne pouvait faire passer promptement en lieu de sûreté.

Les renforts qu'attendait l'ennemi, ayant

débarqué à la pointe de Pelle, où furent aussi transportées les troupes du Frog's-neck, et les munitions de guerre, le général Howe se mit en marche avec toute son armée, pour se rendre au New-Rochelle, village situé sur le bord du détroit. Il y eut près de l'est Chester quelques escarmouches, dans lesquelles les américains se conduisirent de manière à mériter l'approbation du commandant en chef. Le général Howe ayant pris position au New-Rochelle, le général Washington occupa les hauteurs situées entre ce village et la rivière du Nord.

L'armée anglaise fut jointe, au New-Rochelle, par la seconde division des troupes allemandes que commandait le général Knyphausen, et par un régiment de cavalerie irlandaise, qui n'était pas au complet, quelques-uns de ceux qui le composaient ayant été pris dans la traversée. Les deux armées se portèrent ensuite vers la plaine Blanche, forte position où les américains avaient tracé un vaste camp, qui était déjà occupé par quelques détachemens de milice, auxquels on avait confié la garde de plusieurs magasins établis dans ce lieu. Le corps principal de l'armée américaine forma une file de camps retranchés, qui s'étendait l'espace de douze à treize

milles, sur des hauteurs près du King's-bridge jusqu'à la plaine Blanche. Il faisait face à la ligne de marche de l'armée anglaise et à la Brunx qui l'en séparait; et il pouvait se réunir facilement sur tous les points. On épia soigneusement les mouvemens de l'ennemi, tant pour éviter une action générale, que pour en engager de particulières avec les postes avancés, chaque fois que l'occasion se présenterait de le faire avec avantage. Tandis que le général Howe occupait les environs du New-Rochelle, le major Rodgers avait poussé avec son régiment jusqu'à l'isthme de Mamara sur le Sound, où l'on croyait que les autres corps le mettraient suffisamment à couvert. Il fut résolu de le faire surprendre de nuit, par un détachement qui se glisserait entre lui et le corps principal de l'armée anglaise. Quoique l'entreprise eût été bien concertée, et que dans le fait le major Rodgers eût été surpris, elle ne réussit pas complètement. Les anglais perdirent soixante hommes, dont les uns furent tués et les autres faits prisonniers; et on leur enleva environ soixante fusils et plusieurs couvertures Les américains n'eurent que deux hommes de tués, et que huit ou dix de blessés. Au nombre des derniers se trouva le major Green, de la

Virginie, brave officier qui conduisait le détachement.

Peu de tems après ce coup de main, un régiment de chasseurs de la Pensylvanie, commandé par le colonel Hand, rencontra des chasseurs hessois, en nombre égal au sien, et sur lequel il obtint quelque avantage.

Voyant combien son adversaire était entreprenant, le général anglais redoubla de circonspection. Il se proposait d'éviter à-la-fois les escarmouches, et s'il pouvait se flatter du succès, d'engager une action générale. Il savait que l'armée américaine touchait presque à l'instant de sa dissolution; et il espérait, non sans raison, retirer d'un tel événement, s'il arrivait, les mêmes avantages que d'une victoire. Il ne s'avança donc qu'avec lenteur; il ne marcha qu'en bon ordre; ses camps furent toujours rapprochés les uns des autres et gardés par une forte artillerie; et il ne négligea aucune précaution pour mettre à couvert les points les plus vulnérables.

Les malades et les bagages étant arrivés en lieu de sûreté, le général Washington retira successivement ses avant-postes, et s'empara des hauteurs situées sur le côté oriental de la Brunx. Le lendemain, il fut joint par le géné-

ral Lee, qui, en lui amenant l'aile droite, fit preuve d'une grande habileté. Le défaut de bêtes de somme avait rendu très-difficile le transport des malades et du bagage; et les hommes avaient été obligés de faire, en grande partie, le service que font ordinairement les chevaux et les bœufs.

Le général Washington était campé sur de hautes terres entrecoupées, et avait son flanc droit couvert par la Brunx, qui serpentait de manière à couvrir aussi l'aile droite. Cette aile se déployait le long de la route qui, côtoyant la rivière, conduisait vers le New-Rochelle, et atteignait au sommet de la colline où le centre était posté. Celui-ci formait presque un angle droit avec l'aile gauche, qui était à-peu-près parallèle à la droite, et s'étendait au nord le long des collines, de manière à conserver la possession des hauteurs, et à couvrir la retraite s'il fallait changer de position, pour en prendre une plus avantageuse, en arrière.

Sur la droite de l'armée américaine, et à l'ouest de la Brunx, se trouvait, à-peu-près à un mille du camp, et sur la route qui aboutissait à la rivière du Nord, une colline dont le général Mac-Dougal eut ordre de s'emparer, pour couvrir le flanc droit. Le détache-

ment que commandait cet officier était composé d'environ seize cents hommes, la plupart de milice. La communication de ce corps avec le gros de l'armée était parfaitement assurée, la Brunx laissant par-tout un libre passage dans cette partie de son cours.

On fit à la hâte des retranchemens pour fortifier toutes les parties des lignes, et en assurer la défense autant qu'il serait possible.

L'ennemi qui avait quitté le New-Rochelle et l'isthme de Mamara, et se trouvait à sept ou huit milles de la plaine Blanche, disposa tout pour attaquer Washington dans son camp. Il mit en mouvement, dès le grand matin, deux colonnes, dont celle de droite était commandée par sir Henry Clinton, et celle de gauche par le général Knyphausen, sous les ordres du général Howe en personne. Les partis avancés chassèrent devant eux les patrouilles qu'ils rencontrèrent, et l'avant-garde parut à-peu-près à dix heures, à la vue des lignes des américains. On fit aussitôt, des deux côtés, jouer l'artillerie avec beaucoup d'effet.

La colonne droite de l'ennemi se forma derrière un tertre, à environ un mille de la tête du camp, et sa base touchait à la route qui conduisait de l'isthme de Mamara vers la Brunx. Elle se trouva, de la sorte, opposée au

centre de l'armée américaine. Le général Howe qui, après avoir considéré la position de Washington, jugea que la possession de la colline occupée par Mac-Dougal, faciliterait infiniment une attaque contre la tête et la droite du camp des ennemis, résolut de s'en rendre maître. En conséquence, il donna l'ordre au colonel Rawle, qui commandait une brigade composée de hessois, de traverser la Brunx avec ce corps, et de faire un circuit pour gagner une position d'où il pourrait harceler le flanc droit du détachement de Mac-Dougal, tandis que le brigadier général Leslie attaquerait de front l'ennemi, tant avec la seconde brigade des troupes britanniques, qu'avec les grenadiers hessois, commandés par le colonel Donop, et un autre bataillon aussi de troupes hessoises. Lorsque le colonel Rawle eut pris la position qui lui avait été indiquée, le détachement du général Leslie passa également la Brunx, et assaillit les lignes des américains [1]. La milice prit la fuite sur-le-champ; mais les troupes réglées soutinrent le choc. Le régiment du Maryland, commandé par le colonel Smallwood, et celui du New-York, qui était sous les ordres du colonel Reitzemar, s'avancèrent avec intrépidité vers le pied de

[1] Letter of général Howe.

la colline, à la rencontre de l'ennemi; mais accablés par le nombre, ils furent forcés de faire retraite après une action très-vive. Les anglais marchèrent avec un grand courage contre le reste des troupes de Mac-Dougal, que composaient sa propre brigade, un bataillon de la Delaware, et un petit régiment de milice du Connecticut. Ces troupes furent bientôt délogées; et cependant elles soutinrent encore quelque tems le combat, à la faveur des murs de pierre et des autres clôtures qui embarrassaient le terrain. Le général Putnam avait eu ordre d'aller à leur secours avec la brigade du général Beal; mais à son arrivée elles n'étaient plus en possession de la colline, et comme on jugea ne pas devoir tenter de recouvrer ce poste, elles rejoignirent le gros de l'armée.

Dans cette action qui fut très-chaude, la perte fut, dit-on, à peu-près égale des deux côtés. De celui des américains, le nombre des morts, des blessés et des prisonniers, fut d'environ quatre cents; et le colonel Smallwood se trouva parmi les blessés.

Le général Washington s'attendant à être attaqué dans ses lignes, fit passer sur les derrières de l'armée, les malades et les bagages; mais comme l'action dont nous ve-

nons de rendre compte avait consumé la plus grande partie du jour, l'attaque des retranchemens des américains fut remise au lendemain matin, et toute l'armée britannique passa la nuit en ordre de bataille, sur le terrain qu'elle avait gagné. Washington employa cette nuit à faire les dispositions et les changemens qu'il jugea les plus avantageux. Il ne déplaça point son aile gauche; mais il replia un peu son aile droite, et lui fit prendre une position plus facile à défendre que celle qu'elle abandonna. Le général Howe s'étant aperçu de ce mouvement et ne voulant rien donner au hasard, résolut d'attendre, avant d'agir de nouveau, que le lord Percy lui eût amené un renfort de six bataillons. Ces troupes arrivèrent dans la soirée, le 30 du mois d'octobre; et tous les préparatifs furent faits sur-le-champ pour attaquer le lendemain; mais la pluie qui tomba durant la nuit et une partie de la matinée du jour suivant, fit encore différer l'assaut [1]. Toutes les munitions de bouche et les gros bagages de l'armée étant alors en sureté, le général Washington, qui craignait que l'ennemi, dont l'aile gauche, au moyen de la colline enlevée au brigadier-général Mac-Dougal, se prolon-

[1] Letter of général Howe.

geait au-delà des lignes des américains, ne tournât son camp, et ne fût s'emparer de la forte position où il croyait se réfugier lui-même en cas de revers, décampa dans la nuit, et se retira sur les hauteurs de North-Castle, à la distance d'environ cinq milles de la plaine Blanche. A peu-près dans le même tems, il détacha la brigade du général Beal, à laquelle il donna l'ordre de s'emparer du pont de la rivière de Croton, qu'il avait derrière lui, à quelques milles de distance.

La nouvelle position du général Washington parut tellement inexpugnable, que le général Howe jugea qu'il y aurait de l'imprudence à vouloir la forcer, et qu'il résolut de changer entièrement son plan d'opérations [1].

Nous avons déjà fait observer que, pour commander, s'il se pouvait, la navigation de la rivière d'Hudson, les américains avaient cru devoir conserver le fort Washington et le fort Lee, situés vis à-vis l'un de l'autre, sur les bords de cette rivière. Ces postes, tant qu'ils demeureraient en la puissance de l'ennemi, devaient gêner les mouvemens du général Howe, qui jugeait la possession entière de l'île d'York trop im-

[1] Letter of général Howe.

portante ; pour ne pas chercher à l'obtenir sans retard. En conséquence, il donna l'ordre au général Knyphausen de partir du New-Rochelle, pour se rendre maître du King's-bridge, près duquel se trouvait le fort Indépendance, qu'occupait un petit parti de troupes américaines. A l'approche de l'ennemi, ce parti se réfugia dans le fort de Washington, au nord duquel campa Knyphausen, après avoir passé sur l'île d'York. En même-tems le général Howe leva son camp de la plaine Blanche et gagna le bac de Dobb, d'où il se retira lentement vers le King's-bridge en côtoyant la rivière du Nord. Le général américain reconnut sur-le-champ que l'ennemi avait des vues sur le fort Washington et sur les deux Jersey ; mais il craignait qu'il ne rebroussât chemin, et que par un mouvement rapide, il ne vînt le prendre à revers, comme il en avait d'abord formé le dessein. En conséquence, il maintint sa position jusqu'à ce que les partis qu'il avait détachés pour harceler l'armée anglaise, l'eussent assuré que la marche de cette armée vers le King's-bridge n'était point une feinte. Le commandant en chef ayant rassemblé un conseil de guerre, il y fut décidé à l'unanimité, qu'au cas où le général Howe continuerait à s'avancer vers

New-York, toutes les troupes levées à l'ouest de la rivière d'Hudson la traverseraient, et que, si les opérations de l'ennemi l'exigeaient, elles seraient suivies des troupes de l'Est. Pour conserver la possession des terres élevées qui environnent la même rivière, trois mille hommes furent placés, tant à Peckskill que dans les défilés des montagnes.

Le général Washington disait, dans une lettre où il faisait part au congrès du mouvement que venait de faire l'ennemi, et de la décision du conseil de guerre : « Je ne puis « me persuader que le général Howe, en « supposant qu'il se rende à New-York, « veuille terminer la campagne et se livrer « au repos sans avoir fait quelque tentative. « Je crois qu'il est probable, ou plutôt qu'il « est certain qu'il fera une descente dans les « deux Jersey ; et comme je suis assuré que « sa manœuvre actuelle n'est pas une feinte, « j'emploierai tous les moyens qui sont en « mon pouvoir pour faire marcher en avant « une partie de nos troupes, et prévenir « l'effet de ses desseins. Je pense aussi que « l'ennemi se propose d'attaquer le fort Was- « hington, et qu'il ne tardera pas à l'in- « vestir. »

Le commandant en chef écrivit également

à M. Livingston, gouverneur du New-Jersey, pour lui faire savoir que le général Howe ne se contenterait certainement pas d'assiéger le fort Washington, et qu'il ferait une invasion dans les deux Jersey. Il le pria de tenir la milice prête à renforcer l'armée continentale, à prendre la place des nouvelles levées, expression par laquelle il entendait des corps qui avaient été formés en vertu d'une résolution du congrès, et qui devaient servir jusqu'au premier du mois de décembre, époque après laquelle il ne serait plus possible de les retenir un instant. Washington demandait en outre et avec instance, qu'on retirât des environs de New-York et de la côte de la mer, le bétail et les vivres.

Le général Green, qui commandait dans les deux Jersey, reçut aussi avis du nouveau mouvement de l'ennemi, et fut invité à diriger particulièrement son attention vers le fort Washington. Le commandant en chef l'engagea de plus à augmenter les magasins des environs de Princeton, et à réduire ceux qu'il avait près de New-York. Il lui apprit enfin qu'il y avait lieu de craindre que le général Howe ne voulût passer au bac de Dobb, et envelopper le fort Lee aussi bien que le fort Washington. En conséquence

Green retira des environs d'Amboy ses partis avancés, et posta un corps de troupes sur les hauteurs qui commandaient le passage du bac.

Lorsque l'armée anglaise se fut approchée de King's-bridge, trois vaisseaux de guerre passèrent sous le canon du fort Washington et sous celui du fort Lee, et refoulèrent le courant de la rivière du Nord, malgré les nouveaux obstacles qu'on avait formés au milieu du chenal. Le commandant en chef adressa sur-le-champ au général Green, une seconde lettre, où il lui dit que ce fait prouvait clairement l'inutilité des moyens qu'on avait pris, et nécessitait un changement dans les dispositions qu'on avait faites. « Si, » ajoutait Washington, « nous ne pouvons ar-
« rêter la marche des vaisseaux, et si l'en-
« nemi est maître de tous les environs, à
« quoi servira-t-il de conserver un poste,
« dont on ne peut retirer aucun avantage?
« Je suis disposé à croire qu'il ne serait pas
« prudent d'exposer des hommes et d'épuiser
« nos munitions pour défendre le fort Was-
« hington; mais comme vous êtes sur les
« lieux, je vous laisse le maître de faire ce
« que vous jugerez convenable, et même de
« révoquer l'ordre donné au colonel Mac-

« Gaw, de défendre le fort jusqu'à l'extré-« mité. » Washington recommandait encore dans cette lettre, de retirer des bords de la mer le bétail, et de détruire tous les grains, les vivres et le fourrage que les habitans ne voudraient pas laisser enlever. L'expérience avait démontré, disait-il, qu'une conduite opposée ne leur était aucunement avantageuse, l'ennemi leur arrachant tout ce qu'ils possédaient, sans le leur payer, et sans faire aucune distinction de parti entr'eux.

On prit alors des mesures pour faire traverser la rivière du Nord aux troupes qui avaient été levées sur la rive occidentale, et le général Washington résolut de les accompagner lui-même. Les régimens levés sur la rive orientale, y demeurèrent sous les ordres du général Lee, qui devait joindre le commandant en chef, au cas où l'ennemi ferait passer la plus grande partie de ses forces à l'ouest de la rivière d'Hudson. Comme on jugeait que les anglais pourraient bien attaquer cette dernière division, on résolut de lui faire prendre une position moins avancée, et de la placer au Pine's-bridge, derrière la rivière de Croton.

Le général Washington ayant visité les postes des environs de Peckskill, et fait tout

ce qu'il put pour leur défense ; objet qu'il jugeait toujours très-important, passa la rivière du Nord, à la suite des troupes anglaises destinées à agir dans les deux Jersey, et joignit le général Green, dans ses quartiers près du fort Lee. Green, qui croyait qu'il serait très-difficile que l'ennemi se rendît maître du fort Washington, et qui d'ailleurs espérait qu'en multipliant encore les obstacles dans le lit de la rivière, on préviendrait le passage des vaisseaux, n'avait point retiré la garnison de ce fort, vu sur-tout qu'il craignait qu'en évacuant successivement plusieurs postes, on ne décourageât l'armée, et qu'il jugeait qu'on pourrait toujours trouver les moyens de transporter les troupes sur la rive du Jersey, qui était défendue par le fort Lee.

Le fort Washington est situé près de la rivière d'Hudson, sur un terrain très-élevé, dont l'accès est extrêmement difficile, particulièrement du côté du nord ou du King's-bridge; et dont le sol est de nature de roche. Le fort peut contenir une garnison d'environ mille hommes; mais les lignes et les ouvrages extérieurs qui se trouvaient principalement du côté du sud, vers New-York, coupaient l'île dans toute sa largeur. Quoique les fortifications ne fussent pas assez solides pour

résister à de la grosse artillerie ; on croyait qu'elles suffiraient pour empêcher que la place ne fût enlevée d'assaut. La garnison, dont quelques-unes des meilleures troupes de l'armée américaine faisaient partie, était sous les ordres du colonel Mac-Gaw, officier intelligent et brave, qui méritait toute la confiance qu'on avait mise en lui.

Le général Howe, après avoir quitté la plaine Blanche, avait assis son camp à peu de distance du King's-bridge, sur les hauteurs de Fordham, sa droite s'avançant vers la rivière du Nord, et sa gauche touchant à la Brunx. Il fortifia les bords de la crique de Haerlem, vis-à-vis des ouvrages des américains; et tout étant prêt, il somma la garnison de se rendre, sous peine d'être passée au fil de l'épée. Le colonel Mac-Gaw répondit qu'il défendrait la place jusqu'au dernier soupir, et envoya la sommation qui lui avait été faite, au général Green, qui était au fort Lee, et qui la fit passer au commandant en chef, alors posté sur la Hackensac. Washington se rendit à l'instant au fort Lee, et de là, quoique ce fût au milieu de la nuit, il vola vers celui auquel on avait donné son nom, et où il espérait trouver les généraux Putnam et Green; mais en traversant la ri-

vière ; il rencontra ces officiers qui venaient de visiter la place, et qui lui dirent que la garnison était disposée à faire une résistance opiniâtre. En conséquence il reprit avec eux le chemin du fort Lee.

Le lendemain, dès le matin, le colonel Mac-Gaw posta ses troupes, partie dans les lignes tirées au sud du fort, partie sur les hauteurs boisées et rocheuses, qui du côté de l'est faisaient face à la rivière, et dont les ouvrages n'étaient pas encore terminés, et partie sur une colline située au nord de la place, et qui commandait les environs. Le colonel Cadwallader, de l'état de Pensylvanie, avait les troupes de ligne sous ses ordres; le colonel Rawlings, du Maryland, commandait sur la colline vers King's-bridge, où son régiment de chasseurs était placé entre des arbres ; et le colonel Mac-Gaw avait conservé le commandement du fort.

Quoique la place fût très-forte, le général anglais résolut de l'emporter d'assaut. Vu l'époque avancée de la saison, il voulait gagner du tems ; et en conséquence il prit toutes ses mesures pour faire une attaque vigoureuse, le lendemain matin. Ses troupes s'avancèrent sur les dix heures pour assaillir le fort de quatre côtés différens. La première

division qui consistait en deux colonnes, composées de hessois et de troupes du prince de Waldeck, et qui se montait à environ cinq mille hommes, se porta sous les ordres du général Knyphausen, vers le côté septentrional des ouvrages, contre la colline sur laquelle commandait le colonel Rawlings, dont les troupes soutinrent le choc. La seconde division, que formaient le premier et le second bataillon d'infanterie légère anglaise, et deux bataillons de gardes, était conduite par le brigadier-général Mathews, et soutenue par le premier et le second bataillon des grenadiers, et le trente-troisième régiment, qui avaient le lord Cornwallis pour commandant. Ces troupes passèrent la rivière de l'Est dans des barques, à couvert de l'artillerie, distribuée dans les ouvrages placés du côté opposé de la rivière, et débarquèrent en-dedans de la seconde des lignes de défense qui prenaient toute la largeur de l'île. La troisième division était conduite par le lieutenant-colonel Stirling, qui passa plus bas la rivière de l'Est, et la quatrième, par le lord Percy, sous les ordres du général Howe lui-même. Cette dernière division devait attaquer de front les lignes du côté du Sud [1].

[1] Général Howe's letter.

Le général Knyphausen et le lord Percy attaquèrent en même-tems, l'un le colonel Rawlings au nord, et l'autre le colonel Cadwallader au sud. Tandis que celui-ci soutenait le choc, la seconde et la troisième divisions de l'ennemi, qui avaient traversé la rivière de l'Est, débarquèrent sans peine, et dispersèrent bientôt et les troupes qui faisaient face à cette rivière, et un détachement que Cadwallader avait envoyé à leur secours. Cet officier crut devoir alors abandonner les lignes, et commença à faire retraite vers le fort; mais comme la confusion régnait parmi ses troupes, la division commandée par le lieutenant-colonel Stirling leur fit beaucoup de prisonniers. La résistance fut plus courageuse et dura plus long-temps au nord. Rawlings maintint son poste avec fermeté, et ses chasseurs firent beaucoup de mal à l'ennemi. Les allemands furent repoussés plusieurs fois avec une perte considérable; et si de toutes parts on avait montré autant de bravoure, les anglais, en supposant qu'ils eussent eu l'avantage, n'auraient eu qu'à déplorer leur victoire. A force de persévérance et par la supériorité de leur nombre, les colonnes de troupes hessoises parvinrent à gagner le sommet de la colline; et le colonel

Rawlings se voyant menacé d'être pris à revers, se retira sous le canon du fort.

Le général anglais ayant alors forcé les lignes des américains, fit de nouveau sommer le colonel Mac-Gaw de se rendre. Tandis que celui-ci négociait, Washington lui fit remettre un billet, par lequel il le priait de tenir jusqu'au soir, et de tenter alors de sortir du fort avec sa garnison. Mais la retraite n'était plus possible, et il est probable que le fort n'eût pu soutenir l'assaut des troupes nombreuses qui l'entouraient. D'ailleurs il ne pouvait contenir tous ceux qui étaient chargés de le défendre, et les munitions de guerre étaient presque entièrement épuisées. Les difficultés de la négociation ayant été levées, la capitulation fut signée, et toute la garnison fut faite prisonnière de guerre.

Peut-être les américains n'éprouvèrent-ils jamais une plus grande perte qu'en cette occasion. Le commandant en chef fit monter à deux mille hommes le nombre de ceux qui composaient la garnison du fort Washington. Cependant le général Howe déclara dans son rapport, qu'il avait fait deux mille six cents prisonniers sans compter les officiers. Si ce rapport contenait la vérité, ou le général Howe aurait compté des hommes qui n'étaient point

soldats, ou le général Washington n'aurait parlé que des troupes réglées. Cette dernière conjecture est la plus probable. M. Stedman, dans son histoire de la guerre d'Amérique, évalue la perte de l'ennemi à huit cents hommes, dont la plupart étaient des allemands.

La reddition du fort Washington fit prendre la résolution d'évacuer le fort Lee; et sur-le-champ on commença de transporter les magasins dans l'intérieur du Jersey. Avant qu'il eût été possible d'achever cette opération, un corps d'environ six mille hommes, que commandait le lord Cornwallis, et que formaient deux bataillons de troupes anglaises, trois bataillons de grenadiers hessois, deux bataillons d'infanterie légère, les gardes, les chasseurs, les montagards de Royal-Emigrant, le trente-troisième régiment, et un détachement des dragons de la reine, passa la rivière au-dessous du bac de Dobb, et voulut, au moyen d'une marche rapide, enfermer la garnison du fort Lee entre la rivière du Nord et celle d'Hackensac. A la nouvelle de l'approche de l'ennemi, les troupes qui composaient cette garnison résolurent d'aller à sa rencontre et de lui présenter le combat; mais elles reconnurent bientôt qu'il avait des forces trop supérieures pour qu'elles pussent se me-

surer avec lui. On s'aperçut aussi qu'il s'étendait pour les envelopper. Il fut donc résolu de les tirer le plus vîte qu'il se pourrait de l'isthme étroit qui se trouve entre les deux rivières que nous venons de nommer ; et elles effectuèrent, non sans beaucoup de peine, leur retraite, en passant un pont construit sur la rivière d'Hackensac. On fut obligé de laisser à l'ennemi toute la grosse artillerie, excepté deux canons portant chacun douze livres de balles. On abandonna également une grande quantité de vivres et de munitions de guerre, ainsi que trois cents tentes. La grande difficulté de trouver des chariots rendit cette perte inévitable.

Le général Washington avait pris position le long de la rivière d'Hackensac; mais il lui était impossible d'en disputer le passage. Il se trouvait alors en pays plat, à la tête d'environ trois mille hommes, qui n'avaient ni instrumens propres à faire des retranchemens, ni tentes pour se mettre à couvert, quoique la saison fût déjà rigoureuse ; et les habitans étaient loin d'avoir du zèle pour la cause des Etats-Unis. Rien n'éclaircissait cette sombre perspective. On ne devait que faiblement compter sur le service des renforts qu'on faisait venir. Cependant Washington

employa tous les efforts imaginables pour recomposer une armée et retarder autant qu'il le pourrait, les progrès de l'ennemi. Le général anglais Carleton, ayant retiré ses troupes de devant Tyconderoga, le commandant en chef recommanda au général Schuyler de faire partir le plus promptement possible pour l'armée principale, les troupes de la Pensylvanie et du Jersey, qui se trouvaient à l'armée du Nord; mais le tems du service de ces troupes était sur le point d'expirer, et elles ne voulurent point s'enrôler de nouveau. Le général Lee eut ordre de passer la rivière du Nord, et de se tenir prêt, si l'ennemi continuait à tenir la campagne, à rejoindre le commandant en chef; mais son armée s'évanouissait en quelque sorte par l'effet de cette cause qui avait agi si généralement et d'une manière si funeste; et bientôt elle devait être entièrement dissoute. On eut aussi recours au général Mercer qui commandait le camp volant aux environs de Bergen; mais ses troupes ne devaient servir que jusqu'au premier du mois de décembre, et même une grande partie d'entr'elles l'avaient déjà quitté. Il n'avait aucun espoir de retenir, lorsqu'elles auraient achevé le tems de leur service, celles qui lui restaient encore; et il devait

peu se flatter de les remplacer par la milice.

La position de l'armée américaine était absolument semblable à celle qu'elle venait d'abandonner, et en conséquence elle ne se proposa pas sérieusement de s'y maintenir. La rivière d'Hackensac coûlait entr'elle et l'ennemi; et en arrière elle avait la Posaik. Ainsi, elle était toujours exposée à se voir enfermée entre deux rivières. Quelques régimens furent postés le long de la Hackensac, comme pour en défendre le passage; mais dans la réalité, pour couvrir le peu de munitions qu'il n'avait pas encore été possible d'éloigner; et pendant ce tems, le général Washington passa le pont d'Acquackanunc avec les brigades de Beal, d'Heard et une partie de celle d'Irvine, puis il prit position à Newark, sur le bord méridional de la Posaik. Peu après, le major Vaughan parut à la tête des dragons, des grenadiers et de l'infanterie légère de l'armée britannique, devant le nouveau pont construit sur la Hackensac; et le détachement américain qu'on y avait laissé pour servir d'arrière-garde n'étant pas en état de le défendre, ne put que le rompre et se retirer sur la Posaik. Il fut résolu de s'arrêter quelques jours au sud de cette rivière, pour feindre d'oppo-

ser quelque résistance à l'ennemi, et pour rassembler des troupes qui eussent du moins l'air de former une armée.

Les lettres du commandant en chef n'ayant pas produit, dans les Etats-Unis, l'effet qu'on devait en attendre, le général Mifflin, que l'on savait avoir beaucoup d'influence dans la Pensylvanie, fut dépêché vers le gouvernement de cet état, et chargé de lui représenter la véritable situation de l'armée, et de lui faire sentir le danger que courrait la ville de Philadelphie, si l'on n'employait pas les plus grands efforts, et si l'on n'envoyait pas au général Washington des secours qui le missent en état d'arrêter l'ennemi dans les deux Jersey. Le colonel Reid, adjudant-général du commandant en chef, fut aussi envoyé au gouverneur du New-Jersey pour lui exposer l'état critique des affaires, et l'engager à prendre sur-le-champ les mesures les plus vigoureuses, s'il ne voulait pas que l'ennemi se rendît maître de tout le territoire de cet état. Washington pressait en même-tems le général Lee de hâter sa marche, et lui recommandait d'éviter de s'approcher de la partie inférieure du pays, pour ne pas s'exposer à donner dans l'ennemi, qui avait intercepté

une de ses dernières lettres, et qui s'efforcerait sans doute d'empêcher la jonction des deux armées.

Dans cette position périlleuse, le commandant en chef se vit encore forcé d'envoyer Forman, colonel de la milice du New-Jersey, comprimer un soulèvement qui était sur le point de s'opérer dans le comté de Monmouth, où un grand nombre d'habitans soutenaient hautement le parti du roi. Ce n'était pas là le seul point d'où l'on dût craindre que l'ennemi ne tirât des secours. On répugnait tellement, dans tout le New-Jersey, à voir se prolonger la résistance, qu'on pouvait concevoir de vives craintes sur la conduite que tiendrait cet état, au cas où l'armée anglaise pénétrerait plus avant. Lorsque l'ennemi eut passé la Posaik, le général Washington qui ne pouvait faire aucune résistance, quitta la position qu'il avait prise derrière cette rivière; et le jour même où le lord Cornwallis entra dans Newark, il évacua cette ville et se retira à Brunswick, village [1] situé sur la rivière de Raritan. Les troupes tirées du Maryland et du Jersey, qui composaient le camp volant, ayant achevé le tems de leur service, Washington eut, dans ce lieu, le chagrin de

[1] C'est aujourd'hui une ville. (*Note du traducteur*).

voir s'affaiblir encore sa petite armée ; et elles l'abandonnèrent toutes presque à la vue de l'ennemi. A-peu-près à la même époque, les hommes de milice de la Pensylvanie, qui devaient servir jusqu'au premier du mois de janvier, désertèrent en si grand nombre, qu'il fallut placer des gardes sur les routes et aux passages de la Delaware, pour saisir et renvoyer au camp tous les soldats qui ne seraient point munis d'un congé ou d'une permission en bonne forme. Le commandant en chef écrivit de nouveau au gouverneur du New-Jersey, pour lui faire sentir que le projet de l'ennemi était évidemment de traverser cet état, afin de se rendre à Philadelphie, et pour l'inviter à prendre toutes les mesures qui pourraient assurer la défense du pays. Il lui déclarait que, s'il ne recevait pas des renforts considérables, il ne lui serait pas possible de conserver la position qu'il occupait alors. Mais il n'était pas au pouvoir du gouverneur de lui fournir les secours qu'il demandait. Quoique bien intentionnés, les habitans de la partie inférieure du New-Jersey étaient retenus par la crainte que leur inspirait l'ennemi ; et la milice des comtés de Morris et de Sussex ne se mit en marche qu'avec beaucoup de répugnance et de lenteur.

Le commandant en chef tint continuellement ses troupes en mouvement, pour cacher leur faiblesse et retarder les progrès de l'ennemi, en lui persuadant que les américains se proposaient de l'attaquer. Il poussa même quelques corps en avant, du côté de l'armée anglaise, à la vue de laquelle il se tenait, en demeurant dans la position qu'il avait prise à Brunswick. Mais lorsque les gardes avancées se furent montrées à l'autre extrémité du pont, il laissa avec deux brigades des états de Delaware et de Virginie, composant douze cents hommes, le lord Stirling à Princeton, et se retira vers Treuton avec le reste de l'armée. Il avait déjà fait réunir les bateaux qui étaient épars le long de la rive de la Delaware, sur un espace de plus de soixante et dix milles au-dessus de Philadelphie, dans l'espoir qu'il pourrait, s'il recevait des renforts, disputer le passage de cette rivière à l'ennemi. Après avoir fait, non sans beaucoup de peine, transporter sur le bord méridional les bagages et le peu de munitions de guerre qui lui restaient, il résolut de demeurer sur le bord septentrional, avec les troupes en petit nombre qu'il avait pu retenir sous ses drapeaux.

L'armée américaine, sous les ordres du

général Washington, n'avait pour toute cavalerie qu'un petit corps de milice du Connecticut, qui était très-mal monté, et avait pour chef particulier le major Shelden. Cette armée se trouvait à-peu-près aussi dépourvue d'artillerie. Pendant sa retraite elle ne fut jamais de plus de quatre mille hommes; et arrivée sur le bord de la Delaware, elle se vit réduite à moins de trois mille hommes, dont mille étaient de la milice du New-Jersey, état qu'elle venait de traverser. Un grand nombre de ceux qui composaient les troupes réglées, avaient presque achevé le tems de leur service. Celles-ci étaient mal armées, plus mal vêtues, et n'avaient ni tentes, ni couvertures, ni rien de ce qui était nécessaire pour préparer leurs vivres. La plupart d'entr'elles avaient formé la garnison du fort Lee, qu'elles avaient été forcées d'évacuer avec trop de précipitation, pour qu'il leur fût possible d'enlever tous les objets de première nécessité dont on les avait déjà pourvues. C'était à la tête de ce petit corps d'armée, qu'accablait la fatigue, que décourageaient les revers qu'il avait essuyés, et dont les soldats étaient à peine chaussés, que le général Washington se retira, pendant les mois de novembre et de décembre, devant une armée victorieuse, forte

en hommes et bien munie de tout, à travers un pays dont les habitans étaient plus disposés à chercher leur sûreté dans la soumission qu'à l'obtenir par la résistance.

Dans cet état critique des affaires des insurgens, le lord et le général Howe firent en leur qualité de commissaires du roi, pour le rétablissement de la tranquillité en Amérique, une proclamation par laquelle ils ordonnaient de rentrer dans leurs foyers, à tous ceux qui étaient armés contre le gouvernement de sa majesté, et enjoignaient à tous les officiers civils de renoncer à un pouvoir usurpé. Ils promettaient que toute personne qui, dans l'espace de soixante jours, se présenterait pardevant un officier civil ou militaire, institué par le roi, et souscrirait un acte de soumission envers l'autorité royale, serait comprise dans l'amnistie qu'ils publiaient. Des copies de cette proclamation furent distribuées dans le pays, et une foule de gens s'empressèrent de se soumettre. Le contraste qu'une armée victorieuse et magnifiquement équipée, formait avec celle des américains, qui n'était plus composée que d'une poignée d'hommes manquant de tout et réduits à fuir, ne pouvait manquer de faire croire que la lutte approchait de sa fin.

L'un des traits les plus admirables du carac-

tère du général Washington, était une fermeté qui le soutenait contre tous les revers. Envisageant de sang-froid les dangers qui l'environnaient, il s'occupa sans relâche à chercher tous les moyens de rendre sa position moins fâcheuse, et d'arrêter les progrès de l'ennemi. Il ne parut jamais désespérer du salut public. En se montrant à sa petite armée, il cachait sous un air serein l'inquiétude qui le dévorait; et il ne négligeait rien pour lui inspirer une confiance que peut-être il n'avait pas. C'est à sa constance, à la force avec laquelle il se maîtrisait lui-même, quelle que fût sa position, que les Etats-Unis doivent en grande partie leur indépendance.

Les bagages et les munitions furent transportés sur la rive méridionale de la Delaware, et les malades conduits à Philadelphie. Washington voyant que le lord Cornwallis se tenait toujours à Brunswick, envoya douze cents hommes à Princeton, dans l'espoir qu'en paraissant s'avancer de la sorte contre l'ennemi, il en retarderait la marche, et que peut-être il mettrait le pays à couvert, et ranimerait le courage des habitans.

Les courts instans de repos que lui laissa l'armée anglaise, Washington les employa à représenter au congrès, de manière à le con-

vaincre, les véritables causes des revers qu'on venait d'éprouver. Les effets les démontraient aussi clairement que le faisaient les raisonnemens. L'espèce de défection de tous les régimens qui composaient le camp volant, défection opérée en présence de l'ennemi, et l'impossibilité de faire marcher la milice du New-Jersey et de la Pensylvanie, en nombre suffisant pour empêcher que les troupes anglaises ne parcourussent le premier de ces états, et ne pénétrassent dans le dernier, étaient des leçons qui faisaient connaître le danger des engagemens formés pour un espace de tems trop court, et le peu de fonds qu'il fallait faire sur la milice. Ces leçons ne pouvaient manquer de donner du poids aux représentations que le commandant en chef avait déjà faites, et qu'il renouvela dans cette occasion.

Les efforts du général Mifflin, qui avait été chargé d'exciter la milice de Pensylvanie à prendre les armes, n'avaient pas été sans succès à Philadelphie, quoiqu'ils eussent été à-peu-près inutiles dans tout le reste de l'état. Une grande partie des habitans de cette ville se réunirent pour défendre le pays, et quinze cents d'entr'eux se rendirent à Trenton, où le congrès envoya aussi un bataillon composé d'allemands. Après avoir reçu ce secours,

le général Washington se mit en marche pour gagner Princeton ; mais avant qu'il eût pu y arriver, il apprit que le lord Cornwallis, à qui l'on avait fait passer de grands renforts, avait quitté Brunswick et le poursuivait rapidement. Comme il était alors indispensable de faire retraite, Washington passa la Delaware (le 8 du mois de décembre 1776). Il s'assura de tous les bateaux, rompit les ponts, et posta son armée de manière à défendre les gués le mieux qu'elle le pourrait. Tandis que l'arrière-garde des américains traversait la rivière, l'avant-garde de l'armée anglaise parut à peu de distance. Le corps principal de cette armée prit position à Trenton ; et des détachemens furent placés au-dessus et au-dessous de cette ville, afin qu'on ne pût connaître positivement sur quel point le lord Cornwallis se proposait de tenter le passage. Dans le même-tems, de petits partis de troupes anglaises reconnurent les bords de la Delaware, sur un espace considérable, sans éprouver la moindre opposition de la part des habitans.

On avait reçu quelques avis qui annonçaient que l'ennemi avait transporté avec lui des bateaux. Si ce fait était vrai, il était impossible de lui interdire le passage de la

Delaware, sans lui opposer des forces bien supérieures à celles que pouvait rassembler Washington. Depuis Bordentown, lieu situé au-dessous de Trenton, la rivière tourne à l'ouest, et forme un angle aigu avec la partie précédente de son cours. En conséquence, l'ennemi pouvait la passer beaucoup au-dessus de cette place, sans être à une plus grande distance de Philadelphie que l'armée américaine. Le commandant en chef ordonna donc de tirer des lignes de défense, depuis la Schuylkill, aux environs des hauteurs de Springatsbury jusqu'à la Delaware à l'est; et le général Putnam eut ordre de les diriger. En même-tems le général Mifflin, qui venait d'arriver au camp, fut renvoyé à Philadelphie pour veiller sur les nombreux magasins formés dans cette ville.

La vigilance des américains rendit vains les efforts qu'employa l'ennemi pour se rendre maître de plusieurs bateaux que le lord Stirling gardait aux environs du bac de Coryell. Pour faciliter ses mouvemens le long de la rive du côté du New-Jersey, le lord Cornwallis rétablit les ponts que le général Washington avait fait rompre, sur un espace de trois ou quatre milles au-dessous de Trenton. Il envoya en même-tems un fort détachement

à Bordentown, pour persuader qu'il voulait effectuer le passage au-dessus et au-dessous de ce point, et marcher avec deux colonnes contre Philadelphie, ou envelopper complètement l'armée américaine. Pour déranger ce plan, et pour éviter d'être enfermé dans l'angle formé par la rivière, Washington fit disposer plusieurs vaisseaux de manière à donner promptement avis de tout mouvement qui se ferait au-dessous, et à prêter leur secours pour repousser tout effort, au moyen duquel on voudrait passer la Delaware. Quatre brigades, commandées par les géneraux Stirling, Mercer, Stephens et de Fermoy, furent postées depuis Coryell jusqu'à Yardly, pour garder tous les points par lesquels on pouvait tenter le passage; et elles devaient se soutenir réciproquement en cas d'attaque. Le général Irvine, avec le reste des troupes du camp volant de la Pensylvanie, qui devaient servir jusqu'au premier du mois de janvier, et avec quelques corps de milice du New-Jersey, prit position depuis Yardly jusqu'au bac, vis-à-vis de Bordentown. Le colonel Cadwallader, frère de l'officier de ce nom, fait prisonnier lors de la reddition du fort Washington, occupait avec la milice de la Pensylvanie, le terrain qui environnait l'embouchure de

la rivière de Nishameny jusqu'au bac de Dunk, où le colonel Nixon était posté avec le troisième bataillon appartenant à ce dernier état. L'artillerie était distribuée parmi les brigades, et l'on éleva de petites redoutes sur tous les points où il y avait un gué. Le commandant de chaque détachement reçut l'ordre positif d'observer aussi exactement qu'il le pourrait, la conduite que tiendrait le commandant en chef; et les hautes terres de Germantown furent données pour rendez-vous à l'armée, si l'ennemi parvenait à forcer les postes qu'elle occupait le long de la rivière.

Après avoir fait ces dispositions, Washington attendit avec impatience les renforts qu'il espérait recevoir. En même tems il surveilla avec le plus grand soin tous les mouvemens de l'ennemi, que harcelaient sans cesse des détachemens qui passaient la rivière, pour observer sa position et lui faire des prisonniers.

Les officiers civils et militaires employaient tous leurs efforts pour faire marcher la milice. Des exprès furent dépêchés dans les différens comtés de la Pensylvanie, et aux gouvernemens des états de Delaware et de Maryland, pour cet objet. Le congrès invita le général

Mifflin à se rendre dans les comtés voisins, et à user de toute son influence pour en amener la milice au secours de la ville de Philadelphie. Il déclara ensuite qu'il était de la plus grande importance que cet officier parcourût tout l'état pour y lever des corps de volontaires, et il prit une autre résolution, par laquelle il pria l'assemblée des représentans de députer trois de ses membres pour accompagner Mifflin et le seconder dans cette utile opération [1].

Dans l'espoir que la milice, si elle lui voyait un grand nombre de troupes réglées, lui fournirait des secours qui lui permettraient de prendre l'offensive, le commandant en chef avait ordonné au général Gates de venir le joindre avec celles de l'armée du Nord; et persuadé que si l'ennemi menaçait les montagnes, on pouvait compter sur la milice de la Nouvelle-Angleterre pour garnir les postes, il fit retirer de Peckskill le général Gates avec les corps qu'il commandait.

Le général Lee, quoique Washington l'eût

[1] Le général Armstrong qui était de la Pensylvanie, fut dans le même tems envoyé par le général Washington, dans les parties de cet état où il avait le plus d'influence, pour exciter les citoyens à s'enrôler, et faciliter la levée de la milice.

pressé plusieurs fois de se réunir à lui, ne s'avançait que lentement, et paraissait beaucoup plus disposé à conserver un commandement séparé, et à menacer l'ennemi de le prendre à revers, qu'à fortifier l'armée principale. Dans ce dessein, il se proposait de prendre position à Morristown; mais après avoir reçu une lettre dans laquelle le commandant en chef désapprouvait ce projet, dont l'exécution devait le mettre lui-même hors d'état d'empêcher l'ennemi de marcher contre Philadelphie, il s'avança, non sans regret, vers la Delaware. En traversant le comté de Morris, il eut l'imprudence de se loger dans une maison mal gardée, et à trois milles de laquelle était son armée. On fit part de ce fait au colonel Harcourt, qui commandait un détachement de cavalerie, chargé d'examiner les mouvemens des troupes que conduisait Lee. Malgré une distance de vingt milles, Harcourt conçut et exécuta sur-le-champ le dessein de s'emparer de la personne du général américain. Par une marche rapide, son corps arriva le lendemain matin devant la maison où logeait Lee, qui ne connut l'approche de l'ennemi qu'à l'instant même où il se vit arrêté. Le colonel le mena en triomphe à l'armée anglaise, où pendant quel-

que tems il fut traité, non en prisonnier ; mais en déserteur.

Cet événement fit beaucoup d'impression dans tous les Etats-Unis. Les succès que le général Lee avait obtenus dans le sud, avaient extrêmement accru la confiance qu'on avait mise en son expérience et en ses talens. On savait que, durant le cours des opérations militaires qui avaient eu lieu dans l'état de New-York, il avait concouru à faire prendre ces mesures sages qui avaient infiniment dérangé le plan de l'ennemi. On croyait en outre qu'il avait été d'un avis contraire à celui de la pluralité des membres du conseil de guerre, où il avait été résolu de défendre les forts Washington et Lee. Enfin aucun officier, excepté le commandant en chef, ne possédait au même degré que lui la confiance des troupes et celle des citoyens ; et sa captivité fut considérée comme calamité. Personne ne la sentit plus vivement que le général Washington, qui faisait grand cas des talens de cet officier.

Le général Sullivan à qui passa le commandement de la division de l'armée du général Lee, s'empressa d'exécuter les ordres qu'avait reçus ce dernier. Ayant passé la Delaware à Philisbourg, il joignit, à peu-près le 20 du mois de décembre, le commandant

en chef, qui eut alors près de sept mille hommes sous ses ordres. Le général Gates arriva aussi le même jour, avec une partie de l'armée du Nord.

Le général de l'armée anglaise n'ayant pu, malgré tous ses efforts, parvenir à s'emparer d'un nombre de bateaux suffisant pour transporter ses troupes sur la Delaware, parut déterminé à prendre ses quartiers d'hiver. Il distribua environ quatre mille hommes entre les postes de Trenton, de Bordentown, du White-Horse et de Burlington. Le reste de l'armée du Jersey fut mis en cantonnement depuis le rive droite de la Delaware jusqu'à la rivière d'Hackensac. On posta des corps nombreux à Princeton, à Brunswick et à Elisabethtown. Mais malgré ces dispositions, le général Washington craignait que le dessein de prendre Philadelphie ne fût différé que jusqu'à l'instant où la glace laisserait le passage libre à l'ennemi.

On croyait qu'en faisant occuper par son armée une si grande partie du New-Jersey, le général Howe s'était principalement proposé d'intimider les habitans des environs, et par conséquent d'empêcher en partie le recrutement de l'armée américaine. Il était de la plus grande importance de contrarier

ce dessein. En conséquence, le général Washington donna l'ordre à trois régimens partis de Peckskill, de s'arrêter à Morristown, où se trouvaient déjà huit cents hommes de milice, rassemblés par le colonel Ford. Le général Maxwell, qui fut prendre le commandement de ces troupes, eut ordre d'inquiéter l'ennemi dans ses marches, d'en surveiller et d'en faire connaître tous les mouvemens, mais sur-tout ceux qu'il ferait du côté de Princeton ou de Trenton, d'enflammer le courage de la milice, et d'empêcher, s'il se pouvait, les habitans de se rendre dans les lignes de l'armée anglaise, pour y souscrire des actes de soumission au roi.

Le peu de tems qui s'écoula entre l'époque à laquelle l'ennemi prit ses quartiers d'hiver, et celle où recommencèrent les hostilités, le général Washington l'employa à faire au congrès de nouvelles représentations sur la formation de l'armée pour la prochaine campagne. Les dangers qui résultaient et des engagemens de trop courte durée, et de la trop grande confiance qu'on mettait en la milice, étaient alors évidens. Le défaut de cavalerie, d'artillerie et d'officiers du génie, s'était fait vivement sentir aussi; et le commandant en chef communiqua ses idées au

congrès sur ces points importans. Il le pressa également d'augmenter le nombre des régimens de l'armée continentale. Il convenait bien que ceux dont on avait déjà ordonné la formation, ne se complèteraient pas; mais il représentait qu'au moyen de cette augmentation, on nommerait de nouveaux officiers, dont chacun ne manquerait pas de faire quelques recrues. Quant au surcroit de dépenses que devaient occasionner les mesures qu'il proposait de prendre, Washington disait: « L'argent ne doit pas nous occuper uniquement. Les mécontens fournissent à l'ennemi, des forces qui s'accroîtront jusqu'à ce « qu'on ait trouvé les moyens d'arrêter le « progrès de ses armes. La milice y parviendrait peut-être pendant un court espace de « tems; mais dans les états où elle a été fréquemment requise de se mettre en marche, « elle refuserait de le faire de nouveau, ou « elle ne le ferait qu'avec répugnance et lenteur. N'est-ce pas ce qui est arrivé dans le « New-Jersey, dans la Pensylvanie ? n'est-ce « pas la Delaware seule qui a sauvé Philadelphie ?

« Y a-t-il rien qui puisse plus sûrement « empêcher le recrutement, » demandait aussi Washington, « que de donner un enga-

« gement de dix dollars pour six semaines « de service, à chaque homme de la milice, « qui vient quand il veut, qui ne fait que « ce qui lui plaît, qui épuise les munitions « et se retire à l'instant le plus critique ? Ce« pendant ce ne sera plus que sur des troupes « de ce genre, que je pourrai compter dans « dix jours. Elles seules seront alors chargées « de défendre notre cause, si l'on ne forme « pas une armée qui doive demeurer cons« tamment sur pied, et puisse se mesurer avec « celle de l'ennemi. »

Le commandant en chef touchait ensuite un point extrêmement délicat. Il demandait à être dispensé de recourir sans cesse au congrès, pour être autorisé à prendre des mesures dont la prompte exécution pouvait seule assurer le succès. « Dans les grands maux il faut de grands remèdes, » ajoutait-il. « Je suis loin « d'ambitionner le pouvoir. Personne ne dé« sire plus vivement que moi d'échanger l'é« pée contre le soc de la charrue; mais comme « officier et comme citoyen, je suis obligé « de déclarer que jamais on ne s'est vu en« touré de plus de difficultés que je ne le « suis. » Après avoir parlé de quelques mesures qu'il avait cru devoir prendre sans autorisation, et après en avoir proposé plusieurs

autres qu'il jugeait nécessaires, il disait : « On « pensera peut-être que je m'écarte de la ligne « de mon devoir, en agissant et en m'expli- « quant comme je le fais ; mais la crainte de « trahir l'intérêt de l'état, mon honneur et la « liberté, est mon excuse. »

La situation des affaires était alors des plus fâcheuses pour les Etats-Unis. L'armée, à l'exception de quelques régimens de la Virginie, de la Pensylvanie, du Maryland et du New-York, formant en tout environ quinze cents hommes, allait se dissoudre sous peu de jours. Le New-Jersey était en grande partie soumis à l'ennemi. La milice de la Pensylvanie n'avait pas montré l'empressement qu'on en avait attendu. Il était probable que le général Howe profiterait de la glace et de la dispersion de l'armée américaine, pour passer la Delaware et se rendre maître de Philadelphie, événement qui, outre son importance réelle, était extrêmement à redouter à l'époque d'un recrutement, dont le bon ou le mauvais succès devait décider du sort de l'Amérique. On craignait avec raison qu'un si grand revers ne détournât la jeunesse de concourir à défendre une cause qui serait presque entièrement perdue. D'après ces considérations, le général Washington n'eut

pas plutôt reconnu combien les différens corps de l'armée anglaise étaient épars, qu'il médita de frapper un coup, qui pût relever dans l'opinion publique les affaires des Etats-Unis, et lui faire regagner à lui-même, le terrain qu'il avait perdu. Il forma donc le hardi dessein d'attaquer au même instant tous les postes anglais établis sur la Delaware. Il espérait, s'il parvenait à réussir sur tous les points ou seulement sur quelques-uns, détruire la fâcheuse impression que ses pertes et sa retraite avaient produite, forcer en même-tems l'ennemi à évacuer le New-Jersey, et délivrer Philadelphie du danger imminent auquel cette ville était exposée. La manière dont il avait disposé ses postes pour défendre le passage de la rivière, était favorable à l'exécution de son projet. La plus grande partie des troupes réglées étaient placées au-dessus de Trenton, depuis le bac de Coryell jusqu'à celui de Yardly. Le camp volant de l'état de Pensylvanie et la milice du New-Jersey, occupaient, sous les ordres du général Irvine, tout l'espace qui s'étendait depuis le bac d'Yardly jusqu'à celui qui se trouvait vis-à-vis de Bordentown; et le général Cadwallader était au-dessous avec la milice de la Pensylvanie

L'entreprise que voulait former Washington, consistait à traverser, de nuit, la Delaware au bac de Mac-Konkey, neuf milles au-dessus de la ville qu'il se proposait d'attaquer, et à marcher ensuite en deux divisions, dont l'une suivrait la route de la rivière et l'autre celle de Pennington, qui toutes deux aboutissaient à Trenton, la première du côté de l'ouest et la seconde vers le nord. Cette partie du plan devait être mise à exécution par le commandant en chef lui-même, qui aurait sous ses ordres environ deux mille quatre cents hommes de troupes réglées. On supposait que cette division pourrait effectuer son passage vers minuit, ce qui lui donnerait le tems d'arriver à cinq heures du matin pour commencer l'attaque. Le général Irvine eut ordre de traverser la Delaware au bac de Trenton; et pour que l'ennemi ne pût s'échapper par là, cet officier devait s'emparer du pont placé au-dessous de la ville. Le général Cadwallader devait passer à Bristol, et enlever le poste de Burlington. On s'était proposé de réunir aux troupes de Bristol celles qui étaient occupées à fortifier Philadelphie, et de les placer les unes et les autres sous les ordres du général Putnam; mais il y avait dans la première de ces deux villes de si grands indices

d'un soulèvement en faveur du parti du roi, qu'on ne jugea pas à propos de la dégarnir.

Le froid fut très-rigoureux dans la nuit du 24 au 25 décembre, qui avait été choisie pour l'exécution du projet. Il tomba une pluie, mêlée de neige et de grêle, et le cours de la rivière fut tellement embarrassé de glaçons, que, malgré les plus grands efforts, les troupes et l'artillerie ne purent débarquer avant trois heures du matin, et qu'il en fut près de quatre lorsqu'elles se mirent en marche. Comme la distance depuis le point du débarquement jusqu'à Trenton, était presque la même par l'une et par l'autre route, on jugea que les deux divisions de l'armée atteindraient à cette ville, à peu-près en même tems. En conséquence on leur donna l'ordre d'attaquer aussitôt qu'elles seraient arrivées; et après avoir repoussé les postes avancés, elles devaient pénétrer sur-le-champ dans la place, pour empêcher que le corps principal de l'ennemi n'eût le tems de se reconnaître.

La division que conduisait le commandant en chef, suivit la route de Pennington, et toucha aux avant-postes des anglais, sur les huit heures du matin. Elle les chassa devant elle; et au bout de trois minutes, elle entendit le canon de la division qui avait pris

le chemin de la rivière. Le piquet de garde, en se retirant, fit feu derrière des maisons; mais les américains le poursuivirent si vivement qu'il ne put s'arrêter. Le colonel Rawle, brave officier qui commandait à Trenton, rangea ses troupes en ordre de bataille, pour marcher contre les assaillans. Au commencement de l'action, il fut mortellement blessé; et ceux qu'il avait sous ses ordres, tentèrent, dans la plus grande confusion, de s'échapper à droite, et de gagner la route de Princeton. Washington leur fit barrer le passage, par un détachement, qui s'avança rapidement contre eux. Se voyant enveloppés de toute part, et leur artillerie se trouvant déjà en la puissance de l'ennemi, ils mirent bas les armes, et furent faits prisonniers de guerre.

Malheureusement la grande quantité de glaçons n'avait pas permis au général Irvine d'exécuter cette partie du plan dont il avait été chargé. Quelques efforts qu'il eût employés, il n'avait pu passer la rivière; et en conséquence, la route de Bordentown était demeurée libre. Un parti ennemi, d'environ cinq cents hommes, qui se trouvait posté dans le bas de la ville de Trenton, profita de cette circonstance; et passant le pont au commencement de l'action, il suivit la rivière, et

s'échappa. L'obstacle qui avait arrêté Irvine, empêcha également Cadwallader d'attaquer le poste de Burlington. Ce général parvint avec des peines infinies, à faire passer une partie de son infanterie ; mais celle-ci fut obligée de retourner à l'autre bord, parce qu'il fut impossible de transporter l'artillerie.

Quoique l'extrême rigueur du froid eût fait manquer une partie du projet, le grand succès qu'eut la division que le général Washington commandait en personne, fut suivi des plus heureux effets. L'ennemi eut vingt hommes de tués. Ceux qui mirent bas les armes étaient au nombre de neuf cent neuf, y compris les officiers. D'autres qu'on trouva cachés dans les maisons, firent monter à environ un mille le nombre des prisonniers. Six pièces de campagne et à peu-près mille fusils furent pris. Les américains eurent deux soldats de tués, deux de gelés au point qu'ils en moururent, et quatre ou cinq de blessés.

Si les divisions commandées par les généraux Irvine et Cadwallader avaient pu traverser la Delaware, les américains se seraient avancés jusqu'à Bordentown. Ils eussent alors chassé l'ennemi de tous les postes qu'il occupait sur le bord de la rivière, et eussent conservé une position dans le New-Jersey. Mais comme

on supposa que les anglais rassembleraient des forces au-dessous de Trenton, et qu'on était instruit qu'ils avaient un corps nombreux à Princeton, on ne crut pas devoir s'exposer à perdre l'avantage qu'on venait de remporter ; et le général Washington repassa la Delaware avec ses prisonniers et les munitions de guerre qu'il avait enlevées. Le congrès, à qui le lieutenant colonel Baylor, aide-de-camp du commandant en chef, porta la nouvelle de l'affaire de Trenton, fit présent d'un cheval de bataille à cet officier, et lui donna sa recommandation pour lui faire obtenir le commandement d'un régiment de cavalerie.

L'étonnement du général Howe fut extrême lorsqu'il eut connaissance du coup que venait de frapper le général Washington, dont il jugeait les affaires désespérées. Ce dernier avait été abandonné par toutes les troupes, qui avaient le droit de se retirer. Les régimens que l'on avait fait venir de Tyconderoga, s'étaient presque entièrement dispersés en traversant le pays voisin de celui dans lequel ils avaient été levés ; et l'engagement des deux tiers des troupes réglées devait expirer au premier du mois de janvier suivant. On ne pouvait espérer qu'elles voulussent

continuer à servir, et le recrutement avait pris fin. Une grande partie des peuples étaient tombés dans le découragement. La soumission du New-Jersey était complète ; et quelques-uns de ceux qui connaissaient le mieux l'opinion publique, pensaient que, même dans la Pensylvanie, le plus grand nombre des habitans ne laisseraient pas écouler le délai de soixante jours, fixé par la proclamation du lord et du général Howe, sans accepter le pardon qui leur était offert. Loin de croire qu'elle pût prendre l'offensive, c'était l'entière dispersion de l'armée américaine qu'on attendait. On ne supposait pas qu'affaiblie comme elle devait l'être, après le dernier jour du mois de décembre, il lui fût possible de défendre plus long-tems le passage de la Delaware, que, selon toute apparence, la glace devait rendre praticable à cette époque. Tout fortifiait cette opinion ; et le général anglais pouvait, sans présomption, penser que la guerre approchait de sa fin, lorsque l'entreprise hardie que nous venons de retracer, lui apprit qu'il avait en tête un adversaire, qui ne cesserait d'être redoutable que lorsque tout moyen de résistance lui serait enlevé. Reconnaissant que la conquête de l'Amérique devait être plus longue qu'il ne le croyait

d'abord, il résolut, quoiqu'on fût au cœur de l'hiver, de reprendre les opérations militaires ; et le lord Cornwallis, qui s'était rendu à New-York, dans le dessein de s'embarquer pour l'Europe, suspendit son départ, et revint avec de grandes forces dans le New-Jersey, afin de regagner le terrain qui venait d'être perdu.

Cependant le comte Donop, qui commandait les troupes postées au-dessous de Trenton, et se trouvait lui-même à Burlington, étant instruit de l'avantage remporté par les américains, se retira par la route d'Amboy, et joignit le général Leslie à Princeton. Le lendemain, le général Cadwallader passa la Delaware et prit position sur la rive, du côté du New-Jersey. Il avait ordre de harceler l'ennemi, s'il pouvait le faire sans s'exposer ; mais il ne devait rien hasarder qu'il ne fût renforcé par plusieurs bataillons, auxquels on avait donné un ou deux jours pour se reposer de la fatigue qu'ils avaient endurée à l'attaque de Trenton. Le général Mifflin se réunit alors au général Irvine, avec un détachement de milice de la Pensylvanie, composée d'environ quinze cents hommes ; et ces deux officiers eurent aussi l'ordre de passer la Delaware.

Le commandant en chef ayant alors rassemblé assez de forces pour faire quelque tentative, résolut de ne pas demeurer inactif ; et quoique ses troupes fussent encore bien inférieures en nombre à celles de l'ennemi, il forma le dessein d'employer l'hiver à recouvrer le New-Jersey, ou du moins une grande partie de cet état. En conséquence, il donna l'ordre au général Heath, qui avait pris position à Peckskill, pour défendre les montagnes entre lesquelles coule la rivière du Nord, de laisser un petit détachement dans ce lieu, et de s'approcher des cantonnemens de l'ennemi, dans le New-Jersey, avec le corps principal de la milice de Pensylvanie. Le général Maxwell fut chargé de réunir autant de corps de milice qu'il le pourrait, pour harceler les troupes anglaises, soit sur le flanc, soit à revers, et en attaquer les postes avancés, lorsqu'il trouverait l'occasion de le faire avec avantage. Washington, après avoir pris toutes ces mesures, passa de nouveau la Delaware avec les régimens de troupes réglées, et prit position à Trenton. Il y usa de toute son influence pour retenir quelque tems encore les troupes de la Nouvelle-Angleterre, dont le service devait cesser le dernier du mois de décembre; et au moyen d'un engagement de dix dollars, il

parvint, non sans beaucoup de peine, à persuader à un assez grand nombre de soldats de s'enrôler pour six semaines.

L'ennemi avait alors à Princeton, que l'on avait entouré de quelques ouvrages, des forces considérables, sous le commandement du lord Cornwallis. Comme il avait mis en mouvement du côté de Trenton un corps nombreux, on jugea qu'il voulait attaquer cette dernière place. D'ailleurs on en avait reçu l'avis, et l'on pensait qu'il croirait devoir mettre à profit le départ des troupes de la Nouvelle-Angleterre, qu'il supposait libres de se retirer.

Les généraux Mifflin et Cadwallader, qui occupaient Bordentown et Croswix avec trois mille six cents hommes de milice, eurent ordre de se mettre en marche dans la nuit du 31 décembre au premier janvier 1777, pour se réunir au commandant en chef, dont les troupes, après cette jonction, ne firent pas un corps de plus de cinq mille hommes.

Comme on s'y était attendu, l'ennemi s'avança le lendemain matin; et après quelques escarmouches avec les troupes détachées du côté de Maidenhead pour la harceler et retarder sa marche, l'avant-garde de l'armée anglaise arriva sous les murs de Trenton, à peu près à quatre heures du soir. (Son arrière-garde

était alors à Maidenhead, qui se trouve entre Princeton et Trenton.) A son approche le général Washington se retira, et mit son armée en ordre de bataille derrière l'Assumpinck, crique qui traverse la ville. L'ennemi voulut passer cette crique en plusieurs endroits ; mais ayant trouvé tous les passages gardés il fit halte et alluma ses feux. L'artillerie joua des deux côtés jusqu'à la nuit. La position du général Washington était alors extrêmement critique. S'il demeurait dans le lieu qu'il occupait, il était sûr d'être attaqué le lendemain matin, par des troupes beaucoup plus nombreuses que les siennes ; et selon toute apparence, la destruction de sa petite armée devait être le résultat d'une bataille. Quelques jours d'un tems doux et brumeux ayant amolli la glace qui couvrait la Delaware, le passage de cette rivière devenait extrêmement difficile et périlleux ; et vouloir le tenter, c'était s'exposer à de grandes pertes et peut-être même à une entière défaite. Dans l'un et dans l'autre cas, tout le New-Jersey devaitdemeurer en la puissance de l'ennemi, l'esprit public devait se refroidir au dernier degré, le recrutement cesser, et Philadelphie se trouver encore une fois menacée par le général Howe. Il était évident qu'une déroute priverait de presque

tous les avantages qu'on s'était promis après le dernier succès, et que si elle ne rendait pas absolument désespérées les affaires des Etats-Unis, elle les mettrait du moins dans une situation des plus fâcheuses.

Dans cet état des choses, Washington forma le judicieux et hardi dessein d'abandonner la Delaware, et de filer en silence, pendant la nuit, le long du flanc gauche de l'ennemi, pour gagner Princeton qui, se trouvant derrière l'armée anglaise, n'était défendue que par des troupes peu nombreuses. Après les avoir battues, il devait, par un mouvement rapide, se porter à Brunswick où étaient, sous une faible garde, les bagages et les principaux magasins de l'ennemi. Il espérait que cette manœuvre forcerait le général anglais à songer à sa propre sûreté, et il devait en résulter sur-le-champ de grands avantages : la ville de Philadelphie cesserait d'être menacée ; on recouvrerait la plus grande partie du New-Jersey ; on ne paraîtrait point faire retraite, et l'on soutiendrait l'esprit public, en agissant offensivement. Si même on était trompé dans cette attente, et si malgré tout calcul, le lord Cornwallis marchait contre la capitale de la Pensylvanie, il ne pourrait arriver rien de pis de ce côté, qui n'arrivât si ce même

lord chassait l'armée américaine devant lui. En outre, ce malheur serait moins grand si l'ennemi était expulsé du New-Jersey, et si l'on battait isolément tous les partis qu'il avait dans ce pays.

Le conseil de guerre approuva ce plan, et l'on s'occupa de le mettre à exécution sur le-champ. Les bagages furent transportés à Burlington, aussitôt que la nuit ne permit plus de distinguer les objets; et une heure après avoir rallumé leurs feux, les américains laissant au pont, et aux autres endroits où l'on pouvait passer la petite rivière qui traverse Trenton, des gardes chargées de faire les rondes comme à l'ordinaire, levèrent leur camp dans le plus profond silence, et prirent la route d'Allen-Town pour se rendre à Princeton. Trois régimens de troupes anglaises avaient campé la nuit précédente sous les murs de cette dernière ville; et deux de ces corps s'étaient mis en marche de grand matin, pour joindre l'arrière-garde de leur armée à Maidenhead. A-peu-près au lever du soleil [1], ils rencontrèrent l'avant-garde des amé-

[1] Le changement de tems rendit la marche des troupes anglaises plus prompte qu'elle ne l'eût été sans cette circonstance. Le 2 janvier au soir, il fit extrêmement froid, et la gelée raffermit les chemins.

ricains, commandée par le général Mercer; et il s'ensuivit une action très-vive, qui cependant ne fut pas de longue durée. La milice, dont était composée la plus grande partie de cette avant-garde, lâcha bientôt le pied, et le peu de troupes réglées qui en formaient le reste ne purent plus soutenir . choc. Le général Mercer fut mortellement blessé, en s'efforçant de rallier ses troupes, qui furent mises entièrement en déroute. Mais la fortune changea bientôt de parti. Le corps principal de l'armée américaine, conduit par le général Washington en personne, suivait de près le corps avancé et attaqua vivement l'ennemi. Le commandant en chef persuadé que la ruine des affaires des Etats-Unis serait la suite inévitable d'une défaite, s'exposa sans ménagement au feu le plus vif. Il fut si bien secondé par les troupes qui avaient, quelques jours auparavant, sauvé leur pays en remportant la victoire à Trenton, que les anglais à leur tour furent forcés de plier; et les deux régimens se séparèrent l'un de l'autre. Le colonel Manhood, qui commandait celui qui était en tête, se fit jour avec ce corps à travers les rangs des américains, et se retira à Maidenhead. Le cinquante-cinquième régiment, qui était en arrière, se retira par Hills-

borough à Brunswick. Les forces que les anglais avaient à Maidenhead furent cause qu'on ne poursuivit point Manhood ; et en conséquence, le général Washington poussa en avant du côté de Princeton. Le régiment qui occupait cette ville se retira précipitamment à Brunswick , sans avoir fait une grande perte.

Dans cette journée , l'ennemi eut environ cent hommes de tués, et on lui fit près de trois cents prisonniers. Le nombre des morts fut un peu moindre du côté des américains ; mais on vient de voir qu'on y compta le général Mercer, brave officier de l'état de Virginie , qui , dans la guerre terminée en 1763, avait servi avec le commandant en chef, dont il possédait toute l'estime. Les colonels Haslett et Potter , qui faisaient deux excellens officiers , l'un de l'état de Delaware et l'autre de l'état de Pensylvanie, le capitaine Neal, qui était attaché à l'artillerie, le capitaine Fleming, qui ce jour commandait le septième régiment de la Virginie, et enfin cinq autres officiers de mérite restèrent également sur le champ de bataille.

Au point du jour, le lord Cornwallis reconnut que l'armée américaine avait décampé pendant la nuit; et aussitôt il devina le plan

qu'avait formé le général Washington. Il conçut de vives alarmes pour Brunswick, où se trouvaient des magasins d'une valeur considérable, et où l'on devait avoir déposé la caisse militaire, qui renfermait environ soixante et dix mille livres sterling. Ayant levé son camp, il se mit promptement en marche pour défendre cette ville, et s'approcha très-près de Princeton, avant que l'armée américaine en fût sortie. Le général Washington se trouva de nouveau dans une situation extrêmement périlleuse. Ses troupes étaient accablées de fatigue. Ceux qui les composaient, n'avaient point dormi la nuit précédente, et même plusieurs d'entr'eux n'avaient pas fermé l'œil depuis deux jours. Ils n'avaient point de couvertures; un grand nombre manquaient absolument de souliers, et d'autres étaient à peine vêtus. Ils étaient poursuivis par des troupes fraîches, supérieures en nombre, bien pourvues de tout, et qui devaient paraître avant que Washington eût pu exécuter ses desseins sur Brunswick, si cette ville lui opposait quelque résistance. Dans une telle conjoncture, le commandant en chef résolut sagement de renoncer au reste de son plan; et après avoir rompu les ponts construits sur la crique de Millstone, entre Princeton et

Brunswick, il prit le chemin qui, remontant vers l'intérieur du pays, conduit à Pluckemin, où il permit à son armée de se livrer au repos, ce dont elle avait un si grand besoin. Le lord Cornwallis continua sa marche jusqu'à Brunswick, et y arriva dans le cours de la nuit. Le général Mathews, qui commandait dans cette place, avait été vivement alarmé; et tout en prenant ses mesures pour recevoir l'ennemi, il avait eu soin de faire transporter les magasins militaires en lieu de sureté.

Les troupes américaines avaient tellement souffert de la rigueur du froid, elles étaient si accablées par la fatigue que leur avait causée un service extrêmement prolongé, elles se plaignaient si vivement, sur-tout la milice, leur nombre était si diminué par les malades et par la retraite de ceux qui étaient rentrés dans leurs foyers, que le général Washington reconnut qu'il n'était plus possible d'agir offensivement, et qu'il sentit la nécessité de se retirer à Morristown, pour y mettre son armée à couvert, et lui donner quelques instans de relâche.

Les attaques faites si judicieusement, mais avec tant de hardiesse et si inopinément, à Trenton et à Princeton, par un général et

des troupes que l'on considérait comme entièrement vaincues, eurent plus d'influence sur la suite des opérations militaires, qu'on ne pourrait le supposer d'après le nombre des morts et celui des prisonniers. Elles sauvèrent temporairement Philadelphie, elles firent recouvrer le New-Jersey; et ce qui était beaucoup plus important, elles redonnèrent de la vigueur aux esprits, et facilitèrent le recrutement d'une manière sensible.

La question de savoir si des armées temporaires, composées d'hommes enlevés à la charrue, peuvent suffire pour défendre une nation contre des troupes disciplinées et constamment sur pied, était alors résolue; et tant qu'elle était demeurée indécise, elle avait fortement compromis l'indépendance des États-Unis. On sentit enfin que de la composition de l'armée qui devait agir pendant la prochaine campagne, dépendrait le salut de la patrie. Durant la retraite des américains à travers le New-Jersey, et tandis que prévalut l'opinion qu'aucune résistance ne pourrait arrêter les progrès de l'ennemi, on ne compta qu'un très-petit nombre d'hommes déterminés à redoubler d'efforts; et cependant ce n'était que la pluralité des citoyens, qui pouvaient donner de la force aux armées. Le plus

grand découragement s'était fait remarquer dans tous les États-Unis, mais sur-tout dans ceux du centre. La confiance se perdait de jour en jour, et le recrutement était si difficile et si lent, que l'on avait conçu les craintes les plus vives sur les opérations ultérieures.

Les affaires de Trenton et de Princeton furent considérées comme de grandes victoires. Les peuples crurent y trouver des preuves de la supériorité de l'armée américaine et des talens de son général. On cessa de croire que l'issue de la contestation serait fatale à la cause de l'indépendance, et l'on se persuada, au contraire, que par des efforts multipliés on la ferait triompher enfin. Les citoyens changèrent de conduite en même tems que d'opinion; et quoique les régimens dont le congrès avait ordonné la formation ne se soient point complétés, ils se trouvèrent, après cette heureuse révolution, composés d'un plus grand nombre d'hommes qu'on n'eût osé l'espérer auparavant.

La fermeté que montra le congrès pendant ce tems d'épreuve et de revers, qui s'écoula entre la prise du fort Washington et la bataille de Princeton, donna à tous ceux qui furent membres de cette assemblée, les droits les mieux fondés à l'admiration de l'univers

et à la reconnaissance de leurs compatriotes. Bravant le danger qui les menaçait plus particulièrement que les autres citoyens, ils ne purent jamais supposer que l'indépendance qu'ils avaient proclamée ne pût se réaliser, ni qu'on dût acheter la paix, en se mettant sous le joug de la Grande-Bretagne. Leur courage s'accrut avec les obstacles qu'ils eurent à surmonter. Ils cherchèrent à ranimer l'esprit public, en rédigeant des adresses dans lesquelles la force de l'éloquence se réunissait à celle du raisonnement. Ils firent de grands efforts pour exciter la milice à se porter sur le champ de bataille ; et ils envoyèrent, à cet effet, de tous côtés, les agens qui possèdaient les moyens les plus propres à capter la faveur populaire[1]. Les progrès que l'armée britannique faisait dans le New-Jersey, exposant Philadelphie aux plus grands dangers, ils transférèrent le siége du congrès à Baltimore ; et aussitôt qu'ils y furent rassemblés, ils prirent les mesures les plus sages pour composer une armée formidable, et réparer les revers occasionnés par d'anciennes erreurs. Déclarant que dans l'état où se trouvaient les affaires, la conservation de la liberté

[1] Le général Mifflin rendit les services les plus signalés en cette occasion.

dépendait de l'organisation de l'armée ; et reconnaissant qu'une nombreuse assemblée, qui était entièrement incapable d'en diriger convenablement les opérations, pouvait se trouver à une grande distance du théâtre de la guerre, ils autorisèrent le général Washington à lever seize nouveaux régimens, et lui conférèrent, pour six mois, des pouvoirs presque illimités.

Vers la fin de l'année 1776, époque où les affaires des États-Unis étaient le plus désespérées, plusieurs membres du congrès lui proposèrent d'autoriser les commissaires qu'il avait envoyés vers la cour de Versailles, à céder à la France le monopole dont la Grande-Bretagne avait joui dans ses colonies de l'Amérique septentrionale ; mais on jugea qu'une pareille mesure détruirait la force d'un grand nombre d'argumens employés en faveur de l'indépendance, et que probablement elle désunirait les peuples. On demanda ensuite que le privilége qui serait offert se bornât à un certain nombre de productions qu'on spécifia ; mais les différens États avaient à ce sujet des intérêts si contraires, que la proposition fut promptement rejetée. Quelques membres voulaient qu'on tentât de conclure avec la France une ligue offensive et défensive ; mais

ceux qui avaient le plus de lumières répondirent que si l'on pouvait acheter l'amitié des petits États, il n'en était pas de même de celle des grands. Ils représentèrent que si, en embrassant la cause des États-Unis, la France s'exposait à rompre avec la Grande-Bretagne, elle consulterait moins un intérêt direct, qu'elle ne céderait au desir d'abaisser une nation rivale dont la puissance croissait sans cesse. On sentit donc que l'assurance que les États-Unis persistaient à refuser l'obéissance au gouvernement britannique, pouvait seule décider la cour de Versailles à leur prêter son appui. Conformément à une opinion, dont on reconnut la sagesse, le congrès prit plusieurs résolutions, par lesquelles il déclara que les américains ne consentiraient jamais à redevenir sujets de la Grande-Bretagne, et que se confiant en la bonté de la providence, ils s'exposeraient à tout pour soutenir leur indépendance, et jouir de la liberté du commerce, dont ils avaient proposé de partager les avantages avec toutes les nations. Des copies de ses résolutions furent adressées aux principales cours de l'Europe, et l'on chargea divers agens de solliciter leur amitié en faveur de la puissance qui venait de s'élever. Les dépêches tombèrent entre les mains des an-

glais, qui les publièrent. Cette circonstance fut loin d'affliger le congrès, qui était persuadé que la crainte qu'il ne conclût un accommodement avec la Grande-Bretagne, était ce qui détournait le plus les cours étrangères de se mêler d'une querelle, qu'elles croyaient purement domestique. Il pensa qu'une résolution formée après des revers multipliés, et par laquelle il déclarait solennellement qu'il ne consentirait jamais à rétablir les nœuds qui avaient joint la métropole à ses colonies, convaincrait tous ceux qui désiraient le démembrement de l'empire britannique, que la politique exigeait qu'on empêchât la conquête des États-Unis.

FIN DU SECOND VOLUME.

TABLE

DES CHAPITRES

Contenus dans ce volume.

FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES.







